



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
100-167 Lombard Avenue
Winnipeg
Manitoba
R3B0T6
Bid Fax: (780) 497-3510

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Northern Contaminated Site Program
ATB Place North Tower
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet Jericho Mine Site Stabilization	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-171068/A	Date 2016-08-23
Client Reference No. - N° de référence du client PWGSC EW699-171068	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$NCS-012-10842	
File No. - N° de dossier NCS-6-39116 (012)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-10-03	Time Zone Fuseau horaire Central Daylight Saving Time CDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sarna (NCS), Crystal	Buyer Id - Id de l'acheteur ncs012
Telephone No. - N° de téléphone (204) 298-2742 ()	FAX No. - N° de FAX (204) 983-7796
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA Nunavut - RPS/OGD Iqaluit Nunavut X0A0H0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE PROPOSITIONS

STABILISATION DU SITE DE LA MINE JERICO SITE DE LA MINE JERICO (NUNAVUT) N° DU PROJET : R.083349

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

SOUMISSIONS À TROIS ENVELOPPES

Les soumissions doivent être présentées respectant un processus à « trois enveloppes ». Consulter l'IP02 aux Instructions particulières aux soumissionnaires.

APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Dans son Plan d'action économique de 2013, le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Vous référer à IP04.

DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ - SOUMISSION

Des changements ont été apportés aux Dispositions relative à l'intégrité - soumission du gouvernement du Canada en date du 3 juillet 2015. Voir IG01, Disposition relatives à l'intégrité-soumission des Instructions Générales pour plus d'information.

INTERUPTION DES SERVICES POSTES CANADA

En cas de grève par le service postal du Canada, il reste la responsabilité du soumissionnaire de veiller à ce que les soumissions sont reçues à l'offre correcte unité de réception à la date et l'heure. Télécopieur peuvent servir à présenter des soumissions sauf si indiqué autrement

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/vedette-features/2016-04-19-00-fra.html>

AJOUT D'UNE CLAUSE ÉVALUATION DU RENDEMENT - CONTRAT

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS09 de l'ajout d'un paragraphe à la clause R2810D.

AJOUT DE TERMINOLOGIE

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS10 de l'ajout de terminologie à la clause R2810D.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction

IP02 Ouverture des soumissions

IP03 Web Sites

IP04 Initiative de travaux publics et services gouvernementaux canada pour l'embauche d'apprentis

IP05 Visite des lieux

IP06 Exigence en matière de sante et sécurité

IP07 Accord sur les revendications territoriales du Nunavut

IP08 Statut et disponibilité du personnel

INTRODUCTION

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

GLOSSAIRE DES TERMES

IS01 DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

IS02 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE – SOUMISSION

IS03 CONFLIT D'INTÉRÊTS ET AVANTAGE INDU

IS04 SOUMISSION

IS05 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

IS06 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

IS07 MODIFICATION DES SOUMISSIONS

IS08 FRAIS DE DÉVELOPPEMENT D'IMMOBILISATIONS

IS09 PRIX

IS10 EXIGENCES EN MATIÈRE DE QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

IS11 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

IS12 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

IS13 ÉTATS FINANCIERS

IS14 LANGUE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

IS15 REJET DE LA SOUMISSION

IS16 DEMANDES D'ÉCLAIRCISSEMENT PENDANT LA DURÉE DE L'INVITATION

IS17 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

IS18 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE CONTRACTUELLE

IS19 TAXES APPLICABLES

IS20 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

IS21 ÉVALUATION DU RENDEMENT

IS22 COÛTS RELATIFS À LA SOUMISSION

IS23 NUMÉRO D'ENTREPRISE – APPROVISIONNEMENT

IS24 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION

IS25 AVIS

IS26 SÉANCE D'EXPLICATIONS

EXIGENCES DE PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS (EPEP)

SECTION 1 : EXIGENCES RELATIVES AU FORMULAIRE DE SOUMISSION ET AU CONTENU

SECTION 2 : SÉLECTION

SECTION 3 : ÉVALUATION TECHNIQUE

SECTION 4 : EXIGENCES DE PRÉSENTATION OBLIGATOIRES

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A - FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

APPENDICE 1 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ-LISTE DE NOMS

APPENDICE 2 – POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

APPENDICE 3 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

APPENDIX 4 –GARANTIE ET ATTESTATION DU SOUMISSIONNAIRE

APPENDIX 5 – ATTESTATION ET RAPPORT SURE LES RÉALISATIONS DE L'ENTREPRENEUR

APPENDIX 6 – CONDITIONS RÉAGISSANT L'INCITATIF ET LES PÉNALITÉS LIES AU PLAN

D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS

ANNEXE B - MODALITÉS ET CONDITIONS

ANNEXE C - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS

ANNEXE D - CADRE DE RÉFÉRENCE

ANNEXE E - ATTESTATION D'ASSURANCE

ANNEXE F – LISTE DES SOUS-TRAITANTS

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – DÉCLARATION DE CONDAMNATION À UNE INFRACTION (9 juillet 2015)

Conformément à la Déclaration de condamnation à une infraction, du paragraphe 10 (copié ci-dessous) des Instructions Générales, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

Déclaration de condamnation à une infraction

Lorsqu'un soumissionnaire ou ses affiliés ne sont pas en mesure d'attester qu'ils n'ont pas été déclarés coupable de toute infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada, Infractions commises à l'étranger, le soumissionnaire doit remplir le [Formulaire de déclaration](#), qui doit être présenté avec sa soumission afin que celle-ci ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

IP02 OUVERTURE DES SOUMISSIONS

1. Il n'y aura pas d'ouverture des soumissions en public lors du dépôt de soumissions.
2. Enveloppe 1 - Qualification - Sera ouverte en privé. Cette enveloppe sera ouverte en premier pour évaluer les documents requis. L'évaluation sera faite selon une de pointage. Cette étape sera franchie seulement si le soumissionnaire satisfait aux exigences obligatoires requises. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à une ou à chacune des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission. L'enveloppe 2 sera retournée au soumissionnaire sans qu'elle n'ait été ouverte.
3. Enveloppe 2 - Prix - L'enveloppe 2 sera évaluée selon les exigences obligatoires requises. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à une ou à chacune des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission.
4. Enveloppe 3 – La garantie de soumission, au cas échéant, doit être soumise dans une enveloppe séparée et étiquetée en conséquence. L'enveloppe 3 sera évaluée selon les exigences obligatoires requises. Si le soumissionnaire ne satisfait pas à une ou à chacune des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à la soumission.

IP03 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>

Contrats Canada (Achats et ventes) <http://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)
[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf)

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)
[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf)

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)
[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf)

Guide des CCUA <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction
[Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml)

TPSGC, Services de sécurité industrielle
[Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html)

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

IP04 INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Dans le Plan d'action économique (PAE) de 2013, le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Par l'entremise du Plan d'action économique de 2013 et de son appui aux programmes de formation, le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.

4. Les attestations signées (APPENDICE 3) aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.

5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à l'APPENDICE 3.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à l'APPENDICE 3

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

IP05 VISITE DES LIEUX ET CONFÉRENCE DES SOUMISSIONNAIRES

Une visite du site se tiendra le **7 septembre 2016. Le départ se fera de Yellowknife à 8 h, heure normale des Rocheuses** (le lieu de la rencontre sera précisé plus tard). En cas de mauvais temps, la visite sera reportée au lendemain.

Les coûts liés au vol nolisé de Yellowknife jusqu'au site seront pris en charge par le gouvernement du Canada. Tous les autres frais de déplacement et d'hébergement liés au voyage vers le site de la mine Jericho pour participer à la visite du site seront assumés par l'entrepreneur ou son représentant.

Les soumissionnaires intéressés doivent s'inscrire et confirmer leur participation avec l'autorité contractante **au plus tard le 1^{er} septembre 2016 à 14 h, heure normale du Centre (HNC).**

Courriel : Crystal.Sarna@pwgsc-tpsgc.gc.ca ou par téléphone au 204-298-2742.

Les personnes qui ne sont pas inscrites ne pourront se rendre ni accéder au site. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Toutes les clarifications de la demande et toutes les modifications apportées à cette dernière découlant de la visite des lieux seront regroupées dans une modification à la demande de soumissions.

Tenue vestimentaire – Les participants à la visite des lieux doivent tous obligatoirement avoir des chaussures de sécurité appropriées (étiquette verte homologuée CSA). Ils doivent également porter un casque protecteur, un gilet de haute visibilité et des lunettes de sécurité, et avoir une lampe frontale ou une lampe de poche. Les membres du personnel de l'entrepreneur/participants qui n'ont pas l'équipement de sécurité approprié se verront refuser l'accès au site. Les entrepreneurs qui participent à la visite sont priés d'apporter eux-mêmes l'eau et la nourriture dont ils auront besoin pour la journée.

Puisque le nombre de places est limité, deux (2) représentants par entreprise, au maximum, seront autorisés à participer à la visite du site.

Une téléconférence destinée aux soumissionnaires aura lieu le 13 septembre 2016 à compter de 13 h, HNC. Les entrepreneurs qui souhaitent présenter une soumission sont invités à participer à la visite du site. Pour ce faire, ils doivent communiquer et s'inscrire par courriel à l'adresse crystal.sarna@pwgs-tpsgc.gc.ca.

IP06 SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES

PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

- 1.1 Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
 - 1.1.1 un «Claim Cost Summary *Territoires du Nord-Ouest et Nunavut*» de la Commission des accidents du travail, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
 - 1.1.2 une lettre d'attestation de la commission sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
 - 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
- 1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

Exemption de l'application de programmes de sécurité génériques (*le Territoires du Nord-Ouest / Nunavut seulement*) - Les entrepreneurs ayant dix (10) employés ou moins n'ont pas besoin de programme écrit. Cependant, la preuve de l'existence d'un système de gestion de la santé et de la sécurité demeure une exigence.

IP07 ACCORD SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES DU NUNAVUT

Pour ce besoin, il n'est pas obligatoire que les soumissionnaires incluent le Plan des avantages pour les Inuits (PAI) dans leur proposition.

Les exigences de l'**Accord sur les revendications territoriales du Nunavut** (ARTN) s'appliquent à ce marché.

Les soumissionnaires sont tenus, autant que possible, de faire appel à de la main-d'œuvre et à des sous-traitants inuits, de leur offrir autant d'occasions que possible de formation en cours d'emploi, et de faire participer les citoyens et les entreprises inuits de la localité et de la région lors de la réalisation du projet.

L'ARTN contient une disposition exigeant l'inclusion de critères de soumission socio-économiques dans le document d'appels d'offres, si la chose est matériellement possible et compatible avec de bons principes de gestion des marchés, et sous réserve des obligations du Canada aux termes des accords commerciaux internationaux. Ces critères de soumission socio-économiques sont souvent désignés en tant que critères d'avantages pour les Inuits, et les soumissionnaires proposent des avantages pour les Inuits, dans le cadre de leur soumission, sous la forme d'un plan des avantages pour les Inuits.

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les dispositions qui s'appliquent à ce marché sont contenues dans la partie 6 – Critères de soumissions de l'article 24 – Marchés gouvernementaux de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.

<http://nlca.tunnngavik.com/>

24.6.1 Chaque fois que cela est faisable et compatible avec une saine gestion des marchés de l'État, et sous réserve des obligations internationales du Canada, l'ensemble des critères énumérés aux alinéas suivants, ou du moins tous ceux qui sont appropriés à l'égard d'un marché donné, font partie des critères fixés par le gouvernement du Canada en vue de l'adjudication des marchés de l'État dans la région du Nunavut :

- (a) existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres établissements dans la région désignée du Nunavut;
- (b) embauche de travailleurs qui sont des Inuits, recours à des services professionnels des Inuits ou à des fournisseurs qui sont soit des Inuits, soit des entreprises inuites, pour exécuter le marché;
- (c) prise d'engagements, dans le cadre du marché, en ce qui concerne la formation en cours d'emploi ou le perfectionnement professionnel des Inuits.

ENTREPRISE INUIT

Une « entreprise inuite » est une entité qui se conforme aux exigences juridiques relatives à l'exercice d'activités commerciales dans la région désignée du Nunavut et qui est :

- (a) une société par actions à responsabilité limitée pouvant démontrer que plus de 51 % des actions avec droit de vote sont la propriété effective d'Inuits,
- (b) une coopérative contrôlée par des Inuits, ou
- (c) une entreprise individuelle ou un partenariat inuit.

« Inuit » s'entend d'une personne dont le nom figure dans la liste d'inscription des Inuits la plus récente, créée conformément aux exigences de l'article 35.2.1 de l'Accord entre les Inuits de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Nunavut Tunngavik Incorporated

Rankin Inlet

C.P. 280 888-236-5400 (numéro sans frais)

Rankin Inlet (Nunavut) 867-645-5400 (téléphone local)

X0C 0G0 867-645-3451 (télécopieur local)

IP08 Statut et disponibilité du personnel

Afin d'assurer que l'équipe de personnel essentiel proposée par le soumissionnaire sera disponible pour effectuer le travail à l'attribution du marché, le soumissionnaire atteste que, si le marché lui est attribué au terme du processus de demande de propositions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité.

Le défaut de se conformer à cette exigence ou le défaut d'obtenir l'assentiment du Canada à un remplacement pourra faire en sorte que la proposition soit déclarée non conforme ou que le marché soit résilié pour cause de manquement.

Pour plus de précision, le soumissionnaire dont la proposition sera recommandée pour l'attribution du marché sera invité à confirmer dans deux jours de l'avis de réception, que l'équipe de personnel essentiel proposée est disponible pour effectuer le travail. Sous réserve de ce qui précède, si le personnel proposé n'est pas disponible, pour des raisons réputé dans le contrôle du soumissionnaire, le soumissionnaire retenu ne sera pas admissible à l'attribution du marché. Le soumissionnaire classé au deuxième rang verra sa proposition recommandée pour l'attribution du marché et le même processus s'appliquera.

Introduction

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les soumissionnaires qualifiés en conception-construction à fournir des services d'assainissement et de mise hors service de certaines composantes du site de la mine Jericho, au Nunavut.

L'objectif de la présente demande de propositions vise à retenir les services d'un entrepreneur ou d'une coentreprise qui exécutera tous les travaux de conception-construction pour le pavage du parc de stationnement à l'Immeuble du Gouvernement du Canada situé à Iqaluit, au Nunavut. L'utilisation de la méthode de prestation des services c-c, une gamme complète de services d'entrepreneurs et d'experts-conseils professionnels sera nécessaire pendant les phases de conception et de construction du projet. Les travaux consistent, entre autres, en l'assainissement, en la conception et en la mise hors service de certaines composantes de la mine. Ils sont décrits en détail dans l'énoncé de projet.

Le budget des coûts de construction de catégorie A pour ce projet s'élève à environ 10 560 000 \$ (TPS comprise). Les estimations de catégorie A sont fondées sur les documents contractuels qui ont été remplis. Elles sont utilisées pour contrôler les agents d'ordonnancement autorisés avant de lancer la demande de soumissions.

Il s'agit d'un processus de sélection en une seule phase. La présente DDP énonce les exigences du projet, c.à.d. les caractéristiques de ce dernier et la vaste portée des services requis par l'entrepreneur.

Selon leur analyse des exigences du projet et les compétences et capacités au sein de leur entreprise, les soumissionnaires présentent des soumissions pour le service, en indiquant les prix.

Les soumissionnaires décrivent leurs compétences et les services qu'ils proposent dans la partie « *Offre technique* » de la proposition (première enveloppe). Il faut envoyer la « *Partie technique* », qui comprend le prix proposé dans une enveloppe scellée (deuxième enveloppe). La partie de la « *garantie de soumission* » contient la garantie de soumission. Elle est soumise dans une enveloppe scellée (troisième enveloppe).

La partie technique des soumissions concurrentielles est évaluée par le comité d'évaluation technique sans que le prix soit indiqué. L'évaluation repose sur un ensemble de critères, d'éléments et de facteurs de pondération préétablis. Les soumissions se voient accorder des notes chiffrées à la fin du processus d'évaluation technique.

Les enveloppes de prix des propositions recevables sur le plan technique sont ensuite ouvertes.

AVIS IMPORTANT: Prêter une attention particulière aux dispositions relative à l'intégrité et attestations contenues dans le document d'invitation.

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES (2013-06-27)

Glossaire des termes

1. Dans la présente DDP, on entend par :

Équipe du soumissionnaire : Équipe comprenant l'entrepreneur principal, l'expert-conseil principal, les spécialistes et les autres entreprises ou sous-traitants, y compris le soumissionnaire, qui sont proposés par le soumissionnaire pour exécuter ou fournir tous les services, les documents, la main-d'œuvre, les matériaux et l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux.

Personnel clé : Le personnel, les sous-traitants et spécialistes que l'entrepreneur se propose d'affecter à ce projet.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Cote technique : La cote attribuée aux aspects techniques d'une proposition dans la procédure de sélection et servant ensuite à établir la note technique pour en tenir compte dans le pourcentage de la note totale.

Soumissionnaire : L'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les entités) qui soumet une proposition. Le soumissionnaire retenu sera l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat.

Comité d'évaluation : Le comité mis sur pied pour évaluer et coter les propositions. Les membres de ce comité constituent un échantillon suffisamment représentatif de compétences professionnelles et possèdent l'expérience voulue.

Taxes applicables : signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013.

REMARQUE : L'expression « proposition » qui figure dans la présente demande de soumissions et le contrat subséquent correspond à « soumission » aux termes des modalités, des conditions et des instructions.

IS01 DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

1) Les documents qui constituent la soumission sont les suivants :

- (a) Première page de la DDP
- (b) Instructions aux soumissionnaires
- (c) Clauses et conditions précisées dans les documents contractuels
- (d) Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)
- (e) Formulaire de soumission de prix
- (f) Cadre de référence [\[Énoncé de projet\]](#)
- (g) Toute modification publiée avant la date de clôture de l'invitation

Le fait de présenter une soumission signifie que le soumissionnaire a lu les présentes instructions et qu'il accepte de s'y conformer.

IS02 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE – SOUMISSION (2015-07-03)

DECLARATION DE CONDAMNATION A UNE INFRACTION

Conformément à la Déclaration de condamnation à une infraction, du paragraphe 10 (copié ci-dessous) des Instructions Générales, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

Déclaration de condamnation à une infraction

Lorsqu'un soumissionnaire ou ses affiliés ne sont pas en mesure d'attester qu'ils n'ont pas été déclarés coupable de toute infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada, Infractions commises à l'étranger, le soumissionnaire doit remplir le [Formulaire de déclaration](#), qui doit être présenté avec sa soumission afin que celle-ci ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

1. Interprétation

Aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité, les définitions suivantes s'appliquent :

« Affilié » :

quiconque, incluant mais sans s'y limiter, les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, entreprises, sociétés de personnes, associations de personnes, sociétés mères ou ses filiales, qu'elles soient en propriété exclusive ou non, de même que les personnes, administrateurs, agents et employés clés si :

- i. l'entrepreneur ou la société contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- ii. un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur ou la société.

« Contrôle » :

- a. Contrôle direct, par exemple :
 - i. une personne contrôle une personne morale si les garanties de la personne morale auxquelles sont rattachés plus de 50 pourcent des droits de vote pouvant être exercés pour élire les administrateurs de la personne morale sont la propriété effective de la personne et les votes rattachés à ces garanties sont suffisants, si exercés, pour élire la majorité des administrateurs de la personne morale;
 - ii. une personne contrôle une corporation structurée selon le principe corporatif si la personne et toutes les entités contrôlées par celle-ci ont le droit d'exercer plus de 50 pourcent des droits de vote nécessaires à une réunion annuelle ou pour élire la majorité des administrateurs de la corporation;
 - iii. une personne contrôle une société non constituée en personne morale, autre qu'une société en commandite, si plus de 50 pourcent des titres de participation, peu importe leur désignation, selon lesquels la société est divisée, sont la propriété effective de cette personne et que la personne a la capacité de diriger les affaires et les activités de la société;
 - iv. le partenaire général d'une société en commandite contrôle la société en commandite;
 - v. une personne contrôle une société si cette personne a une influence directe ou indirecte dont l'exercice entraînerait le contrôle de fait de la société.
- b. Contrôle présumé, par exemple, une personne qui contrôle une société est présumée contrôler toute société qui est contrôlée, ou présumée être contrôlée, par la société.
- c. Contrôle indirect, par exemple :

une personne est présumée contrôler, au sens des alinéas a) ou b), une société lorsque le total de :

 - i. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de cette personne, et de
 - ii. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de toute société contrôlée par cette personne,

est tel, que si cette personne et toutes les sociétés mentionnées au sous-alinéa c)(ii) qui sont le propriétaire effectif des garanties de cette société étaient une seule personne, cette personne contrôlerait l'entité.

« Entente administrative » :

entente négociée entre un fournisseur ou un fournisseur éventuel et le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSG) comme il est prévu dans la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).

« Inadmissibilité » :

non admissible pour l'obtention d'un contrat.

« Suspension » :

détermination d'inadmissibilité temporaire par le ministre de TPSG.

2. Déclaration

- a. Les soumissionnaires doivent se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et être admissible pour l'attribution d'un contrat en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de](#)

suspension. En outre, les soumissionnaires doivent répondre aux demandes de soumissions d'une manière honnête, équitable et exhaustive, afin de refléter avec exactitude leur capacité de satisfaire aux exigences des demandes de soumissions et à celles des contrats subséquents, et présenter des soumissions et conclure des contrats seulement s'ils pourront s'acquitter de toutes les obligations prévues au contrat.

- b. En présentant une soumission, les soumissionnaires attestent comprendre que le fait d'avoir été déclaré coupable de certaines infractions les rendra inadmissibles à l'obtention d'un contrat. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou s'il détermine que les renseignements contenus dans les attestations sont faux, à quelque égard que ce soit, au moment de l'attribution du contrat. S'il est déterminé par le ministre de TPSG, après l'attribution du contrat, que le soumissionnaire a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit, à la suite d'une période de préavis déterminée, de résilier le contrat pour manquement.

3. Liste de noms

- a. Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète de noms de tous les administrateurs. Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s). Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.
- b. Si la liste exigée n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir les noms dans le délai prévu, la soumission sera jugée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.
- c. Le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement pouvant toucher la liste de noms des administrateurs pendant le processus d'approvisionnement.

4. Demande de renseignements supplémentaires

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, validations d'un tiers qualifié par le ministre de TPSG et autres éléments prouvant son identité ou son admissibilité à conclure un contrat avec le Canada. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux condamnations pour certaines infractions et à toute absolution conditionnelle ou inconditionnelle précisées aux présentes dispositions relatives à l'intégrité.

5. Loi sur le lobbying

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ou convenu de verser directement ou indirectement, ni ne verseront à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le versement des honoraires requiert que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

6. Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions suivantes, laquelle entraînerait une incapacité légale en vertu du paragraphe 750(3) du [Code criminel](#) et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :

- i. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
 - ii. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du [Code criminel](#), ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, ou qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié du soumissionnaire inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).

7. Infractions commises au Canada

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions suivantes qui les rendrait inadmissibles à obtenir un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :
- i. l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du [Code criminel](#), ou
 - ii. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la [Loi sur la concurrence](#), ou
 - iii. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
 - iv. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
 - v. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
 - vi. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#), ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, ou qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié du soumissionnaire inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).

8. Infractions commises à l'étranger

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction dans une juridiction autre que celle du Canada, qui, de l'avis du Canada, serait similaire à une infraction traitée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale et Infractions commises au Canada, qui les rendrait inadmissibles à obtenir un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon comme décrit au paragraphe Pardons accordés par un gouvernement étranger et que :
- i. la cour devant laquelle le soumissionnaire ou ses affiliés se sont présentés a agi dans les limites de ses pouvoirs;
 - ii. le soumissionnaire ou ses affiliés ont participé aux procédures judiciaires ou se sont assujettis à la compétence de la cour;
 - iii. la décision de la cour ne résulte pas d'une fraude; et
 - iv. le soumissionnaire ou ses affiliés ont eu droit de présenter à la cour toute défense à laquelle le soumissionnaire ou ses affiliés auraient eu le droit de présenter si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada; ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, ou qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié du soumissionnaire inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).

9. Inadmissibilité à l'obtention d'un contrat

- a. Le soumissionnaire atteste comprendre que si lui ou tout affilié du soumissionnaire ont été déclarés coupable de certaines infractions ou ont été tenus responsables de certains actes, comme décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada, Infractions commises à l'étranger et [Loi sur le lobbying](#), lui-même ou ses affiliés seront inadmissibles à l'obtention d'un contrat, sauf en cas d'exception destinée à protéger l'intérêt public.
- b. Le soumissionnaire atteste comprendre qu'il est inadmissible à l'obtention d'un contrat lorsque déterminé par le ministre de TPSG conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#), et lorsque la période d'inadmissibilité ou de suspension n'est pas encore expirée.

10. Déclaration de condamnation à une infraction

Lorsqu'un soumissionnaire ou ses affiliés ne sont pas en mesure d'attester qu'ils n'ont pas été déclarés coupable de toute infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada, Infractions commises à l'étranger, le soumissionnaire doit remplir le [Formulaire de déclaration](#), qui doit être présenté avec sa soumission afin que celle-ci ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

11. Période d'inadmissibilité

Les règles suivantes déterminent la période pendant laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, ayant été déclaré coupable de certaines infractions est inadmissible à l'obtention d'un contrat :

- a. Pour toute infraction citée au paragraphe Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale pour laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, la période d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat est indéfinie, sujet au paragraphe Pardons accordés par le Canada.

- b. Assujetti à une entente administrative, pour toute infraction citée aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger pour laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, selon le cas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, la période d'inadmissibilité pour l'obtention d'un contrat est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.
- c. Assujetti à une entente administrative, pour toute question de violation indiquée au paragraphe [Loi sur le lobbying](#) pour laquelle le soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, a été tenu responsable, selon le cas, au cours des trois dernières années à partir de la date de présentation de la soumission, la période d'inadmissibilité pour l'obtention d'un contrat est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.

12. Pardons accordés par le Canada

Une détermination d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat ne sera pas effectuée ou maintenue par le ministre de TPSG dans le cadre des présentes dispositions relatives à l'intégrité, concernant une infraction ou un acte qui donne lieu ou pourrait donner lieu à une détermination d'inadmissibilité, si le soumissionnaire ou un affilié du soumissionnaire :

- a. a obtenu une absolution inconditionnelle pour l'infraction, ou une absolution conditionnelle en ce qui a trait à l'infraction et que ces conditions ont été satisfaites;
- b. a obtenu un pardon en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
- c. a obtenu un pardon en vertu de l'article 748 du [Code criminel](#);
- d. a reçu un avis de suspension dans le cadre de la [Loi sur le casier judiciaire](#);
- e. a obtenu un pardon en vertu de la [Loi sur le casier judiciaire](#) - dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 165 de la [Loi sur la sécurité des rues et des communautés](#).

13. Pardons accordés par un gouvernement étranger

La détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats gouvernementaux ne peut être faite ou maintenue, selon le cas, par le ministre de TPSG à l'égard des questions mentionnées au paragraphe Infractions commises à l'étranger et par rapport à une infraction ou à un acte qui a donné lieu ou donnera lieu à une détermination d'inadmissibilité, si le soumissionnaire ou ses affiliés ont en tout temps bénéficié de mesures étrangères qui sont similaires aux pardons canadiens, aux absolutions inconditionnelles ou conditionnelles, aux suspensions du casier ou à la restauration des capacités juridiques par le gouverneur en conseil.

14. Suspension de la période d'inadmissibilité

Le soumissionnaire atteste comprendre qu'une détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats gouvernementaux effectuée en vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité peut être suspendue par le ministre de TPSG par le biais d'une entente administrative, dans la mesure permise par la loi. La période d'inadmissibilité applicable au soumissionnaire ou à ses affiliés et le droit de participer à un processus d'approvisionnement donné sont orientés par les modalités de l'entente administrative. Sujet au paragraphe Exception destinée à protéger l'intérêt du public, une entente administrative peut uniquement suspendre une période d'inadmissibilité relativement aux invitations à soumissionner publiées après son établissement.

15. Période d'inadmissibilité pour avoir présenté des renseignements faux ou trompeurs

Le soumissionnaire atteste comprendre que s'il fait des déclarations fausses ou s'il présente des renseignements faux ou trompeurs, conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, le

ministre de TPSG déclarera le soumissionnaire inadmissible à obtenir des contrats pour une période de dix ans. La période d'inadmissibilité prend effet à partir de la date déterminée par le ministre de TPSG.

16. Période d'inadmissibilité en raison du non-respect d'ententes administratives

Le soumissionnaire atteste comprendre que, s'il a conclu une entente administrative et a enfreint l'une de ses modalités, le ministre de TPSG prolongera la période d'inadmissibilité d'une durée qu'il déterminera.

17. Suspension d'un soumissionnaire

Le soumissionnaire atteste comprendre que le ministre de TPSG peut suspendre un soumissionnaire et l'empêcher d'obtenir un contrat pour une durée pouvant aller jusqu'à 18 mois, et que cette suspension peut être renouvelée pendant le déroulement de procédures criminelles, si le soumissionnaire a été accusé de l'une des infractions énumérées aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger ou a admis en être coupable. La période de suspension prend effet à la date déterminée par le ministre de TPSG. Une période de suspension n'écourte ni n'arrête toute autre période d'inadmissibilité que le ministre de TPSG peut avoir imposée à un soumissionnaire.

18. Validation par un tiers

Le soumissionnaire atteste comprendre que s'il, ou l'un de ses affiliés, a été soumis à une période d'inadmissibilité à l'attribution de contrats à laquelle les paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger ne s'appliquent pas, il doit produire, au plus tard à la date de clôture de la demande de soumissions, une confirmation émise par un tiers indépendant, reconnu au préalable par le ministre de TPSG, selon laquelle des mesures ont été prises pour que les actes répréhensibles à l'origine des condamnations ne se produisent plus. À défaut de produire la confirmation par un tiers indépendant en question, la soumission sera déclarée non recevable.

19. Sous-traitants

Le soumissionnaire doit s'assurer que les contrats passés avec les premiers sous-traitants comprennent des dispositions relatives à l'intégrité qui sont similaires à celles imposées dans le contrat subséquent.

20. Exception destinée à protéger l'intérêt public

Le soumissionnaire atteste comprendre :

- a. qu'à moins qu'il soit dans l'incapacité légale de conclure un contrat en application de l'article 750(3) du [Code criminel](#), le Canada peut passer un contrat avec un soumissionnaire, ou un affilié du soumissionnaire, qui a plaidé ou a été déclaré coupable de l'une des infractions mentionnées aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger s'il estime qu'il est nécessaire de le faire dans l'intérêt public, pour des raisons qui peuvent comprendre, mais sans s'y limiter, celles que voici :
 - i. il s'agit d'un cas d'extrême urgence où un retard serait préjudiciable à l'intérêt public;
 - ii. le soumissionnaire est la seule personne capable d'exécuter le contrat;
 - iii. le contrat est essentiel au maintien de stocks d'urgence suffisants afin de prévenir toute pénurie possible;
 - iv. si le contrat n'est pas passé avec le soumissionnaire, cela pourrait compromettre considérablement la sécurité du pays, la santé, la sécurité ou le bien-être financier et économique de la population canadienne ou bien le fonctionnement d'une partie de l'administration publique fédérale;
- b. que le Canada peut se prévaloir du présent paragraphe pour conclure un contrat avec un soumissionnaire inadmissible seulement si ce dernier a conclu une entente administrative avec le ministre de TPSG, selon des conditions qui sont nécessaires à la protection de l'intégrité du processus d'approvisionnement et qui peuvent s'appliquer à n'importe quel marché. Il n'est pas nécessaire que l'entente administrative ait été conclue avant l'invitation à soumissionner.

IS03 CONFLIT D'INTÉRÊTS ET AVANTAGE INDU

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - a. le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
 - b. le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soit, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de soumissions (ou des biens et des services similaires) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus haut.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante prévendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IS04 SOUMISSION

1. La soumission doit :
 - a) être présentée au moyen du formulaire de soumission accessible sur le site le Service électronique d'appels du gouvernement (SEAOG) ou au moyen d'une reproduction claire et lisible dudit formulaire de soumission; la reproduction doit être identique en tous points au formulaire de SEAOG.
 - b) ne doit pas être transmise au Module de réception des soumissions par télécopieur; les documents télécopiés seront rejetés;
 - c) doit être établie en fonction des documents à soumettre indiqués ci-dessus;
 - d) doit être remplie correctement à tous égards;
 - e) doit être signée par un représentant du soumissionnaire dûment autorisé;
 - f) doit être accompagnée de :
 - (i) la garantie de soumission, comme elle est précisée aux présentes,
 - (ii) tout autre document précisé ailleurs dans la demande, où il est stipulé que lesdits documents doivent accompagner la soumission.
2. Toute modification aux sections prédactylographiées ou pré-imprimées du formulaire de soumission ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres inscrits sur le formulaire de soumission par le soumissionnaire doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent la soumission.

Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

3. Les soumissions envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents de soumissions.

IS05 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

1. Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

a) ce pouvoir de signature; et

b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IS06 LIVRAISON DES SOUMISSIONS (2014-03-01)

1. Les soumissions doivent être envoyées en respectant une procédure à deux enveloppes : les soumissionnaires doivent présenter l'offre technique dans une enveloppe et l'offre de prix, y compris la garantie de soumission, dans une deuxième enveloppe. L'enveloppe doit être adressée et soumise au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des soumissions. La soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture des soumissions.
2. Sauf indication contraire aux Instructions particulières aux soumissionnaires
 - a. la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b. le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
3. Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
 - a. numéro de l'invitation;
 - b. le nom du soumissionnaire;
 - c. l'adresse de l'expéditeur; et
 - d. l'heure et la date de clôture.
4. La livraison correcte des soumissions dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive du soumissionnaire.

- * Pour être jugée recevable, une proposition doit respecter toutes les exigences obligatoires énoncées dans la DDP. Le soumissionnaire qui aura présenté une proposition irrecevable ne pourra plus participer à la suite de la procédure de sélection.
- 5. La garantie de soumission doit être présentée dans une enveloppe distincte et étiquetée en conséquence.
 - a. ENVELOPPE 3 – GARANTIE DE SOUMISSION
 - b. Numéro de la demande de soumissions;
 - c. Nom du soumissionnaire.
- 6. Il appartient au soumissionnaire de présenter sa soumission dans les délais prévus et de façon convenable.
- 7. Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :
 - a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
 - b) utiliser un système de numérotation qui correspond à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a émis une politique qui oblige les ministères et les organismes fédéraux à prendre les mesures nécessaires pour intégrer les considérations environnementales au processus d'approvisionnement, conformément à la *Politique d'achats écologiques*.
(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).
Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à :

 - 1) utiliser du papier d'un format de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) composé de fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
 - 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso/à double face, agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

IS07 MODIFICATION DES SOUMISSIONS

Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être modifiée par lettre ou par télécopie, pourvu que la modification parvienne au bureau désigné pour la réception des soumissions au plus tard à la date et à l'heure limite de clôture des soumissions. La télécopie doit porter l'en-tête du soumissionnaire ou une signature qui l'identifie. La soumission à prix unitaires qui est modifiée doit clairement mettre en évidence les changements apportés aux prix unitaires de même que les articles particuliers auxquels chaque changement s'applique. **N° de télécopieur : 204-983-0338**

IS08 FRAIS DE DÉVELOPPEMENT D'IMMOBILISATIONS

Pour l'application de la clause CG1.8 des Conditions générales, seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à la délivrance de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagements municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à la délivrance de permis de construire.

IS09 PRIX

- 1. Sauf prescription contraire ailleurs dans les documents d'appel d'offres :
 - a) le prix de la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b) le prix de la soumission doit exclure toute somme couvrant la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), le cas échéant;
 - c) aucune protection contre les fluctuations du taux de change n'est accordée, et la soumission sera jugée non recevable;

- d) toute demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera pas considérée et rendra la soumission irrecevable.

IS10 EXIGENCES EN MATIÈRE DE PERMIS

1. Les membres de l'équipe *du soumissionnaire* et le personnel clé doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.
2. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il est convaincu que son équipe et les membres de son personnel clé proposés respectent les exigences du paragraphe 1). Le soumissionnaire reconnaît que le Canada se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fausse ou erronée peut entraîner le rejet de la soumission, qui sera déclarée irrecevable.

IS11 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

1. En présentant une proposition, le proposant déclare et atteste que les personnes morales et physiques proposées dans la proposition pour assurer les services requis seront celles qui fourniront effectivement ces services dans la réalisation du projet, dans le cadre de toute entente contractuelle découlant de la présentation de la proposition. Si le soumissionnaire a proposé, pour réaliser le projet, une personne qui n'est pas à son service, il déclare que cette dernière (ou son employeur) lui a donné par écrit l'autorisation de proposer ses services dans le cadre du projet à réaliser.

IS12 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

1. Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire qui a présenté la soumission recommandée devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, donner les noms des sous-traitants et des fournisseurs responsables de la ou des partie(s) des travaux énumérées dans ledit avis. L'entrepreneur retenu ne peut remplacer, une fois nommé, un sous-traitant par un autre sans en avoir obtenu l'autorisation écrite du Canada.

IS13 ÉTATS FINANCIERS

1. Afin de s'assurer que le soumissionnaire a la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, l'autorité contractante se réserve le droit de consulter, au cours de la période d'évaluation de la soumission, les plus récentes données sur la situation financière du soumissionnaire. L'information financière qui devra être fournie sur demande inclut, sans toutefois s'y limiter, les plus récents états financiers vérifiés du soumissionnaire ou les plus récents états financiers certifiés par son agent financier principal.
2. Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les informations demandées et l'informe de la confidentialité des documents divulgués, le Canada traitera ces documents de façon confidentielle, suivant les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*.
3. S'il advenait qu'une soumission soit jugée irrecevable parce qu'il aura été déterminé que le soumissionnaire n'a PAS la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, un avis officiel à cet effet lui serait transmis.

IS14 LANGUE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

1. Les documents contractuels seront rédigés dans la même langue officielle (français ou anglais) que celle de la soumission présentée.

IS15 REJET DE LA SOUMISSION (2014-09-25)

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG11, le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a. les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour à la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - c. Le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
 - e. des profuse à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
 - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, à un sous-traitant ou à un employé visé dans la soumission; ou
 - ii. Le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
3. Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)(f)(ii) de l'IG11, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
 - a. la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
 - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
 - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG11, le Canada peut rejeter toute soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
 - a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;

- b. la capacité du soumissionnaire à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c. le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
- 5. Dans les cas où une soumission devrait être rejetée conformément au alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG11, pour des motifs distincts-+ de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG11, l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.
- 6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

IS16 DEMANDES D'ÉCLAIRCISSEMENT PENDANT LA DURÉE DE L'INVITATION

1. Les soumissionnaires doivent présenter leurs demandes de renseignements au sujet de la soumission par écrit à l'agent de négociation des contrats dont le nom figure sur la page couverture de la DDP dès que possible pendant la période des soumissions. Les demandes de renseignements devraient être reçues au moins 10 jours civils avant la date de clôture afin qu'il soit possible d'y répondre en temps opportun. Il se peut qu'on ne réponde pas aux demandes de renseignements reçues après cette échéance.
2. Afin d'assurer l'uniformité et la qualité des renseignements fournis par les soumissionnaires, l'agent de négociation des contrats examinera le contenu des demandes de renseignements et décidera si des modifications sont nécessaires.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées pendant la période des soumissions doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent de négociation des contrats dont le nom figure sur la page couverture de la DDP. Le défaut de se conformer à cette exigence peut entraîner le rejet de la soumission.

IS17 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (2014-06-26)

1. Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Ladite garantie doit représenter au moins 10 p. 100 du montant de la soumission. Les taxes applicables ne doivent pas entrer en ligne de compte dans le calcul du montant de la garantie de soumission qui peut être exigée. Le montant maximum de la garantie de soumission requise est de 2 000 000 \$, quel que soit le montant de la soumission.
2. Le cautionnement de soumission (formulaire [PWGSC-TPSGC 504](#)) doit être établi dans une forme approuvée, être dûment rempli, porter les signatures originales ainsi que le sceau d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée à l'Appendice L, [Compagnies de cautionnement reconnues](#), du Conseil du Trésor.
3. Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu, ce peut être :
 - a. une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste établi à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière approuvée ou tiré par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - b. des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.

4. Aux fins du sous-alinéa 3.a. de la IG08

- a. une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par le soumissionnaire à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au Receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
- b. si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au sous-alinéa 4.c. de la IG08
- c. une institution financière agréée est :
 - i. une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la [Loi canadienne sur les paiements](#);
 - ii. une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou l'a Régie de l'assurance-dépôts du Québec Autorité des marchés financiers, et ce, jusqu'au maximum autorisé par la loi;
 - iii. une société qui accepte les dépôts du public et pour laquelle le remboursement des dépôts est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
 - iv. une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont plus amplement décrites au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
 - v. La Société canadienne des Postes.

5. Les obligations visées au sous-alinéa 3) b) de l'IG08 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date limite de réception des soumissions, et doivent être

- a. soit payables au porteur; ou
- b. soit accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au Receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou
- c. soit enregistrées quant au principal, ou quant au principal et intérêts à la fois au nom du Receveur général du Canada conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.

6. Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable par le Canada comme alternative à un dépôt de garantie et le montant doit être établi de la même façon qu'un dépôt de garantie mentionné ci-dessus.

7. Une lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée à l'alinéa 6) de l'IG08

- a. doit être un arrangement, quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur) agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (demandeur), ou en son nom propre, qui
 - i. verse un paiement au receveur général du Canada, en tant que bénéficiaire;
 - ii. accepte et paye les lettres de change tirées par le receveur général du Canada;

- iii. autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change; ou
- iv. autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
- b. précise la somme nominale qui peut être retirée;
- c. précise sa date d'expiration;
- d. prévoit le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant du ministère autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
- e. prévoit que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
- f. prévoit son assujettissement aux *Règles et usances uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI no 600; En vertu des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet; et
- g. est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

8. La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans des délais raisonnables, suivant :

- a. la date de fermeture des soumissions, pour un soumissionnaire dont la soumission est non conforme; et
- b. la révision administrative des soumissions, pour les soumissionnaires dont la soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
- c. l'octroi du contrat, pour les soumissionnaires dont la soumission est retenue et classée au deuxième et troisième rangs dans l'échelle de classement; et
- d. la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
- e. l'annulation de l'invitation pour tous les soumissionnaires.

9. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 8 de l'IG08 et à condition que trois (3) soumissions conformes ou plus aient été reçues, si une ou plusieurs des soumissions classées du troisième au premier rang sont retirées ou rejetées, pour quelques raisons que ce soit, le Canada se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) soumissions valides et conformes.

IS18 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE CONTRACTUELLE

1. Le soumissionnaire retenu devra déposer une garantie contractuelle, conformément à R2890D (2014-06-26) – Garantie contractuelle, indiqués aux Modalités de l'entente – A1 Document Contractuels, dans les 14 jours suivant la réception de l'avis écrit de Sa Majesté l'informant que sa soumission a été acceptée.

IS19 TAXES APPLICABLES (2015-02-25)

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013.

IS20 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

1. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences, permis, inscriptions, attestation, déclarations, dépôts, ou autres autorisations valides requises pour satisfaire à toutes les lois et à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 20.1, le soumissionnaire doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valide indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe 20.2 donnera lieu au rejet de la soumission.

IS21 ÉVALUATION DU RENDEMENT

1. Les soumissionnaires doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité des travaux exécutés, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et de la sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913,

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>),

SELECT – Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

1. *Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913 du système SELECT, Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est généralement utilisé pour évaluer le rendement. Toutefois, si les mesures prises par l'entrepreneur exigent d'apporter une modification conditionnelle ou entraînent une résiliation pour inexécution, TPSGC pourra procéder à une évaluation d'une mesure corrective du rendement d'un fournisseur. De plus amples renseignements sur les modifications conditionnelles et la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs peuvent être consultés à l'adresse : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/8/180>.*

IS22 COÛTS RELATIFS À LA SOUMISSION

1. Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la DDP. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission.

IS23 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT (NEA)

1. Les fournisseurs doivent avoir un NEA avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les soumissionnaires peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web d'Accès entreprises Canada. Pour s'inscrire autrement que par Internet, les soumissionnaires peuvent communiquer avec l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

IS24 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION

1. Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de la période de validité de la soumission au-delà des **60 jours** visés dans les présentes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si tous les soumissionnaires qui ont présenté des soumissions recevables acceptent, par écrit, la prorogation visée au paragraphe 24.1, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si les soumissionnaires qui ont présenté des soumissions recevables n'acceptent pas tous, par écrit, la prorogation visée au paragraphe 24.1, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion :
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;
 - b) annuler la DDP.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'article 15 des Instructions aux soumissionnaires.

IS25 AVIS

1. Le Canada devrait normalement envoyer un avis par écrit aux soumissionnaires non retenus dans un délai d'une semaine suivant la conclusion d'une entente contractuelle avec le soumissionnaire retenu.

IS26 SÉANCE D'EXPLICATIONS

1. Des explications ne seront données à un soumissionnaire que sur demande, seulement lorsque le Canada aura conclu une entente contractuelle avec le soumissionnaire retenu. Si un soumissionnaire souhaite obtenir une séance d'explications, le proposant devrait contacter la personne dont le nom figure sur la page couverture de la DDP dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de l'avis les informant du résultat de l'invitation. Les explications fournies comprendront un exposé des points forts et faiblesse de la proposition, en rappelant les critères d'évaluation. On protégera le caractère confidentiel de l'information se rapportant aux autres soumissions. Le compte rendu peut être fait par écrit, par téléphone ou en personne.

Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)

SECTION 1 EXIGENCES RELATIVES AU FORMULAIRE DE SOUMISSION ET AU CONTENU

Le Canada a lancé un appel de soumissions relativement à ce projet. Toute soumission doit présenter une réponse analytique et créative qui correspond à la nature précise du projet, comme indiqué dans le cadre de référence.

La soumission présentée doit comprendre trois parties, soit la *Partie 1 – Offre technique*, *Partie 2 – Offre de prix* et la *Partie 3 - Garantie de soumission*.

Partie 1 – « Offre technique » :

La Partie 1 comprend : l'offre technique, la soumission de gestion et d'organisation et les considérations liées aux possibilités pour les Inuits.

Section I : Offre technique

L'offre technique doit comprendre tous les documents nécessaires pour faire état de l'intégralité des aspects techniques des travaux visés par la DP (y compris le cadre de référence). Les renseignements doivent être présentés de manière concise et complète. Elle doit être structurée en fonction des critères techniques énoncés dans les exigences de présentation. Ces critères visent à permettre une présentation suivie et logique de la soumission. Bien que les explications figurant dans les parties portant sur les exigences de présentation décrivent en termes généraux le but de chaque critère et les renseignements à fournir pour chacun, elles ne sont pas nécessairement exhaustives. Il incombe à tous les soumissionnaires de s'assurer que leur soumission est complète.

La soumission technique doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Pour faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande aux soumissionnaires de reprendre les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire des renvois aux différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Aucun « PRIX » ne doit être mentionné dans la partie de la soumission portant sur l'offre « TECHNIQUE ».

Section II : Soumission de gestion et d'organisation

Dans leur soumission de gestion et d'organisation, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience ainsi que l'équipe de gestion de projet, et fournir les coordonnées de la ou des personnes-ressources du client. Votre soumission de gestion et d'organisation doit traiter des éléments suivants, sans nécessairement s'y limiter.

Cette section doit clairement démontrer que vous avez la capacité de gérer le projet de façon efficace et efficiente. Votre offre doit contenir des renseignements suffisamment détaillés pour exposer les qualifications de votre équipe, comme l'indique l'annexe « A », concernant les activités d'assainissement de sites contaminés. Précisez en détail l'organisation que vous proposez et votre effectif, y compris les ressources de relève pour le projet, l'historique de votre équipe de projet dans la région, et les dispositions que vous entendez prendre pour contrôler les coûts et respecter l'énoncé des travaux.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Section III : Considérations liées aux possibilités pour les Inuits

Les soumissionnaires doivent clairement démontrer qu'ils ont la capacité de maximiser les possibilités d'emploi, d'obtention de contrat sous-traitance et de formation en milieu de travail offertes aux Inuits, et de faire participer des citoyens et des entreprises inuites à la réalisation des travaux dans le cadre du projet.

Partie 2 – « Offre de prix » :

Cette partie comprend le prix de la soumission pour la prestation de l'ensemble des services proposés. Il faut remplir une seule copie du formulaire de soumission de prix (Annexe B) et la joindre à la garantie de soumission dans une enveloppe scellée distincte, sur laquelle auront été clairement indiqués : le nom du soumissionnaire et le nom du projet. Il faut absolument utiliser le formulaire de soumission de prix à cette fin.

Partie 3 – « Garantie de soumission »

Contient la garantie de soumission, conformément à l'IS17 – Exigences relatives à la garantie de soumission.

Fournir un (1) original relié et signé, cinq (5) copies reliées et une (1) clé USB contenant les copies électroniques au format PDF de la *Partie 1 – Offre technique*; et un (1) original signé de la *Partie 2 – Offre de prix*, le formulaire d'offre de prix et un (1) original signé de la *Partie 3 – Garantie de soumission*.

Les soumissionnaires ne doivent pas inclure de matériel de promotion dans leur soumission et ils sont fortement encouragés à :

- a) fournir exclusivement les renseignements demandés dans la présente DP;
- b) adopter un style concis dans leur soumission;
- c) numéroté chaque page de leur soumission;
- d) utiliser des feuilles intercalaires ou des onglets pour délimiter clairement les sections comme l'indique le Tableau des critères d'évaluation.

SECTION 2 : SÉLECTION

2.1 Généralités

Le Canada évaluera les soumissions reçues selon les facteurs suivants :

- a) leur conformité aux modalités de la présente DDP;
- b) le meilleur rapport qualité prix pouvant être obtenu par le Canada pour une proposition conforme sur le plan technique;
- c) l'évaluation de tous les documents techniques et des renseignements permettant d'établir la conformité sur le plan technique.

Méthode de sélection

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
- b. respecter tous les critères obligatoires;
- c. obtenir le nombre minimal de points précisés pour l'évaluation technique;
- d. obtenir le nombre minimum global de points requis pour les critères d'évaluation techniques cotés par points (l'évaluation est basée sur le TOTAL des points.)

1. Les soumissions qui ne respectent pas les conditions a), b), c) ou d) seront déclarées non recevables.
2. La sélection sera faite en fonction de la note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix. Le ratio sera de 50 % pour le mérite technique (ce qui comprend la soumission technique, la soumission de gestion et d'organisation et les considérations liées aux possibilités pour les Inuits) et de 50 % pour le prix.
3. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points techniques obtenus sera divisé par le nombre total de points techniques pouvant être accordés, puis multiplié par 50 %.
4. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 50 %.
5. Pour évaluer les prix, on attribuera le maximum de points à la soumission la plus basse et on attribuera aux autres soumissions une note déterminée proportionnellement. Compte tenu des résultats des évaluations, le soumissionnaire ayant obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé, à condition que le prix de la soumission ne dépasse pas la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sera recommandé pour l'adjudication du contrat. Si le soumissionnaire qui a

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé dépasse la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sa soumission sera considérée comme non conforme et elle ne sera pas prise en considération.

6. Pour chaque soumission recevable, la note combinée globale correspondra à la somme de la note du mérite technique et du prix.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points pour le mérite technique ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée. La soumission recevable dont la note combinée pour le mérite technique et le prix sera la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat.

2.2 Évaluation financière

Le prix évalué sera tel qu'identifié à la section 1.3 de l'Annexe A Formulaire de soumission de prix.

SECTION 3 : ÉVALUATION TECHNIQUE

Critères cotés par points

Le Comité d'évaluation évaluera la *Partie 1 – Offre technique* de la soumission selon les critères techniques indiqués dans le tableau des critères d'évaluation et les explications détaillées des exigences de présentation.

Une note de 1 à 10 est attribuée pour chaque renseignement lié à un critère ou à un élément technique. Chacun des membres du Comité d'évaluation attribuera une note initiale de 0, 2, 4, 6, 8 ou 10 points pour chacun des critères à la suite de la comparaison des soumissions présentées, conformément au Tableau des notes d'évaluation figurant ci-dessous. Au cours de la réunion de concertation, un nombre impair peut être attribué à la suite des discussions menées avec tous les membres du Comité d'évaluation. Les notes attribuées sont ensuite multipliées par le facteur de pondération présenté dans le Tableau des critères d'évaluation en vue d'obtenir la note pondérée. La note technique est obtenue en additionnant les notes pondérées.

	INADÉQUAT	FAIBLE	ADÉQUAT	PLEINEMENT SATISFAISANT	SOLIDE
0 point	2 points	4 points	6 points	8 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant être évalués	Ne comprend pas du tout ou comprend mal les exigences	Connaît jusqu'à un certain point les exigences mais ne comprend pas suffisamment certains aspects des exigences	Démontre une bonne compréhension des exigences	Démontre une très bonne compréhension des exigences	Démontre une excellente compréhension des exigences
	Faiblesse ne peut être corrigée	De façon générale, il est peu probable que les faiblesses puissent être corrigées	Faiblesses peuvent être corrigées	Aucune faiblesse significative	Aucune faiblesse apparente
	Le proposant ne possède pas les qualifications et l'expérience	Le proposant manque de qualifications et d'expérience	Le proposant possède un niveau de qualifications et d'expérience acceptable	Le proposant possède les qualifications et l'expérience	Le proposant est hautement qualifié et expérimenté
	Peu probable que l'équipe proposée soit en mesure de répondre aux besoins	Équipe ne compte pas tous les éléments ou expérience globale faible	Équipe compte presque tous les éléments et satisfera probablement aux exigences	Équipe compte tous les éléments - certains membres ont travaillé ensemble	Équipe solide - les membres ont travaillé efficacement ensemble à des projets similaires

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGS EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	Projets antérieurs non connexes aux exigences du présent besoin	Généralement les projets antérieurs ne sont pas connexes aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs généralement connexes aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs directement connexes aux exigences du présent besoin	Principal responsable de projets antérieurs directement connexes aux exigences du présent besoin
	Extrêmement faible; ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Peu de possibilité de satisfaire aux exigences de rendement	Capacité acceptable; devrait obtenir des résultats adéquats	Capacité satisfaisante - devrait obtenir des résultats efficaces	Capacité supérieure; devrait obtenir des résultats très efficaces

Tableau des critères d'évaluation

Critère d'évaluation technique	Facteur de pondération	Note	Note technique	Note minimale de passage
1. Proposition technique				
1.1 Proposition claire, concise et exhaustive démontrant une bonne compréhension des objectifs du projet	.3	0-10	0-30	s.o.
1.2 Mobilisation, démobilisation et considérations logistiques	6	0-10	0-60	36 points
1.3 Exploitation et entretien des installations de campement	9	0-10	0-90	s.o.
1.4 Terrassement	18	0-10	0-180	s.o.
1.5 Démolition des bâtiments, infrastructures du site et nettoyage des débris éparpillés sur le site	6	0-10	0-60	s.o.
1.6 Déchets dangereux	6	0-10	0-60	s.o.
1.7 Sols contaminés	6	0-10	0-60	s.o.
1.8 Calendrier	6	0-10	0-60	s.o.
	60		0-600	360 points
2. Proposition pour la gestion et l'organisation				
2.1. Qualifications et expérience de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium	5	0-10	0-50	s.o.
2.2. Références de clients/projets	3	0-10	0-30	s.o.
2.3 Qualifications des principaux intervenants	10	0-10	0-100	s.o.
2.4 Organigramme	2	0-10	0-20	s.o.
	20		0-200	120 points
3. Considérations liées aux possibilités pour les Inuits				

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

3.1 Formation	3,5	0-10	0-35	s.o.
3.2 Recrutement de travailleurs inuits	8	Voir les détails	0-80	s.o.
3.3 Bureaux au Nunavut	2,5	0-10	0-25	s.o.
3.4 Sous-traitants et fournisseurs	6	Voir les détails	0-60	s.o.
	20		0-200	
NOMBRE TOTAL DE POINTS POSSIBLES	100		0-1 000	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Exigences de présentation des soumissions

ÉLÉMENT	CATÉGORIE	Points possibles
2.0	Proposition technique	
2.1	<p>Proposition claire, concise et exhaustive démontrant une bonne compréhension des objectifs du projet</p> <p>Le soumissionnaire a présenté une proposition claire, concise, exhaustive et bien organisée. Tous les critères étaient abordés dans l'ordre précisé dans la DP, et de façon assez détaillée pour indiquer une bonne compréhension des besoins et des services à fournir.</p> <p>Le promoteur a montré qu'il intégrait des principes de gérance environnementale et qu'il comprenait la nature unique du projet et la portée des travaux, en ce qui a trait notamment, mais pas uniquement, aux contraintes inhérentes au travail dans un climat nordique et une localité nordique éloignée, d'accès potentiellement difficile et où l'appui peut être limité. Il a clairement défini les principaux enjeux logistiques, de planification d'horaire et environnementaux liés aux travaux proposés en divers lieux d'accès limité.</p>	30

2.2	<p>Mobilisation, démobilisation et considérations logistiques</p> <p>Il a fourni une description détaillée de la façon dont tous les équipements, le carburant, les matériaux, les fournitures et le personnel proposés seront transportés aller-retour jusqu'au chantier. Il a traité notamment, mais non uniquement, des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il a fourni une liste des équipements à transporter jusqu'au chantier, étayée de photographies, en précisant l'état ainsi que l'âge ou le nombre d'heures d'utilisation de l'équipement lourd, en lien avec le site existant. - Il a fourni des détails sur la gestion du carburant, y compris les volumes prévus, le transport, l'entreposage et le transfert. - Il a décrit la façon dont toutes les fournitures et les équipements requis pour réaliser les travaux seront transportés à destination et en provenance du site. - Il a expliqué comment les routes d'hiver seront construites, précisé les routes qui sont prévues et fourni les références de l'entrepreneur ou du sous-traitant, étayées par des exemples d'expériences antérieures d'une étendue et d'une ampleur similaires qui démontrent qu'ils sont capables d'entreprendre efficacement ces tâches. - Il a précisé un plan de rechange (sans coûts supplémentaires au contrat) si le plan proposé comporte des limites. - Il a fourni une description détaillée du plan de démobilisation, en précisant les modalités du retrait de l'équipement et de la fermeture du site. - Il a décrit les risques et a précisé les mesures d'atténuation associées à cette tâche. - Il a démontré qu'il comprend les exigences réglementaires associées à cette tâche et qu'il s'y conformera. - A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres au projet et à la tâche. Il a démontré clairement qu'il comprend les risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche. 	<p>60</p> <p>(Doit obtenir la note minimale de passage de 36 points pour ce critère)</p>
-----	--	---

2.3	<p>Exploitation et entretien des installations de campement</p> <p>Le soumissionnaire a fourni des précisions sur les activités des campements, les installations et les services. Il a traité notamment, mais non uniquement, des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Il a fourni une description de la façon dont les installations du campement seront évaluées et modifiées afin de répondre aux exigences de ces travaux (p. ex. modifications à la plomberie, et aux systèmes électriques et mécaniques).- Il a établi la quantité des effectifs, la rotation des équipes et la fréquence des vols de ravitaillement.- Gestion des eaux usées (eaux usées ménagères et eaux usées sanitaires).- Gestion des déchets solides.- Source d'eau domestique.- Système de communication sur le chantier et avec les collectivités de l'extérieur.- Sécurité de la faune.- Exigences du représentant ministériel liées aux activités du camp.- Procédure de déclassement et de fermeture du campement.- Il a décrit les risques et a fourni les mesures d'atténuation qu'il utilisera pour effectuer cette tâche.- Il a démontré qu'il comprend les exigences réglementaires associées à cette tâche et qu'il s'y conformera.- A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres au projet et à la tâche. Il a démontré clairement qu'il comprend les risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche.	90
-----	---	----

2.4	<p>Terrassement</p> <p>Le soumissionnaire a fourni une description détaillée de la façon dont tous les principaux travaux de terrassement seront réalisés. Il a traité notamment, mais non uniquement, des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension des exigences de la conception technique et du rôle de l'ingénieur d'études relativement à cette tâche. - Références du bureau d'études techniques et des membres clés du personnel affectés à ce projet, étayées par des exemples d'expériences antérieures d'une étendue et d'une ampleur similaires qui démontrent qu'ils sont capables d'entreprendre efficacement ces tâches. - Activités d'assèchement ou de gestion des eaux pendant ou avant les principaux travaux de terrassement. - Nature des équipements et leurs taux de production. - Description des éventuelles activités de développement de sources de matériaux d'emprunt. - Nivellement. - Arpentage. - Les principaux travaux de terrassement comprennent : <ul style="list-style-type: none"> o Le démantèlement du barrage ouest. o Le recouvrement de la cellule A. o Le démantèlement de la digue de séparation. o La construction du site d'enfouissement. o La construction de la voie de déviation C1 et du puits de débordement. 	180
2.5	<p>Démolition des bâtiments, infrastructures du site et nettoyage des débris éparpillés sur le site</p> <p>Le soumissionnaire a fourni une explication détaillée du processus de déclassement, de démolition et d'enfouissement pour les infrastructures du site, les bâtiments et les débris.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il a précisé la façon dont les structures et les bâtiments seront démolis, y compris les réservoirs de stockage de carburant hors sol (RHS). - Il a décrit en détail la manière dont il compte séparer les flux de déchets, réduire au minimum les volumes de déchets et enfouir les déchets qui seront produits pendant la démolition ou qui proviennent des infrastructures 	60

	<p>du site, ainsi que les débris éparpillés sur le site.</p> <ul style="list-style-type: none"> - A fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres au projet et à la tâche. Il a démontré clairement qu'il comprend les risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche. 	
2.6	<p>Déchets dangereux Le soumissionnaire a indiqué comment il compte manipuler et éliminer les déchets dangereux, et a notamment précisé ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – La façon dont il compte effectuer des essais sur place et traiter ou éliminer les produits pétroliers à l'extérieur du site, y compris les produits résiduels contenus dans les RHS. – La façon dont il compte démonter les RHS peints avec du plomb. – La méthode qui sera utilisée pour manipuler et éliminer les produits chimiques, les batteries, les solvants, les autres matériaux de construction dangereux et les déchets liquides. – Les moyens de transport qui seront utilisés pour l'élimination hors site, notamment le type de conteneurs proposés pour le système de transport et de suivi. – Les lieux d'élimination finaux, ainsi que la méthode qui permettra de fournir une preuve de l'acceptation et de l'élimination des déchets. – Le soumissionnaire a démontré qu'il comprend les exigences réglementaires associées à cette tâche et qu'il s'y conformera. 	60
2.7	<p>Sols contaminés Le soumissionnaire a fourni une méthodologie détaillée pour la manipulation et le traitement des sols qui ont été contaminés par des hydrocarbures pétroliers. Il a traité notamment, mais non uniquement, des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il a fourni des détails sur l'emplacement, la construction et la mise hors service des cellules de traitement. • Il a fourni des détails sur la mise hors service des bermes des réservoirs de carburant. • Il a précisé comment il compte manipuler les sols contaminés. • Il a fourni des détails sur la méthodologie de traitement des sols et a précisé comment il compte procéder aux essais et respecter les échéances établies. • Il a décrit les risques et a fourni les mesures d'atténuation qu'il utilisera pour effectuer cette tâche. • Il a démontré qu'il comprend les exigences réglementaires qui se rattachent à la tâche et qu'il s'y conformera. • Il a fourni des détails sur les considérations de santé et de sécurité propres à la tâche. Il a clairement démontré qu'il comprend les risques chimiques, physiques et environnementaux liés à la tâche, ainsi que les exigences relatives à l'équipement de protection individuelle. 	60

2.8	<p>Calendrier Le soumissionnaire a préparé un calendrier des activités qui illustre la durée de chacune des tâches principales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il faut subdiviser chaque tâche en un nombre suffisant de sous-tâches de façon à ce que le représentant du Ministère puisse suivre facilement l'évolution des travaux. - Il a établi le chemin critique des activités dans le calendrier et précisé la marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées. - Le calendrier indique clairement la séquence des activités liées aux travaux. - Il a indiqué de potentiels risques de retard par rapport au calendrier, et les mesures d'atténuation envisagées afin de réaliser entièrement le projet d'ici la date de fin du contrat, soit le 31 mars 2018. 	60
-----	---	----

	Nombre maximal de points possibles	600
	Nombre minimum de points acceptable dans l'ensemble pour la proposition technique (note de passage de 60 %)	360
3.0	Proposition pour la gestion et l'organisation	
3.1	<p>Qualifications et expérience de la société, de la coentreprise ou du consortium Le soumissionnaire a fourni des détails sur les qualifications de l'entreprise/coentreprise/consortium, ainsi que les antécédents historiques faisant la preuve d'une expérience liée spécifiquement à des activités de portée semblable dans des régions nordiques éloignées.</p>	50

3.2	<p>Références de clients/projets</p> <p>Le soumissionnaire a fourni des preuves de trois (3) projets d'assainissement d'une envergure et d'une portée similaires qu'il a menés à bien et auxquels ont participé des membres clés de l'équipe de projet proposée. Il a défini clairement l'équipe de projet, le rôle de ses membres, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date d'achèvement et les produits livrables.</p> <p><i>« Envergure et portée similaires » s'entend de projets de remise en état sur un site nordique éloigné qui ont consisté dans une grande mesure à réaliser d'importants travaux de terrassement, à procéder à des démolitions et à manipuler des déchets dangereux.</i></p> <p>Il a remis des lettres de recommandation pour chacun des projets décrits; signées et datées par les clients ou employeurs. Ces derniers ont précisé la mesure dans laquelle le soumissionnaire a atteint les objectifs du projet et fourni les services à temps et dans le respect du budget.</p> <p><i>Tous les renseignements contenus dans les lettres de recommandation peuvent être vérifiés en communiquant avec les personnes citées en référence.</i></p>	30
-----	---	----

3.3	<p>3.3 Qualifications des principaux intervenants</p> <p>Le soumissionnaire a fourni des curriculum vitæ (deux pages maximum) pour les postes suivants. Les documents décrivent l'expérience acquise dans des projets similaires, l'expérience de travail dans des emplacements situés dans des régions nordiques éloignées, ainsi que l'expérience dans le rôle proposé dans le cadre du projet.</p> <p>A. Gestionnaire de projet 25 – Expérience manifeste de la gestion de projets d'assainissement d'une envergure et d'une portée similaires (conformément à la définition énoncée au point 3.2 figurant ci-dessus) au projet proposé. – L'expérience comprend le contrôle des finances et des calendriers ainsi que la liaison avec le client.</p> <p>B. Surveillant de chantier et changements de quart de travail 30/20 – Expérience manifeste de la gestion du personnel dans des campements situés dans des régions éloignées. – L'expérience comprend le rôle de surveillant de chantier dans le cadre de projets d'assainissement d'une portée similaire au projet proposé. – Les compétences comprennent une certification de directeur de mine de niveau II.</p> <p>C. Spécialiste des déchets dangereux 15 – Expérience manifeste sur le terrain en matière de reconnaissance, d'échantillonnage et de caractérisation de déchets dangereux. L'expérience comprend la caractérisation, la mise en conteneur et le transport et l'élimination de matières dangereuses.</p> <p>D. Coordonnateur de la santé et de la sécurité sur place 10 – Expérience avérée du travail en régions éloignées. – Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux différents emplacements à assainir.</p> <p>REMARQUE : Les employés pour les changements de quart sont ceux qui remplaceront régulièrement les employés désignés au changement de quarts pendant les travaux sur le chantier.</p>	100
3.4	<p>Organigramme</p> <p>L'entrepreneur a présenté un organigramme détaillé de l'équipe du projet, sur lequel se trouve Affaires autochtones et du Nord Canada, TPSGC, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il a indiqué toutes les ressources, y compris son personnel et les sous-traitants. - Il a désigné la personne responsable du contrôle global, ainsi que les dispositions concernant le contrôle des coûts et la conformité avec l'énoncé des travaux. - Il a clairement défini les rapports hiérarchiques pour toutes les parties. 	20

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	1. Nombre maximal de points possibles	200
	Nombre minimum de points acceptable pour l'ensemble de la proposition de gestion et d'organisation (note de passage de 60 %)	120

4.0	Critères liés aux avantages pour les Inuits	TOTAL DES POINTS DISPONIBLES								
	Les exigences de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN) s'appliquent à cet approvisionnement. Le Canada se réserve le droit de confirmer la validité de toutes les déclarations et les garanties.									
4.1	<p>TRAINING: Bidders will be evaluated on their undertaking of a commitment with respect to delivery of on-the-job training and apprenticeship programs for Inuit from the NLCA at no additional cost under this Contract. «Training and Apprenticeship» is considered delivered when the receiving individuals have acquired certifiable work skills. This is typically achieved through an independent third party certification process.</p> <p>Total number of Inuit training hours proposed: _____</p> <p>To establish the training score, each responsive bid will be prorated against the bidder proposing the highest number of total Inuit training hours, with the proposal committing to the highest number of training hours receiving full points.</p>	35 Points								
4.2	<p>3. MAIN-D'ŒUVRE : L'emploi de main-d'œuvre inuite pour exécuter les travaux visés par le marché.</p> <p>Le soumissionnaire sera évalué relativement à sa garantie ferme d'utiliser des employés inuits de la région Kuglkultuk, Nunavut du marché pour effectuer les travaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous concernent précisément les heures de travail sur place indépendamment du fait qu'il s'agit d'employés de l'entrepreneur principal ou d'employés d'un sous-traitant.</p> <p>Les pourcentages doivent correspondre à une liste de postes précis qui peuvent être occupés, ou qui le seront, par des employés inuits. Examen des dossiers statistiques sur la main-d'œuvre inuite sur place.</p> <table><tr><td>0 à 29 % du total des heures de travail</td><td>0 point</td></tr><tr><td>30 à 59 % du total des heures de travail</td><td>De 40 à 60 points</td></tr><tr><td>60 à 79 % du total des heures de travail</td><td>De 61 à 74 points</td></tr><tr><td>80 à 100 % du total des heures de travail</td><td>De 75 à 80 points</td></tr></table> <p><u>Garantie du nombre d'employés inuits :</u> Les soumissionnaires remplissent cette section si une garantie est fournie.</p> <p><u>Total du nombre d'heures de travail inuites sur place, pour ce contrat :</u> (A) Nombre total d'heures de travail sur place pour ce contrat : (B)</p> <p>A/B = _____ %</p> <p>*** Des pénalités s'appliqueront à ce critère.</p>	0 à 29 % du total des heures de travail	0 point	30 à 59 % du total des heures de travail	De 40 à 60 points	60 à 79 % du total des heures de travail	De 61 à 74 points	80 à 100 % du total des heures de travail	De 75 à 80 points	80 points
0 à 29 % du total des heures de travail	0 point									
30 à 59 % du total des heures de travail	De 40 à 60 points									
60 à 79 % du total des heures de travail	De 61 à 74 points									
80 à 100 % du total des heures de travail	De 75 à 80 points									
4.3	<p>1. SIÈGE SOCIAL : L'existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations avec personnel dans la zone visée par l'ARTN.</p>	25								

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4.4	<p>4. SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS : L'utilisation de sous-traitants ou de fournisseurs inuits, ou encore d'entreprises inuites pour exécuter les travaux du marché.</p> <p>Le soumissionnaire sera évalué selon sa garantie ferme à utiliser des sous-traitants inuits de la région du marché visée par le projet pour exécuter les services ou fournir les biens et l'équipement.</p> <table><tr><td>0 - 39% -</td><td>0 – 20 points</td></tr><tr><td>40 - 59% -</td><td>21 – 40 points</td></tr><tr><td>60 - 79% -</td><td>41 – 54 points</td></tr><tr><td>Greater than 80%</td><td>55 – 60 points</td></tr></table> <p>Remarque : Si l'entrepreneur principal est une entreprise inuite de la région du marché, la valeur totale des marchés conclus avec des entreprises inuites doit également comprendre la part de l'entrepreneur pour ce marché. Si l'entrepreneur est une entreprise autochtone, la valeur totale du contrat, moins tout contrat de sous-traitance de biens et services accordé à des entreprises non autochtones, s'appliquera au total de la ligne (A) ci-dessous.</p> <p><u>Garantie des coûts des sous-traitants/fournisseur /inuits</u> : Les soumissionnaires remplissent cette section si une garantie est fournie.</p> <p><u>Coût estimatif total des fournitures/matériaux/pièces d'équipement/services obtenus auprès d'entreprises inuites pour ce projet</u> (A) _____</p> <p>Prix total de la soumission (B) _____</p> <p>A/B = _____ %</p> <p>*** Des pénalités s'appliqueront à ce critère.</p>	0 - 39% -	0 – 20 points	40 - 59% -	21 – 40 points	60 - 79% -	41 – 54 points	Greater than 80%	55 – 60 points	60 points
0 - 39% -	0 – 20 points									
40 - 59% -	21 – 40 points									
60 - 79% -	41 – 54 points									
Greater than 80%	55 – 60 points									
	NOMBRE TOTAL DE POINTS POSSIBLE	200 points								
	NOMBRE TOTAL DE POINTS POSSIBLES :	1 000								

Remarques : Au moment de l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remettre un plan écrit des consultations, des mesures et des procédures entreprises pour donner suite à l'engagement envers les possibilités d'emploi et d'affaires pour les Inuits, mentionné dans la soumission.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

SECTION 4 : EXIGENCES DE PRÉSENTATION OBLIGATOIRES

Pour être considérée conforme, une soumission doit satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires. **Dans le cas contraire, elle ne sera pas prise en considération. Le soumissionnaire doit :**

1. présenter la soumission au Module de réception des soumissions avant la date et l'heure de clôture indiquées sur la page couverture du document d'invitation à soumissionner;
2. remplir et soumettre le formulaire de soumission de prix (Annexe B);
3. fournir la garantie de soumission, conformément à IS17 des Instructions aux soumissionnaires.

EXIGENCES DE PRÉSENTATION – LISTE DE VÉRIFICATION

La liste des documents et des formulaires ci-après a pour but d'aider le soumissionnaire à constituer un dossier de proposition complet. Le soumissionnaire doit veiller à ce que la proposition qu'il présente soit conforme à toutes les exigences relatives à la présentation :

- ☐ **Proposition – un (1) original, cinq (5) copies reliées et un (1) USB Stick**
- ☐ **Page de couverture de la demande de propositions - un accusé de réception**
- ☐ **Formulaire de soumission de prix (dans une enveloppe distincte) rempli et signé**
- ☐ **Pages couverture de toute modification à la DDP - un accusé de réception**
- ☐ **Garantie de soumission jointe au formulaire de soumission de prix**

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

Il faut inclure le présent formulaire de proposition de prix, dûment rempli, la page couverture signée de la demande de propositions, et la garantie de soumission requise dans une enveloppe scellée fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et remise au bureau désigné pour la réception des soumissions.

1.1 Identification du projet

Nom du projet : STABILISATION DU SITE DE LA MINE JERICHO

Emplacement du projet: SITE DE LA MINE JERICHO, NUNAVUT

Numéro de la demande de soumissions : EW699-171068/A

1.2 Nom et adresse de l'entreprise du soumissionnaire

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : () _____ Télécopieur : () _____ PBN : _____

Email : _____

1.3 Offre

Par la présente, le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément à la cadre de référence, à l'emplacement et de la manière établis à cet égard, pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ**.

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

MONTANT FORFAITAIRE

Le montant forfaitaire désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix forfaitaire.

- (a) Les travaux inclus dans le montant forfaitaire représentent tous les travaux qui ne sont pas inclus dans le tableau des prix unitaires.

MONTANT FORFAITAIRE (MF) Excluant les taxes applicable(s)	
---	--

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections du devis en référence.
 b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.

Article	Référence au devis	Catégorie de main-d'œuvre, outillage ou matériaux	Unité de mesure	Quantité Estimative (QE)	Prix unitaire (PU) Excluant les taxe(s) applicables	Prix calculé (QE x PU) Excluant les taxe(s) applicables
1	02 61 00.01-1	Assainir les sols contaminés par des hydrocarbures pétroliers	m3	7,800		
TOTAL DES PRIX CALCULÉS (TPC) Excluant les taxes applicable(s)						

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (MF +TPC) Excluant les taxes applicable(s)	
---	--

1.4 D'identification des membres de l'équipe

L'entrepreneur et les autres membres de l'équipe de Concepteur-construction doit être ou susceptibles de l'être autorisé, certifié ou autrement autorisée à fournir les services professionnels nécessaires à la pleine mesure qui peut être requis par la loi provinciale ou territoriale.

Soumissionnaire (Concepteur-constructeur)

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

FIN DU FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGS EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A1 : TABLEAU DE LA COMPOSITION DES COUTS

Le tableau ci-dessous est uniquement pour des fins d'information.

Avant l'attribution du contrat l'entrepreneur recommandé sera tenu de compléter le tableau suivant. Le prix total évalué doit correspondre à la soumission de l'offre par le formulaire prix total de l'offre soumise au moment de la clôture des soumissions.

Section	ID	Référence au devis	Description	Unité	Quantité	Prix
Section 1	1.1	SCP-1	Solde des coûts de projet	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.2	SCP-2	Conception technique	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.3	01 11 00-1	Atelier d'orientation des travailleurs	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.3	01 31 19-1	Réunions de projet	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.3	01 31 19-2	Réunions communautaires	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.3	01 33 00-1	Documents/échantillons à soumettre	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.3	01 35 32-1	Plan de santé et de sécurité propre au site	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.4	01 53 00-1	Mobilisation	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.5	01 53 00-2	Démobilisation	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.6	01 54 00-1	Exploitation et entretien des installations de campement	Montant forfaitaire	1	
Section 1	1.7	01 78 00-1	Documents d'archives sur le projet	Montant forfaitaire	1	
Section 1	Sous-total		Sous-total de la section 1			- \$
Section 2	2.0		Terrassement			
Section 2	2.1	Cadre de référence	Creuser la voie de déviation C1 et construire un puits de débordement	Montant forfaitaire	1	
Section 2	2.2	Cadre de référence	Démanteler le barrage ouest	Montant forfaitaire	1	
Section 2	2.3	Cadre de référence	Démanteler la digue de séparation A	Montant forfaitaire	1	
Section 2	2.4	Cadre de référence	Recouvrir la cellule A	Montant forfaitaire	1	
Section 2	2.5	Cadre de référence	Construire un site d'enfouissement de matières non dangereuses	Montant forfaitaire	1	
Section 2	2.6	Cadre de référence	Reniveler les bermes de confinement	Montant	1	

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

				forfaitaire		
Section 2	Sous-total		Subtotal Terrassement			- \$
Section 2	3.0		Environnement			
Section 2	3.1	02 61 00.01-1	Assainir les sols contaminés par des hydrocarbures pétroliers	m ³	7,800	
Section 2	3.2	02 81 01-1	Démonter les réservoirs hors sol revêtus d'une peinture contenant du plomb	Montant forfaitaire	1	
Section 2	3.3	02 81 01-2	Regrouper et incinérer les déchets liquides organiques ou les retirer du site aux fins d'élimination	Montant forfaitaire	1	
Section 2	3.4	02 81 01-3	Dépressuriser les bouteilles de gaz et les extincteurs	Montant forfaitaire	1	
Section 2	3.5	02 81 01-4	Retirer tous les autres déchets dangereux du site pour les éliminer (les matériaux de l'usine de transformation ne sont pas inclus) : – batteries, vapeurs de mercure contenues dans les lampes fluorescentes, peinture, articles contenant des fluides frigorigènes, produits absorbant le pétrole; grandes quantités de glycol, de cire de paraffine, de bentonite, de ciment, d'agents de conservation, de déchets biomédicaux et pharmaceutiques, de pétrole/de lubrifiants/de carburants, etc.	Montant forfaitaire	1	
Section 2	Sous-total		Subtotal Environnemental			- \$
Section 2	4.0		Démolition			
Section 2	4.1	02 41 16-1	Démolir et remblayer les installations du campement principal	Montant forfaitaire	1	
Section 2	4.2	02 41 16-2	Démonter les réservoirs et enfouir les débris du parc de réservoirs de stockage	Montant forfaitaire	1	
Section 2	4.3	02 41 16-3	Démolir et enfouir les structures restantes (à l'exception de l'usine de transformation, de l'atelier de camions, des bâtiments du terminal et de la carothèque)	Montant forfaitaire	1	
Section 2	4.4	02 41 32-1	Rassembler et enfouir le reste des débris et des matières non dangereuses	Montant forfaitaire	1	
Section 2	Sous-total		Subtotal Démolition			- \$
Section 2	Sous-total		Sous-total de la section 2			- \$
			PRIX TOTALES Sans taxes			

[illegible]

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 2 – POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

L'autorité contractante est :

Nom : Crystal Sarna

Titre : Spécialiste en Approvisionnement

Ministère : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada / Gouvernement du Canada

Division : Secteur des approvisionnements et de la rémunération

Téléphone : 204-298-2742

courriel : crystal.sarna@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Responsable technique : A être complété et remis par l'autorité contractante lors de l'attribution du contrat.

Nom : _____

Titre : _____

Ministère : _____

Division : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

courriel : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 3 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation à soumissionner: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

Métiers spécialisés de ces apprentis;

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 4 - GARANTIE ET ATTESTATION DU SOUMISSIONNAIRE

1. Au moment de la soumission – Les tableaux ci-dessous peuvent être utilisés par les soumissionnaires pour soumettre une demande.
2. Les renseignements fournis peuvent faire l'objet de vérifications.

TABLEAU 1 – Siège social

Fournir l'adresse d'entreprise actuelle
Les soumissionnaires doivent montrer l'existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations avec personnel dans la zone visée par l'ARTN.

TABLEAU 2 – Garantie de formation des travailleurs inuits

Nom et titre du poste (Indiquer le ou les noms s'il y a lieu)	Employés inuits	Employés non inuits
Les soumissionnaires doivent inclure le type de formation et le nombre d'heures.		

TABLEAU 3 – Garantie du nombre d'employés inuits

Nombre total d'heures-personnes inuites sur place pour le présent projet.

Nombre total d'heures-personnes sur place pour le présent projet.

= _____ %

Nom et titre du poste (Indiquer le ou les noms s'il y a lieu)	Heures-employés inuits	Heures-employés non inuits
Les soumissionnaires doivent inclure le nombre d'heures de travail à effectuer.		

TABLEAU 4 – Garantie du nombre de sous-traitants/fournisseurs inuits :

Coût estimatif total des fournitures/matériaux/pièces d'équipement/ services obtenus auprès d'entreprises inuites pour ce projet

Prix total de la soumission

= _____ %

Nom de l'entreprise	Entreprise inuite	Entreprise non inuite
Le soumissionnaire doit inclure la valeur des travaux sous-traités.		

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Attestation du soumissionnaire

Le soumissionnaire doit soumettre l'attestation suivante si une garantie de plan d'avantages offerts aux Inuits est fournie soit au moment de la soumission de l'offre, soit à l'attribution du marché.

ATTESTATION DE PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS :

NOM EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE

SIGNATURE

DATE

Le soumissionnaire atteste que la garantie de Plan d'avantages offerts aux Autochtones/Inuits qui appuie sa soumission est exacte et complète.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE 5 - ATTESTATION ET RAPPORT SUR LES RÉALISATIONS DE L'ENTREPRENEUR

1. Pour les entrepreneurs sélectionnés seulement – Si une garantie du PAI est fournie dans le cadre de l'offre, l'entrepreneur retenu doit fournir un résumé des activités entreprises pour répondre aux engagements pris dans le cadre de la partie de son offre concernant le PAI. L'entrepreneur doit remplir les tableaux suivants, et fournir des pièces justificatives à l'appui (factures, registres de travail, reçus de paiements salariaux, etc.) avant le paiement final.
2. Les renseignements fournis peuvent faire l'objet de vérifications.
3. L'attestation du PAI et les rapports de réalisations du PAI doivent être remis avant le paiement final avec des détails sur la façon dont les entrepreneurs ont respecté leur garantie du PAI.
4. Le défaut de remettre l'attestation et le rapport demandés dans un délai de 15 jours pourra se traduire par une pénalité de 2%.

Renvoyez les rapports à :

Nom de l'autorité contractante : Crystal Sarna
Courriel : crystal.sarna@pwgsc-tpsgc.gc.ca

TABEAU 1 – Siège social

Fournir l'adresse d'entreprise actuelle
Les entrepreneurs doivent confirmer l'existence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations avec personnel dans la zone visée par l'ARTN.

TABEAU 2 – Réalisations quant à la formation des travailleurs inuits

Nom et titre du poste (Indiquer le ou les noms s'il y a lieu)	Employés <u>inuits</u>	Employés <u>non inuits</u>
L'entrepreneur doit inclure le type de formation, le nombre d'heures et le pourcentage effectué.		

TABEAU 3 – Réalisations quant au nombre d'employés inuits

Nombre total d'heures-personnes sur place pour le présent projet : _____ heures

Nombre total d'heures-personnes sur place travaillées par des Inuits pour le présent projet :
_____ heures

Nombre total d'heures-personnes inuites sur place pour le présent projet.

Nombre total d'heures-personnes sur place pour le présent projet.

= _____ %

Nom et titre du poste (Indiquer le ou les noms s'il y a lieu)	Heures-employés <u>inuits</u>	Heures-employés <u>non inuits</u>
L'entrepreneur doit inclure le nombre d'heures de travail effectuées.		

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TABEAU 4 – Réalisations quant au nombre de sous-traitants/fournisseurs inuits :

Valeur finale du contrat : _____ \$

Valeur totale des biens ou services obtenus auprès des Autochtones/Inuits pour ce projet : _____ \$

Coût total des fournitures/matériaux/pièces d'équipement/services obtenus auprès d'entreprises inuites pour ce projet

Valeur finale du contrat

= _____ %

Nom de l'entreprise	Entreprise <u>inuite</u>	Entreprise non <u>inuite</u>
L'entrepreneur doit inclure la valeur des travaux sous-traités.		

ATTESTATION DE L'ENTREPRENEUR

ATTESTATION DE RÉALISATION DU PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS :

NOM EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE

SIGNATURE

DATE

L'entrepreneur atteste que les renseignements contenus dans les TABLEAUX DES RÉALISATIONS sont exacts et complets.

APPENDICE 6 - CONDITIONS RÉGISSANT LES PÉNALITÉS LIÉES AU PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS

1. Aux termes des dispositions du marché proposé, si l'entrepreneur respecte les garanties de PAI prévues et attestées dans sa soumission, l'entrepreneur se verra verser le prix du marché convenu.
2. Si l'entrepreneur ne réussit pas à obtenir le pourcentage certifié d'heures-employés inuits pour le projet et qu'il ne parvient pas à démontrer qu'il a fait les efforts voulus pour atteindre son objectif à cet égard, un montant maximum de 1 % de la valeur du marché final pourrait être déduit du paiement final ou des versements différés. (Tableau 2B).
3. Si l'entrepreneur ne réussit pas à recruter le pourcentage certifié de sous-traitants/fournisseurs inuits et qu'il ne parvient pas à démontrer qu'il a fait les efforts voulus pour atteindre son objectif à cet égard, un montant maximum de 1 % de la valeur du marché final pourrait être déduit du paiement final ou des versements différés. (Tableau 2C)
4. Sous réserve de l'approbation du représentant ministériel, l'entrepreneur pourrait être admissible à une demande de versement, à la fin du projet, d'une prime d'encouragement équivalant à 1 % de la valeur finale du contrat s'il obtient un plus grand nombre de ressources inuites sur place que prévu et garanti dans sa soumission. (Tableau 1A)
5. Sous réserve de l'approbation du représentant ministériel, l'entrepreneur pourrait être admissible à une demande de versement, à la fin du projet, d'une prime d'encouragement équivalant à 1 % de la valeur finale du contrat s'il fait appel à plus de sous-traitants/fournisseurs inuits que ce qui était prévu et garanti dans sa soumission. (Tableau 1B)
6. Les entrepreneurs qui dépassent la cible du PAI fixée pour un des critères susmentionnés, mais qui n'atteignent pas celle d'un autre de ces critères, pourraient être assujettis à la fois à une pénalité et à une prime. Les conditions régissant l'emploi d'Inuits et les pénalités précisées ci-dessus, seront évaluées en fonction des formules établies dans le présent document.
7. Le Canada se réserve le droit, à sa seule discrétion, de réduire ou d'éliminer les dommages s'il est clairement démontré que des efforts importants ont été faits pour respecter la garantie de PAI et que les exigences minimales n'ont pu être respectées en raison de circonstances échappant au contrôle de l'entrepreneur.
8. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme limitant les droits et recours dont le Canada peut par ailleurs se prévaloir aux termes du marché.
9. Le Canada se réserve le droit, à sa seule discrétion, de réduire ou d'éliminer les pénalités s'il est clairement démontré que des efforts importants ont été faits pour respecter la garantie de PAA/PAI et que les exigences minimales n'ont pu être respectées en raison de circonstances échappant au contrôle de l'entrepreneur.

REMARQUE : « VALEUR FINALE DU MARCHÉ » – Aux fins du calcul des sanctions, la valeur finale du marché comprend toutes les modifications apportées au montant initialement attribué, à moins qu'il soit précisé qu'elles sont exclues du calcul du PAI au moment de la négociation ou de l'ordre de modification.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Mesures incitatives pour l'emploi d'AUTOCHTONES/INUITS et pénalités
 Liste de vérification

Entrepreneur : _____

ÉTAPE	STATISTIQUES FINALES	% PROPOSÉ	% ACCOMPLI
1	Pourcentage d'heures-personnes de travail sur place pour des Inuits		
2	Pourcentage des coûts des sous-traitants/fournisseurs inuits		
3	Valeur finale du marché (hors TPS)		
4	<p>Garantie en matière d'emploi attesté sur place d'Inuits respectée, dépassée ou non atteinte?</p> <p>Respectée – Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</p> <p>Dépassée – L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du marché, qui pourra lui être versée à la fin du projet. Passer au Tableau 1A.</p> <p>Non atteinte – L'entrepreneur peut se faire imposer une pénalité pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du marché.</p>		
5	<p>Garantie de sous-traitant/fournisseur attesté inuit respectée, dépassée ou non atteinte?</p> <p>Respectée – Aucune pénalité ou prime d'encouragement.</p> <p>Dépassée – L'entrepreneur peut demander une prime d'encouragement pouvant atteindre 1% de la valeur finale du marché, qui pourra lui être versée à la fin du projet. Passer au Tableau 1B.</p> <p>Non atteinte – L'entrepreneur peut se faire imposer une pénalité pouvant atteindre 1 % de la valeur finale du marché. Passer au Tableau 2C.</p>		
6	COMMENTAIRES :		

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
 File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**TABLEAU 1A – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS SUR PLACE
 PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR L'EMPLOI**

TABLEAU 1A – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS SUR PLACE PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR L'EMPLOI									
POINT N°	EXIGENCE	PONDÉR ATION	NOTE						
1	<p>NOMBRE ACCRU D'AUTOCHTONES/INUITS EMPLOYÉS SUR PLACE :</p> <p>Remarque : La participation des Inuits à la formation qui a été comptabilisée et rémunérée, dans le cadre du marché et en dehors de celui-ci, n'est pas considérée comme admissible aux fins de la prime d'encouragement et sera donc exclue. Calculer l'augmentation en pourcentage de l'emploi d'Inuits sur place pour le projet selon la formule suivante :</p> <p>% d'augmentation = $\frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100 \% - \% \text{ proposé}}$</p> <table><tr><td>0 - 33 % du total d'heures de travail sur place</td><td>0 - 19 points</td></tr><tr><td>34 - 66 % du total d'heures de travail sur place</td><td>20 - 39 points</td></tr><tr><td>67 - 100 % du total d'heures de travail sur place</td><td>40 - 60 points</td></tr></table>	0 - 33 % du total d'heures de travail sur place	0 - 19 points	34 - 66 % du total d'heures de travail sur place	20 - 39 points	67 - 100 % du total d'heures de travail sur place	40 - 60 points	60	
0 - 33 % du total d'heures de travail sur place	0 - 19 points								
34 - 66 % du total d'heures de travail sur place	20 - 39 points								
67 - 100 % du total d'heures de travail sur place	40 - 60 points								
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR</p> <p>On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour rehausser les garanties d'emploi d'Inuits sur place.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</p> <p>0-13 points – L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de rehausser les garanties.</p> <p>14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Autochtones/Inuits.</p> <p>28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Autochtones/Inuits.</p>	40							
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100							
4	PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE POUR LE TRAVAIL D'INUITS (valeur finale du marché) x 1 % x (note évaluée totale/100)		\$						
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :								
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION :</p> <p>Représentant ministériel : _____</p> <p>Chef de projet : _____</p> <p>Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____</p>								

**TABLEAU 1B – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS
PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR LES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS**

POINT N°	EXIGENCE	PONDÉRATION	NOTE
1	<p>GARANTIE ACCRUE EN MATIÈRE DE SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS INUITS :</p> <p>Calculer l'augmentation en pourcentage des coûts des sous-traitants/fournisseurs inuits selon la formule suivante :</p> <p>% d'augmentation = $\frac{\text{réel} - \text{proposé}}{100 \% - \% \text{ proposé}}$</p> <p>0 - 33 % du total des coûts des sous-traitants/fournisseurs 0 - 19 points</p> <p>34 - 66 % du total des coûts des sous-traitants/fournisseurs 20 - 39 points</p> <p>67 - 100 % du total des coûts des sous-traitants/fournisseurs 40 - 60 points</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour rehausser les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</p> <p>0-13 points – L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de rehausser les garanties.</p> <p>14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Autochtones/Inuits.</p> <p>28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de rehausser les garanties en matière d'emploi pour les Autochtones/Inuits.</p>	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	<p>PRIME D'ENCOURAGEMENT RECOMMANDÉE POUR LA SOUS-TRAITANCE ET LES FOURNISSEURS INUITS (valeur finale du marché) x 1 % x (note évaluée totale/100)</p>		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION :</p> <p>Représentant ministériel : _____</p> <p>Chargé de projet : _____</p> <p>Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____</p>		

TABLEAU 2B – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS SUR PLACE PÉNALITÉ RELATIVE À L'EMPLOI			
POINT N°	EXIGENCE	PONDÉRATION	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage atteint de la garantie pour l'emploi d'Inuits sur place selon la formule suivante :</p> <p>Pourcentage de la garantie = $\frac{\text{Atteint}}{\text{Proposé}} = \frac{\quad}{\quad} \%$</p> <p>51 % à 100 % = 30 à 60 points</p> <p>Remarque : Un pourcentage de 50 % ou moins correspond à zéro point.</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR :</p> <p>On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour respecter les garanties d'emploi d'Inuits sur place.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</p> <p>0-13 points – L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de respecter les garanties en matière d'emploi du PAI.</p> <p>14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de respecter les garanties en matière d'emploi du PAI.</p> <p>28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de respecter les garanties en matière d'emploi du PAI.</p>	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	<p>TOTAL DE LA PÉNALITÉ CALCULÉ :</p> <p>(100 - note totale établie) % x (valeur finale du marché) x 1 %</p>		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION :</p> <p>Représentant ministériel : _____</p> <p>Responsable technique : _____</p> <p>Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
 Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

 File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**TABLEAU 2C – ÉVALUATION DES TRAVAILLEURS INUITS
 PÉNALITÉ RELATIVE AUX SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS**

POINT N°	EXIGENCE	PONDÉRATIO N	NOTE
1	<p>Calculer le pourcentage atteint de la garantie pour l'emploi d'Inuits selon la formule suivante : Pourcentage de la garantie = $\frac{\text{Atteint}}{\text{Proposé}} = \frac{\quad}{\quad} \%$</p> <p>51 % à 100 % = 30 à 60 points</p> <p>Remarque : Un pourcentage de la garantie de 50 % ou moins correspond à zéro point.</p>	60	
2	<p>DILIGENCE RAISONNABLE DE L'ENTREPRENEUR :</p> <p>On étudiera au cas par cas la capacité de l'entrepreneur de démontrer s'il a fait les efforts voulus pour respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs inuits.</p> <p>Voici comment les points seront attribués à l'entrepreneur pour évaluer sa diligence :</p> <p>0-13 points – L'entrepreneur n'a pratiquement pas fait d'efforts, voire aucun effort, pour essayer de respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs du PAI.</p> <p>14-27 points – L'entrepreneur a fait des efforts modérés pour essayer de respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs du PAI.</p> <p>28-40 points – L'entrepreneur a fait des efforts remarquables pour essayer de respecter les garanties en matière de sous-traitants/fournisseurs du PAI.</p>	40	
3	NOTE TOTALE ÉTABLIE	100	
4	<p>TOTAL DE LA PÉNALITÉ CALCULÉ : (100 - note totale établie) % x (valeur finale du marché) x 1 %</p>		\$
5	COMMENTAIRES OU JUSTIFICATIONS :		
6	<p>SIGNATURE DES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉVALUATION :</p> <p>Représentant ministériel : _____</p> <p>Responsable technique : _____</p> <p>Agent de négociation des marchés (TPSGC) : _____</p>		

ANNEXE B : MODALITÉS ET CONDITIONS

MODALITÉS DE L'ENTENTE

A1 Documents contractuels

A2 Les travaux

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES (2015-07-09)

- CG1.1 Interprétation
- CG1.2 Documents contractuels
- CG1.3 Statut de l'entrepreneur
- CG1.4 Droits et recours
- CG1.5 Rigueur des délais
- CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur
- CG1.7 Indemnisation par le Canada
- CG1.8 Lois, permis et taxes
- CG1.9 Indemnisation des travailleurs
- CG1.10 Sécurité nationale
- CG1.11 Cérémonies publiques et enseignes
- CG1.12 Conflit d'intérêts
- CG1.13 Sanctions internationales
- CG1.14 Attestation – Honoraires conditionnels
- CG1.15 Conventions et modifications
- CG1.16 Travailleurs inaptes
- CG1.17 Cession
- CG1.18 Droits de propriété intellectuelle
- CG1.19 Pots de vin
- CG1.20 Succession
- CG1.21 Code de conduite et attestations – contrat

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT (2015-02-25)

- CG2.1 Pouvoirs du représentant du Ministère
- CG2.2 Interprétation du contrat
- CG2.3 Avis
- CG2.4 Réunions de chantier
- CG2.5 Examen et inspection des travaux
- CG2.6 Surintendant
- CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre
- CG2.8 Comptes et vérifications

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX (2015-02-25)

- CG3.1 Calendrier d'avancement
- CG3.2 Conception du projet et rôle du concepteur
- CG3.3 Sécurité sur le chantier
- CG3.4 Exécution des travaux
- CG3.5 Matériaux
- CG3.6 Sous-traitance
- CG3.7 Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs
- CG3.8 Main-d'œuvre et justes salaires
- CG3.9 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada
- CG3.10 Travaux défectueux
- CG3.11 Utilisation des travaux et nettoyage de l'emplacement des travaux
- CG3.12 Garantie et rectification des défauts des travaux

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

CG4 MESURES DE PROTECTION – le condition intégrés par renvoi

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT (2015-02-25)

- CG5.1 Interprétation
- CG5.2 Montant à verser
- CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts
- CG5.4 Paiement progressif
- CG5.5 Achèvement substantiel des travaux
- CG5.6 Achèvement définitif
- CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada
- CG5.8 Réclamations et obligations
- CG5.9 Droit de compensation
- CG5.10 Évaluation et dédommagement pour retard d'achèvement
- CG5.11 Retard de paiement
- CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées
- CG5.13 Remise du dépôt de garantie

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX (2013-04-25)

- CG6.1 Modification des travaux
- CG6.2 Changements des conditions du sous-sol
- CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique
- CG6.4 Calcul du prix
- CG6.5 Retards et prolongation de délai

GC7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT (2008-05-12)

- CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur
- CG7.2 Suspension des travaux
- CG7.3 Résiliation du contrat
- CG7.4 Dépôt de garantie – Confiscation ou remise

Les conditions intégrés par renvoi:

CG8 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE

CG10 ASSURANCE

COÛTS ADMISSIBLES POUR LES MODIFICATIONS DE CONTRAT SOUS LA CLAUSE CG6.4.1

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

- CS01 Paiement en cas de changement et de révision de la conception
- CS02 Exigences relatives à l'assurance responsabilité civile professionnelle
- CS03 Conditions d'assurance
- CS04 La Sécurité et la Santé lieu de travail
- CS05 Plan des avantages pour les Inuits (PAI)
- CS06 Limite quant au nombre de propositions
- CS07 Statut et disponibilité du personnel
- CS08 Remplacement de personnes désignées
- CS09 Évaluation du rendement – contrat
- CS10 Terminologie

MODALITÉS DE L'ENTENTE

A1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

1) L'entrepreneur comprend et convient que, sur acceptation de l'offre par le Canada :

- (a) un contrat exécutoire est conclu entre lui et le Canada; et
- (b) les documents contractuels constituant le contrat sont les suivants :
 - (i) la page couverture et les présentes modalités de l'entente,
 - (ii) la demande de propositions,
 - (iii) le cadre de référence,
 - (iv) les clauses, conditions et modalités, et les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :
 - a) les conditions générales,
 - b) les conditions supplémentaires, le cas échéant,
 - c) les documents intégrés par renvoi de la façon suivante :
 - R2840D (2008-05-12) - (CG) 4 Mesures de protection
 - R2882D (2015-02-25) - (CG) 8 Règlement des différends
 - R2890D (2014-06-26) – (CG) 9 Garantie contractuelle
 - R2900D (2008-05-12) – (CG) 10 Assurance
 - R2950D (2015-02-25) – Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous la clause CG6.4.1
 - (v) la soumission,
 - (vi) les documents de construction,
 - (vii) toute modification intégrée aux documents d'appel d'offres avant la date du contrat,
 - (viii) toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux conditions générales;

(c) les documents identifiés par le titre, le numéro et la date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par TPSGC. Ce guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>;

2) Les documents contractuels seront rédigés dans la même langue officielle (français ou anglais) que celle de la soumission présentée.

A2 LES TRAVAUX

1) Le conception constructeur accepte

- (a) d'achever les travaux par **le 31 mars, 2018**

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CG1.1 INTERPRÉTATION (2015-07-09)

La section suivante donne une interprétation des en-têtes et des références.

CG1.1.1 En-têtes et références

- 1) Les en-têtes dans les documents contractuels ne font pas partie du *contrat* et ne sont utilisés que pour faciliter la consultation.
- 2) Les renvois à des parties du *contrat* à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du *contrat* désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du *contrat* visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un alinéa ou à un sous-alinéa suivi d'un numéro d'identification constitue, sauf indication contraire, un renvoi à l'alinéa ou au sous-alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Terminologie

Dans le *contrat*, sauf indication contraire du contexte :

« affilié » quiconque, incluant mais sans s'y limiter, les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, entreprises, sociétés de personnes, associations de personnes, sociétés mères et ses filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, de même que les personnes, administrateurs, agents et employés clés si :

- i. l'entrepreneur ou l'affilié contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- ii. un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur ou l'affilié;

« Canada », « État » ou « Sa Majesté » désignent « Sa Majesté la Reine du chef du Canada »;

« concepteur » signifie l'architecte, l'ingénieur ou l'entité autorisé à travailler dans la province ou le territoire visé par les *travaux* et constituant la composante professionnelle de l'*entrepreneur* qui fournit les *services de conception* et les autres services nécessaires conformément aux modalités du *contrat*; il comprend le représentant autorisé de l'*entrepreneur* désigné par écrit au Canada;

« certificat d'achèvement » signifie le certificat délivré par le *Canada* à la fin des *travaux*;

« certificat de mesure définitif » signifie le certificat délivré par le *Canada* indiquant la quantité, le prix unitaire et la valeur définitifs de la main-d'œuvre, de l'*outillage* et des *matériaux* utilisés et fournis par l'*entrepreneur* pour la partie des *travaux* de construction pour laquelle une *entente à prix unitaire* s'applique;

« certificat d'achèvement substantiel » signifie le certificat délivré par le *Canada* lorsque les *travaux* sont en grande partie achevés;

« conditions supplémentaires » signifient la partie des documents contractuels modifiant ou complétant les conditions générales;

« construction » signifie la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'*outillage*, des *matériaux* et des autres éléments nécessaires à l'exécution des *travaux* de construction exigés par les documents contractuels, à l'exception des *services de conception*;

« contrat » signifie les documents du contrat ainsi désignés et tous les autres documents qui y sont précisés ou décrits comme faisant partie du contrat et modifiés avec l'accord des parties;

« contrôle »

- a. Contrôle direct, par exemple :
 - i. une personne contrôle une personne morale si les garanties de la personne morale auxquelles sont rattachés plus de 50 pourcent des droits de vote pouvant être exercés pour élire les administrateurs de la personne morale sont la propriété effective de la personne et les votes rattachés à ces garanties sont suffisants, si exercés, pour élire la majorité des administrateurs de la personne morale;
 - ii. une personne contrôle une corporation structurée selon le principe corporatif si la personne et toutes les entités contrôlées par celle-ci ont le droit d'exercer plus de 50 pourcent des droits de vote nécessaires à une réunion annuelle ou pour élire la majorité des administrateurs de la corporation;
 - iii. une personne contrôle une société non constituée en personne morale, autre qu'une société en commandite, si plus de 50 pourcent des titres de participation, peu importe leur désignation, selon lesquels la société est divisée, sont la propriété effective de cette personne et que la personne a la capacité de diriger les affaires et les activités de la société;
 - iv. le partenaire général d'une société en commandite contrôle la société en commandite;
 - v. une personne contrôle une société si cette personne a une influence directe ou indirecte dont l'exercice entraînerait le contrôle de fait de la société.
- b. Contrôle présumé, par exemple, une personne qui contrôle une société est présumée contrôler toute société qui est contrôlée, ou présumée être contrôlée, par la société.
- c. Contrôle indirect, par exemple :
 - une personne est présumée contrôler, au sens des alinéas a) ou b), une société lorsque le total de
 - i. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de cette personne, et de
 - ii. toutes les garanties de la société qui sont la propriété effective de toute société contrôlée par cette personne,est tel, que si cette personne et toutes les sociétés mentionnées au sous-alinéa c)(ii) qui sont le propriétaire effectif des garanties de cette société étaient une seule personne, cette personne contrôlerait l'entité;

« coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » à la page 1 du contrat ou modification au contrat signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le montant du contrat, ou le montant révisé du contrat, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le montant du contrat et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes » et les expressions comparables, désignent l'ensemble du contrat, et non une section ou une partie du contrat en particulier;

« documents de construction » désigne les plans, les dessins et les devis relatifs aux *travaux de construction* qui sont préparés par l'*entrepreneur* ou en son nom et qui sont approuvés et signés par le *Canada* et l'*entrepreneur* après la conclusion du *contrat*;

« demande de propositions » désigne les documents publiés par le *Canada* demandant la présentation de soumissions et expliquant en détail les *exigences du projet*;

« entente administrative » entente négociée avec le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSG) comme il est prévu dans la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*;

« entente à prix unitaire » signifie la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

« entrepreneur » signifie la personne qui passe un contrat avec le Canada pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage permettant d'exécuter les travaux en vertu de ce contrat, y compris le surintendant de l'entrepreneur identifié par écrit au Canada.

« exigences du projet » désigne l'énoncé compris dans la *demande de propositions* qui explique en détail les exigences techniques et les autres exigences du Canada qui doivent être respectées par le soumissionnaire retenu et être traitées dans la *soumission*;

« fournisseur » signifie une personne ou une entité qui a conclu un contrat directement avec l'*entrepreneur* en vue de fournir de l'*outillage* ou des *matériaux* qui ne se rapportent pas à une conception spéciale dans le cadre des *travaux*;

« garantie contractuelle » désigne toute garantie donnée au Canada par l'*entrepreneur* conformément au *contrat*;

« inadmissibilité » personne qui n'est pas admissible à conclure un contrat avec le Canada;

« jour ouvrable » signifie une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé au sein de l'industrie de la construction, dans la région où se déroulent les *travaux*;

« matériaux » comprend toutes les marchandises, articles, machinerie, équipement, appareils et choses à être fournis en vertu du contrat, pour être incorporés aux travaux;

« montant du contrat » désigne le montant précisé dans le contrat;

« Montant forfaitaire arrangement » désigne la partie du contrat qui prévoit un montant forfaitaire à titre de paiement pour l'exécution des travaux à laquelle il se rapporte;

« outillage » désigne l'ensemble des outils, des instruments, de la machinerie, des véhicules, des structures, de l'équipement, des articles et des choses autres que les *matériaux* qui sont utilisés dans le cadre du contrat, ainsi que les outils qui sont habituellement fournis par une personne de métier et qui sont nécessaires à l'exécution des *travaux de construction*;

« personne » comprend également, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une corporation, une compagnie, une entreprise, une firme, une coentreprise, un consortium ou une société;

« projet » désigne l'ensemble des activités de conception et de construction dont l'entrepreneur est responsable, y compris tous les services de conception et l'exécution des *travaux*;

« représentant du ministère » signifie la personne désignée dans le contrat ou dans un avis écrit signifié à l'entrepreneur comme représentant du ministère pour l'application de ce contrat, y compris toute personne autorisée et désignée par ce dernier par écrit;

« services de conception » désigne les services professionnels d'administration de la conception et de la construction assurés par le *concepteur* ou des experts conseils coordonnés par ce dernier conformément aux modalités du *contrat*;

« soumission » désigne la soumission de l'*entrepreneur* présentée en réponse à une *demande de propositions*;

« sous-traitant » désigne une personne ou une entité autre que le *concepteur* qui a conclu un contrat directement avec l'*entrepreneur* en vue d'exécuter une partie des *travaux* ou de fournir des *matériaux* qui se rapportent à une conception spéciale dans le cadre des *travaux*, et qui est assujettie à la clause CG3.6 (SOUS-TRAITANCE);

« surintendant » désigne l'employé ou le représentant de l'*entrepreneur* désigné par ce dernier pour agir conformément à la clause CG2.6 (SURINTENDANT);

« suspension » détermination d'inadmissibilité temporaire par le ministre de TPSG;

« tableau des prix unitaires » désigne le tableau des prix figurant dans le contrat;

« taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;

« travaux » désigne, sous réserve de toute disposition contraire dans le *contrat*, tout ce que l'*entrepreneur* doit faire, fournir ou livrer pour assurer les *services de conception*, la *construction* et d'autres services requis en vertu du *contrat*, conformément aux documents contractuels.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

- 1) Toutes les dispositions du *contrat* qui s'appliquent expressément à une *entente à prix unitaire* exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des *travaux* à laquelle s'applique une *entente à forfait*.
- 2) Toutes les dispositions du *contrat* qui s'appliquent expressément à une *entente à forfait* exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des *travaux* à laquelle s'applique une *entente à prix unitaire*.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

- 1) On considérera que les *travaux* ont atteint un état d'achèvement substantiel :
 - a) lorsqu'une grande partie ou la totalité des *travaux* auront fait l'objet d'une inspection et d'une mise à l'essai, et que, de l'avis du *Canada*, le résultat des travaux est prêt à être utilisé ou est utilisé aux fins prévues;
 - b) lorsque les *travaux* peuvent, de l'avis du *Canada*, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas :
 - (i) 3 % des premiers 500 000 \$,
 - (ii) 2 % des prochains 500 000 \$,
 - (iii) 1 % du reste;de la valeur du *contrat* au moment du calcul de ce coût.
- 2) Lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés aux fins prévues;
 - a) et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevée dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée conformément à la CG6.5, « Retards et prolongation de délai », pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
 - b) que le *Canada* et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés;

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été complétée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que le *Canada* et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa 1)b) de la CG1.1.4 et ledit coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

CG1.1.5 Achèvement

- 1) On considérera que les *travaux* sont achevés lorsque l'ensemble des services de conception, de la main-d'œuvre, de l'*outillage* et des *matériaux* nécessaires auront été effectués, utilisés ou fournis, et que l'*entrepreneur* aura respecté le *contrat*, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du Canada.

CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

CG1.2.1 Généralités

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires, et les exigences de n'importe lequel de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Aucune disposition des documents contractuels ne doit avoir pour effet de créer une relation contractuelle entre le *Canada* et un *sous-traitant*, un *fournisseur*, le *concepteur*, un expert conseil ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

- 1) En cas de contradiction ou de conflit dans l'information se trouvant dans les documents ci-après, ces derniers auront priorité dans l'ordre suivant :
 - a) toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux conditions générales;
 - b) toute modification publiée avant la clôture de la soumission;
 - c) les *conditions supplémentaires*;
 - d) les conditions générales;
 - e) la *demande de propositions*;
 - f) la soumission dûment remplie lorsqu'elle a été acceptée.

Les dates les plus récentes déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories ci-dessus.
- 2) En cas de contradiction ou de conflit dans l'information se trouvant dans les *documents de construction*, les règles suivantes s'appliqueront :
 - a) les devis l'emporteront sur les dessins;
 - b) les dimensions représentées dans les figures d'un plan l'emporteront lorsqu'elles seront différentes des dimensions reproduites à l'échelle d'après le même dessin;
 - c) les dessins à grande échelle l'emporteront sur les plans à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

- 1) L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, l'information, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements:
 - a) publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou

- b) dont l'entrepreneur a obtenu connaissance auprès d'une source distincte du Canada, à l'exception d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
- 3) Lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL OU PROTÉGÉ, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
- 4) Sans limiter la portée générale des alinéas 2) et 3) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL OU PROTÉGÉ, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre personne que ce soit à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.
- 5) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.2.4 Propriété et réutilisation des documents et des modèles

- 1) À l'exception de ce qui peut être précisé ailleurs dans le contrat, le *Canada* renonce à tout droit de possession du droit d'auteur dans tous les documents qui servent d'instruments dans les services à fournir et qui sont préparés par l'*entrepreneur* ou le *concepteur*, ou en leur nom, conformément aux modalités du *contrat*.
- 2) Après négociation avec le propriétaire du droit d'auteur, le *Canada* peut réutiliser dans le cadre d'un autre projet les documents et les modèles visés au paragraphe 1 de la CG1.2.4, et doit verser au propriétaire des honoraires appropriés pour cette réutilisation, selon la pratique courante.
- 3) Les modèles fournis par l'*entrepreneur* aux frais du Canada sont et doivent demeurer la propriété du *Canada*.

CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 1) L'*entrepreneur* est embauché à titre d'entrepreneur indépendant en vertu du *contrat*.
- 2) L'*entrepreneur*, ses sous-traitants, ses employés, ses concepteurs, ses fournisseurs et toute autre personne, quel que soit leur échelon, ne sont pas embauchés à titre d'employés, de fonctionnaires ou d'agents du *Canada* en vertu du *contrat*.
- 3) Pour les besoins du *contrat*, l'*entrepreneur* doit être le seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi, y compris les sommes et les retenues relatives au Régime de pensions du Canada ou au Régime de rentes du Québec, au régime d'assurance-emploi, au régime d'indemnisation des accidentés du travail, aux régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et à l'impôt sur le revenu.

CG1.4 DROITS ET RECOURS

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les devoirs et les obligations imposés en vertu du contrat ainsi que les droits et les recours dont on peut se prévaloir à ce titre doivent s'ajouter aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et ne doivent pas les limiter.

CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 1) Les délais sont un élément essentiel du *contrat*.

CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR

- 1) L'*entrepreneur* doit acquitter l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires à l'exécution du *contrat* et doit intervenir à ses frais dans la défense de toutes les réclamations, les actions ou les procédures déposées ou intentées contre le *Canada* et affirmant que les services ou toute partie des services fournis par l'*entrepreneur* au *Canada* portent atteinte à des brevets, à des modèles industriels, à des droits d'auteur, à des marques de commerce, à des secrets commerciaux ou à d'autres droits de propriété en vigueur au *Canada*.
- 2) L'*entrepreneur* doit indemniser et exonérer le *Canada* au titre de l'ensemble des réclamations, des demandes, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites ou des procédures présentés ou intentés par qui que ce soit et découlant, directement ou indirectement, des activités de l'*entrepreneur*, du *concepteur*, de fonctionnaires, d'agents, de *sous-traitants* et de fournisseurs dans l'exécution des *travaux*.
- 3) Aux fins du paragraphe 2 de la CG1.6, le terme « activités » signifie toute activité mal exercée, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA

- 1) Le *Canada*, sous réserve des dispositions de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, de la *Loi sur les brevets* et de toutes les autres lois touchant ses droits, ses pouvoirs, ses privilèges ou ses obligations, doit indemniser et exonérer l'*entrepreneur* au titre de l'ensemble des réclamations, des demandes, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites ou des procédures découlant des activités de ce dernier en vertu du *contrat* qui sont attribuables directement à:
 - a) une lacune ou à un vice, réel ou allégué, dans les droits du *Canada* concernant le chantier s'il en est le propriétaire;
 - b) une contrefaçon ou à une prétendue contrefaçon par l'*entrepreneur* de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle dans l'exécution de toute activité aux fins du *contrat*, ce qui comprend l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le *Canada* à l'*entrepreneur* dans le cadre des *travaux*.

CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES (2013-04-25)

1. L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de ceux-ci qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé et aux Conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.

2. Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
3. Avant le début des travaux, l'entrepreneur dépose auprès de l'administration municipale, un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada.
4. Dans les 10 jours qui suivent l'offre mentionnée à l'alinéa 3) de la CG1.8, l'entrepreneur avise le Canada du montant qu'il a déposé auprès de l'administration municipale et précise si ce dépôt fut accepté ou non.
5. Si l'administration municipale n'accepte pas le montant déposé, l'entrepreneur verse cette somme au Canada dans les 6 jours suivant l'expiration du délai fixé à l'alinéa 4) de la CG1.8.
6. Pour l'application de la présente clause, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas le Canada.
7. Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur, l'entrepreneur verse toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le contrat.
8. Conformément à la déclaration statutaire visée à l'alinéa 4) de la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux », l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le contrat, fourni au Canada une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
9. Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, et nonobstant la clause stipulant que si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges appartiennent au Canada après que ce dernier les ait acquis, conformément à la CG3.10, « Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété du Canada », l'entrepreneur assume la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, la responsabilité du paiement des taxes applicables et du dépôt de garantie pour le paiement desdites taxes applicables, durant la période pendant laquelle il utilise ou consomme ces matériaux, outillage et droits conformément aux lois pertinentes.
10. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
11. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions sur la présentation de demande paiement. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
12. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
13. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le montant du contrat, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le montant du contrat si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
14. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada

En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS

- 1) Avant le début des *travaux*, de même qu'à la date d'achèvement substantiel des *travaux* et avant la délivrance du *certificat d'achèvement*, l'*entrepreneur* doit déposer des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des *travaux*, notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.
- 2) À n'importe quel moment pendant la durée du *contrat*, et à la demande du Canada, l'*entrepreneur* doit déposer des pièces justificatives confirmant que lui-même, ses *sous-traitants* et toute autre personne, quelle que soit son échelon, qui exécute une partie des *travaux* et qui doit se conformer à ces lois les respectent effectivement.

CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE

- 1) Si le *Canada* détermine que la catégorie ou le type des *travaux* met en jeu la sécurité nationale, il peut ordonner à l'*entrepreneur* :
 - a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes ou les entités à qui il fait ou fera appel aux fins du *contrat*;
 - b) d'enjoindre à toute personne qui, de l'avis du *Canada*, présente un risque pour la sécurité nationale de quitter les lieux des *travaux*.

L'*entrepreneur* doit se conformer à ces ordres.
- 2) Les contrats que l'*entrepreneur* conclut avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombe en vertu du paragraphe 1 de la CG1.10.

CG1.11 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES

- 1) L'*entrepreneur* ne doit pas permettre la tenue de cérémonies publiques relativement aux *travaux* sans le consentement préalable du *Canada*.
- 2) L'*entrepreneur* ne doit pas ériger ou permettre l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les *travaux* ou à l'emplacement des travaux sans le consentement préalable du Canada.

CG1.12 CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 1) Conformément au *contrat*, aucune personne assujettie aux dispositions concernant l'après mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent *contrat*, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après mandat.

CG1.13 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1) La population et les entreprises canadiennes, ainsi que la population canadienne à l'étranger, se voient imposer des sanctions économiques par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la prestation d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, des pays

ou des personnes assujettis aux sanctions économiques. Des renseignements sur les sanctions en vigueur se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.international.gc.ca/sanctions/menu.aspx>

- 2) Conformément au contrat, l'*entrepreneur* ne doit pas fournir au gouvernement du Canada des biens ou des services assujettis aux sanctions économiques.
- 3) En vertu de la loi, l'*entrepreneur* doit se conformer aux modifications apportées aux règlements imposés pendant la durée du contrat. En outre, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou d'un service à la liste des biens et des services assujettis aux sanctions empêche l'*entrepreneur* de respecter ses obligations, il peut demander que le contrat soit résilié conformément à la clause CG7.3 (RÉSILIATION DU CONTRAT).

CG1.14 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS

- 1) Dans la présente clause, le terme :
 - a) « honoraires conditionnels » désigne tout paiement ou toute autre forme de rémunération qui dépend du degré de succès lié à l'obtention d'un contrat du gouvernement ou à la négociation d'une partie ou de la totalité des modalités, ou qui est calculé en fonction de ce degré de succès;
 - b) « employé » désigne une personne avec qui l'*entrepreneur* a une relation employeur-employé;
 - c) « personne » désigne une personne, un groupe de personnes, une société par actions, une société de personnes, une organisation, une association ou, sans limiter la portée générale de ce qui précède, toute personne qui est tenue de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, L.R.C. (1985), ch. 44 (4^e suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.
- 2) L'*entrepreneur* atteste qu'il n'a ni versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et qu'il s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du *contrat* à une personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
- 3) Tous les comptes et les registres se rapportant au versement d'honoraires ou d'autres formes de rémunération relativement à l'obtention ou à la négociation du *contrat* doivent être assujettis aux *dispositions du contrat* relatives aux comptes et à la vérification.
- 4) Si l'*entrepreneur* fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le *Canada* peut soit retirer à l'*entrepreneur* les *travaux* qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du *contrat*, soit recouvrer auprès de l'*entrepreneur*, par une réduction du *montant du contrat* ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

CG1.15 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS

- 1) Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations et modalités qui figurent au contrat lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment que ce soit, que l'autre partie se conforme à une disposition du contrat ne doit pas avoir pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger le respect de cette disposition ultérieurement. De même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à exercer un recours relativement au manquement à un engagement, à une modalité ou à une condition du contrat par l'autre partie ne doit pas être réputée constituer une renonciation à exercer un recours relativement à un autre manquement au même engagement, à la même modalité ou à la même condition.

- 3) Le *contrat* peut être modifié uniquement selon les modalités du contrat.

CG1.16 TRAVAILLEURS INAPTES

- 1) Le Canada doit demander à l'entrepreneur d'enjoindre toute personne employée par celui-ci dans le cadre de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompetente ou s'est conduite de façon inappropriée, de quitter les lieux des travaux et de ne plus y revenir.

CG1.17 CESSION

- 1) Le *contrat* ne peut ni en partie ni en totalité être cédé par l'entrepreneur sans le consentement écrit du *Canada*.
- 2) La cession du contrat sans le consentement précité ne libère l'entrepreneur ou le cessionnaire d'aucune des obligations que lui impose le contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

CG1.18 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Définitions

« Renseignements de base » : ensemble des résultats techniques qui ne sont pas originaux et qui constituent des renseignements exclusifs ou confidentiels pour l'entrepreneur ou ses sous-traitants, ou encore pour toute autre entité à laquelle l'entrepreneur fait appel dans l'exécution des services de conception.

« Renseignements originaux » : toute invention d'abord conçue, développée ou mise en pratique dans le cadre des services de conception et tous les autres résultats techniques conçus, développés, produits ou mis en œuvre dans le cadre de ces services.

« Droits de propriété intellectuelle » : tous les droits de propriété intellectuelle reconnus par la loi, y compris le droit de propriété intellectuelle protégé par les lois (par exemple le droit d'auteur, les brevets, la conception industrielle ou la topographie des circuits intégrés) ou découlant de la protection de l'information à titre de secret de commerce ou d'information confidentielle.

« Invention » : tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition nouveau et utile, ou encore toutes les améliorations nouvelles et utiles apportées à tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition, brevetable ou non; sans limiter la portée générale de ce qui précède, ce terme comprend les systèmes uniques de conception et de construction.

« Résultats techniques » : (i) toute l'information à caractère scientifique, technique ou artistique relativement aux services de conception, présentée de vive voix ou enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit et assujettie ou non à du droit d'auteur, y compris, sans nécessairement s'y limiter, les inventions, travaux de conception, méthodes, rapports, photographies, maquettes, relevés, dessins et caractéristiques élaborées pour le projet; (ii) les imprimés informatiques, notes de conception, calculs, fichiers de CDAO (conception et dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, calculés, dessinés ou produits dans le cadre du projet; (iii) les guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou réunis pour le projet; (iv) tous les immeubles, ouvrages bâtis, structures et installations aménagés dans le cadre du projet. Les résultats techniques ne comprennent pas les données se rapportant à l'administration du contrat par le Canada ou l'entrepreneur, par exemple les renseignements financiers ou gestionnels internes, sauf s'il s'agit d'un document à présenter en vertu des conditions de l'entente.

2. Désignation et divulgation de tous renseignements originaux

L'entrepreneur doit :

- a) rendre compte rapidement et divulguer intégralement au Canada tous les renseignements originaux pouvant constituer des inventions; en plus de lui rendre compte et de lui divulguer intégralement tous les autres renseignements originaux au plus tard à la date de la fin des services de conception ou à toute autre date antérieure que le Canada ou le contrat pourrait exiger;
- b) préciser, pour chaque renseignement divulgué visé en a) ci-dessus, les noms de tous les sous-traitants ou sous-experts conseils à tous les niveaux, le cas échéant, auxquels les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux sont ou seront dévolus.

Avant et après le paiement final des comptes de l'entrepreneur, le Canada aura le droit d'examiner tous les dossiers et toutes les données justificatives de l'entrepreneur qu'il jugera raisonnablement pertinents pour la désignation de renseignements originaux.

3. Droits de propriété intellectuelle dévolus à l'entrepreneur

Sous réserve des paragraphes 10 et 11 et des dispositions de la CG1.10 (Sécurité nationale), et sans modifier les droits de propriété intellectuelle ou les intérêts visés par les présentes et existant avant la conclusion de l'entente, ou encore se rapportant à des renseignements ou à des données fournis par le Canada pour l'application de cette entente, tous les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux seront, dès qu'ils existeront, dévolus à l'entrepreneur, qui en restera propriétaire.

4. Droits de propriété sur les biens et les services à fournir

Sans égard aux droits de propriété intellectuelle appartenant à l'entrepreneur sur tous les renseignements originaux constituant un prototype, un ouvrage bâti, un immeuble, une structure, une installation, une maquette ou un système ou un bien d'équipement sur mesure ou personnalisé, de même que sur les manuels connexes et sur les autres documents et outils de fonctionnement et d'entretien, le Canada aura des droits illimités sur la propriété de ces biens et services, y compris le droit de les mettre à la disposition du grand public, moyennant des frais ou autrement, et le droit de les vendre.

5. Licence sur les renseignements originaux

Sans limiter la portée de toutes les licences implicites qui pourraient normalement revenir au Canada et pour tenir compte de la participation de ce dernier au coût du développement des renseignements originaux, l'entrepreneur lui concède par les présentes une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dévolus à l'entrepreneur conformément au paragraphe 3, pour :

- a) le développement, la modification ou le perfectionnement continu de toute partie du projet construit ou mis en œuvre, y compris l'achat des matériaux et des composants à cette fin;
- b) le développement, la modification (y compris les éléments ajoutés ou supprimés), l'achèvement, la traduction ou la mise en œuvre continus des renseignements originaux et de tous les éléments qui y sont ajoutés selon les exigences du Canada pour l'achèvement, l'utilisation et l'évolution ultérieure du projet;
- c) l'utilisation, l'occupation, le fonctionnement, l'exploitation, l'entretien, la réparation ou la restauration du projet construit, mis en œuvre ou modifié par la suite, y compris l'achat des matériaux et des composants de rechange nécessaires à cette fin;
- d) la publication et la transmission de reproductions du projet ou de toute partie de ce projet sous la forme de peintures, de dessins, de gravures, de photographies ou d'ouvrages cinématographiques, à l'intention du grand public, sur support imprimé ou électronique ou par d'autres moyens, à l'exception des copies de dessins ou de plans d'architecture.

6. Licence sur les renseignements originaux pour d'autres projets

L'entrepreneur concède par les présentes au Canada une licence non exclusive, permanente, mondiale et irrévocable qui lui permettra d'exercer tous les droits de propriété intellectuelle dévolus à l'entrepreneur conformément au paragraphe 3, pour la planification, la conception, la construction ou la mise en œuvre d'un projet distinct du projet visé, de même que pour toutes les fins exprimées au paragraphe 5 en ce qui a trait à cet autre projet. Dans l'éventualité où le Canada exerce ces droits de propriété intellectuelle dans le cadre d'un autre projet, et à la condition qu'il n'ait pas déjà de droits équivalents dans le cadre d'un contrat antérieur ou autrement, ce dernier s'engage à verser à l'entrepreneur une indemnité raisonnable, calculée conformément à la pratique actuelle dans l'industrie et tenant compte de la participation du Canada au coût du développement des renseignements originaux. L'entrepreneur devra s'assurer que dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle qui lui sont dévolus en vertu de ce contrat, l'acheteur, le cessionnaire, le bénéficiaire du transfert ou le titulaire de la licence s'engage à respecter les clauses de cet article et à accepter de verser une indemnité raisonnable selon les modalités définies dans les présentes. L'entrepreneur devra aussi s'assurer que cet acheteur, ce cessionnaire, ce bénéficiaire ou ce titulaire des droits de propriété intellectuelle est obligé d'imposer les mêmes obligations aux autres acheteurs, cessionnaires, bénéficiaires ou titulaires par la suite.

7. Licence pour les renseignements de base

Sans limiter toute licence implicite qui pourrait normalement revenir au Canada, l'entrepreneur concède par les présentes à ce dernier une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires à l'exécution des travaux, selon le cas :

- a) pour les fins visées dans les paragraphes 5 et 6;
- b) pour la divulgation de l'information à tout entrepreneur auquel fait appel le Canada ou au soumissionnaire pour un tel contrat, et à utiliser uniquement pour une des fins exprimées dans les paragraphes 5 et 6. L'entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du Canada, sur demande, ces renseignements de base.

8. Droit du Canada de divulguer et de concéder sous licence

L'entrepreneur reconnaît que le Canada pourra éventuellement attribuer des contrats, dans le cadre d'un processus de mise en concurrence, pour l'une des fins définies dans les paragraphes 5, 6 et 7. Il est entendu avec l'entrepreneur que la licence du Canada en ce qui a trait aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base comprend le droit de divulguer ces renseignements aux soumissionnaires pour ces contrats et de les concéder sous licence ou d'autoriser les entrepreneurs ou les experts-conseils auxquels le Canada fait appel pour exécuter ces contrats à les utiliser.

9. Droit de l'entrepreneur de concéder des licences

- a) L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a obtenu ou qu'il obtiendra sans tarder le droit de concéder au Canada une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base conformément aux exigences de l'entente;
- b) Dans les cas où les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ou les renseignements de base appartiennent à un concepteur, l'entrepreneur devra se faire délivrer, par ce concepteur, une licence lui permettant de respecter les paragraphes 5, 6 et 7 ou devra prendre des dispositions pour que ce concepteur transfère directement au Canada les mêmes droits, en signant le formulaire prévu à cette fin par le Canada, au plus tard à la date à laquelle ces renseignements originaux et ces renseignements de base sont divulgués au Canada.

10. Secrets de commerce et information confidentielle

L'entrepreneur ne devra pas utiliser ni intégrer de secrets de commerce ou d'information confidentielle dans les renseignements originaux ou les renseignements de base utilisés ou créés dans l'exécution de ce contrat.

11. Information fournie par le Canada

- a) Dans les cas où les services de conception consistent à préparer une compilation à partir de l'information fournie par le Canada, les droits de propriété intellectuelle dévolus en vertu du paragraphe 3 seront restreints aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada. Tous les droits de propriété intellectuelle sur des compilations dont les renseignements originaux ne peuvent pas être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada reviendront à ce dernier. Il est entendu avec l'entrepreneur qu'il ne devra pas utiliser ni divulguer d'information fournie par le Canada pour d'autres fins que l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra respecter le caractère confidentiel de cette information. Sauf disposition contraire stipulée expressément dans le présent contrat, l'entrepreneur remet, à l'achèvement des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur déterminé par le Canada, tous ces renseignements ainsi que tous les documents de travail, copies, ébauches et notes dans lesquels figurent ces renseignements.
- b) Si l'entrepreneur souhaite utiliser l'information fournie par le Canada dans le cadre du contrat pour l'exploitation commerciale ou de développement continu des renseignements originaux, il pourra demander par écrit au Canada une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle nécessaires sur l'information fournie par le Canada. L'entrepreneur expliquera au Canada les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Si le Canada est d'accord pour concéder cette licence, elle le sera selon des clauses à négocier entre les parties, y compris le paiement d'une indemnité au Canada.

12. Transfert des droits de propriété intellectuelle

- a) Si le Canada reprend, en totalité ou en partie, les travaux confiés à l'entrepreneur conformément à la clause CG 7 des Conditions générales ou que l'entrepreneur ne divulgue pas les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, le Canada pourra, en lui donnant un préavis raisonnable, l'obliger à divulguer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux non fournis. Les droits de propriété intellectuelle à transférer devront comprendre les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui ont été ou qui seront dévolus à un concepteur. Dans le cas des droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux qui ont été vendus ou cédés à une partie distincte d'un concepteur, l'entrepreneur ne sera pas obligé de transférer lesdits droits au Canada, mais devra lui verser sur demande une somme égale à la contrepartie touchée par l'entrepreneur au titre de la vente ou de la cession des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux ou, dans les cas où la vente ou la cession n'a pas été conclue sans lien de dépendance, la juste valeur marchande des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux, dans chaque cas, y compris la valeur des redevances ou des droits de licence à venir.
- b) Dans l'éventualité où le Canada lui adresse le préavis visé à l'alinéa a), l'entrepreneur devra, à ses frais et sans tarder, signer les actes de transfert ou les autres documents se rapportant au titre de propriété sur les droits de propriété intellectuelle que le Canada pourra exiger et devra, aux frais du Canada, apporter au Canada toute l'aide raisonnable dans la préparation des demandes et dans l'exécution en justice de toutes les demandes de droits de propriété intellectuelle ou de tout enregistrement de ces droits dans toute province ou dans tout territoire, y compris, sans nécessairement s'y limiter, l'aide de l'inventeur, dans le cas des inventions.

- c) Tant que l'entrepreneur n'aura pas fini les travaux et qu'il n'aura pas divulgué tous les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, et sous réserve des dispositions de la CG1.10 (Sécurité nationale), l'entrepreneur ne devra pas, sans l'autorisation écrite préalable du Canada, vendre, céder, ni transférer autrement le titre sur les droits de propriété intellectuelle relatifs à ces renseignements originaux, ni concéder sous licence les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux à qui que ce soit, ni l'autoriser autrement à utiliser ces droits.
- d) Dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux par l'entrepreneur, sauf la vente ou la concession sous licence de ces droits pour l'utilisation finale d'un produit à partir des renseignements originaux, l'entrepreneur devra imposer à l'autre partie la totalité de ces obligations envers le Canada relativement aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et toutes les restrictions exprimées dans le contrat quant à l'utilisation ou à la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (et, le cas échéant, sur les renseignements originaux eux-mêmes), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tous les cessionnaires, titulaires de licence ou bénéficiaires de transfert par la suite. L'entrepreneur devra faire connaître rapidement au Canada le nom, l'adresse et les autres renseignements pertinents se rapportant à des cessionnaires, à des titulaires de licence ou à des bénéficiaires de transfert.

CG1.19 POTS DE VIN

- 1) L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG1.20 SUCCESSION

- 1) Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.17, « Cession », au bénéfice de leurs ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG1.21 (2015-07-03) Disposition relatives à l'intégrité – contrat

1. Déclaration

- a. L'entrepreneur doit se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et aux modalités des présentes dispositions relatives à l'intégrité.
- b. L'entrepreneur atteste comprendre que les condamnations pour certaines infractions, une fausse déclaration dans sa soumission, une fausse déclaration en vertu du contrat ou le défaut de tenir à jour les renseignements demandés peuvent donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des condamnations et des absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la période du contrat, le Canada peut, après une période de préavis, résilier le contrat pour manquement. L'entrepreneur reconnaît qu'une résiliation pour manquement ne restreint pas le droit du Canada d'exercer contre lui tout autre recours à sa disposition, et il convient de remettre immédiatement les paiements anticipés versés.

2. Liste de noms

L'entrepreneur doit immédiatement informer le Canada par écrit si des changements ont une incidence sur la liste des noms des administrateurs et des propriétaires pendant la durée du contrat.

3. Vérification des renseignements

L'entrepreneur atteste être informé que ses affiliés et lui-même savent que le Canada peut vérifier en tout temps pendant la durée du contrat les renseignements qu'il fournit, notamment les renseignements sur les actes, les condamnations et les absolutions conditionnelles ou inconditionnelles précisés dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. Le Canada pourra demander d'autres renseignements, validations d'un tiers qualifié, formulaires de consentement et autres éléments prouvant son identité et son admissibilité à conclure un contrat avec le Canada.

4. Loi sur le lobbying

L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ou convenu de verser, directement ou indirectement, ni ne verseront à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le versement des honoraires requiert que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

5. Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale

- a. L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont plaidé coupable à une infraction en vertu des dispositions suivantes, laquelle infraction entraînerait une incapacité légale en vertu du paragraphe 750(3) du [Code criminel](#), et qu'ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :

- i. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou
- ii. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du [Code criminel](#), ou

- b. L'entrepreneur n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat en vertu de l'alinéa a).

6. Infractions commises au Canada

L'entrepreneur atteste :

- a. que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années précédant la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable et n'ont pas plaidé coupable concernant une infraction en vertu d'une des dispositions suivantes, pour laquelle ils deviendraient inadmissibles à l'obtention d'un contrat en vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou obtenu une absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par le Canada :

- . l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du [Code criminel](#), ou
- i. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les*

intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la [Loi sur la concurrence](#), ou

- ii. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou
 - iii. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou
 - iv. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou
 - v. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#), ou
- b. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et qu'il n'a pas dirigé, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à l'obtention d'un contrat.

7. Infractions commises à l'étranger

L'entrepreneur atteste :

- . que lui-même et ses affiliés n'ont pas, au cours des trois dernières années à partir de la date d'attribution du contrat, été déclarés coupable d'une infraction ou n'ont pas plaidé coupable à une infraction dans une juridiction autre que celle du Canada, qui, de l'avis du Canada, est similaire à une infraction traitée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale et Infractions commises au Canada, et qui les rendrait inadmissibles à l'obtention d'un contrat conformément aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, et pour laquelle ils n'ont pas reçu de pardon ou d'absolution comme décrit au paragraphe Pardons accordés par un gouvernement étranger :
 - . la cour devant laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés se sont présentés agit dans les limites de ses pouvoirs;
 - i. l'entrepreneur ou ses affiliés ont participé aux procédures judiciaires ou se sont assujettis à la compétence de la cour;
 - ii. la décision de la cour ne résulte pas d'une fraude; et
 - iii. l'entrepreneur ou ses affiliés ont eu droit de présenter à la cour toute défense à laquelle l'entrepreneur ou ses affiliés auraient eu le droit de présenter si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada; ou
- a. qu'il n'a pas été déclaré coupable d'une infraction ou n'a pas plaidé coupable à une infraction visée par les dispositions décrites à l'alinéa a) et atteste ne pas avoir ordonné, influencé ou autorisé les actes ou les omissions, et qu'il n'y a pas acquiescé, consenti ou participé, qui rendrait l'affilié inadmissible à obtenir un contrat, comme décrit à l'alinéa a).

8. Inadmissibilité à l'obtention d'un contrat auprès du Canada

- . L'entrepreneur atteste comprendre que s'il a été déclaré coupable de certaines infractions après l'obtention d'un contrat, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, il sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution du contrat, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,

-
- . résilier le contrat par défaut, ou
- i. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- a. L'entrepreneur atteste comprendre que si tout affilié de l'entrepreneur a été déclaré coupable de certaines infractions, comme il est décrit aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger, l'affilié sera inadmissible à l'obtention d'un contrat auprès du Canada. Si, après l'obtention d'un contrat, un affilié de l'entrepreneur devient inadmissible à l'attribution d'un contrat auprès du Canada, le Canada peut, à la suite d'une période d'avis, déclarer l'entrepreneur inadmissible et, dans la mesure où un contrat a été attribué,
- i. résilier le contrat par défaut si, selon le Canada, il est prouvé que l'entrepreneur a ordonné, influencé ou autorisé certains actes, omissions ou infractions qui rendent l'affilié inadmissible ou qu'il y a acquiescé, consenti ou participé, ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG sur les modalités et conditions qui sont nécessaires afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- b. L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsqu'il est déclaré inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#), il est également inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par le ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :
- i. résilier le contrat pour manquement; ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
- c. L'entrepreneur atteste comprendre que, lorsque ses affiliés ou lui-même ont été tenus responsables de violations en vertu du paragraphe Loi sur le lobbying, il est inadmissible à l'obtention d'un contrat avec le Canada aux termes des présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant toute la période déterminée par le ministre de TPSG. Lorsque l'entrepreneur a été déclaré inadmissible en vertu de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) après l'attribution du contrat, le Canada peut, après une période de préavis :
- i. résilier le contrat pour manquement; ou
- ii. exiger qu'une entente administrative soit conclue entre l'entrepreneur et le ministre de TPSG afin d'établir les modalités nécessaires pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement.
9. Déclaration des infractions commises
L'entrepreneur comprend qu'il a l'obligation continue de déclarer immédiatement au Canada toute déclaration de culpabilité à la suite d'une infraction indiquée aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger.
10. Période d'inadmissibilité
Les règles suivantes déterminent la période pendant laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de

l'entrepreneur, ayant été déclaré coupable de certaines infractions est inadmissible à conclure un contrat avec le Canada :

- . Pour toute infraction citée au paragraphe Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, la période d'inadmissibilité à l'obtention d'un contrat est indéfinie, sujet au paragraphe Pardons accordés par le Canada.
- a. Assujetti à une entente administrative, pour toute infraction citée aux paragraphes Infractions commises au Canada et Infractions commises à l'étranger pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a plaidé coupable ou a été déclaré coupable, selon le cas, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG, sujet aux paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger.
- b. Assujetti à une entente administrative, pour toute question de violation indiquée au paragraphe Loi sur le lobbying pour laquelle l'entrepreneur, ou un affilié de l'entrepreneur, a été tenu responsable, au cours des trois dernières années, la période d'inadmissibilité est de dix ans à partir de la date de détermination par le ministre de TPSG.

11. Pardons accordés par le Canada

En vertu des présentes dispositions relatives à l'intégrité, le ministre de TPSG ne rendra ni ne maintiendra une décision concernant l'inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada relativement à une infraction ou à un acte qui donne lieu ou pourrait donner lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou un affilié de l'entrepreneur :

- a. a obtenu une absolution inconditionnelle pour l'infraction, ou une absolution conditionnelle en ce qui a trait à l'infraction et que ces conditions ont été satisfaites;
- b. a obtenu un pardon en vertu de la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté;
- c. a obtenu un pardon en vertu de l'article 748 du [Code criminel](#);
- d. a reçu un avis de suspension dans le cadre de la [Loi sur le casier judiciaire](#);
- e. a obtenu un pardon en vertu de la [Loi sur le casier judiciaire](#) – dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 165 [Loi sur la sécurité des rues et des communautés](#).

12. Pardons accordés par un gouvernement étranger

La détermination d'inadmissibilité à l'obtention de contrats avec le Canada ne peut être faite ou maintenue, selon le cas, par le ministre de TPSG à l'égard des questions mentionnées au paragraphe Infractions commises à l'étranger et par rapport à une infraction ou à un acte qui a donné lieu ou donnera lieu à une détermination d'inadmissibilité, si l'entrepreneur ou l'un de ses affiliés a, en tout temps, bénéficié de mesures étrangères qui sont similaires aux pardons canadiens à la seule discrétion du Canada, d'absolutions inconditionnelles ou conditionnelles, de suspensions du casier ou de la restauration des capacités juridiques par le gouverneur en conseil.

13. Période d'inadmissibilité en raison du non-respect d'ententes administratives

L'entrepreneur atteste comprendre que, s'il a conclu une entente administrative et a enfreint l'une de ses modalités, le ministre de TPSG prolongera la période d'inadmissibilité d'une durée qu'il déterminera.

14. Obligations des sous-traitants

L'entrepreneur atteste comprendre que, dans la mesure où il s'appuie sur un ou des sous-traitants pour l'exécution du contrat, il ne devra pas conclure de contrat de sous-traitance avec une entreprise ayant été déclarée coupable, ou un affilié de cette entreprise ayant été déclaré coupable, de l'une des infractions citées aux paragraphes Infractions commises au Canada entraînant une incapacité légale, Infractions

commises au Canada et infractions commises à l'étranger, ou ayant plaidé coupable à l'une de ces infractions, selon le cas, et pour laquelle aucun pardon ou mesure équivalente n'a été accordé en vertu des paragraphes Pardons accordés par le Canada et Pardons accordés par un gouvernement étranger sans l'approbation écrite préalable du ministre de TPSG. Si l'entrepreneur a conclu un contrat avec un sous-traitant inadmissible pour lequel aucune approbation écrite préalable n'a été reçue par le Canada, le ministre de TPSG déclarera l'entrepreneur inadmissible à la passation de contrats avec le Canada pour une période de cinq ans.

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT

CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE (2015-02-25)

« Responsable technique » - il est reconnu comme étant le représentant du ministère et est nommé au moment de l'attribution du contrat; il exécute les tâches suivantes :

- a. il est chargé de toute question touchant les aspects techniques des travaux prévus dans le contrat;
- b. il est autorisé à diffuser des avis, des instructions et des modifications conformément à la portée des travaux liés au contrat;
- c. il accepte au nom du Canada tous avis, ordre ou autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux;
- d. dans un délai raisonnable, il doit examiner et donner suite aux documents déposés par l'entrepreneur conformément aux exigences du contrat.

Le responsable technique ne peut pas autoriser les changements à apporter aux modalités du contrat.

« Autorité contractante » – elle est reconnue comme étant la personne déléguée par le ministre de TPSGC pour conclure et modifier les contrats et chargée de toutes les questions touchant l'interprétation des modalités du contrat.

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification aux modalités du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante.

CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

- 1) Dans l'éventualité où, avant la délivrance du certificat d'achèvement par le Canada, les parties soulèvent des questions concernant le respect du contrat, les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat et, en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède :
 - a) la signification de quoi que ce soit dans les cadre de reference ;
 - b) l'interprétation des cadre de reference en cas d'erreur, d'omission, d'ambiguïté ou de divergence dans leur texte ou leur intention;
 - c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou à la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur utilise et fournit pour l'exécution des travaux et du contrat afin d'assurer l'exécution des travaux conformément au contrat et l'exécution du contrat conformément à ses modalités;
 - e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur;
 - f) le calendrier des différentes phases d'exécution des travaux indiqué dans le contrat; la question doit être tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la CG8 (Règlement des différends).
- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu du paragraphe 1 de la CG2.2 et conformément à toute directive du Canada qui en découle.

- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur doit, sur demande, verser au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, des frais et des dommages engagés ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou ces directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 AVIS

- 1) Sous réserve du paragraphe 3 de la CG2.3, tout avis ou ordre, ou toute autre communication, peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application du présent paragraphe.
- 2) Tout avis ou ordre, ou toute autre communication, donné conformément au paragraphe 1 de la CG2.3 doit être réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
 - a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
 - c) dans les vingt-quatre (24) heures suivant sa transmission, s'il a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
- 3) Un avis donné en vertu des clauses CG7.1 (Travaux retirés à l'entrepreneur), CG7.2 (Suspension des travaux) et CG7.3 (Résiliation du contrat) doit l'être par écrit et, s'il est donné en mains propres, il doit être remis à l'entrepreneur, s'il s'agit d'une entreprise individuelle, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il s'agit d'une société de personnes ou d'une société par actions.

CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER (2015-02-25)

1. De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers, avec toutes les parties impliquées, qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Il doit également mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux utilisés ou fournis par l'entrepreneur durant l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.
- 2) Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat, et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soient fabriqués, installés ou achevés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada, sur demande, l'ensemble des coûts et des dépenses raisonnables engagés par le Canada pour faire effectuer cet examen.
- 3) L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps, et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et à des représentants des autorités compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.

- 4) L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir toutes ses autres tâches et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.
- 5) Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou des ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, les travaux doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et de la date auxquelles ils auront lieu.
- 6) Si des travaux qui doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais et lesdites inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux, veiller à ce que les inspections, les essais ou les approbations soient exécutés ou donnés d'une manière satisfaisante, et recouvrir ou faire recouvrir de nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 SURINTENDANT

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit désigner un surintendant et transmettre au Canada le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de cette personne. L'entrepreneur doit affecter le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement de ceux-ci.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, les ordres ou les autres communications qui lui sont donnés ou qui sont donnés à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante, et doit désigner aussitôt un autre surintendant acceptable pour le Canada.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de publier les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable pour le Canada l'ait remplacé.

CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

- 1) Pour l'application de la présente clause, le terme « personnes » désigne l'entrepreneur, ses sous-traitants et ses fournisseurs à tous les échelons, ainsi que leurs employés, leurs mandataires, leurs détenteurs de licence ou leurs invités et toutes les autres personnes participant à l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les sociétés de personnes, les entreprises individuelles, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
- 2) Sans limiter les dispositions du paragraphe 3 de la CG2.6 (Surintendant), l'entrepreneur ne doit pas refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison :
 - a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;

-
- b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
 - c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les deux jours ouvrables suivant immédiatement la réception d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu au paragraphe 2 de la CG2.7, il :
- a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
 - b) transmet au Canada, par courrier recommandé ou par service de messagerie, une copie de la plainte;
 - c) lorsque les conditions de travail s'appliquent selon les circonstances de la plainte, transmet une copie de la plainte au Programme du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), à l'attention du directeur compétent, selon les modalités exposées dans les conditions de travail. (On entend par « Programme du travail de RHDCC » la division du travail du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement des compétences.)
- 4) Dans les 24 heures suivant immédiatement la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur doit retirer des travaux prévus au contrat et de leur emplacement toute personne qui, selon le Canada, contrevient aux dispositions du paragraphe 2 de la CG2.7.
- 5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée au paragraphe 4 de la CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.
- 6) Si une directive est émise conformément au paragraphe 4 de la CG2.7, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés au paragraphe 8 de la CG2.7, ou exercer compensation conformément à la CG5.9 (Droit de compensation).
- 7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions du paragraphe 5 de la CG2.7, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calculer tous les coûts supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.
- 8) Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant :
- a) une sentence arbitrale rendue conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial* L.R. 1985, ch. 17 (2^e supplément);
 - b) une décision arbitrale écrite rendue conformément à la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. (1985), ch. H-6;
 - c) une décision arbitrale écrite rendue conformément aux lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne;
 - d) un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 9) Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une des dispositions de la présente clause, il peut retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés, conformément à la clause CG7.1 (Travaux retirés à l'entrepreneur).

- 10) Sous réserve du paragraphe 7 de la CG3.6 (Sous-traitance), l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de la présente clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

- 1) L'entrepreneur doit, en plus de répondre aux exigences énoncées au paragraphe 6 de la CG3.4 (Exécution des travaux), tenir des registres complets des coûts estimatifs et réels des travaux, y compris l'ensemble des appels d'offres, des offres de prix, des contrats, des correspondances, des factures, des reçus et des pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom sur demande aux fins de vérification et d'inspection.
- 2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées au paragraphe 1 de la CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou à ces entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et à ces documents.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.
- 4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les échelons et toutes les autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de la présente clause au même titre que lui.

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT (2015-02-25)

L'entrepreneur doit :

- a. préparer et présenter au Canada, avant de déposer sa première réclamation progressive, un calendrier d'avancement conformément aux exigences du contrat;
- b. surveiller le déroulement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités stipulées dans les documents contractuels;
- c. aviser le Canada de toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat approuvée par le Canada; et
- d. préparer et présenter au Canada, à la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement à la satisfaction du Canada, un échéancier détaillé des travaux inachevés et des travaux requis pour corriger toutes les déficiences énumérées.

CG3.2 CONCEPTION DU PROJET ET RÔLE DU CONCEPTEUR

- 1) L'entrepreneur doit signaler rapidement au Canada toute erreur, divergence ou omission qu'il peut constater en examinant les documents contractuels fournis par celui-ci. L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers le Canada relativement à l'exactitude de l'examen. L'entrepreneur ne doit pas être tenu responsable des dommages ou des coûts résultant des erreurs, des divergences ou des omissions qu'il n'a pas relevées dans les documents contractuels préparés par le Canada ou en son nom.

-
- 2) L'*entrepreneur* doit assurer les services des architectes, des ingénieurs et de tout autre expert conseil requis pour fournir les *services de conception* que doit exécuter le *concepteur* en vertu du *contrat*.
 - 3) L'*entrepreneur* doit fournir tous les services d'architecture, d'ingénierie structurale, d'électrotechnique, de génie mécanique et tous les autres services d'ingénierie nécessaires, et doit terminer la conception des *travaux* et préparer les *documents de construction* en vue de permettre la *construction* et l'achèvement des *travaux*, conformément au contrat.
 - 4) L'*entrepreneur* doit assurer la coordination nécessaire pour intégrer toutes les parties des *services de conception*, et doit examiner, avec le *Canada*, des méthodes de rechange raisonnables pour achever la conception des *travaux*.
 - 5) Pendant l'avancement des *travaux*, l'*entrepreneur* doit fournir au *Canada* les documents d'avant-projet et d'autres soumissions en vue de la *demande de propositions*, de la *proposition* et de toute qualification dans la *proposition* expressément acceptée par le *Canada*, conformément à celles-ci. Les documents et les soumissions doivent être présentés aux fins d'examen et d'acceptation, selon un ordre prédéterminé et suffisamment à l'avance pour ne causer aucun retard dans les *travaux*.
 - 6) Le *Canada* doit examiner rapidement tous les documents et toutes les soumissions visés au paragraphe 5 en vue de déterminer leur conformité avec la *proposition* et la *demande de propositions*. Il est entendu et convenu que le *Canada* peut exiger de l'*entrepreneur*, sans frais supplémentaires pour le *Canada*, qu'il apporte des modifications en vue de garantir que les *travaux* sont achevés conformément au contrat.
 - 7) Le *Canada* peut donner des instructions supplémentaires à l'*entrepreneur* au moyen de plans, de dessins ou autrement, comme il le juge nécessaire pour l'exécution des *travaux*. Ces instructions supplémentaires doivent être conformes au contrat. L'*entrepreneur* doit exécuter les *travaux* conformément aux instructions supplémentaires. Il ne doit exécuter aucun de ces travaux sans ces instructions supplémentaires. En donnant des instructions supplémentaires, le *Canada* peut apporter des modifications mineures aux *travaux*, qui ne sont pas en contradiction avec le *contrat*, et pour lesquelles l'*entrepreneur* ne pourra réclamer aucune rémunération supplémentaire du *Canada*.
 - 8) Selon les documents d'avant-projets et les autres soumissions acceptés, l'*entrepreneur* doit fournir au *Canada* les plans, les dessins et les devis décrivant en détail les exigences relatives à la phase de *construction des travaux*. Une fois examinés, acceptés et signés par le *Canada* et l'*entrepreneur*, les plans, les dessins et les devis deviennent les *documents de construction* aux fins du *contrat* et font partie des documents contractuels.
 - 9) L'*entrepreneur* doit demander au *concepteur* :
 - a) d'examiner la conception, au besoin, avec les autorités publiques compétentes afin de demander et d'obtenir les consentements, les approbations, les licences et les permis visés à la clause CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES);
 - b) de façon continue, de fournir toutes les assurances requises à ces autorités concernant la conformité des *travaux* avec la conception approuvée pour la délivrance de tout permis de construction;
 - c) d'examiner les *travaux* à des intervalles qui correspondent à l'avancement des travaux de *construction* en vue de déterminer et de vérifier si les *travaux* progressent conformément au contrat;
 - d) d'estimer et d'attester les sommes dues à l'*entrepreneur*, de temps à autre, conformément aux dispositions de la clause CG5 (MODALITÉS DE PAIEMENT), et de fournir ces estimations par écrit au *représentant du Ministère*;
 - e) d'examiner les *travaux* avant la délivrance du *certificat d'achèvement substantiel* et de fournir au *Canada* une déclaration écrite décrivant les parties des *travaux* qui, selon l'opinion professionnelle du *concepteur*, sont réalisées conformément au contrat et comprenant une liste

des parties des *travaux* qui, selon l'opinion professionnelle du concepteur, ne sont pas réalisées conformément au contrat;

- f) d'examiner les *travaux* avant la délivrance du *certificat d'achèvement* et de fournir au *Canada* :
- (i) une déclaration écrite attestant l'intégralité des *travaux*,
 - (ii) un certificat de mesure des quantités définitives des *travaux*, si ces *travaux* ou une partie des *travaux* sont assujettis à une *entente à prix unitaire*.

CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

- 1) Sous réserve de la clause CG3.7 (Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs), l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité sur le chantier. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de sécurité relativement à l'exécution des travaux. En cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit arrêter les travaux, soit apporter des modifications, soit ordonner des travaux supplémentaires afin de s'assurer de la sécurité de la vie ainsi que de la protection des travaux et des biens avoisinants.
- 2) Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit faire connaître aux administrations compétentes dans la sécurité du chantier la date prévue pour le début des travaux et leur fournir tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 1) L'*entrepreneur* reconnaît et convient que les renseignements contenus dans la *demande de propositions* en ce qui concerne les conditions du sol à l'emplacement des *travaux* ne lui ont été fournis qu'à titre informatif et qu'il est tenu d'effectuer ses propres études géotechniques pour déterminer les conditions du sol et obtenir d'autres renseignements nécessaires aux fins de la conception des fondations ou des méthodes de construction. L'*entrepreneur* ne doit pas demander d'indemnisation supplémentaire et ne doit pas présenter une réclamation au *Canada* en raison de l'écart entre les conditions du sol réelles constatées par l'*entrepreneur* à l'emplacement des *travaux* et les renseignements sur les conditions du sol contenus dans la *demande de propositions*.
- 2) L'*entrepreneur* doit fournir à ses frais les services professionnels, les *services de conception*, la main-d'œuvre, l'*outillage*, les *matériaux*, les outils, la machinerie et l'équipement de construction, l'eau, le chauffage, l'éclairage, l'électricité, le transport, et les autres services et installations nécessaires pour l'exécution des *travaux* conformément au *contrat*.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4, l'*entrepreneur* doit avoir la surveillance, la garde et le contrôle complet des *travaux* et doit les superviser afin de garantir leur conformité avec le contrat. L'*entrepreneur* est responsable des moyens, des méthodes, des techniques, des étapes et des procédures de construction, ainsi que de la coordination des diverses parties des *travaux*. Il doit également veiller à ce que toutes les mesures de précaution et de protection requises sont prises durant l'exécution des *travaux*. En cas d'urgence, l'*entrepreneur* doit soit arrêter les *travaux*, soit apporter des modifications, soit ordonner des travaux supplémentaires afin d'assurer la sécurité des travailleurs ainsi que la protection des *travaux* et des biens avoisinants.
- 4) L'*entrepreneur* doit apporter les modifications appropriées aux méthodes, à l'*outillage* ou à la main-d'œuvre chaque fois que le *Canada* le demande par écrit parce qu'il juge que les activités de l'*entrepreneur* sont dangereuses ou qu'elles ont un effet détériorant sur les *travaux*, les installations existantes ou l'environnement ou encore portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
- 5) L'*entrepreneur* est le seul responsable de la conception, de la construction, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement de structures ou d'installations temporaires ainsi que des méthodes de construction nécessaires à leur utilisation. L'*entrepreneur* doit embaucher et payer des ingénieurs

compétents pour exécuter ces fonctions lorsque la loi ou le contrat l'oblige, et dans tous les cas où la nature des installations temporaires et des méthodes de construction exigent que des ingénieurs compétents exécutent les travaux afin d'assurer la sécurité et l'atteinte de résultats satisfaisants.

- 6) L'*entrepreneur* doit conserver, à l'emplacement des *travaux*, au moins une copie des documents contractuels courants, des propositions, des rapports et des comptes rendus de réunion. Ces documents doivent être en ordre et mis à la disposition du *Canada*.
- 7) Sauf en ce qui concerne toute partie des travaux qui doit être nécessairement exécutée ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, l'*entrepreneur* doit conformer l'outillage, l'entreposage des matériaux et les activités des employés aux lois, règlements, permis et aux documents contractuels.

CG3.5 MATÉRIAUX

- 1) Sauf indication contraire dans le *contrat*, tous les *matériaux* intégrés dans les *travaux* doivent être neufs.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3 de CG3.5, si un élément des *matériaux* spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'*entrepreneur* doit s'adresser au *Canada* pour lui demander l'autorisation de le remplacer par un élément comparable à celui qui est précisé.
- 3) Si de l'avis du *Canada* la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le *Canada* peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes :
 - a) la demande de remplacement doit être adressée par écrit au *Canada* et doit être justifiée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et d'autres données qui peuvent être exigées par le *Canada*;
 - b) l'*entrepreneur* doit adresser la demande de remplacement de manière à ne pas nuire au calendrier d'avancement du *contrat* et assez longtemps avant la date à laquelle il faut commander les *matériaux*;
 - c) le remplacement des matériaux ne doit être autorisé qu'avec l'approbation écrite préalable du *Canada*, et tous les matériaux de remplacement qui sont fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés de l'emplacement des travaux aux frais de l'*entrepreneur*; les matériaux précisés doivent être installés sans supplément de coût pour le *Canada*;
 - d) l'*entrepreneur* est responsable de toutes les dépenses supplémentaires engagées par le *Canada*, lui-même ses concepteurs, les sous-traitants et les fournisseurs en raison de l'utilisation de matériaux de remplacement.

CG3.6 SOUS-TRAITANCE

- 1) Sous réserve de la présente clause, l'*entrepreneur* peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
- 2) L'*entrepreneur* doit aviser le *Canada* par écrit de son intention de confier des travaux en sous-traitance.
- 3) L'avis dont il est question au paragraphe 2 de la CG3.6 doit préciser la partie des *travaux* que l'*entrepreneur* a l'intention de confier en sous-traitance et l'identité du *sous-traitant* qu'il a l'intention de retenir.
- 4) Le *Canada* peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance envisagée en avisant par écrit l'*entrepreneur* dans un délai de six (6) jours suivant la réception par le *Canada* de l'avis indiqué au paragraphe 2 de la CG3.6.
- 5) L'*entrepreneur* ne doit pas procéder à la sous-traitance envisagée si le *Canada* s'y oppose.

- 6) L'*entrepreneur* ne doit ni remplacer ni permettre de remplacer un *concepteur*, un *sous-traitant* auquel il aura fait appel conformément à la présente clause ou une personne ou une entité nommée dans sa *proposition* et acceptée par le *Canada* dans le cadre de cette *proposition* sans le consentement écrit du *Canada*.
- 7) L'*entrepreneur* s'assure que toutes les modalités d'application générale du *contrat* doivent être intégrées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce *contrat*, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement à des *fournisseurs* pour la fourniture d'*outillage* ou de *matériaux*.
- 8) Nul contrat de sous-traitance, ou nul consentement du *Canada* à un tel contrat, ne doit être interprété comme relevant l'*entrepreneur* de quelque obligation que ce soit en vertu du *contrat* ou comme imposant quelque responsabilité que ce soit au *Canada*.

CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS

- 1) Le *Canada* se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans *outillage* et *matériaux*.
- 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le *Canada* doit :
 - a) dans la mesure du possible, conclure des contrats distincts avec les autres entrepreneurs selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du *contrat*;
 - b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'*entrepreneur* en tenant compte de leur incidence sur les *travaux*;
 - c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou d'autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'*entrepreneur* doit :
 - a) collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations;
 - b) coordonner et programmer les *travaux* en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - c) participer avec les autres entrepreneurs et travailleurs à l'examen de leur calendrier de construction, lorsqu'on lui demandera de le faire;
 - d) dans les cas où une partie des *travaux* est touchée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution, signaler rapidement par écrit au *Canada*, avant d'exécuter cette partie des *travaux*, toutes les lacunes apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'*entrepreneur* de s'acquitter de cette obligation aura pour effet d'invalider toutes les réclamations présentées contre le *Canada* en raison des lacunes relevées dans les travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf celles qui ne peuvent pas l'être raisonnablement;
 - e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail, il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.
- 4) Si, lors de la conclusion du *contrat*, l'*entrepreneur* ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux, et à la condition que l'entrepreneur :
 - a) engage des dépenses supplémentaires pour respecter les exigences du paragraphe 3 de la CG3.7;
 - b) donne au *Canada* un avis écrit de demande d'indemnités pour ces dépenses supplémentaires dans les 30 jours suivant la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le *Canada* doit verser à l'*entrepreneur* les coûts nécessairement engagés pour la main-d'œuvre, l'*outillage* et les *matériaux* supplémentaires, calculés conformément à la clause CG6.4 (CALCUL DU PRIX).

CG3.8 MAIN D'ŒUVRE

1. Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les travaux, l'*entrepreneur* emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.
2. L'*entrepreneur* assure le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux travaux et ne doit pas retenir les services de personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA

- 1) Sous réserve du paragraphe 9 de la CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES), tous les *matériaux*, tout l'*outillage* et tous les droits de l'*entrepreneur* sur l'ensemble des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges qu'il a achetés, utilisés ou consommés dans le cadre des *travaux* de *construction* appartiendront immédiatement au *Canada* pour les besoins des *travaux* après leur achat, leur utilisation ou leur consommation, et continueront d'appartenir au *Canada* :
 - a) dans le cas des *matériaux*, jusqu'à ce que le *Canada* déclare qu'ils ne sont plus requis pour les *travaux*;
 - b) dans le cas de l'*outillage*, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le *Canada* déclare que le droit qui lui a été dévolu en l'espèce n'est plus requis pour les *travaux*.
- 2) Les *matériaux* et l'*outillage* qui appartiennent au *Canada* aux termes du paragraphe 1 ne doivent pas être enlevés de l'emplacement des *travaux* ni être utilisés ou aliénés autrement que pour les besoins des *travaux* sans le consentement écrit du *Canada*.
- 3) Le *Canada* n'est pas responsable de la perte ni de l'endommagement des *matériaux* ou de l'*outillage* dont il est question au paragraphe 1, quelle qu'en soit la cause; cette responsabilité incombe à l'*entrepreneur*, et ce, même si lesdits *matériaux* ou ledit *outillage* appartiennent au *Canada*.

CG3.10 TRAVAUX DÉFECTUEUX

- 1) L'*entrepreneur* doit enlever promptement de l'emplacement des travaux les *ouvrages* mal exécutés qui ont été rejetés par le représentant du Ministère ou par le concepteur, et remplacer ces *ouvrages* ou reprendre leur exécution, qu'ils aient été ou non intégrés dans les travaux et que les défauts soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de *matériaux* défectueux ou à des dommages causés par la négligence, une omission ou un autre acte de l'*entrepreneur*.
- 2) L'*entrepreneur* doit, à ses frais, corriger promptement les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou le remplacement des travaux susmentionnés.
- 3) Si, de l'avis du *Canada*, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités du contrat, le *Canada* peut déduire de la somme à verser normalement à l'*entrepreneur* une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et celle des travaux prévus dans les documents contractuels.
- 4) L'omission du *Canada* de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

CG3.11 UTILISATION DES TRAVAUX ET NETTOYAGE DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX

- 1) Il incombe à l'*entrepreneur* d'analyser les conditions à l'emplacement des *travaux* et de choisir les méthodes de conception et de construction appropriées aux fins de l'achèvement satisfaisant des *travaux*.
- 2) L'*entrepreneur* ne doit pas surcharger ou permettre que soit surchargé toute partie des *travaux* ou l'emplacement afin de ne pas porter atteinte à la sécurité des *travaux*.
- 3) L'*entrepreneur* doit veiller à ce que les *travaux* et leur emplacement restent en parfait état de propreté, et à ce qu'il n'y ait pas d'accumulation de rebuts et de débris.
- 4) Avant la délivrance du *certificat d'achèvement substantiel*, l'*entrepreneur* doit enlever les rebuts et les débris, de même que tout l'*outillage* et tous les *matériaux* non requis pour l'exécution du reste des travaux, et, sauf indication contraire dans le contrat, doit faire en sorte que les *travaux* et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du *Canada*.
- 5) Avant la délivrance du *certificat d'achèvement*, l'*entrepreneur* doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'*outillage* et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
- 6) Les obligations imposées à l'*entrepreneur* qui sont décrites aux paragraphes 4 et 6 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux débris des fonctionnaires du *Canada* ou des entrepreneurs et des travailleurs mentionnés à la clause CG3.7 (CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS).

CG3.12 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

- 1) Sans restreindre les garanties qui découlent expressément ou implicitement de la loi ou du contrat, l'*entrepreneur* doit, à ses frais :
 - a) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les *travaux* ou qui est signalé au *Canada* quant aux parties des *travaux* acceptées relativement au *certificat d'achèvement substantiel* dans les douze (12) mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
 - b) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au *Canada* quant aux parties des travaux décrites dans le *certificat d'achèvement substantiel* dans les douze (12) mois suivant la date du *certificat d'achèvement*;
 - c) transférer et céder au *Canada* toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de douze (12) mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de douze (12) mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au *Canada*;
 - d) remet au *Canada*, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
- 2) Le *Canada* peut ordonner à l'*entrepreneur* de rectifier ou de corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe 1 de la CG3.12, ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite; l'*entrepreneur* doit rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice dans le délai qui est précisé dans cet ordre.
- 3) L'ordre mentionné au paragraphe 2 doit être donné par écrit à l'*entrepreneur*, conformément à la CG2.3 (AVIS).

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT

CG5.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes modalités de paiement :

- 1) La « période de paiement » signifie un intervalle de trente (30) jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'*entrepreneur* et le Canada.
- 2) Un montant est « dû et payable » lorsqu'il doit être versé à l'*entrepreneur* par le *Canada* conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF), à la clause CG5.5, (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX) ou à la clause CG5.6 (ACHÈVEMENT DÉFINITIF).
- 3) Un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
- 4) La « date de paiement » signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
- 5) Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 6) Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 MONTANT À VERSER

- 1) Sous réserve de toute autre disposition du *contrat*, le *Canada* verse à l'*entrepreneur*, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le *Canada* à l'*entrepreneur* conformément au *contrat* excède les montants dus par l'*entrepreneur* au *Canada*; et l'*entrepreneur* doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'*entrepreneur*, si le *Canada* omet de déduire un montant qui lui est dû par l'*entrepreneur*, cela ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'*entrepreneur*.
- 3) Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'*entrepreneur* pour les travaux exécutés, l'*entrepreneur* remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'*entrepreneur*.
- 4) Le Canada ne fera aucun paiement à l'*entrepreneur* autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires engagés ou pertes ou dommages subis par l'*entrepreneur*.

CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.

- 2) Nonobstant le paragraphe 1 de la CG5.3, si des modifications (y compris l'imposition ou la suppression) apportées à une taxe, à un droit, notamment de douane, ou à des frais similaires perçus en vertu des lois se rapportant à la taxe de vente, aux douanes ou à la taxe d'accise du gouvernement du Canada ou des lois d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent :
 - a) soit après que l'entrepreneur a déposé son offre;
 - b) soit après la date de présentation de la dernière révision de l'offre de l'entrepreneur, si celle-ci a été révisée;
 - c) le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues au paragraphe 3 de la CG5.3.
- 3) En cas de changements visés au paragraphe 2 de la CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada par suite de son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la clause CG2.8 (Comptes et vérifications) au titre de l'augmentation ou de la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur qui est directement attribuable à ces changements.
- 4) Aux fins du paragraphe 2 de la CG5.3, si une taxe fait l'objet d'un changement après la date limite de réception des soumissions, mais que le ministre des Finances ou l'autorité provinciale ou territoriale correspondante en a donné avis public avant cette date, le changement est réputé être survenu avant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.
- 5) Par dérogation aux paragraphes 2 à 4 de la CG5.3, aucun rajustement du montant contractuel pour tout ou partie des travaux n'intervient par suite d'une modification visée au présent article qui se produit après la date d'achèvement stipulée au contrat à l'égard des travaux visés.

CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF

- 1) À l'expiration de la période de paiement, l'*entrepreneur* doit déposer auprès du Canada :
 - a) une demande d'acompte écrite, certifiée par le *concepteur*, sous une forme acceptable pour le Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des *travaux* et tous les *matériaux* livrés sur le chantier mais non incorporés aux *travaux* durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte;
 - b) une déclaration statutaire signée, en bonne et due forme, attestant qu'à la date de la demande d'acompte, l'*entrepreneur* s'est acquitté de toutes ses obligations légales relatives aux Conditions de travail, et confirmant qu'en ce qui concerne les *travaux*, l'*entrepreneur* s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses *sous-traitants*, ses *fournisseurs* et le *concepteur* (désignés collectivement dans la déclaration par les « sous-traitants et fournisseurs »).
- 2) Dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande d'acompte et de la déclaration statutaire remises par l'*entrepreneur*, le *Canada* procédera ou fera procéder à l'inspection de la partie des *travaux* et des *matériaux* décrits dans la demande d'acompte et présentera à l'*entrepreneur* un rapport d'étape indiquant la valeur de la partie des *travaux* et des *matériaux* décrits dans cette demande et confirmant que, selon le *Canada* :
 - a) ladite partie est conforme au *contrat*;
 - b) ladite partie n'est visée par aucun autre rapport d'étape se rapportant au *contrat*.
- 3) Sous réserve de la CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 5 de la CG5.4, le *Canada* versera à l'*entrepreneur* un montant couvrant la totalité de la valeur indiquée dans le rapport d'étape du Canada pour la disposition relative aux *services de conception*, ainsi qu'un montant correspondant à :

- a) soit 95 % de la valeur indiquée dans le rapport d'étape du Canada pour les *travaux de construction*, si l'*entrepreneur* a fourni un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux;
 - b) soit 90 % de la valeur indiquée dans le rapport d'étape pour les *travaux de construction*, si l'*entrepreneur* n'a pas fourni de cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4) Le Canada paye le montant visé au paragraphe 3 de la CG5.4 au plus tard :
- a) 30 soit trente (30) jours après la réception, par le Canada, de la demande d'acompte et de la déclaration statutaire mentionnées au paragraphe 1 de la CG5.4;
 - b) soit quinze (15) jours après que l'*entrepreneur* a remis au Canada un calendrier d'avancement des travaux ou un calendrier d'avancement des travaux à jour, conformément à la clause CG3.1 (CALENDRIER D'AVANCEMENT).

Selon l'échéance la plus éloignée.

- 5) Dans le cas de la première demande d'acompte, l'*entrepreneur* doit déposer tous les documents nécessaires exigés par le contrat pour cette demande. Cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu du paragraphe 3 de la CG5.4.

CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- 1) Si, à tout moment avant l'émission d'un *certificat d'achèvement*, le Canada détermine que les *travaux* sont en grande partie achevés, comme il est décrit à l'alinéa 1b) de la CG1.1.4 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL), il doit demander à l'*entrepreneur* de fournir une déclaration écrite signée par le *concepteur*, conformément à l'alinéa 9e) de la CG3.2 (CONCEPTION DU PROJET ET RÔLE DU CONCEPTEUR). Après avoir reçu cette déclaration, le Canada inspecte les *travaux* et, s'il estime que ceux-ci sont en grande partie achevés, il remet un *certificat d'achèvement substantiel* à l'*entrepreneur*. Le certificat d'achèvement substantiel indique la date d'achèvement substantiel et décrit les parties des *travaux* qui n'ont pas été réalisées conformément aux exigences du Canada ainsi que les mesures que l'*entrepreneur* doit prendre avant de recevoir le *certificat d'achèvement* et avant que la période de garantie de douze (12) mois mentionnée à la CG3.12 (GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX) débute pour les parties et les mesures visées.
- 2) La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'*entrepreneur* de ses obligations en vertu de la CG3.10 (TRAVAUX DÉFECTUEUX).
- 3) Sous réserve de la CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 4 de la CG5.5, le Canada verse à l'*entrepreneur* le montant visé au paragraphe 1 de la CG5.2 (MONTANT À VERSER), moins l'ensemble :
- a) de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF);
 - b) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts qu'il a engagés pour corriger les défauts décrites dans le certificat d'achèvement substantiel;
 - c) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts qu'il a engagés pour achever les parties des *travaux* décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autres que les défauts qui y sont énumérées.
- 4) Le Canada paye le montant visé au paragraphe 3 de la CG5.5 au plus tard :
- a) soit trente (30) jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel; ou
 - b) soit quinze (15) jours après que l'*entrepreneur* a remis au Canada :
 - (i) une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'*entrepreneur* s'est acquitté de toutes ses obligations légales relatives aux Conditions

- de travail, de toutes ses obligations légales envers ses *sous-traitants*, ses *fournisseurs* et le *concepteur* en ce qui concerne les travaux prévus au *contrat*, et de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES);
- (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9 (INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS);
 - (iii) une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1 (CALENDRIER D'AVANCEMENT).

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF

- 1) Lorsque le *Canada* estime que les *travaux* sont achevés, l'*entrepreneur* doit, sur demande, ordonner au *concepteur* de fournir au *Canada* :
 - a) une déclaration écrite attestant l'intégralité des *travaux*;
 - b) si les *travaux* ou une partie des *travaux* sont assujettis à une *entente à prix unitaire*, un certificat de mesure des quantités définitives des *travaux*.

À la satisfaction du *Canada*.
- 2) Dans les cinq (5) jours suivant la réception des documents décrits au paragraphe 1 de la CG5.6, si le *Canada* estime que l'*entrepreneur* a respecté le *contrat*, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, et que les *travaux* sont achevés, le *Canada* remet un *certificat d'achèvement* à l'*entrepreneur*. En outre, si les *travaux* ou une partie des *travaux* sont assujettis à une *entente à prix unitaire*, le *Canada* délivre un *certificat de mesure définitif* qui doit être exécutoire entre le *Canada* et l'*entrepreneur* en ce qui concerne les quantités qui y sont énoncées.
- 3) Sous réserve de la CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 4 de la CG5.6, le *Canada* verse à l'*entrepreneur* le montant visé à la clause CG5.2 (MONTANT À VERSER), moins l'ensemble :
 - a) de tous les paiements effectués conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF);
 - b) de tous les paiements effectués conformément à la clause CG5.5 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX).
- 4) Le *Canada* paye le montant visé au paragraphe 3 de la CG5.6 au plus tard :
 - a) soit soixante (60) jours suivant la date de délivrance du *certificat d'achèvement*;
 - b) soit quinze (15) jours après que l'*entrepreneur* a remis au *Canada* :
 - (i) une déclaration statutaire qui confirme qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du *contrat*;
 - (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la clause CG1.9 (INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS).

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LE CANADA (2015-02-25)

Ni l'acceptation d'une demande d'acompte ou d'un rapport d'étape, ni les paiements effectués par le *Canada* en vertu du *contrat*, ni l'occupation partielle ou totale des *travaux* par le *Canada* ne doivent constituer une acceptation de la part du *Canada* de toute partie des *travaux* ou *matériaux* qui n'est pas conforme aux exigences du *contrat*.

CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS

- 1) L'*entrepreneur* doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des *travaux* au moins aussi souvent que le *contrat* oblige le *Canada* à payer l'*entrepreneur*.
- 2) À la demande du *Canada*, l'*entrepreneur* doit déposer une déclaration statutaire confirmant l'existence et l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des *travaux*.
- 3) Afin d'acquitter les obligations légales de l'*entrepreneur*, ou de son *concepteur* ou de ses *sous-traitants*, et de satisfaire aux réclamations légales présentées contre eux en conséquence de l'exécution du *contrat*, le *Canada* peut verser directement au demandeur une somme à verser normalement à l'*entrepreneur*. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du *Canada* envers l'*entrepreneur* jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'*entrepreneur* en vertu du *contrat*.
- 4) Pour l'application du paragraphe 3 de la CG5.8 et sous réserve du paragraphe 6 de la CG5.8, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont confirmées par :
 - a) soit un tribunal compétent; ou
 - b) soit un arbitre dûment nommé pour arbitrer la réclamation; ou
 - c) soit le consentement écrit de l'*entrepreneur* en autorisant le règlement.
- 5) Si une réclamation ou une obligation fait normalement l'objet des dispositions des lois provinciales ou territoriales sur les privilèges ou, au Québec, de la loi relative aux hypothèques légales et que l'*entrepreneur* avait exécuté les *travaux* pour une entité distincte du *Canada* :
 - a) le montant qui peut être versé par le *Canada* en vertu des paragraphes 3 et 4 de la CG5.8 ne peut excéder le montant que l'*entrepreneur* aurait été tenu de verser si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux *travaux*;
 - b) un demandeur n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir pour conserver ou valider toute revendication de privilège qu'il aurait pu faire valoir;
 - c) pour permettre d'établir les droits d'un demandeur, l'avis exigé en vertu du paragraphe 8 de la CG5.8 est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inexécutable au motif que le demandeur n'a pas entamé d'action en justice dans les délais prescrits par les lois.
- 6) L'*entrepreneur* doit, à la demande de tout demandeur, soumettre à l'arbitrage exécutoire les questions auxquelles il faut répondre pour établir le droit du demandeur à des indemnités. Les parties à l'arbitrage sont tout *concepteur*, *sous-traitant* ou fournisseur auquel le demandeur a fourni des *matériaux* ou loué de l'équipement, ou pour lequel il a exécuté des travaux, si le *concepteur*, *sous-traitant* ou fournisseur visé souhaite participer à l'arbitrage; le *Canada* n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'*entrepreneur* et le demandeur, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou territoriales régissant l'arbitrage dans la province ou le territoire où les *travaux* ont été exécutés.
- 7) Le paragraphe 3 de la CG5.8 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
 - a) dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne qui, en vertu du contrat, est essentiellement responsable, et lequel avis est remis par écrit au *Canada* avant que le paiement final soit versé à l'*entrepreneur* conformément à la CG5.6 (ACHÈVEMENT DÉFINITIF) et dans les cent vingt (120) jours de la date à laquelle le demandeur :
 - (i) soit aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'*entrepreneur* et à son *concepteur*, *sous-traitant* ou *fournisseur*, si la réclamation porte sur une somme qui a été légalement retenue à même les sommes dues au demandeur; ou

- (ii) soit s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers *matériaux* conformément au contrat qui le lie à l'*entrepreneur*, à son *concepteur*, *sous-traitant* ou *fournisseur*, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du demandeur; et
 - b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément au paragraphe 5 de la CG5.8, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans l'alinéa 7a) de la CG5.8 a été reçu par le Canada.
- 8) Sur réception d'un avis de réclamation, le *Canada* peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'*entrepreneur* en vertu du *contrat*, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
- 9) Le *Canada* doit rapidement aviser par écrit l'*entrepreneur* de toutes les réclamations reçues et l'informer de son intention de retenir des fonds. L'*entrepreneur* peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au demandeur, déposer, auprès du *Canada*, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le *Canada* verse à l'*entrepreneur* tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause à la suite de la réclamation d'un demandeur pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 DROIT DE COMPENSATION

- 1) Sans limiter le droit de compensation ou de déduction conféré expressément ou implicitement par la loi ou par le contrat, le Canada peut compenser tout montant que doit lui payer l'entrepreneur en vertu du contrat, ou de tout contrat en cours, par tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Aux fins de l'application du paragraphe 1 de la CG5.9, « contrat en cours » désigne un contrat entre le Canada et l'entrepreneur :
 - a) soit en vertu duquel l'entrepreneur a une obligation en cours de réaliser des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
 - b) soit à l'égard duquel le Canada a, depuis la date d'adjudication du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

CG5.10 ÉVALUATION ET DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT

- 1) Aux fins de la présente clause :
 - a) les *travaux* sont censés être achevés à la date indiquée dans le *certificat d'achèvement*; et
 - b) la « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des *travaux* et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des *travaux*, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de prolongation accordée en vertu de la CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI) et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des *travaux* a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'*entrepreneur*.
- 2) Si l'*entrepreneur* n'achève pas les *travaux* au jour fixé pour leur achèvement, mais réalise ces travaux par la suite, l'*entrepreneur* verse au *Canada* un montant égal à l'ensemble :
 - a) de tous les salaires, traitements et frais de déplacement versés par le *Canada* aux personnes surveillant l'exécution des *travaux* pendant la période de retard;
 - b) des coûts engagés par le *Canada* en conséquence de l'impossibilité pour le *Canada* de faire usage des *travaux* achevés pendant la période de retard;
 - c) de tous les autres frais engagés et dommages subis par le *Canada* pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des *travaux* à la date prévue.
- 3) S'il estime que l'intérêt public le commande, le *Canada* peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'*entrepreneur* conformément au paragraphe 2 de la CG5.10.

CG5.11 RETARD DE PAIEMENT

- 1) Nonobstant la CG1.5 (RIGUEUR DES DÉLAIS), tout retard accusé par le *Canada* à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la clause CG5 (MODALITÉS DE PAIEMENT) ne constitue pas une rupture de contrat par le *Canada*.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3 de la CG5.11, le *Canada* verse à l'*entrepreneur* des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an sur tout montant en souffrance en vertu du paragraphe 3 de la CG5.1 (INTERPRÉTATION); les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
- 3) Les intérêts sont versés sans que l'*entrepreneur* ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes :
 - a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de (15) jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'*entrepreneur* en fasse la demande après que lesdits montants soient dus;
 - b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES

- 1) Aux fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujetti à des négociations entre le *Canada* et l'*entrepreneur* en vertu du *contrat*.
- 2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le *Canada* et l'*entrepreneur* et fait état du montant de la réclamation à verser par le *Canada* et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.
- 3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au *contrat*, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 4) Le *Canada* doit verser à l'*entrepreneur* des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour où cette réclamation est considérée comme en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

- 1) Après la délivrance du *certificat d'achèvement substantiel* et à condition que l'*entrepreneur* n'ait pas rompu le *contrat* ou manqué à ses engagements en vertu de celui-ci, le *Canada* doit retourner à l'*entrepreneur* la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du *Canada*, n'est pas requise aux fins du *contrat*.
- 2) Après la délivrance du *certificat d'achèvement*, le *Canada* doit retourner à l'*entrepreneur* le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du *contrat*.
- 3) Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du *Canada*, le *Canada* doit payer à l'*entrepreneur* les intérêts sur ledit dépôt aux taux successivement fixés, conformément au paragraphe 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX

CG6.1 MODIFICATION DES TRAVAUX

- 1) À tout moment avant la délivrance d'un *certificat d'achèvement*, le *Canada* peut donner des ordres pour des ajouts, des suppressions ou d'autres modifications aux *travaux* ou pour des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des *travaux*, à condition que le *Canada* considère ces ajouts, suppressions, modifications ou autre révision comme compatibles avec l'intention générale du *contrat*.
- 2) Tout ordre mentionné au paragraphe 1 de la CG6.1 est émis par écrit et est signifié à l'*entrepreneur* conformément à la clause CG2.3 (AVIS).
- 3) Sur réception d'un ordre, l'*entrepreneur* exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
- 4) Si ce que l'*entrepreneur* a fait ou omis de faire à la suite d'un ordre augmente ou réduit le coût des *travaux*, ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4 (CALCUL DU PRIX).

CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL

- 1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate que les conditions du sous-sol sont nettement différentes des conditions décrites aux documents de la demande de propositions qui lui sont fournis ou qu'il y a lieu de croire que les conditions du sous-sol sont nettement différentes, l'entrepreneur doit en donner avis au *Canada* dès qu'il en a connaissance.
- 2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut engager des frais supplémentaires et subir des pertes ou des dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les dix (10) jours suivant la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser le *Canada* par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires engagés ou le coût de toute perte ou de tout dommage.
- 3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans le paragraphe 2 de la CG6.2, il doit, dans les trente (30) jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au *Canada* une réclamation écrite des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages.
- 4) Une réclamation écrite visée au paragraphe 3 de la CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le *Canada* puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le *Canada* peut exiger.
- 5) Si, de l'avis du *Canada*, la réclamation visée au paragraphe 3 de la CG6.2 est justifiée, le *Canada* verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).
- 6) Lorsque, de l'avis du *Canada*, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol constatées par l'entrepreneur sur le chantier et celles décrites aux documents de la demande de propositions, ou qu'il y a lieu de croire que cette différence existe, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).
- 7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé au paragraphe 2 de la CG6.2 et de présenter une réclamation mentionnée au paragraphe 3 de la CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui sera versé en l'occurrence.
- 8) Le *Canada* ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant partie ni des documents de la demande de propositions ni des documents contractuels.

CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE

- 1) Aux fins de la présente clause :
 - a) « restes humains » : totalité ou partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
 - b) « vestiges archéologiques » : pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries; et
 - c) « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » : objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques, mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
- 2) Si, au cours des *travaux*, l'*entrepreneur* découvre quelque objet, pièce ou chose que est décrit au paragraphe 1 de la CG6.3 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par le paragraphe 1 de la CG6.3, il doit :
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
 - b) aviser immédiatement le *Canada* de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception d'un avis transmis conformément à l'alinéa 2b) de la CG6.3, le *Canada* doit déterminer promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description donnée au paragraphe 1 ou s'il est visé par ce paragraphe, et il doit indiquer par écrit à l'*entrepreneur* les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du *Canada*.
- 4) Le *Canada* peut en tout temps retenir les services d'experts qui l'aideront à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'*entrepreneur*, et l'*entrepreneur* doit, à la satisfaction du *Canada*, permettre aux experts d'accéder au chantier et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
- 5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique découverts sur le chantier doivent être considérés comme la propriété du *Canada*.
- 6) Sauf stipulation contraire du *contrat*, les dispositions de la CG6.4 (CALCUL DU PRIX) et CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI) doivent s'appliquer.

CG6.4 CALCUL DU PRIX

CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le *Canada* ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des coûts indirects, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé. Cette majoration est égale à :
 - a) 20 p. 100 des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par les effectifs de l'entrepreneur, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$;

- b) 15 p. 100 des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée en sous-traitance, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$;
 - c) à un pourcentage négocié des coûts globaux visés dans les présentes ou à un montant négocié :
 - (i) soit si le coût global des travaux excède 50 000 \$; ou
 - (ii) soit si l'entrepreneur et le Canada en conviennent par écrit.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter dans le tableau des prix unitaires des articles, des unités de mesure, des quantités estimatives et des prix unitaires.
- 3) Un prix unitaire visé au paragraphe 2 de la CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément au paragraphe 1 de la CG6.4.1.
- 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant, au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités du paragraphe 1 de la CG6.4.1, le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.2.
- 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des paragraphes 2 et 3 de la CG6.4.1, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
- a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues au paragraphe 2 de la CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 p. 100 de la somme des frais visés à l'alinéa 1a) de la CG6.4.2;
 - c) des intérêts sur les montants établis en vertu des alinéas 1a) et b) de la CG6.4.2 et calculés conformément à la CG5.12 (Intérêts sur les réclamations réglées).
- 2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés à l'alinéa 1a) de la CG6.4.2 sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
- a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général

de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;

- c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception des taxes applicables;
- d) les frais de location d'outillage, ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qui était nécessaire et qui a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
- e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
- g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin; et
- h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaire à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

GC6.4.3 Calcul du prix – Variations des quantités offertes

Aux fins de la présente clause, la « quantité offerte » représente l'estimation de la quantité estimative établie dans les documents de la demande de propositions.

- 1) Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 de la CG6.4.3, s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative offerte, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15p. 100 la quantité estimative offerte, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115p. 100 de la quantité estimative offerte; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité offerte pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
 - b) le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115p. 100 de la quantité offerte.
- 3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités du paragraphe 2 de la CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 % de la quantité estimative offerte, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :

- a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative offerte et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, et non à toute autre cause.
- 5) Pour les besoins de la négociation visée au paragraphe 4 de la CG6.4.3 :
- a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, de justifier et de quantifier la modification proposée;
 - b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément au paragraphe 4 de la CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournie.

CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

- 1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement conformément au présent paragraphe, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.
- 2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4 de la CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat ne doit être versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires engagées et pour les pertes ou les dommages subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 4) Si l'entrepreneur engage des coûts supplémentaires ou subit des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, en ce qui concerne la fourniture de tout renseignement ou tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des coûts supplémentaires engagés ou le coût de toute perte ou de tout dommage subis.
- 5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé par le paragraphe 4 de la CG6.5, il doit, dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, et non pas après, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages.
- 6) Une réclamation écrite visée par le paragraphe 5 de la CG6.5 doit contenir une description suffisante des faits et des circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.
- 7) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée au paragraphe 5 de la CG6.5 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).
- 8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé au paragraphe 4 et de présenter une réclamation faisant l'objet du paragraphe 5 de la CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui sera versé à cet égard.

CG7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT

CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR

- 1) Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la clause CG2.3 (Avis), retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
 - a) soit ne rattrape pas un éventuel retard par rapport à la date de début des travaux ou n'exécute pas les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada dans les 6 jours suivant la réception par l'entrepreneur de l'avis par écrit du Canada, conformément à la clause CG2.3 (Avis);
 - b) soit néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
 - c) soit devient insolvable ou fait faillite, et n'a fait aucune proposition à ses créanciers ni déposé d'avis d'intention de le faire, conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
 - d) soit abandonne les travaux;
 - e) soit fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.17 (Cession);
 - f) soit néglige d'une autre manière d'observer ou d'accomplir une disposition du contrat.
- 2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, celui-ci n'a droit, sauf conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la CG7.1, à aucun autre paiement dû et exigible, et il est tenu de payer au Canada, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et des dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, ce dernier peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou des dommages subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'a pas pour effet de libérer ce dernier des obligations prévues au contrat ou imposées par la loi, sauf l'obligation qu'il continue l'exécution de la partie des travaux qui lui a été ainsi retirée.
- 5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les échelons dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les échelons en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.
- 6) Lorsque le Canada certifie que de l'outillage, des matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur ne sont plus nécessaires pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir lesdits outillages, matériaux ou intérêts, ceux-ci doivent être remis à l'entrepreneur.
- 7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la clause CG2.3 (Avis).

- 2) À la réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
- 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à 60 jours, l'entrepreneur doit reprendre l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des coûts supplémentaires qu'il a nécessairement engagés en raison de la suspension; ces coûts sont calculés conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).
- 5) Si la durée de la suspension est supérieure à 60 jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et aux conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la CG7.3 (Résiliation du contrat).

CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT

- 1) Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la CG2.3 (Avis).
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4 de la CG7.3, si le contrat est résilié, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la CG6.4 (Calcul du prix), moins l'ensemble de tous les montants qui ont été payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.
- 4) Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la CG5 (Modalités de paiement), qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
- 5) Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE – CONFISCATION OU REMISE

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier n'a pas respecté le contrat ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie.
- 2) Si le Canada s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.
- 3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toute perte, tout dommage ou toute réclamation du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire aux fins du contrat.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

CS01 PAIEMENT EN CAS DE CHANGEMENT ET DE RÉVISION DE LA CONCEPTION

1. Le paiement de tous les services de conception additionnels ou réduits autorisés par le Canada avant qu'ils soient fournis, et pour lesquels une base de paiement n'a pas encore été établie au moment de la passation du contrat, doit correspondre à un montant ou à des montants convenus d'un commun accord de temps à autre, sous réserve des présentes modalités de paiement et de l'approbation du Canada.
2. Dans le cas où il est impossible, ou inapproprié, de s'entendre sur des honoraires fixes avant l'exécution des services de conception additionnels ou réduits, le paiement est effectué sur la base d'honoraires fondés sur le temps, comme suit :
 - a) Les dirigeants, les cadres et autres employés du *concepteur* autorisés à ce titre par le *Canada* doivent être rémunérés au taux horaire précisé dans la clause 1.3.4 du formulaire de soumission de prix.
 - b) Les employés du *concepteur* approuvés par le *Canada* doivent être rémunérés selon le taux horaire précisé à l'Annexe B.
 - c) Les heures normales de travail quotidiennes des dirigeants, des cadres et des employés du *concepteur* doivent correspondre à une période de sept heures et demie (7,5) dans une journée, pendant laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les *services de conception*.
 - d) Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le Canada doit être compris dans le compte des heures de travail.
 - e) Les montants maximums qui s'appliquent aux *services de conception* devant être exécutés à des taux horaires sont prévus dans l'avis de demande de changement émis par le Canada et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable de celui-ci.
3. Sous réserve du paragraphe 5 ci-dessous et avant l'exécution des *services de conception* additionnels ou réduits sur la base d'honoraires fondés sur le temps, l'*entrepreneur* doit accéder à toute demande du Canada concernant les personnes que son *concepteur* ou les *sous-experts-conseils* de son *concepteur* vont employer pour fournir les *services de conception* additionnels ou réduits. De plus, le *Canada* doit déterminer, d'après les pratiques de l'industrie et les renseignements fournis par l'entrepreneur, les taux horaires pour chacune des personnes pour lesquelles les renseignements pertinents ne figurent pas dans le formulaire de soumission de prix.
4. Sur demande, l'*entrepreneur* soumet à l'approbation du *Canada* le nom, l'adresse et un résumé des titres de compétence et de l'expérience ainsi que les fonctions prévues de toutes les personnes, y compris les dirigeants, que son *concepteur* embauchera en vue de fournir les *services de conception* liés au projet. Sur demande, il soumet également à l'approbation du *Canada* toute modification à cet égard.
5. Le paiement des *services de conception* additionnels non désignés au moment de la passation du contrat est effectué uniquement dans la mesure où :
 - a) les *services de conception* additionnels sont des *services* qui ne sont pas inclus dans les *services de conception* énumérés dans le *contrat*;
 - b) les *services de conception* additionnels sont requis pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur;
 - c) le rajustement d'honoraires pour des *services de conception* découlant d'un rajustement du coût estimatif de construction pour tenir compte des *services* additionnels n'est pas proportionné aux *services* additionnels exécutés.
6. Débours
1. Les coûts suivants sont inclus dans le prix de la soumission requis pour livrer le travail et ne doivent pas être remboursés séparément;

- (a) Les frais de bureau courants tels que la photocopie, le matériel informatique, le service Internet, les frais de téléphone cellulaire, les appels interurbains et de télécopie incluant les frais encourus entre le bureau principal de l'entrepreneur et les bureaux auxiliaires ou entre le bureau de l'entrepreneur et les autres membres de l'équipe.
- (b) temps de déplacement;
- (c) dépenses de voyage;
- (d) bureau de projet local; et
- (e) Livrables identifiés dans les services de conception-construction et spécifications.

CS02 EXIGENCES RELATIVES À L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

1. L'entrepreneur doit s'assurer que les concepteurs et les autres experts-conseils embauchés pour réaliser les travaux sont couverts par une assurance responsabilité civile professionnelle appropriée aux services requis dans le cadre des travaux. Au besoin, l'entrepreneur doit fournir la preuve de cette protection et de ses éventuels renouvellements, à la satisfaction du Canada.
2. Le montant de la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature des services visés, mais il doit être d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation et demeurer en vigueur du début de la prestation des services jusqu'au terme d'une période minimale de cinq (5) ans suivant la fin de la prestation des services.

CS03 CONDITIONS D'ASSURANCE

- 1) Polices d'assurance
 - a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
 - b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- 2) Période d'assurance
 - a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
 - b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la garantie pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.
- 3) Preuve d'assurance
 - a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
 - b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.
- 4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

i)

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS 04 La Sécurité et la Santé lieu de travail

1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

1.1 Dans le cadre des règlements et de la loi sur la sûreté et la réglementation Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, et pour la durée des travaux du contrat, l'entrepreneur doit :

1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;

1.1.2 d'assumer le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;

1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :

1.1.3.1 d'assumer, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;

1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ); et

2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :

2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et

2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

NUNAVUT

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Commission de la sécurité au travail et de
l'indemnisation des travailleurs
l-Ouest et Nunavut
Services de prévention
C.P. 8888
Yellowknife, NT, X1A 2R3
Attention : Chef de la direction de la sécurité
industrielle

Téléphone : (867) 669- 4403

Télécopieur : (867) 873- 0262

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

DÉCLARATION

DATE : _____

NOM DE L'ENTREPRISE : _____

ADRESSE : _____

Cette entreprise est dispensée de l'exigence des règlements et de la Loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest / Nunavut d'avoir une politique et un programme de santé et sécurité formels, étant donné que l'entreprise ne compte pas, à l'heure actuelle, plus de dix (10) employés à temps plein, y compris ceux requis pour tous les projets en cours de tous les clients.

Nombre actuel d'employés à temps plein : _____

TITRE DE L'AGENT DE LA SOCIÉTÉ

SIGNATURE

CS05 PLAN D'AVANTAGES OFFERTS AUX INUITS

Évaluation de la garantie du plan d'avantages

Pour qu'une offre reçoive un certain nombre de points concernant les représentations faites sur les critères du PAI, le soumissionnaire doit fournir la preuve, de pair avec son offre, qu'il répond à l'objectif de chaque critère. Les soumissionnaires peuvent utiliser les TABLEAUX DE GARANTIE ci-joints (APPENDICE 4) pour compléter leur présentation sur le plan d'avantages (tel qu'il est mentionné dans les exigences relatives à la soumission).

Comme preuve de leurs efforts ou garantie, les soumissionnaires doivent inclure, sans s'y limiter, les noms des personnes ou entreprises à contrat et la nature des activités au moment de la soumission. Les soumissionnaires doivent veiller à ce que la documentation qu'ils fournissent relativement au PAI soit suffisamment probante et claire pour permettre d'évaluer la conformité de leur offre en fonction des critères énoncés dans les présentes. Il incombe aux soumissionnaires de fournir suffisamment de renseignements dans leur soumission pour permettre au Comité d'évaluation de faire son évaluation. Les soumissionnaires doivent inclure toute la documentation de référence à prendre en considération. Les documents non inclus dans la proposition ne seront pas pris en considération. Les liens vers des adresses URL du site Web du soumissionnaire ne seront pas pris en considération. Aucune connaissance ou expérience préalable ne sera prise en considération.

Le Canada se réserve le droit de vérifier toute information fournie dans le PAI, et les déclarations inexacts pourraient rendre l'offre irrecevable.

CS06 LIMITE QUANT AU NOMBRE DE PROPOSITIONS

- 1) Bien qu'il ne soit pas nécessaire de constituer une coentreprise pour participer à ce marché, les soumissionnaires peuvent décider de le faire, s'ils le jugent opportun. Toutefois, on n'acceptera qu'une proposition par soumissionnaire, qu'elle soit présentée par une entreprise à titre de soumissionnaire distinct ou par la même entreprise dans le cadre d'une coentreprise soumissionnaire. Si une firme intervenant individuellement ou dans le cadre d'une coentreprise présente plusieurs propositions, elles seront toutes rejetées, et l'entreprise ou coentreprise dont cette entreprise fait partie ne sera pas retenue.
- 2) On entend par « coentreprise » une association de deux ou plusieurs entités qui décident de mettre en commun leurs ressources financières et matérielles ainsi que leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou d'autres ressources et d'exercer un contrôle conjoint sur celles-ci en vue d'atteindre un objectif particulier, tout en prévoyant un partage des profits et pertes.
- 3) Ne constitue pas un accord de coentreprise, une convention selon laquelle le Canada conclut un contrat directement avec une entreprise principale qui peut faire appel à des sous-traitants pour réaliser certaines tranches des travaux. Par conséquent, différents soumissionnaires peuvent proposer d'inclure dans leur équipe de conception-construction un même sous-traitant.
- 4) Sans égard au paragraphe 3 ci-dessus, pour éviter les conflits d'intérêts, réels ou apparents, lorsqu'une entreprise agit à titre de soumissionnaire individuel ou comme composante d'une coentreprise soumissionnaire, cette entreprise ne peut faire partie de l'équipe d'un autre soumissionnaire, que ce soit à titre de sous-traitant ou à titre de composante d'un autre soumissionnaire en consortium. Si les soumissionnaires omettent de respecter cette restriction, toutes les propositions ainsi présentées seront rejetées.
- 5) Toutes les coentreprises doivent respecter intégralement les exigences des lois provinciales ou territoriales afférentes, dans la province ou le territoire où le projet sera réalisé.

CS07 Statut et disponibilité du personnel

Afin d'assurer que l'équipe de personnel essentiel proposée par le soumissionnaire sera disponible pour effectuer le travail à l'attribution du marché, le soumissionnaire atteste que, si le marché lui est attribué au terme du processus de demande de propositions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité.

Le défaut de se conformer à cette exigence ou le défaut d'obtenir l'assentiment du Canada à un remplacement pourra faire en sorte que la proposition soit déclarée non conforme ou que le marché soit résilié pour cause de manquement.

Pour plus de précision, le soumissionnaire dont la proposition sera recommandée pour l'attribution du marché sera invité à confirmer dans deux jours de l'avis de réception, que l'équipe de personnel essentiel proposée est disponible pour effectuer le travail. Sous réserve de ce qui précède, si le personnel proposé n'est pas disponible, pour des raisons réputé dans le contrôle du soumissionnaire, le soumissionnaire retenu ne sera pas admissible à l'attribution du marché. Le soumissionnaire classé au deuxième rang verra sa proposition recommandée pour l'attribution du marché et le même processus s'appliquera.

CS08 Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté. Aux fins de cette clause, seulement les raisons suivantes seront considérées indépendantes de la volonté du soumissionnaire: la mort, la maladie, le congé de maternité ou de paternité, la retraite, la démission, le renvoi justifié ou la résiliation pour inexécution.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Les remplaçants doivent avoir les mêmes qualifications que les personnes désignées dans la proposition et être acceptables par le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir:
 - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux

exigences du contrat.

CS09 ÉVALUATION DU RENDEMENT CONTRAT

La Condition générale CG1.22 est ajouté à la clause R2810D

CG1.22 Évaluation du rendement– contrat

1. Les entrepreneurs doivent prendre note que le rendement de l'entrepreneur pendant et après la prestation des services sera évalué par le Canada. L'évaluation sera basée sur les critères suivants:
 - a. qualité des travaux exécutés.
 - b. délais d'exécution
 - c. gestion de projet
 - d. gestion du contrat
 - e. santé et sécurité
2. Un facteur de pondération de 20 points est attribué à chacun des cinq critères comme suit:
 - a. inacceptable: 0 à 5 points
 - b. non satisfaisant: 6 à 10 points
 - c. satisfaisant: 11 à 16 points
 - d. supérieur: 17 à 20 points
3. Les conséquences découlant de l'évaluation du rendement sont les suivantes :
 - a. Pour une cote globale de 85 p. 100 ou plus, une lettre de félicitation est envoyée à l'entrepreneur.
 - b. Pour une cote globale entre 51 p. 100 et 84 p. 100, une lettre type « rencontre les attentes », est envoyée à l'entrepreneur.
 - c. Pour une cote globale entre 30 p. 100 et 50 p. 100, une lettre d'avertissement est envoyée à l'entrepreneur indiquant que si, au cours des deux (2) prochaines années, sa cote de rendement est de 50 p. 100 ou moins sur une autre évaluation, la firme pourrait être suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.
 - d. Pour une cote globale de moins de 30 p. 100, une lettre de suspension est envoyée à l'entrepreneur indiquant que la firme est suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.
 - e. Lorsque la moyenne générale est entre 30% et 50% et inclus une cote de 5 points ou moins pour un des critères, une lettre de suspension est envoyée à l'entrepreneur indiquant que la firme est suspendue de toute nouvelle invitation à soumissionner de TPSGC pour des services de construction, des services d'architecture et de génie ou des services d'entretien des installations, de projets immobiliers, pour une période d'un an.

Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913, Select - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (FRERE), est utilisé pour évaluer le rendement.

CS10 INTERPRÉTATION

La Condition générale CG1.1.2 de la clause R2810D est modifié pour inclure les nouvelles terminologies suivantes

- « Services d'architecture et de génie » :
services pour fournir une gamme de rapports d'enquêtes et de recommandations, la planification, la conception, la préparation ou la supervision de travaux de construction, de réparation, de rénovation ou de restauration et inclut les services de gestion de contrats, de projets immobiliers.
- « Services de construction » :
la construction, la réparation, la rénovation ou la restauration d'un ouvrage à l'exception d'un navire et qui comprend; la fourniture et l'érection d'une structure préfabriquée; le dragage; la démolition; les services environnementaux liés à un bien immobilier; ou, la location d'outillage destiné directement ou indirectement à l'exécution des services de construction mentionnés ci-dessus.
- « Services d'entretien d'installations » :
services liés aux activités normalement associées à l'entretien d'une installation et le maintien des espaces, des structures et des infrastructures en bon état de fonctionnement, d'une manière routinière, prévue ou anticipée pour éviter la défaillance et / ou la dégradation, incluant des services d'inspections, d'essais, d'entretien, de classification quant à l'état de fonctionnement, de réparations, de reconstruction et de remise en état, ainsi que la fourniture de services d'entretien ménager, d'enlèvement des déchets, de déneigement, d'entretien des pelouses, de remplacement des revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de plomberie, de peinture, et autres petits travaux.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EW699-171068
Client Ref. No. - N° de réf. du client
PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur
NCS012
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)
(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D : CADRE DE RÉFÉRENCE

Faire référence au document ci-joint

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E : ATTESTATION D'ASSURANCE

Faire référence au document ci-joint

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-171068

Client Ref. No. - N° de réf. du client

PWGSC EW699-171068

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-6-39116

Buyer ID - Id de l'acheteur

NCS012

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE F - LISTE DES SOUS-TRAITANTS

- 1) Conformément à la clause IG07 – Liste des sous-traitants et fournisseurs des Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T, le soumissionnaire devrait accompagner sa soumission d'une liste de sous-traitants.
- 2) Le soumissionnaire devrait soumettre la liste des sous-traitants pour toute partie des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix soumissionné.

	Sous-traitant	Division	Valeur estimative des travaux
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			



ATTESTATION D'ASSURANCE – ANNEXE E

(N'est pas requise lors du dépôt de soumission)

Page 1 de 2

Stabilisation du site de la mine Jericho, au Nunavut	N° de contrat. EW699-171068
	N° de projet R.083349.006; R.083349.032

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal

Assuré additionnel

Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
Responsabilité complémentaire/excéd entaire.				\$	\$	\$
				\$	\$	\$
Responsabilité pollution des entreprises				\$		Global
				<input type="checkbox"/> Par incident		\$
				<input type="checkbox"/> Par événement		
Responsabilité contre les erreurs et les omissions						
Responsabilité aérienne				\$		Global
				<input type="checkbox"/> Par incident		\$
				<input type="checkbox"/> Par événement		
Assurance pour l'affrètement d'aéronef						
Assurance responsabilité civile automobile						

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) l'assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

ATTESTATION D'ASSURANCE Page 2 de 2

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

Responsabilité pollution des entreprises

La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **1 000 000 \$** par incident ou par événement et suivant le plafond global.

Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à **1 000 000 \$** par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Assurance responsabilité aérienne

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance de responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **5 000 000 \$** par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance aérienne doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- c. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- e. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- f. Assurance des passagers aériens incluant les paiements médicaux : Si des sous-limites s'appliquent à la police de l'entrepreneur conformément à des ententes de transport internationales ou autrement, en aucun cas le montant de la protection ne doit être inférieur à 300 000 \$ par personne. La limite par accident ne doit pas être inférieure à 300 000 \$ multiplié par le nombre de passagers.
- g. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou la confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme similaire).
- i. Produits et activités terminées : Couverture des responsabilités découlant de la vente de produits avioniques, y compris les services, les activités d'assemblage et de réparation en liaison avec les travaux exécutés par l'entrepreneur ou en son nom.
- j. Formule étendue d'assurance responsabilité civile des locataires de l'aéroport : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard de ses responsabilités découlant de l'occupation d'installations aéroportuaires louées.
- k. Autorisation de transporter des marchandises dangereuses/produits dangereux : L'assuré doit obtenir toutes les autorisations provinciales ou fédérales nécessaires au transport de marchandises dangereuses/produits dangereux dans le cadre de cet avenant.
- l. Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
 Direction du droit des affaires
 Bureau régional du Québec (Ottawa)
 Ministère de la Justice
 284, rue Wellington, pièce SAT-6042
 Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
 Section du contentieux des affaires civiles
 Ministère de la Justice
 234, rue Wellington, Tour de l'Est
 Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Assurance pour l'affrètement d'aéronef

1. Il est interdit à l'entrepreneur de fournir au Canada un service intérieur ou international d'affrètement d'un aéronef à moins de posséder les assurances suivantes pour chaque sinistre lié à l'exploitation de ce service :
 - a. une assurance responsabilité couvrant les risques de blessure ou de décès de passagers pour un montant au moins égal au montant de 300 000 \$ multiplié par le nombre de sièges passagers à bord de l'aéronef affecté au service, ou conformément aux règlements pertinents, selon le plus élevé;
 - b. en plus des limites précitées au point (a) ci-dessus, une assurance de responsabilité civile d'un montant au moins égal à :
 - i. 1 000 000 \$, si la masse maximale admissible au décollage de l'aéronef est inférieure à 3 402 kg (7 500 livres);

- ii. 2 000 000 \$, si la masse maximale admissible au décollage de l'aéronef est supérieure à 3 402 kg (7 500 livres), mais inférieure à 8 165 kg (18 000 livres); et,
 - iii. 2 000 000 plus un montant déterminé en multipliant 68 \$ par le nombre de kilogrammes au-dessus de la limite supérieure permise de 8 165 kg (18 000 livres), lorsque la masse maximale admissible au décollage de l'aéronef est supérieure à 8 165 kg (18 000 livres).
2. Les passagers employés de l'entrepreneur n'ont pas à être couverts par l'assurance prescrite au paragraphe 1.a) si les demandes en dommages-intérêts de ces passagers contre l'entrepreneur sont régies par une loi sur l'indemnisation des accidents du travail.
3. La police d'assurance de l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne la responsabilité contractuelle.
 - e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;

- b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c. Garantie non-assurance des tiers;
- d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- e. FMPO/SEF/FAQ n° 6c - Avenant relatif aux véhicules de voyageurs pour le transport public;
- f. FMPO/SEF/FAQ n° 6f - Avenant relatif aux véhicules de voyageurs pour le transport public - Limites minimales requises liées au risque du passager ou aux blessures corporelles :
 - 1. 8 à 12 passagers : 5 000 000 \$
 - 2. Plus de 13 passagers : 8 000 000 \$
- g. Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré : Ontario : FMPO 27 ou 27B; Québec : FAQ n° 27; Autres provinces : SEF n° 27



Public Services and
Procurement
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Terms of Reference
Jericho Mine Site Stabilization
R.083349.001

Design-Build Services

Terms of Reference

Jericho Mine Site Stabilization, Nunavut

Public Services and Procurement Canada

July 2016



Public Services and
Procurement
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Terms of Reference
Jericho Mine Site Stabilization
R.083349.001

This page left intentionally blank



TABLE OF CONTENTS

1	PROJECT DESCRIPTION	1
1.1	PROJECT INFORMATION	1
1.2	PROJECT BACKGROUND	1
1.3	PROJECT DELIVERY APPROACH	3
1.4	PROJECT SCHEDULE	4
1.5	SUMMARY OF WORK	5
1.6	SUPPORTING DOCUMENTS	11
1.7	CODES, ACTS, STANDARDS, REGULATIONS & GUIDELINES	11
2	PROJECT ADMINISTRATION AND DESIGN SERVICES	13
2.1	ROLES AND RESPONSIBILITIES	13
2.2	DESIGN SERVICES	13
3	REQUIRED CONSTRUCTION SERVICES.....	15



ACRONYMS & ABBREVIATIONS

PSPC	Public Services and Procurement Canada
INAC	Indigenous and Northern Affairs Canada
TOR	Terms of Reference
ESA	Environmental Site Assessment
OA	Options Analysis report
AHJ	Authorities Having Jurisdiction
PKCA	Processed Kimberlite Containment Area
NHL	Non-Hazardous Landfill
ASTs	Aboveground Storage Tanks
HWTA	Hazardous Waste Transfer Area
PHC soils	Petroleum Hydrocarbon Impacted Soils
LPB	Lead-Based Paint
APEC	Areas of Potential Environmental Concern
DR	Departmental Representative
IOL	Inuit Owned Land



1 PROJECT DESCRIPTION

1.1 PROJECT INFORMATION

1.1.1 Project Information

Project Information	
Project Title:	Jericho Mine Site Stabilization
Project Location:	The Jericho Mine is located approximately 270 km southeast of Kugluktuk, NU, and 30 km north of the Lupin Mine in the Contwoyto-Itchen Region. At 65°59'50"N, 111°28'30"W, the Jericho Mine is approximately 60 km south of the Arctic Circle.
Public Services and Procurement Services (PSPC) Project Number:	R.083349.001

1.1.2 Departmental Representative

Departmental Representative	
PSPC Project Manager:	Michael Bernardin

1.2 PROJECT BACKGROUND

1.2.1 Introduction

- 1 As the custodian of most federal lands in the North, Indigenous and Northern Affairs Canada (INAC) has responsibility, through the Northern Contaminated Sites Program, to manage a number of contaminated properties that are no longer maintained by the original occupant. The Department's portfolio of contaminated sites originated from private sector mining, oil and gas activities and government military activity dating back over half a century.
- 2 This Terms of Reference (TOR) has been developed on behalf of INAC to solicit combined engineering and construction/ decommissioning services from a qualified firm or joint venture company.
- 3 The scope of work for the site stabilization, consisting of remediation/ decommissioning of select mine components, including the design of said components, combine to form what is going to be referenced as a design-build procurement approach for this project.



1.2.2 Services

- .1 The services of a general contractor with engineering capacity, or a joint venture company providing both design and deconstruction services will be consider the “Contractor” in this document. The Contractor will include a multi-disciplinary team of sub-consultants and suppliers as required to undertake the design and provide the deconstruction services necessary for this project.
- .2 The selected Contractor will provide a full team including all required expertise in northern logistics, camp operation, earthworks, hazardous materials abatement, etc. as necessary to complete the work.

1.2.3 Site Description and background

- .1 The Jericho Mine was opened in 2006 by Tahera Diamond Corporation (Tahera) who went through bankruptcy proceedings in 2008. Shear Diamonds Corp. (Shear) took over the Jericho Mine in 2010 and operated the mine under care and maintenance until September 2012 when Shear suspended operations. INAC has been undertaking basic environmental protection of the Jericho Mine since spring 2013. It is understood that INAC assumed control of the Jericho Mine in January 2014.
- .2 The original mine plan was to construct a project with an eight-year life and extract the kimberlite ore by using an open pit and underground mining methods. The mine work did not advance beyond the open pit extraction.
- .3 A detailed Environment Site Assessment (ESA) report was prepared by Tetra Tech EBA (EBA) in December 2014. The report presented the results and finding of their August 2014 on-site investigation work, planned following a gap analysis in support of developing of a remedial action plan for the project site. The scope of the ESA included investigation and assessment for both a full remediation of the site, as well as a limited site remediation option. Contaminated soil, water, hazardous and non-hazardous material and infrastructure, and geotechnical information all form part of the ESA document.
- .4 Further to the findings of the ESA, remedial options were evaluated and presented in the EBA Options Analysis (OA) report (April 2015). The OA outlined and determined preferred options available for 3 closure scenarios; a full remediation scenario, limited remediation scenario and preservation of site assets scenario. Descriptions of the remedial activities for each scenario were presented in the document.
- .5 In consideration to both the overall remediation objectives for the Jericho Mine Site and the specific maximum funding available to the project, this procurement outlines work that will form the basis of the Site Stabilization Project as well as provide the best value to the Crown.



1.2.4 Design and Construction Scope

- .1 As the custodian of the Jericho Mine Site, INAC has an overall mandate to protect the environment and undertake activities to make the most efficient use of the securities held by the department.
- .2 Further to the remedial options presented in the OA and based on the specific funding available for the project, the Site Stabilization Work will include remedial activities that address the most immediate site concerns.
- .3 The scope items are grouped into the following three work categories; Earthworks, Environmental and Demolition. An outline of work items/ remedial activities are described in the Summary of Work section below.
- .4 The Contractor shall be responsible for reviewing and understanding the options analysis for each remedial work item and ultimately the design, implementation and verification of all bid work.

1.2.5 Project Constraints

- .1 Aircraft or winter-only overland access to the site.
- .2 One-Construction-Season project timeframe, 2017.
- .3 Maximum Price Contract.

1.3 PROJECT DELIVERY APPROACH

1.3.1 Approach

- .1 This project will use a design/ deconstruction procurement approach, more commonly known as a design/ build approach.
- .2 The budget for this contract is \$10.56M based on a Class A cost estimate.
- .3 The Contractor will be required to provide design and deconstruction services for each of the scope requirements outlined in this document.
- .4 Payment for each of the scope requirements is as shown in the Basis of Payment Table.
- .5 This Terms of Reference, combined with the ESA and OA outline the minimum design and deconstruction requirements for each of the tasks.



1.3.2 Special Conditions/Considerations

- .1 Remote access to the site.
- .2 Arctic Environment.
- .3 Mine Site Hazards.
- .4 Health and Safety considerations associated with the Authorities Having Jurisdiction (AHJ).
- .5 Work must be compliant with AHJ.

1.4 PROJECT SCHEDULE

1.4.1 General

- .1 The project is to be delivered, including design, all *deconstruction* and disposal components and demobilization from site by March 31, 2018.
- .2 See the following table for key milestone date.
- .3 Contractor is required to submit a detailed schedule with adherence to the milestone dates provided.

1.4.2 Anticipated Milestone Dates

Project Phase		Milestone Date
.1	Contract award	Dec. 12, 2016
.2	Preliminary Design Submission	Jan.16, 2017
.3	Completion of Design	Feb. 28, 2017
.4	Mobilization to site	Mar. 2017
.5	Construction period	May- Oct. 2017
.6	Demobilization from Site	Mar. 2018
.7	Contract Closeout	Mar. 31, 2018



1.5 SUMMARY OF WORK

1.5.1 Project Administration & Design Services and Construction Services

- .1 Carry out the Contract Work, as specified, for the following:
 - .1 Project Administration and Design Services; and
 - .2 Required Construction Services, in accordance with the provided Technical Specifications.

Details of each are provided in the Sections 2 and 3, respectively.

- .2 Mobilize and demobilize all personnel, equipment, support facilities and materials required to complete the Work.

1.5.2 Design/ Deconstruction Scope of Work

The following work items form the components of the Scope of Work, grouped by Earthworks, Environmental and Demolition.

Earthworks

Earthworks consist of various excavation, construction and deconstruction items designed to stabilize different structural components of the former mine. The work includes constructing the berms for the non-hazardous landfill as well as the final landfill cover, once all debris materials are in place.

The specific mine components listed below are described in Section 5 of the EBA Options Analysis (2015) and shown in its appended figures.

- .1 Breach the C1 Diversion and construct a Pit Overflow;
 - .1 The preferred option to expedite pit filling, by restoring the natural flow back into the pit, and remove any questions about long-term performance of the existing Diversion,
 - .2 Construct a channel through the C1 Diversion to divert the C1 flow back into the Open Pit,
 - .3 Install a plug to prevent flow down the alignment of the existing C1 Diversion,
 - .4 Cut a separate channel to breach and divert future flow out of the Open Pit, and
 - .5 Design both breaches to ensure their long term performances.
- .2 Breach the West Dam;
 - .1 Part of the preferred remedial option to manage the Processed Kimberlite Containment Area (PKCA) Surface Water,
 - .2 The West Dam is a frozen core dam located at the west end of the PKCA,



-
- .3 Breach the West Dam near the original lake elevation of 514.4 m to allow surface flow out of the containment area while directing water along its original flow path,
 - .4 Design the breach section to ensure long-term integrity of the bypass, and
 - .5 Place armouring material along the channel bottom and side slopes to provide erosion resistance.
- .3 Notch Divider Dyke A;
- .1 Part of the preferred remedial option to manage the Processed Kimberlite Containment Area (PKCA) Surface Water,
 - .2 Divider Dyke A divides the PKCA into two areas and consists of a sand and gravel filter zone supported by a rock-fill superstructure,
 - .3 Notch the Dyke to promote flow between Cells A and B/C at a control elevation of 520 m,
 - .4 Design the section to discourage snow accumulation and to permit vehicle passage to the West Dam,
 - .5 Design the notch and a transition to manage flow across a 5 m drop in elevation from the upstream to downstream sides, and
 - .6 Place armouring material along the channel bottom and side slopes to provide erosion resistance.
- .4 Construct a Cover over Cell A;
- .1 The preferred remedial option for surface stabilization of the PKCA,
 - .2 The Cell A tailings surface is exposed and localized erosion channels are evident at spigot locations,
 - .3 Soft ground conditions will be encountered towards the settling pond upstream of Dyke A,
 - .4 Construct the cover over Cell A to stabilize fine PK deposits and limit the migration of wind-blown tailings, and
 - .5 Design the cover to provide long-term erosion resistance.
- .5 Construct a Non-Hazardous Landfill (NHL);
- .1 For management of non-hazardous materials on-site,
 - .2 Construct a landfill to contain waste material such as wood debris, metal debris, aboveground storage tanks (ASTs), drums, rubber, concrete, plastic and other inert items,
 - .3 The preferred landfill location is west of the main camp pad, on largely bedrock controlled terrain,
 - .4 Design the landfill to have appropriate capacity to contain all the debris identified for the Contractor's bid demolition work – specifically the Main Camp Facility, large ASTs and all non-Truck Shop and non-Process Plant ancillary structures and infrastructures, and
 - .5 Design the landfill cap to be erosion resistant.
-



.6 Re-grade the Containment Berms;

- .1 There are six (6) containment berms on site – two (2) Tank Farm berms, Genset day tank (AST#18) berm, Airstrip tanks berm, truck shop tank berm, and Hazardous Waste Transfer Area (HWTa) berm (east + west),
- .2 The containment berms are to be removed, and
- .3 Once the debris, contaminated soils, and liner materials are removed, re-grade the berms to match the surrounding natural terrain.

Environmental

The environmental work shall manage the most significant environmental hazards at the site. The work includes treating the Petroleum Hydrocarbon impacted soils (PHC soils), reducing the potential exposure of the lead-based paint (LBP), draining/ cleaning/ incinerating the organic liquid waste/ waste oil and consolidating and shipping all other specified hazardous wastes off-site to a licensed disposal facility. Cleaned and purged pipes, tanks and drums (non-hazardous) shall be landfilled on-site.

.1 Treat the PHC Soils;

- .1 PHC soils have been identified in 15 Areas of Potential Environmental Concern (APEC),
- .2 The APEC are described in the ESA (EBA, 2014), volume summary of the PHC soils shown in Table 4.2 of the OA (EBA, 2015) and areas shown in Appendix B of the OA,
- .3 Excavate, load-haul and consolidated the PHC soils to a single location to mitigate potential environmental exposure, i.e. Phase 1 and Phase 2 Tank Farm areas in the Main Camp Area are available for use, and
- .4 Treat the PHC soils on-site using current treatment methods that will be appropriate for the existing and northern site conditions.

.2 Dismantle LBP coated ASTs;

- .1 Blue LBP was identified on nine (9) 62,000-L ASTs,
- .2 Drain remaining fuels/ fluids from the ASTs,
- .3 Decommission the ASTs in accordance with the Storage Tank Systems for Petroleum Products and Allied Petroleum Products Regulations (SOR/2008-197),
- .4 Pressure wash/ clean residual liquids from emptied tanks and piping,
- .5 Remove/ strip LBP along cut-lines to allow cutting and dismantling of the tanks, and
- .6 Cut and dismantle the ASTs, compacting/ consolidating the sections, and leave staged (for future management) on-site at an area approved by the Departmental Representative (DR).

.3 Consolidate and Incinerate Organic Liquid Wastes or remove off-site for disposal;

- .1 Organic liquids waste includes diesel, gasoline, Jet A, Jet B, heating oil, and other organic wastes within drums,
- .2 Mobilized an incinerator(s) to site that will meet applicable emissions controls,
- .3 The criteria used to determine acceptability of product for on-site incineration are summarized in Table 5.2 of the Abandoned Military Site Remediation Protocol (INAC, 2008),



-
- .4 Develop a process flow diagram to guide testing, characterization and then management of the different types of organic liquid wastes,
 - .5 Collect and consolidate the different organic liquids from the various drums, pipelines, and tanks to a designated on-site Processing Area,
 - .6 Test and characterize the liquids in accordance with the process flow diagram,
 - .7 Decommission the ASTs in accordance with the Storage Tank Systems for Petroleum Products and Allied Petroleum Products Regulations (SOR/2008-197),
 - .8 Pressure wash/ clean residual liquids from emptied drums, tanks and piping,
 - .9 Minimize volume of drums, tanks and piping (i.e. crush, cut, etc.) as needed,
 - .10 Dismantled and landfill cleaned drums, ASTs and piping (non-hazardous) (also referenced under Demolition work),
 - .11 Incinerate all organic liquid wastes that meet applicable regulatory incineration guidelines,
 - .12 Containerize and prepare any liquids, which do not meet applicable regulatory incineration guidelines, for off-site transport, and
 - .13 Demobilize, ship and dispose off-site all hazardous liquid materials at a designated licensed disposal facility.
- .4 Depressurize Gas Cylinders and Fire Extinguishers;
- .1 Collect and consolidate all compressed gas cylinders and fire extinguishers,
 - .2 If the contents are known and suitable for open-air discharge, empty the contents of the cylinder/ fire extinguishers into the ambient atmosphere,
 - .3 Landfill emptied cylinders and containers (non-hazardous) (also referenced under Demolition work), and
 - .4 If the contents are not known, or should not be discharged; e.g. chlorofluorocarbons (CFCs), ship the cylinders off-site for disposal at a designated licensed facility.
- .5 Remove All Other Hazardous Waste off-site for disposal;
- .1 'Other hazardous waste' identified at the Jericho Mine Site include refrigerant-containing items, fluorescent lights, batteries, glycol, light ballasts, paint, cement, paraffin wax, and various containers of chemicals that have not yet been characterized,
 - .2 Separate and consolidate hazardous materials from the buildings and debris areas that are to be demolished and cleaned up; materials from Process Plant not included,
 - .3 Haul the materials to a designated on-site processing area,
 - .4 Containerize and prepare the materials for off-site transport, and
 - .5 Demobilize, ship and dispose off-site all hazardous materials at a designated licensed disposal facility.

Demolition

The demolition shall include demolishing, dismantling and on-site landfilling of all non-hazardous waste materials for all the on-site structures and debris except the Truck Shop and Process Plant. Hazardous materials shall be removed, as per the Environmental work, prior to demolition.



The emulsion plant (and associated structures and debris) is on Inuit Owned Land (IOL) and is not a part of the project scope of work.

As a part of the contract, the Contractor can make use of all available heavy equipment/ materials and tools. The Contractor will also be entitled to salvage any non-hazardous material that makes up part of the contract demolition and debris consolidation work; however and specifically, no building structure/ process equipment salvage from the Truck Shop or Process Plant will be allowed. Following mobilization and inspection of the buildings, the Contractor shall prepare a Salvage Plan outlining the salvage method, intended materials and back haul plans.

The following table presents a summary of the contract demolition work (locations as referenced in the ESA Appendix E – TableE-1: Hazardous and Non-hazardous Materials Inventory Table).

Location	Demolition Work (Remove all Hazardous Materials first)
Airstrip	Leave structures as is, landfill all outer non-hazardous debris
Hazardous Waste Transfer Area	Demolish and landfill all structures and non-haz debris
Core Box Laydown Area	Leave core and core boxes as is
Water Intake Causeway	Demolish and landfill all structures and non-haz debris
North of Laydown Area	Demolish and landfill all structures and non-haz debris
Phase 1 Tank Farm	Demolish and landfill all structures and non-haz debris
Phase 2 Tank Farm	Demolish and landfill all structures and non-haz debris
Laydown Area	Demolish and landfill all structures and non-haz debris
Truck Shop	Remove Hazardous Materials only
Main Camp Facility Area	Demolish and landfill all structures and non-haz debris
PKCA East Dike Tire Berm	Landfill all tires and non-hazardous debris
Process Plant	Leave structures as is, landfill all outer non-haz debris

Further to the above:

- .1 Demolish the Main Camp Facility;
 - .1 Of the three listed 'major site buildings' (the truck shop, camp facility and process plant), the current decommissioning work will include only demolition of the Main Camp Facility,
 - .2 The camp facility is approximately 5,341 m², made up of metal clad trailers, and consisting of 3 sleeping quarter wings, connected recreational facilities, a kitchen and dining area, and an office area,
 - .3 As a part of project implementation, the existing camp is expected to serve as the Remediation Contractor's camp, and a staged demolition is anticipated,



-
- .4 Prior to demolishing or dismantling, remove all hazardous materials as described in the Environmental Work,
 - .5 Demolish or dismantle the camp facility,
 - .6 Separate and consolidate the debris, and
 - .7 Haul and landfill all non-hazardous material debris.
- .2 Dismantle and landfill Tanks and debris from the Tank Farm Area;
- .1 The work includes dismantling the four (4) cleaned, as part of environmental work, 1,500,000 L ASTs and eight (8) 500,000 L ASTs in Tank Farms 1 and 2.
- .3 Demolish and landfill remaining structures (Process Plant, Truck Shop, Terminal Buildings and Core Shack not included);
- .1 The emulsion plant is on IOL and is not a part of any project work,
 - .2 The Process Plant, Truck Shop, Terminal Buildings (camp/ genset/ security building) and Core shack are not a part of the demolition scope of work,
 - .3 Landfill debris from the Airstrip Area,
 - .4 Landfill debris from the Hazardous Waste Transfer Area,
 - .5 The remaining on-site areas include – Core box laydown area, Water Intake Causeway Area, North of Laydown Area, Laydown Area and PKCA East Dike Tire berm,
 - .6 Demolish or dismantle all other site structures, including: utilidors, wastewater treatment plant, incinerators, storage sheds, shacks,
 - .7 Separate and consolidate the debris, and
 - .8 Haul and landfill all non-hazardous material debris.
- .4 Collect and Landfill remaining Non-Hazardous material;
- .1 The emulsion plant is on IOL and is not a part of any project work,
 - .2 Non-hazardous debris shall include all wood waste as well as all other solid wastes; e.g metal, metal items, sea cans, miscellaneous inert materials, concrete, machinery, vehicles, empty drums, large ASTs and tented tarp shops,
 - .3 Clean unpainted wood may be burnt on-site if approved by local AHJs,
 - .4 Drain and clean any hazardous liquids from the debris materials prior to landfill as per Environmental work,
 - .5 Separate any hazardous solid materials from the non-hazardous debris as per Environmental work,
 - .6 Haul and place all non-hazardous material debris into the landfill,
 - .7 Place debris in compacted lifts,
 - .8 Place intermediate fill as required to fill waste voids,
 - .9 Cap the landfill after completing the on-site disposal, and
 - .10 Grade the cap to promote positive drainage.



1.6 SUPPORTING DOCUMENTS

1.6.1 Available Documents

- .1 Environmental Site Assessment, Materials Survey and Geotechnical Evaluation – Jericho Diamond Mine, Nunavut (Tetra Tech EBA, 2014).
- .2 Options Analysis Rev 02 – Jericho Diamond Mine, Nunavut (Tetra Tech EBA, 2015).
- .3 Interim Closure and Reclamation Plan – Jericho Diamond Mine, Nunavut (Tetra Tech EBA, 2011).
- .4 Jericho Project – Mine Reclamation Plan (Tahera Corporation, 2003).

1.6.2 Disclaimer

- .1 Reference information will be available in the language in which it is written.

1.7 CODES, ACTS, STANDARDS, REGULATIONS & GUIDELINES

1.7.1 Codes and Acts

- .1 In addition to all applicable codes and acts, the documents listed below apply to this project:
 - .1 National Building Code (NBC);
 - .2 Canada Labour Code (including latest revisions of all regulations);
 - .3 Canadian Environmental Protection Act (CEPA);
 - .4 Canada Oil and Gas Operations Act;
 - .5 Other applicable codes, acts, standards and regulations;
 - .6 Local and/or municipal codes and bylaws;
 - .1 In the event of a conflict between codes, the more stringent shall take precedence,
 - .7 All work to comply with hazardous location requirements of relevant Codes and Standards.

The latest versions of these codes and acts will apply.

1.7.2 Standards, Regulations and Guidelines

- .1 In addition to all applicable standards, regulations and guidelines, the documents listed below apply to this project:
 - .1 Guideline: Used Oil and Waste Fuel (Government of Nunavut [GN], 2012);
 - .2 Guideline: Management of Contaminated Sites (GN, 2014); and



.3 Guideline: Waste Lead and Lead Paint (GN, 2014).

The latest versions of these guidelines will apply.



2 PROJECT ADMINISTRATION AND DESIGN SERVICES

2.1 ROLES AND RESPONSIBILITIES

2.1.1 Contractor' Design Engineer

- .1 The Contractor's design engineer must be licensed as a professional engineer in Nunavut:
 - .1 Attend meetings, as required, and provide site inspection services.
- .2 The Contractor's design engineer shall ensure that design submissions are provided as outlined in this Scope of Work.

2.1.2 Federal Government

- .1 Federal authorities having jurisdiction over this project are:
 - .1 Public Services and Procurement Canada (PSPC);
 - .1 Contracting authority and project delivery, and
 - .2 For technical and quality assurance.

2.2 DESIGN SERVICES

2.2.1 Summary of Services

- .1 For this project, provide:
 - .1 Regulatory Support;
 - .2 Documents for Design and Construction;
 - .3 Site review services including surveys/ site drawings before and during the Construction Phase; and
 - .4 Construction.

2.2.2 Delivery

- .1 Deliver the project utilizing best engineering practices in support of the Client Department's requirements, respecting the approved scope, quality, financial budget and schedule.
- .2 Ensure the application of sound engineering science, life cycle cost effectiveness, general ease of maintenance and best workmanship possible within the approved budget with minimal environmental impact.



2.2.3 Design and Construction Document Phases

- .1 The Contractor will consult with PSPC and the INAC and deliver a comprehensive Preliminary Design Report:
 - .1 Section 01 31 19 of the Technical Specifications outlines requirements for Preliminary Shop Drawings, i.e. Preliminary Design Report.
- .2 The Contractor's Design Engineer shall:
 - .1 Conduct an Analysis of existing conditions and background documentation;
 - .2 Analyse scope, budget, schedule and risk and identify any conflicts;
 - .3 Analyse project requirements and identify any additional work, indicating the impact on project scope, schedule and costs;
 - .4 Visit the project site, analyze site conditions, document any conditions that will impact project delivery and design, and report the results to the Departmental Representative;
 - .5 Review and acknowledge all existing reports and documents relating to this project and compare with actual site conditions;
 - .6 Confirm availability of all necessary pre-design information;
 - .1 Verify that all information is correct and notify Departmental Representative about any missing information, and
 - .7 Identify the applicable codes, regulations and standards.
- .3 Prepare a Final Design Report that addresses the project objectives and resolves the issues outlined in the Scope of Work.



3 REQUIRED CONSTRUCTION SERVICES

The following Technical Specifications were developed for the Project Work.

List of Contents

Division 01 – General Requirements

<u>Section</u>	<u>Title</u>	<u>No. of Pages</u>
01 11 00	Summary of Work	9
01 29 83	Payment Procedures for Testing and Laboratory Services	4
01 31 19	Project Meetings	7
01 32 18	Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart	4
01 33 00	Submittal Procedures	5
01 35 15	Special Project Procedures for Contaminated Sites	6
01 35 32	Site Specific Health and Safety Plan	14
01 35 43	Environmental Procedures	6
01 41 00	Regulatory Requirements	4
01 45 00	Quality Control	3
01 52 00	Construction Facilities	5
01 53 00	Mobilization and Demobilization	3
01 54 00	Camp Facilities	10
01 71 00	Survey Requirements	3
01 77 00	Closeout Procedures	2
01 78 00	Closeout Submittals	4

Division 02 – Existing Site Conditions

<u>Section</u>	<u>Title</u>	<u>No. of Pages</u>
02 41 16	Structure Demolition	10
02 41 23	Debris and Miscellaneous Removals	4
02 61 00.01	Soil Remediation	8
02 81 01	Hazardous Materials	18

Summary of Work

Part 1 General

1.1 PRECEDENCE

- .1 Division 1 Sections take precedence over technical specification sections in other Divisions of this specification.

1.2 BACKGROUND INFORMATION

- .1 The Jericho Mine was opened in 2006 by Tahera Diamond Corporation (Tahera). The original mine plan was an eight-year extraction of kimberite ore by means of open pit and underground mining. The project was only advanced to partial-development of the open pit when Tahera went through bankruptcy proceedings in 2008. Shear Diamonds Corp. (Shear) took over the Jericho Mine in 2010 and operated the mine under care and maintenance until September 2012 when Shear suspended operations. Indigenous and Northern Affairs Canada (INAC) has been undertaking basic environmental protection of the Jericho Mine since spring 2013 and was understood to have assumed control of the site in January 2014.
 - .1 The Jericho Mine is located partially on Crown land and partially on Inuit-Owned Land (IOL). Contract work only relates to the mine portion on Crown land.
- .2 The site is located approximately 270 km southeast of Kugluktuk, NU, and 30 km north of the Lupin Mine in the Contwoyto-Itchen Region. At 65°59'50"N, 111°28'30"W, the Jericho Mine is approximately 60 km south of the Arctic Circle.
- .3 Access to the site is by air and winter road.
 - .1 A 1.3 km-long gravel airstrip remains in usable condition at the north end of the site.
 - .2 The Tibbitt to Contwoyto Winter Road provides active winter overland access from Yellowknife, NT to the Ekati Diamond Mine; however, the sections to the Lupin Gold Mine and the Jericho Mine have been closed since 2006 and 2008, respectively.
- .4 The existing roads are in fair to good condition. The roads were constructed with waste rock and capped with surfacing material. Potholes and rutting are visible in several locations; however, do not impact the trafficability of the roads.
- .5 The existing camp facilities have started to deteriorate and upkeep work would be required before it would be considered appropriate for housing work crews. The facility is made up of metal clad trailers consisting of sleeping quarters wings connected to recreation facilities, a kitchen and dining area, and an office area on the northwest side.
- .6 The primary Supporting Documents are the Environmental Site Assessment (ESA) and Options Analysis (OA):

Summary of Work

- .1 Environmental Site Assessment – Materials Survey and Geotechnical Evaluation – Jericho Diamond Mine, Nunavut (Tetra Tech EBA, 2014).
- .2 Options Analysis Rev 02 – Jericho Diamond Mine, Nunavut (Tetra Tech EBA, 2015).

1.3 SITE HAZARDS

Site hazards that the Contractor should be aware of include, but are not limited to the following:

- .1 Extreme cold and remote site conditions.
- .2 Physical hazards of dilapidated structures.
- .3 Steep slopes and rugged terrain.
- .4 Wildlife.
- .5 Fuels and lubrication fluids.
- .6 Hazardous materials including lead-based paint, mercury, batteries, compressed gas cylinders, and mould.
- .7 Scattered debris including nails, metal, and broken glass.
- .8 Hydrocarbon contaminated soil.
- .9 Metal impacted soil.

1.4 DESCRIPTION OF WORK

Work of this Contract comprises the Site Stabilization activities at the Jericho Mine Site, including, but not limited to, the following:

- .1 Mobilization and demobilization of all personnel, equipment, support facilities and materials required to complete the Work.
- .2 Breaching the C1 Diversion and constructing a Pit Overflow.
- .3 Breaching the West Dam.
- .4 Notching the Divider Dyke A.
- .5 Constructing a cover over Cell A.
- .6 Constructing a non-hazardous landfill (NHL).
- .7 Re-grading the containment berms.
- .8 On-site treatment of petroleum hydrocarbon impacted soils (PHC Soils).
- .9 Dismantling lead-based paint (LBP) coated aboveground storage tanks (ASTs).
- .10 Consolidation and on-site Incineration of organic liquid wastes or removing for off-site disposal.
- .11 Depressurizing gas cylinders and fire extinguishers and landfilling on-site.

Summary of Work

- .12 Removing all other hazardous waste from specified work areas for off-site disposal.
- .13 Demolition of the Main Camp Facility.
- .14 Dismantling and landfilling large ASTs from Tank Farm Area.
- .15 Demolition of remaining specified structures (Process Plant, Truck Shop, Terminal Buildings and Core Shack not included).
- .16 Collecting and landfilling remaining non-hazardous materials from the specified work zones across the site.
- .17 Provision of the following site support services:
 - .1 Camp as specified in Section 01 54 00 – Camp Facilities, including operation, maintenance, catering and janitorial service.
 - .2 Provision and maintenance of Departmental Representative's Vehicles, as specified.
 - .3 Safety, fire protection, office and medical services, as specified in Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.
 - .4 Transportation services for Departmental Representative and Departmental Representative's support staff from Yellowknife, NT to the Jericho Mine Site.
 - .5 Communication services for Contractor and Departmental Representative.
 - .6 Provision of Wildlife Monitors, as specified in Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.

1.5 DEFINITIONS

- .1 Departmental Representative: Within the context of these Specifications, the term Departmental Representative refers to the person exercising the roles and attributes of Canada under the contract.
- .2 Departmental Representative's Authorized Personnel: Within the context of these Specifications, the term Departmental Representative's Authorized Personnel refers to personnel appointed by Departmental Representative or authorized on site by Departmental Representative. Departmental Representative's Authorized Personnel provide recommendations/technical guidance to Departmental Representative as required, for the enforcement of these specifications.
- .3 Contractor: Contractor procured to undertake the site stabilization Work as is defined, within the context of these specifications, as Contractor.
- .4 The word "provide" means supply and install, operate, submit or any other procedure necessary to complete the work as intended.

1.6 SUBMITTALS

- .1 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Summary of Work

1.7 ON-SITE DOCUMENTS

- .1 Main at job site, one (1) copy of each of the following:
 - .1 Technical Specifications.
 - .2 Requests for clarification and responses.
 - .3 Addenda.
 - .4 Task Authorizations.
 - .5 Change Orders.
 - .6 Revised Shop Drawings
 - .7 Other modifications to Contract.
 - .8 Copy of approved Work Schedule.
 - .9 Manufacturer's installation and applications instructions.
 - .10 Material and Safety Data Sheets.
 - .11 Site Specific Health and Safety Plan including:
 - .1 Spill Contingency Plan.
 - .2 Fire Safety Plan.
 - .3 Emergency Response Plan.
 - .12 Contractor's Work Plan including:
 - .1 Earthworks construction/ deconstruction Plan.
 - .2 Environmental Work Plan (Management, mitigation and disposal).
 - .3 Demolition Plan.
 - .13 Waste Management Plan.
 - .14 Up-to-date record drawings.
 - .15 Land Use Permit.
 - .16 Inuit Owned Land Exemption Certificate.
 - .17 Water License.
 - .18 Quarry Permit.
 - .19 Burn Permit.
 - .20 Labour conditions and wage Schedules.
 - .21 Site Medic credentials.
 - .22 Kitchen permit and Food Handler Certification.
 - .23 All applicable Territorial permits and licenses.
 - .24 All applicable Federal permits and licenses.
 - .25 Workers' Safety & Compensation Commission (WSCC) Notification of Project.
 - .26 Letter of Good Standing with WSCC.

Summary of Work

1.8 WORK SCHEDULE

- .1 Provide and maintain Work Schedule in accordance with instructions of Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.
- .2 Keep the Departmental Representative advised of planned Work activities in accordance with the instructions of Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.9 CONTRACTOR USE OF SITE

- .1 Contractor use of site is restricted to the terms and conditions of the issued permits, and all applicable guidelines and regulations.
- .2 Coordinate use of premises under direction of Departmental Representative.
- .3 Do not unreasonably encumber sites with materials or equipment.
- .4 Construct Work to avoid activities on Inuit Owned Land (IOL).
- .5 Use of the site will comply with the environmental requirements of Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
- .6 Commencement of demobilization will not occur without completion of Final Inspection and approval by Departmental Representative.

1.10 EXAMINATION OF SITE

- .1 Commencement of mobilization constitutes acceptance of existing conditions, and verification of dimensions.

1.11 PERMITS AND LICENSES

- .1 Land Use Permit, Water Use License and Quarry Permits obtained by INAC.
- .2 All restrictions and requirements of applicable Land Use Permit, Water Use License and Quarry Permit apply to the Contractor.
- .3 Be responsible for obtaining and paying for all permits, licenses and approvals associated with the development and operation of a construction camp.
- .4 Register, obtain and pay for all required licenses and permits for individual tradesmen employed for Work as referenced in the various Sections of the Contract Specifications.
- .5 Obtain and pay for any other licenses or permits required to perform the activities required on site, i.e. burn permit, etc.
- .6 Provide supplemental information to the regulators for any necessary license amendments or reporting requirements.
- .7 Pay all costs associated with complying with the requirements for the permits and licenses noted in the above clauses.

Summary of Work

1.12 SITE SUPERVISION

- .1 Designate Contractors' Site Superintendent to be on site at all times during construction, to have full authority to make decisions for the Contractor, to be knowledgeable of the requirements of the contract, and to act upon Departmental Representative's instructions.
- .2 Notify Departmental Representative at least two (2) weeks in advance of any Site Superintendent change and provide updated chain-of-command.

1.13 WORKER ORIENTATION SEMINAR

- .1 Develop, prior to the start of Work, course material for a Worker Orientation Seminar. The outline of this seminar will be approved by Departmental Representative and is intended to describe the remediation activities at the site, and provide instruction for the applicable health, safety, and environmental policies and regulations as related to the site Work activities. Course material will be prepared and presented in the English language and the local dialect.
- .2 Submit an electronic copy of the Worker Orientation Seminar course material to Departmental Representative for review at least thirty (30) days prior to the seminar. Include information describing the facility to be used for conducting the seminars.
- .3 The Orientation Course will address, but is not necessarily limited to, the following topics:
 - .1 Project Communication;
 - .1 Roles of Departmental Representative and Departmental Representative's authorized representatives.
 - .2 Roles of Contractor and Contractor's authorized representatives.
 - .3 Lines of Project communication.
 - .2 Site Stabilization Activities (Scope of Work);
 - .1 Earthworks.
 - .2 Environment Works.
 - .3 Demolition Works.
 - .3 Regional Overview of the site;
 - .1 Land use of area (hunting, fishing activities, etc.).
 - .2 Location of site relative to communities.
 - .3 Climate.
 - .4 Geology and hydrology.
 - .5 Flora and fauna.
 - .4 Project Organization/ Schedule/ Administration;
 - .1 Personnel policies.
 - .2 Supervisory reporting relationships.

Summary of Work

- .3 Communication.
- .4 Payroll and banking procedures.
- .5 Work Schedules and hours.
- .6 Camp rules.
- .5 Environmental Issues and Protection Procedures;
 - .1 Climate.
 - .2 Land use.
 - .3 Water resources/fisheries.
 - .4 Terrestrial resources.
 - .5 Heritage resources.
 - .6 Spill contingency plans/ procedures.
 - .7 Training activities
- .6 General Site Specific Health and Safety;
 - .1 Team Work.
 - .2 Work attitudes/ productivity.
 - .3 Anti-Harassment Policy.
 - .4 Work Place Violence Policy.
 - .5 First aid procedures.
 - .6 Protective equipment and clothing.
 - .7 Safe operation of equipment and tools.
 - .8 WHMIS requirements.
 - .9 Wildlife awareness.
- .7 Work Specific Task Requirements;
 - .1 Contaminated soil cleanup.
 - .2 Demolition and material disposal.
 - .3 Transportation of Dangerous Goods (TDG).
 - .4 Permafrost protection.
 - .5 Environmental mitigation procedures.
 - .6 Emergency spill response training.
 - .7 Barrel collection and disposal/ containerization.
- .4 Prior to the start of Work, conduct Worker Orientation Seminars for all supervisors, foremen, Contractor's general Workforce, Departmental Representative and Departmental Representative's Authorized Personnel staff based on the course material approved by Departmental Representative.
- .5 Provide a training seminar for supervisors, foremen, Departmental Representative, Departmental Representative's on-site support staff, visitors and Contractor's general work force. Each person on site will attend one of the seminars. Require each attendee

Summary of Work

to sign a record of attendance upon completion of the seminar. Retain, for Departmental Representative's review at any time, this record of attendance.

1.14 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Work under this contract will be paid for as follows:
 - .1 Lump sum pay items will be paid at the lump sum price tendered for each lump sum item listed in the Basis of Payment Form.
 - .2 Unit price items will be paid at the unit price tendered for each unit price item listed in the Basis of Payment Form.
 - .3 Miscellaneous Project costs will be paid at the lump sum price tendered for "Balance of Project Costs" (BOPC) on the Basis of Pricing Form.
- .2 Lump sum pay items and Unit price items will be paid under the Basis of Pricing which will form the Basis of Payment Schedule of the proposed contract. All other items, whether specifically defined in the specific sections of the Specifications or not, will be paid under Item BOPC-1, Balance of Project Costs, in the Basis of Payment Schedule.
- .3 Direct costs include all costs directly attributable to a particular pay item including equipment, operators, materials, equipment maintenance and depreciation, etc. All direct costs for lump sum and unit price items are to be included in the appropriate price item in the Basis of Payment Schedule.
- .4 Indirect costs include all costs not directly attributable to the pay items including profit, supervision, overhead, administration, CGL Insurance, WCB, allowance for equipment maintenance and depreciation repairs, and any other relevant costs. All indirect costs associated with specific lump sum or unit price items will be included in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule.
- .5 Include costs of any statement of or requirement for Work, goods or services required in this section that are not covered by appropriate payment clauses in other sections in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule.
- .6 Notify Departmental Representative of planned Work activities in accordance with requirements of Section 01 33 00 – Submittal Procedures, and at least two (2) days in advance of operations to permit required measurements for payment.
- .7 All costs for the Contractor's Engineering Administration and Design, including responsibilities and work outlined in Section 2 of the Terms of Reference, are to be included in the lump sum price for item BOPC-2, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .8 All costs for the preparation of the Worker Orientation Seminar Material and for conducting the seminars, including the preparation of meeting room facilities as required, are to be included in the lump sum price for Worker Orientation Seminar, Item 01 11 00-1, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .9 The lump sum price payment for the Worker Orientation Seminar will be made in two progress instalments as follows:

Summary of Work

- .1 Sixty percent of the unit price payment for the Worker Orientation Seminar will be paid upon completion by Contractor and review by Departmental Representative of the Worker Orientation Seminar course material, and upon conducting the seminar prior to the start of Work.
- .2 Forty percent of the unit price payment for the Worker Orientation Seminar will be paid upon demonstration by Contractor to Departmental Representative that all of Contractor's Workforce have attended the seminar at the start of each subsequent construction season. The Worker Orientation Seminar will be paid under Item 01 11 00-1.
- .10 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

Payment Procedures for
Testing Laboratory Services

Part 1 General

1.1 General

- .1 Particular requirements for inspection and testing to be carried out by testing laboratory designated by Departmental Representative are specified under various sections.
- .2 Provide and pay for all transportation and analyses required for all Contractor's samples to an accredited laboratory to meet the requirements specified.

1.2 SUBMITTALS

- .1 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.3 APPOINTMENT AND PAYMENT

- .1 Departmental Representative will appoint and pay for services of testing laboratory required for the following:
 - .1 Confirmatory testing as described in this Section.
 - .2 Testing for the classification of hazardous contaminated soil for licensed disposal facility acceptance requirements.
 - .3 Testing associated with the characterization of barrel contents for the purpose of determining incineration requirements.
 - .4 Compaction and gradation testing.
 - .5 Testing associated with the identification and characterization of hazardous waste materials.
 - .6 Testing required for quality assurance.
- .2 Appoint and pay for testing services for quality control of Contractor's own Work including the following:
 - .1 Inspection and testing required by laws, ordinances, rules, regulations or orders of public authorities.
 - .2 Inspection and testing performed exclusively for Contractor's convenience.
 - .3 Testing of potable water.
 - .4 Testing of hazardous waste materials in accordance with all appropriate regulations for packaging, transport and off-site disposal.
 - .5 Testing of solvent rinsate used during cleaning of barrels.
 - .6 Testing to determine the disposal requirements of oil-absorbent material used as a filter for liquid wastes resulting from equipment decontamination, fuel tank/pipeline cleaning and barrel processing operations.
 - .7 Testing of water resulting from all dewatering operations.

Payment Procedures for
Testing Laboratory Services

- .8 Testing of explosive vapour concentrations associated with degassing of tanks.
- .9 Testing of sewage effluent as indicated in Section 01 54 00 – Camp Facilities or as directed by Departmental Representative.
- .10 Testing of wash water resulting from all cleaning activities, including barrel washing and equipment decontamination.
- .11 Tests specified to be carried out by Contractor under the supervision of Departmental Representative.
- .12 All tests required by Contractor to ensure conformance and quality control of Contractor's Work.
- .13 Inspection and testing required by the conditions of permits issued for the Work.
- .3 Where tests or inspections by designated testing laboratory reveal Work not in accordance with contract requirements, pay costs for additional tests or inspections as required by Departmental Representative to verify acceptability of corrected Work.
- .4 The analytical testing laboratory designated by Contractor to carry out off-site tests, to be approved by Departmental Representative and certified by the Canadian Association for Environmental Analytical Laboratories (CAEAL) for the specific tests required and in advance of analytical testing. Submit copies of the laboratory's CAEAL certification to Departmental Representative upon request.

1.4 CONTRACTOR'S RESPONSIBILITIES

- .1 Provide labour, equipment and facilities to:
 - .1 Provide access to Work to be inspected and tested.
 - .2 Facilitate inspections and tests.
 - .3 Make good Work disturbed by inspection and test.
 - .4 Provide storage on site for laboratory's exclusive use to store equipment and cure test samples.
- .2 Notify Departmental Representative sufficiently in advance of operations to allow for assignment of laboratory personnel and scheduling of test.
- .3 Where materials are specified to be tested, deliver representative samples in required quantity to testing laboratory.
- .4 Instruct testing laboratory to include Departmental Representative on result distribution list via email.
- .5 Pay costs for uncovering and making good Work that is covered before required inspection or testing is completed and approved by Departmental Representative.

Payment Procedures for
Testing Laboratory Services

1.5 CONFIRMATORY TESTING

- .1 Confirmatory testing will be carried out on contaminated soil areas by Departmental Representative's testing laboratory as follows:
 - .1 The actual location, frequency and method of testing will be determined by Departmental Representative.
 - .2 Soil sampling will be carried out by Departmental Representative within the perimeter of each contaminated soil excavation and at depth within the completed excavation area, immediately upon completion of excavation.
- .2 If required, classification testing will be carried out at waste material processing areas to classify and delineate contaminated soil and other materials.
- .3 It is anticipated that test results will be available within approximately fourteen (14) calendar days from the date that samples are transported from the site for laboratory analysis. Deliver Departmental Representative's samples to Departmental Representative's designated testing laboratory in Yellowknife within two (2) days maximum from site departure from the Jericho Mine Site.
- .4 Be responsible for all costs associated with the packaging, preservation, handling and transport of Departmental Representative's samples from the site to Departmental Representative's designated testing laboratory in Yellowknife. It is critically important that Contractor ensures that the samples are expeditiously delivered from the site and transferred to commercial air service. Where cargo transfers are required from charter to commercial air service, provide personnel at transfer locations to facilitate timely transfers.
- .5 Assume all responsibility for samples damaged during transport including all costs for resampling, shipping, analysis and any resulting delays.

1.6 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Work under this section will not be measured. Include all costs, including the provision of packaging, handling and off-site transport of Departmental Representative's samples to Yellowknife and the and Contractor's Testing Requirements in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate cost of the Work of this section as a separate line item in the Contract Work Breakdown Structure (CWBS) specified in Section 01 32 18 Construction Progress Schedules – Bar (GANTT). All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Payment Procedures for
Testing Laboratory Services

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

.1 Not used.

END OF SECTION

Project Meetings

Part 1 General

1.1 DEFINITIONS

- .1 Community Meeting: meeting to be held prior to the commencement of each field season and after the final construction season in English and Inuktitut with Departmental Representative, Indigenous and Northern Affairs Canada (INAC), local leaders, officials, authorities and public.
- .2 Construction Meeting: meeting to be held on-site at approximately weekly intervals during the construction season and to include the Contractor and Departmental Representative.
- .3 Monthly Meeting: meeting to be held on-site at approximately monthly intervals during the construction season and to include the Contractor and representatives from INAC and Public Services and Procurement Canada (PSPC).
- .4 Pre-Construction Meeting: meeting to be held prior to Contractor Mobilization at location of Contractor's choice and to include the Contractor and representatives from INAC and PSPC.
- .5 Project Start-Up Teleconference: conference call to be held within ten (10) days after Contract Award and to include the Contractor and representatives from INAC and PSPC.
- .6 End of Season Meeting: meeting to be held at the end of the construction seasons at location of Contractor's choice and to include the Contractor and Departmental Representatives from INAC and PSPC.
- .7 Tailgate Meeting: daily work plan and safety meeting to be held on-site during the construction season and to include Contractor and all construction staff.

1.2 ADMINISTRATIVE

- .1 Responsibilities of Departmental Representative:
 - .1 Schedule and administer Project meetings throughout the progress of the Work at the call of Departmental Representative.
 - .2 Prepare agenda for meetings unless otherwise specified.
 - .3 Distribute written notice of each meeting five (5) days in advance of meeting date to Departmental Representative.
 - .4 Preside at meetings unless otherwise specified.
 - .5 Record the meeting minutes unless otherwise specified. Include significant proceedings and decisions. Identify actions by parties.
- .2 Responsibilities of Contractor:
 - .1 Provide physical space and make arrangements for meetings.

Project Meetings

- .2 Representative of Contractor, Sub-Contractor and suppliers attending meetings will be qualified and authorized to act on behalf of party each represents.

1.3 PROJECT START-UP TELECONFERENCE MEETING

- .1 Within ten (10) days after award of Contract, request a meeting of parties in contract to discuss and resolve administrative procedures and responsibilities. The meeting will be a teleconference between all parties in attendance.
- .2 Departmental Representative, Contractor, INAC, major Sub-Contractors, field inspectors and supervisors will be in attendance.
- .3 Establish time and location of meeting and notify parties concerned minimum five (5) days before meeting.
- .4 Departmental Representative will chair the meeting and take minutes. Meeting will be informal and agenda to include the following:
 - .1 Appointment of official representative of participants in the Work.
 - .2 Preliminary Schedule of Work.
 - .3 Preliminary Schedule of submission of Work Plan and Cost Breakdown and other submissions.
 - .4 Preliminary requirements for temporary facilities, site security, camp facilities, equipment and proposed methods of mobilization and demobilization.
 - .5 Set-up of Pre-Construction Meeting.

1.4 PRE-CONSTRUCTION MEETING

- .1 As per Project Start-up Teleconference Meeting, request a meeting, request a meeting of parties in contract to discuss and resolve administrative procedures and responsibilities.
- .2 Departmental Representative, Contractor, INAC, major Sub-Contractors, field inspectors and supervisors will be in attendance.
- .3 Establish time and location of meeting and notify parties concerned minimum five (5) days before meeting.
- .4 Incorporate mutually agreed variations to Contract Documents into Agreement, prior to signing.
- .5 Agenda to include:
 - .1 Schedule of Work: in accordance with Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.
 - .2 Schedule of submission of shop drawings, samples, etc. Submit submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
 - .3 Schedule of submission in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures including but not limited to:

Project Meetings

- .1 Site Specific Health and Safety Plan, Emergency Response Plan, Spill Contingency Plan, and Wildlife Management Plan.
- .2 Insurances and transcripts.
- .3 Equipment to be used by Contractor.
- .4 Proposed camp facilities in accordance with Section 01 54 00 – Camp Facilities.
- .5 Location of equipment and proposed methods for mobilization and demobilization.
- .4 Requirements for temporary facilities, site sign, offices, storage sheds, utilities, fences in accordance with Section 01 52 00 – Construction Facilities.
- .5 Delivery Schedule of specified equipment.
- .6 Proposed changes, change orders, procedures, approvals required, mark-up percentages permitted, time extensions, overtime, administrative requirements.
- .7 Departmental Representative provided products.
- .8 Record drawings in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .9 Take-over procedures, acceptance, warranties in accordance with Section 01 78 00 – Closeout Submittals.
- .10 Monthly progress claims, administrative procedures, and hold backs.
- .11 Appointment of inspection and testing agencies or firms.
- .12 Regulatory Issues.
- .13 Aboriginal involvement and reporting.
- .14 Project photographs requirements.

1.5 COMMUNITY MEETINGS

- .1 Prior to the commencement of work and after each construction season is completed, arrange meetings with Departmental Representative, INAC, local leaders, officials, authorities and public in Kugluktuk, NU. Be prepared to discuss local hiring practices and any other items of operations which may impact upon the local communities. Minutes will be taken by Departmental Representative.
- .2 Contractor is responsible for advertising the community meeting at least seven (7) days in advance of the meeting. The meeting must be advertised in the local paper, on local radio, and posted within the town office, arena and community centre (if applicable). Postings and radio advertisements are to be pre-approved by INAC and the Departmental Representative. Proof of advertising and postings must be presented to the Departmental Representative.
- .3 Conduct presentations via computer and projector using “Power Point” software. Provide wording in English and simultaneous translation to the local dialect during the presentation. Submit presentations to Departmental Representative for review a minimum of fourteen (14) days prior to each community meeting.

Project Meetings

- .4 Provide and pay for the following associated with these meetings:
 - .1 Meeting facility rental.
 - .2 Coffee, tea, pastries, cookies, etc.
 - .3 Translator costs.
 - .4 All associated advertising costs.

1.6 DAILY TAILGATE MEETINGS

- .1 Contractor to preside over daily tailgate meetings with all construction staff and document minutes with daily reporting requirements.
- .2 The meetings are to review the work plan for the day and relevant morning safety topics as well as task-specific work-safe practices.

1.7 CONSTRUCTION MEETINGS

- .1 During course of Work and weeks prior to Project completion, Departmental Representative will schedule progress meetings weekly.
- .2 Contractor, major Sub-Contractors involved in Work and Departmental Representative are to be in attendance.
- .3 Departmental Representative will record minutes of meetings and circulate to attending parties and affected parties not in attendance shortly after meeting.
- .4 Agenda to include the following:
 - .1 Review, approval of minutes of previous meeting.
 - .2 Review of Work progress since previous meeting.
 - .3 Field observations, problems, conflicts.
 - .4 Problems which impede construction Schedule.
 - .5 Review of off-site fabrication delivery Schedules.
 - .6 Project Schedule review, identifying activities that are behind Schedule and providing measures to regain slippage.
 - .7 Corrective measures and procedures to regain Projected Schedule.
 - .8 Revision to construction Schedule.
 - .9 Progress Schedule, during succeeding Work period.
 - .10 Review submittal Schedules: expedite as required.
 - .11 Maintenance of quality standards.
 - .12 Review proposed changes for effect on construction Schedule and on completion date.
 - .13 Health, Safety and Security issues.
 - .14 Correspondence from Authorities Having Jurisdiction (AHJ) or expected visits from AHJ.

Project Meetings

- .15 Camp requirements
- .16 Other business.

1.8 MONTHLY PROGRESS MEETINGS

- .1 Department Representative will schedule Monthly Progress Meetings to be held on-site.
- .2 Departmental Representative, Contractor, INAC, major Sub-Contractors and supervisors will be in attendance.
- .3 Departmental Representative will notify parties five (5) days prior to meetings.
- .4 Departmental Representative will record minutes of meetings and circulate to attending parties and affected parties not in attendance shortly after meeting.
- .5 Agenda may include the following:
 - .1 Summary of the previous month's site activities.
 - .2 Comparison of progress achieved with the Project Schedule.
 - .3 Schedules and action Contractor plans to take to get back on Schedule, if required.
 - .4 Confirmation of quantities.
 - .5 Health, safety and security issues.
 - .6 Summary of interactions with AHJ.
 - .7 Work plan for the following month.
 - .8 Camp requirements.
 - .9 Other business.

1.9 END OF SEASON MEETING

- .1 Request a meeting of parties in contract to discuss the previous construction season and resolve issues arising from same.
- .2 Departmental Representative, Contractor, INAC, major Sub-Contractors, field inspectors and supervisors will be in attendance.
- .3 Establish time and location of meeting and notify parties concerned minimum ten (10) days before meeting.
- .4 Departmental Representative will preside.
- .5 Agenda may include:
 - .1 Summary of the previous season's site activities.
 - .2 Comparison of progress achieved with the Project Schedule.
 - .3 Confirmation of quantities.
 - .4 Health, safety and security issues.
 - .5 Summary of interactions with AHJ.

Project Meetings

- .6 Departmental Representative will record minutes of meetings and circulate to attending parties and affected parties not in attendance within seven (7) days after meeting.

1.10 SUBMITTALS

- .1 Submit Preliminary Construction Schedule to Departmental Representative within seven (7) working days of Contract Award.
- .2 Submit thirty (30) days after Contract Award, shop drawings, including preliminary design, product data and samples in accordance with 01 33 00 – Submittal Procedures for review for compliance with Contract Documents; for field dimensions and clearances, for relation to available space, and for relation to Work of other contracts. After review, revise and resubmit for transmittal to Departmental Representative.
- .3 Submit community meeting presentation seven (7) days prior to the meeting.
- .4 Submit requests for payment for review, and for transmittal to Departmental Representative.
- .5 Submit requests for interpretation of Contract Documents, and obtain instructions through Departmental Representative.
- .6 Submit and process substitutions through Departmental Representative.
- .7 Submit and process task authorizations and change orders through Departmental Representative.
- .8 Deliver closeout submittals for review to Departmental Representative.
- .9 Provide submittals to the Departmental Representative for review. Include submittals as noted in Table 01 33 00-1 in Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.11 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 All direct costs for Pre-construction Meeting, facilitation of Monthly Progress Meetings and End of Season Meeting are to be included in the lump sum price, Item 01 31 19-1, Project Meetings as indicated in Basis of Payment Schedule.
- .2 Include all direct costs for the Community Meetings in the lump sum price for Item 01 31 19-2, Community Meetings as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .3 The provision of return transportation from Contractor's charter base to the Jericho Mine Site of Departmental Representative's personnel during the Monthly Meetings are to be included in the lump sum price, Item 01 54 00-1, Operation and Maintenance of Camp Facilities as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .4 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Project Meetings

- Part 2 Products**
- 2.1 NOT USED**
- .1 Not used.

- Part 3 Execution**
- 3.1 NOT USED**
- .1 Not used.

END OF SECTION

Construction Progress
Schedules – Bar (GANTT)

Part 1 General

1.1 DEFINITIONS

- .1 Activity: element of Work performed during course of Project. Activity normally has expected duration, and expected cost and expected resource requirements. Activities can be subdivided into tasks.
- .2 Bar Chart (GANTT Chart): graphic display of Schedule-related information. In typical bar chart, activities or other Project elements are listed down left side of chart, dates are shown across top, and activity durations are shown as date-placed horizontal bars. Generally Bar Chart should be derived from commercially available computerized Project management system.
- .3 Baseline: original approved plan (for Project, Work package, or activity), plus or minus approved scope changes.
- .4 Construction Work Week: Monday to Sunday, inclusive, will provide seven (7) days Work week and define Schedule calendar working days as part of Bar (GANTT) Chart submission.
- .5 Duration: number of Work periods (not including holidays or other nonworking periods) required to complete activity or other Project element. Usually expressed as workdays or workweeks.
- .6 Milestone: significant event in Project, usually completion of major deliverable.
- .7 Project Schedule: planned dates for performing activities and the planned dates for meeting milestones. Dynamic, detailed record of tasks or activities that must be accomplished to satisfy Project objectives. Monitoring and control process involves using Project Schedule in executing and controlling activities and is used as basis for decision making throughout Project life cycle.

1.2 REQUIREMENTS

- .1 Ensure detailed Schedule is practical and remain within specified Contract duration.
- .2 Plan to complete Work in accordance with prescribed milestones and time frame.
- .3 Provide and maintain a work schedule showing anticipated progress stages and final completion of work within time period required by Contract.
- .4 Ensure that it is understood that Award of Contract or time of beginning, rate of progress, Interim Certificate and Final Certificate as defined times of completion are of essence of this contract.
- .5 Prepare the schedule using critical path analysis techniques, showing resource loading. Identify tasks that lie on the critical path. Show total float for all activities.

Construction Progress
Schedules – Bar (GANTT)

1.3 SUBMITTALS

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .2 Submit Project Schedule to Departmental Representative within five (5) working days of receipt of acceptance.

1.4 PROJECT SCHEDULE

- .1 Develop detailed Project Schedule.
- .2 Ensure detailed Project Schedule includes as minimum milestone and activity types as follows:
 - .1 Award.
 - .2 Shop Drawings, Samples.
 - .3 Permits.
 - .4 Mobilization.
 - .5 Camp Setup.
 - .6 Earthworks.
 - .7 Environmental Work.
 - .8 Demolition Work.
 - .9 Demobilization.
 - .10 Closeout Submittals.
 - .11 Final Certificate of Completion
- .3 Submit preliminary construction progress Schedule in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures to Departmental Representative coordinated with Departmental Representative's Project Schedule.
- .4 After review, revise and resubmit Schedule to comply with revised Project Schedule.
- .5 During progress of Work revise, update and resubmit the Project Schedule as directed by Departmental Representative. Provide the Revised Project Schedule a minimum of three (3) days prior to scheduled monthly meetings, or as directed by Departmental Representative.

1.5 PROJECT SCHEDULE REPORTING

- .1 Update Project Schedule on monthly basis reflecting activity changes and completions, as well as activities in progress.
- .2 Include as part of Project Schedule, narrative report identifying Work status to date, comparing current progress to baseline, presenting current forecasts, defining problem areas, anticipated delays and impact with possible mitigation.

Construction Progress
Schedules – Bar (GANTT)

1.6 PROJECT MEETINGS

- .1 Discuss Project Schedule at regular site meetings, identify activities that are behind Schedule and provide measures to regain slippage. Activities considered behind Schedule are those with projected start or completion dates later than current approved dates shown on baseline Schedule.
- .2 Weather related delays with their remedial measures will be discussed and negotiated.

1.7 COST AND QUANTITY CONTROL

- .1 Provide a Contract Work Breakdown Structure (CWBS) based on Contractor's Cost Breakdown and any modifications requested by Departmental Representative as follows:
 - .1 CWBS to be an organization of the Work to be performed, services to be provided and data to be submitted by Contractor, as well as payments to be made to Contractor under the terms of the Contract.
 - .2 The CWBS to clearly define the Work elements of each item of the CWBS.
 - .3 The CWBS to include a breakdown of pay items included under Item BOPC -1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. All lump sum and unit price pay items included in the Basis of Payment Schedule to also be included in the CWBS.
 - .4 Prepare the CWBS in computerized spreadsheet format compatible with the most recent release of Microsoft Excel software. Provide CWBS in hard copy format.
 - .5 Submit the CWBS within thirty (30) days following contract award date.
- .2 Equipment and Material Control:
 - .1 Record data on status of construction material and equipment and report upon Departmental Representative's request.
- .3 Manpower Performance Measures:
 - .1 Record and report manpower listing for each company employed under this Contract, including Sub-Contractors, detailing daily man-hours during the current month and cumulative total to date and report upon Departmental Representative's request.
 - .2 Provide statistical reporting.
 - .3 Provide statistics related to lost time accidents upon Departmental Representative's request.

1.8 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a

Construction Progress
Schedules – Bar (GANTT)

separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction
Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2	Products
2.1	NOT USED
.1	Not used.
Part 3	Execution
3.1	NOT USED
.1	Not used.

END OF SECTION

Submittal Procedures

Part 1 General

1.1 DEFINITION

- .1 The term "shop drawings" means design submissions, drawings, diagrams, illustrations, schedules, performance charts, brochures and other data which are to be provided by Contractor to illustrate details of a portion of Work. These include, but not limited to:
 - .1 Preliminary and final design submissions.

1.2 ADMINISTRATIVE

- .1 Submit to Departmental Representative submittals listed for review. Submittal list is bound into specification section and is for information only. Submit with reasonable promptness and in orderly sequence so as to not cause delay in Work. Failure to submit in ample time is not considered sufficient reason for an extension of Contract Time and no claim for extension by reason of such default will be allowed.
- .2 Work affected by submittal is not to proceed until review is complete.
- .3 Present shop drawings and product data, in SI Metric units.
- .4 Where items or information is not produced in SI Metric units converted values are acceptable.
- .5 Review submittals prior to submission to Departmental Representative. This review represents that necessary requirements have been determined and verified, or will be, and that each submittal has been checked and coordinated with requirements of Work and Contract Documents. Submittals not stamped, signed, dated and identified as to specific Project will be returned without being examined and will be considered rejected.
- .6 Notify Departmental Representative, in writing at time of submission, identifying deviations from requirements of Contract Documents stating reasons for deviations.
- .7 Contractor's responsibility for errors and omissions in submission is not relieved by Departmental Representative's review of submittals.
- .8 Contractor's responsibility for deviations in submission from requirements of Contract Documents is not relieved by Departmental Representative review.
- .9 Keep one (1) reviewed copy of each submission on site.

1.3 SHOP DRAWINGS SUBMISSION

- .1 Indicate materials, methods of construction and attachment or anchorage, erection diagrams, connections, explanatory notes and other information necessary for completion of Work. Where articles or equipment attach or connect to other articles or equipment, indicate that such items have been coordinated, regardless of Section under

Submittal Procedures

which adjacent items will be supplied and installed. Indicate cross references to design drawings and specifications.

- .2 Submit Shop Drawings according to requirements and schedule of individual submittals identified throughout these specifications and in Table 01 33 00-1. Shop Drawings to bear stamp and signature of qualified Professional Engineer registered or licensed in Nunavut where specified.
- .3 Submit Preliminary Shop Drawings and Final Shop Drawings according to individual submittal schedule in Table 01 33 00-1.
- .4 Allow seven (7) days for Departmental Representative's review of each submission.
- .5 Adjustments made on shop drawings by Departmental Representative are not intended to change Contract Price. If adjustments affect value of Work, state such in writing to Departmental Representative prior to proceeding with Work.
- .6 Make changes in shop drawings as Departmental Representative may require, consistent with Contract Documents. When resubmitting, notify Departmental Representative in writing of any revisions other than those requested.
- .7 Verify in shop drawings:
 - .1 Field measurements.
 - .2 Field construction criteria.
 - .3 Catalogue numbers and similar data.
- .8 Accompany submissions with transmittal letter, in duplicate, containing:
 - .1 Date.
 - .2 Project title and number.
 - .3 Contractor's name and address.
 - .4 Identification and quantity of each shop drawing, product data and sample.
 - .5 Other pertinent data.
- .9 Submissions to include:
 - .1 Date and revision dates.
 - .2 Project title and number.
 - .3 Name and address of:
 - .1 Sub-Contractor.
 - .2 Supplier.
 - .3 Manufacturer.
- .10 Contractor's stamp, signed by Contractor's authorized representative certifying approval of submissions, verification of field measurements and compliance with Contract Documents.
- .11 Details of appropriate portions of Work as applicable:

Submittal Procedures

- .1 Fabrication.
- .2 Layout, showing dimensions, including identified field dimensions, and clearances.
- .3 Setting or erection details.
- .4 Capacities.
- .5 Performance characteristics.
- .6 Standards.
- .7 Operating weight.
- .8 Single line and schematic diagrams.
- .9 Relationship to adjacent Work.
- .12 After Departmental Representative's review, distribute copies.
- .13 Submit three (3) prints and an electronic copy of shop drawings for each requirement requested in specification Sections and as Departmental Representative may reasonably request.
- .14 Delete information not applicable to Project.
- .15 Supplement standard information to provide details applicable to Project.
- .16 If upon review by Departmental Representative, no errors or omissions are discovered or if only minor corrections are made, two (2) copies will be returned and fabrication and installation of Work may proceed. If shop drawings are rejected, noted copy will be returned and resubmission of corrected shop drawings, through same procedure indicated above, must be performed before fabrication and installation of Work may proceed.
- .17 The review of shop drawings by Departmental Representative is for sole purpose of ascertaining conformance with general concept.
 - .1 This review does not mean that Departmental Representative approves detail design inherent in shop drawings, responsibility for which remains with Contractor submitting same, and such review does not relieve Contractor of responsibility for errors or omissions in shop drawings or of responsibility for meeting all requirements of construction and Contract Documents.
 - .2 Without restricting generality of foregoing, Contractor is responsible for dimensions to be confirmed and correlated at job site, for information that pertains solely to fabrication processes or to techniques of construction and installation and for co-ordination of Work of all sub-trades.

1.4 SAMPLES

- .1 Submit for review samples in triplicate as requested in respective specification Sections. Label samples with origin and intended use.
- .2 Deliver samples prepaid to Departmental Representative's business address site office.

Submittal Procedures

- .3 Notify Departmental Representative in writing, at time of submission of deviations in samples from requirements of Contract Documents.
- .4 Adjustments made on samples by Departmental Representative are not intended to change Contract Price. If adjustments affect value of Work, state such in writing to Departmental Representative prior to proceeding with Work.
- .5 Make changes in samples which Departmental Representative may require, consistent with Contract Documents.
- .6 Reviewed and accepted samples will become standard of workmanship and material against which installed Work will be verified.

1.5 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

Submittal Procedures

Table 01 33 00-1: Contractor Submittal Schedule

Specification Section	Description	Date
01 11 00	Worker Orientation Course Seminar Information	30 days prior to seminar
01 31 19	Preliminary Construction Schedule	7 days after Contract Award
01 31 19	Preliminary Shop Drawings	30 days after Contract Award
01 31 19	Community Meeting Presentation	7 days prior to meeting
01 32 18	Project Schedule	5 days after acceptance of Preliminary Construction Schedule
01 32 18	Progress Reports	Monthly with progress statement
01 32 18	Contractor Work Breakdown Structure (CWBS) – Cash flow projections	30 days after Contract Award
01 32 18	Monthly Statistical Reporting	Monthly with progress statement
01 32 18	INAC quarterly reporting requirements	Monthly with progress statement
01 33 00	Final Shop Drawings	30 days prior to mobilization
01 35 32	Site Specific Health and Safety Plan, which includes; <ul style="list-style-type: none"> • Emergency Response Plan, • Spill Contingency Plan, and • Wildlife Management Plan among other sections and also includes <ul style="list-style-type: none"> • Inventory of Contractor's on-site health, safety, and medical equip. and supplies 	30 days after Contract Award (inventory after mobilization)
01 35 32	Report Accidents	Verbal report immediately, followed by written report in 24 hours
01 35 43	Details of Sewage / Disposal System	60 days after Contract Award
01 35 43	Erosion, Sediment and Drainage Control Plan	Prior to commencing Work
01 53 00	Mobilization and Demobilization Plan	30 days after Contract Award
01 54 00	Camp Update/ Maintenance Plan	30 days after Contract Award
01 54 00	Potable Water test results	Before opening camp
01 54 00	Camp effluent test results	Prior to discharge
01 71 01	Surveyor Information	30 days prior to construction commencement each season
01 71 01	Survey Data Submissions	As required and with Progress Claims
01 78 00	All Records and Survey Information	Prior to project completion
02 61 0.01	Detailed Soil Remediation Plan	30 days after Contract Award
02 81 00	Inventory of hazardous waste containers	7 days prior to demobilization
02 81 00	Hazardous Waste Disposal Certificate	7 days following disposal

Special Project Procedures
For Contaminated Sites

Part 1 General

1.1 REFERENCES

- .1 Transportation and Dangerous Good Act.

1.2 REGULATORY REQUIREMENTS

- .1 Comply with federal, provincial, and local anti-pollution laws, ordinances, codes, and regulations when disposing of waste materials, debris, and rubbish.

1.3 SUBMITTALS

- .1 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures

1.4 WASTEWATER TREATMENT FACILITY

- .1 The existing camp is available for use by the contractor in as-is condition at the contractor's discretion. The existing camp includes a wastewater treatment facility that was in operation at the time of closure in 2013. Contractor responsible for inspection and cost of all required upgrades.
- .2 Wastewater Treatment:
- .1 An existing Oztek water treatment system is available in as-is condition for contractor use. The water remediation unit is capable of filtering water generated from dewatering excavations, process water and Work areas. Treated water will need to meet the following discharge criteria:

Parameter	Maximum Allow Concentration	Units
Volatile Hydrocarbons	15	mg/L
Extractable Hydrocarbons	5	mg/L
Oil and Grease	5	mg/L
Non-Aqueous Phase Liquid/ Free Product	Not Present	
pH	6 to 9	
Arsenic (total)	100	ug/L
Cadmium (dissolved)	10	ug/L
Chromium (total)	100	ug/L
Cobalt (dissolved)	50	ug/L
Copper (dissolved)	200	ug/L
Lead (dissolved)	50	ug/L

Special Project Procedures
For Contaminated Sites

Parameter	Maximum Allow Concentration	Units
Mercury (total)	0.6	ug/L
Nickel (dissolved)	200	ug/L
Zinc (total)	1,000	ug/L

- .2 Wastewater treatment facilities capable of treating water generated from camp operations to meet the following requirements:

Parameter	Maximum Allow Concentration	Units
pH	6 to 9	
Oil and Grease	5 Non-visible	mg/L
Total Suspended Solids	100	mg/L
BOD (Biochemical Oxygen Demand)	80	mg/L
Fecal Coliforms	10,000	CFU/dL
Residual Chlorine	0/1	mg/L

- .3 Provide separate storage for wastewater generated by camp operations and wastewater generated from remediation activities.
- .4 Ensure that discharges from site are in compliance with applicable permit requirements and limitations. Make adjustments to process or provide alternative equipment (at no additional cost) such that wastewater meets the applicable discharge criteria.
- .5 Provide piping to transfer liquid/solid mixtures generated by dewatering operations which require water filtering to wastewater treatment facility.
- .6 Ensure wastewater filtering systems are capable of receiving liquid/solid mixtures to not cause delay to dewatering operations.
- .3 Initial Testing: Performance of water filtering plant provided by Contractor will initially be determined by Departmental Representative.
- .4 Operation:
- .1 Obtain and analyze influent and effluent samples required to operate the system.
- .2 Make system modifications required for effluent to satisfy effluent criteria based on analytical results.

Special Project Procedures
For Contaminated Sites

- .3 Operate water filtering plant by experienced, qualified personnel in accordance with manufacturer's instructions and procedures submitted by Contractor and approved by Departmental Representative.
- .4 Operate the Water Treatment Facility such that storage tanks and storage ponds are either empty at the end of the construction season or have allowances for expansion of water due to freezing.
- .5 Decommissioning/ Dismantling:
 - .1 Decontaminate and remove salvageable components of water filtering plant including water filtering system, pumps, piping, and electrical equipment.
 - .2 Dispose of non-salvageable equipment and materials at approved off-site disposal facility. Decontaminate salvageable equipment within facility area as required prior to removal from site.

1.5 DRUMS

- .1 Storage of Liquid Waste: 200 L steel drums meeting Transportation and Dangerous Goods Act, closable lids, complete with labels for marking contents and date filled.
- .2 Storage of Solid Waste: 200 L steel drums meeting Transportation and Dangerous Goods Act, closable lids, complete with labels for marking contents and date filled.

1.6 DUST AND PARTICULATE CONTROL

- .1 Execute Work by methods to minimize raising dust from construction operations.
- .2 Implement and maintain dust and particulate control measures immediately during construction and in accordance with all applicable regulations.

1.7 EQUIPMENT DECONTAMINATION

- .1 Decontaminate equipment after working in potentially contaminated Work areas and prior to subsequent Work or travel on clean areas.
- .2 Collect decontamination wastewater and sediments which accumulate on equipment decontamination pad. Transfer wastewater to designated wastewater storage tank(s).
- .3 Furnish and equip personnel engaged in equipment decontamination with protective equipment including suitable disposable clothing, respiratory protection, and face shields.

1.8 WATER CONTROL

- .1 Maintain excavations free of water.
- .2 Protect site from ponding or running water. Grade site to drain. Provide water barriers as necessary to protect site from soil erosion and runoff of potentially impacted water and soil.

Special Project Procedures
For Contaminated Sites

1.9 DEWATERING

- .1 Dewater various parts of Work including, without limitation, excavations, structures, foundations, and Work areas.
- .2 Employ construction methods and precautions that ensure Work, including excavations, are stable, free from disturbance, and dry.
- .3 Take precautions necessary to prevent uplift of any structure or pipeline and to protect excavations from flooding and damage due to surface runoff.
- .4 Test and analyze water generated from dewatering activities and treat to meet required discharge or disposal criteria.

1.10 EROSION AND SEDIMENT CONTROL

- .1 Plan and execute construction by methods to control surface drainage from cuts and fills, from borrow and waste disposal areas, from stockpiles, staging areas, and other Work areas. Prevent erosion and sedimentation.
- .2 Minimize amount of bare soil exposed at one time. Stabilize disturbed soils as quickly as practical. Strip vegetation, re-grade, or otherwise develop in such a way as to minimize erosion. Remove accumulated sediment resulting from construction activity from adjoining surfaces, drainage systems, and water courses, and repair damage caused by soil erosion and sedimentation as directed by Departmental Representative.
- .3 Provide and maintain temporary measures which may include, but are not limited to, silt fences, ditches, geotextiles, drains, berms, terracing, riprap, temporary drainage piping, sedimentation basins, vegetative cover, dikes, and any other construction required to prevent erosion and migration of silt, mud, sediment, and other debris off site or to other areas of site where damage might result, or that might otherwise be required by Laws and Regulations. Make sediment control measures available during construction.
- .4 Silt Fence: An assembled, ready to install unit consisting of geotextile attached to driveable posts. Geotextile to be uniform in texture and appearance, having no defects, flaws, or tears that would affect its physical properties; and contain sufficient ultraviolet ray inhibitor and stabilizers to provide minimum 2-year service life from outdoor exposure.
- .5 Plan construction procedures to avoid damage to Work or equipment encroachment onto water bodies or drainage ditch banks. In event of damage, promptly take action to mitigate effects. Restore affected bank or water body to existing condition.
- .6 Installation:
 - .1 Construct temporary erosion control items as indicated. Actual alignment and/or location of various items as directed by Departmental Representative.
 - .2 Do not construct silt fence in flowing streams or in swales.

Special Project Procedures
For Contaminated Sites

- .3 Check erosion and sediment control measures weekly after each rainfall; during prolonged rainfall check daily.
- .4 Silt fence may be removed at beginning of workday, but will be replaced at the end of workday.
- .5 Prior to or during construction, Departmental Representative may require the installation or construction of improvements to prevent or correct temporary conditions on site. Improvements may include berms, mulching, sediment traps, detention and retention basins, grading, planting, retaining walls, culverts, pipes, guardrails, temporary roads, and other measures appropriate to specific condition. Temporary improvements must remain in place and in operation as necessary or until otherwise directed by Departmental Representative.
- .6 Unless indicated or directed by Departmental Representative, remove temporary erosion and sediment control devices upon completion of Work. Spread accumulated sediments to form a suitable surface for seeding or dispose of, and shape area to permit natural drainage to satisfaction of Departmental Representative. Materials once removed become property of Contractor.
- .7 Construct fill and waste areas by selective placement to avoid erosive surface silts or clays.
- .8 Do not disturb existing embankments or embankment protection.
- .9 Periodically inspect earthwork to detect evidence of erosion and sedimentation; promptly apply corrective measures.
- .10 If soil and debris from site accumulate in low areas, storm sewers, roadways, gutters, ditches, or other areas where in Departmental Representative's determination it is undesirable, remove accumulation and restore area to original condition.

1.11 PROGRESS CLEANING

- .1 Maintain cleanliness of Work and surrounding site to comply with federal, provincial, and local fire and safety laws, ordinances, codes, and regulations.
- .2 Coordinate cleaning operations with disposal operations to prevent accumulation of dust, dirt, debris, rubbish, and waste materials.

1.12 FINAL DECONTAMINATION

- .1 Perform final decontamination of construction facilities, equipment, and materials which may have come in contact with potentially contaminated materials prior to removal from site.
- .2 Perform decontamination as specified to satisfaction of Departmental Representative. Departmental Representative will direct Contractor to perform additional decontamination if required.

Special Project Procedures
For Contaminated Sites

1.13 REMOVAL AND DISPOSAL

- .1 Remove surplus materials and temporary facilities from site.
- .2 Dispose of non-contaminated waste materials, litter, debris, and rubbish off site.
- .3 Do not burn rubbish and waste materials on site unless approved by Departmental Representative.
- .4 Do not discharge wastes into streams or waterways.
- .5 Dispose of following materials at appropriate off-site facility identified by Contractor and approved by Departmental Representative: Debris including excess construction material, non-contaminated litter and rubbish; disposable PPE worn during final cleaning; wastewater removed from wastewater storage tank, wastewater generated from final decontamination operations including wastewater storage tank cleaning; and lumber from decontamination pads.

1.14 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 -Construction Progress Schedules – Bar GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

Site Specific Health and
Safety Plan

Part 1 General

1.1 DEFINITIONS

- .1 Work crew: a work crew of any number of personnel working at a location where immediate medical attention from the site First Aid Attendant Emergency Medical Technician may not be possible due to any environmental, or any other factor.

1.2 SITE SPECIFIC HEALTH AND SAFETY REQUIREMENTS

- .1 Maintain and complete all health and safety, fire safety, and environmental compliance activities in accordance with applicable sections and Authorities Having Jurisdiction (AHJ).
- .2 Schedule a compliance meeting on an as required basis, as directed by Departmental Representative. Compliance meetings may be held in conjunction with regular meetings.
- .3 The intent of the compliance meeting is to review reporting and inspection requirements to meet the intent of the NWT or Nunavut Safety Act, NWT Mine Health and Safety Act, the Water License, the Land Use Permit, regulatory, and other requirements as may be required.
- .4 Compliance meetings to be held at the Work site.
- .5 Departmental Representative will record minutes, chair the meeting and distribute minutes to parties of record prior to the next Scheduled meeting.
- .6 Attendees:
 - .1 Contractor: Manager and / or Supervisor(s), representatives of major Sub-Contractors, and others as necessary.
 - .2 Departmental Representative, and representatives of Independent Inspection Agencies.
 - .3 Indigenous and Northern Affairs Canada (INAC) representative(s).
- .7 Agenda:
 - .1 Review and approval of minutes of previous meeting.
 - .2 Review of items of significance that could affect Work.
 - .3 Inspect the site on a monthly basis, or more or less often, as determined by the Departmental Representative or as dictated by the AHJ.
 - .4 Identify and record field observations, problems, and conflicts that must be noted in reports required by the AHJ.
 - .5 Identify corrective measures and procedures to regain approval from AHJ.
 - .6 Identification of requirements for maintenance of quality standards needed for compliance with applicable Codes and Legislation.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .7 Review site safety and security issues.
- .8 Review environmental and regulatory compliance.
- .9 Other topics for discussion as appropriate to current status of the Work.

1.3

SUBMITTALS

- .1 Submit an electronic copy of the Site Specific Health and Safety Plan no later than thirty (30) days after contract award to the Departmental Representative for review. Any items, which are identified as missing, will be added and the plan revised, so as to incorporate the additional items. Submit the revised safety plan will be submitted to the AHJ for review and recommendations to ensure all the elements required by the NWT or Nunavut Safety Act, OSHA Regulations, other AHJ, and Contract Specifications have been addressed.
- .2 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .3 The Site Specific Health and Safety Plan will include, but is not limited to the following sections:
 - .1 A Statement of Contractor's Safety Policy.
 - .2 Safety Responsibilities of all on-site personnel.
 - .3 Safe Work Practices and/or Job Procedures.
 - .4 Camp Rules and their enforcement.
 - .5 Results of safety and health risk or hazard analysis for camp and construction activities.
 - .6 Procedures for, but not limited to, cold weather survival, remote Work and general worker health and safety.
 - .7 Procedures for confined space entry.
 - .8 Name and telephone number of Contractor's corporate Safety Officer and on-site Safety Representative.
 - .9 Emergency Response Plan.
 - .10 Fire Safety Plan.
 - .11 Spill Contingency Plan.
 - .12 Winter Road Safety Plan.
 - .13 Wildlife Management Plan.
 - .14 Aircraft Safety Plan.
 - .15 Call-in Procedures.
 - .16 Safety Incident Reporting Mechanisms.
 - .17 Medivac phone numbers.
 - .18 Helicopter/ Aircraft companies phone numbers.
 - .19 Ice Monitoring and Safety Procedures.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .4 Conduct and submit to Departmental Representative, a site assessment of deficiencies in health, safety, medical/ first aid supplies. Submit to Departmental Representative a Schedule for upgrading deficiencies to meet requirements of AHJ.
- .5 The Emergency Response Plan (ERP) is to address standard operating procedures to be implemented during emergency situations. Plans including procedures are to meet Safety Requirements below.
 - .1 Prepare and coordinate an ERP with contributions from appropriate authorities including the Government of Nunavut Safety Act, Hospitals, RCMP, Ministry of Transportation, and Ministry of Health. Plan will identify off-site Emergency Response Coordinator through whom all information and coordination will flow in the event of an incident.
 - .2 Departmental Representative will have Contractor's On-site ERP reviewed by Authorities Having Jurisdiction and may request modifications or additions as necessary for the work.
- .6 Complete an inventory of Contractor's health, safety, medical and first aid equipment and supplies on-site to assess compliance with Authorities Having Jurisdiction requirements. Submit the inventory to Departmental Representative within ten (10) days of mobilization each season. Include a schedule for upgrading deficiencies to meet requirements of AHJ.

1.4 CONSTRUCTION SAFETY MEASURES

- .1 Observe and enforce construction safety measures required by the latest revisions of: Canada Labour Code, National Building Code of Canada, National Fire Code of Canada, Workers' Compensation Board, the applicable Occupational Health and Safety Regulations, and Territorial and local statutes and authorities.
- .2 Arrange regular safety meetings, to be held no less frequently than once per week. Record the minutes of such meetings and maintain a complete file for review by the appropriate authorities. Submit a copy of these meeting minutes to Departmental Representative within three (3) days of the meeting.
- .3 Maintain at the site, five (5) safety hats with liners, five (5) safety glasses and five (5) safety hi-visibility vests for use by Departmental Representative and visitors. Maintain a supply of ear plugs.
- .4 Maintain a supply of Tyvek or equivalent suites of various sizes as required for Contractor's staff, Departmental Representative and up to three visitors for the duration of the Work.
- .5 Comply with all applicable health and safety policies and procedures of Departmental Representative.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .6 Departmental Representative or his representative has the authority to stop Work on the contract if, in his/ her opinion, the Work is being performed in an unsafe manner as required by the applicable safety legislation.
- .7 Prepare and coordinate a Contingency and Emergency Response Plan with contributions from appropriate authorities including Government of NWT or Nunavut Safety Act, Hospitals, RCMP, Ministry of Transportation, and Ministry of Health. Plan will identify off site Emergency Response Coordinator through whom all information and coordination will flow in the event of an incident.
- .8 Verify that emergency procedures including appropriate First aid facilities and First Aid personnel are in place at the Work Site. First aid facilities and First Aid personnel must be in compliance with the NWT or Nunavut Safety Act.
- .9 Verify that procedures meet the Workers' Safety and Compensation Commission (WSCC) requirements.
- .10 Develop, as part of Site Specific Health and Safety Plan written Contaminated Site Working and Decontamination procedures. Working procedures to outline personal protective equipment (PPE) requirements for various parts of site and for different operations.

1.5 FILING NOTICE

- .1 File Notice of Work with Federal and Territorial AHJ prior to commencement of Work.

1.6 SUBMITTALS

- .1 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.7 REGULATORY REQUIREMENTS

- .1 Comply with specified standards, regulations and orders of AHJ to ensure safe operations at sites containing hazardous or toxic materials and other hazards (such as wildlife encounters, falls, etc.).

1.8 RESPONSIBILITY

- .1 Be responsible for safety of persons and property on site and for protection of public off site and environment to extent that they may be affected by the site and conduct of Work.
- .2 Control access to the site. Persons with business at the site and who are not Contractor's employees must be briefed on site specific health and safety issues, and provided with a copy of the site specific health and safety plan.
- .3 Contractor may refuse access to the site to any person not complying with site specific health and safety standards.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .4 Comply with and enforce compliance by employees with safety requirements of Contract Documents, applicable federal, territorial, and local statutes, regulations, and ordinances, and with Site-Specific Health and Safety Plan:
 - .1 Conduct appropriate safety training for all personnel working on the site.
 - .2 Conduct Work place safety inspections for all Work activities.
 - .3 Maintain a log of first aid and safety supplies, and notify appropriate personnel for restocking after each incident, and periodical restocking to replace out dated or consumable (headache medicines, bandages) products.

1.9 HAZARD COMMUNICATION REQUIREMENTS

- .1 Comply with Work Site Hazardous Materials Information System Regulations of the AHJ.
- .2 Provide Departmental Representative with Material Safety Data Sheets (MSDS) and documentation on any "hazardous" chemical that Contractor or Contractor Representatives plan to bring onto site; bound in one place and stored in accordance with the Site Specific Health and Safety Plan.

1.10 UNFORESEEN HAZARDS

- .1 Should any unforeseen or peculiar safety related factor, hazard, or condition become evident, stop Work, assess, take steps to mitigate if necessary at that time and immediately advise Departmental Representative verbally and in writing.
- .2 Monitor potential low oxygen and Lower Explosive Limits (LEL) areas with oxygen/LEL monitor if workers are working in and around area. These areas include but are not limited to trenches, excavations and areas near machinery exhaust.

1.11 SAFETY AND HYGIENE

- .1 Provide training for all persons entering the site in accordance with specified personnel training requirements, maintain log of who was trained, what training was provided and by whom the training was conducted.
- .2 Personal Protective Equipment (PPE):
 - .1 Furnish site personnel with appropriate PPE as required by legislation.
 - .2 Verify that safety equipment and protective clothing is kept clean and well maintained.
 - .3 Ensure all clothing and personal protective equipment used on site, must remain on site, to be either decontaminated or disposed of. No Work clothing is to leave Work site without having been properly decontaminated. This includes, but is not limited to working coveralls.
 - .4 Outline and designate PPE for each site and Work activity in accordance with AHJ.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .3 Develop written PPE care and use procedures to be included in the Site Specific Health and Safety Plan and verify that procedures are strictly followed by site personnel including, but not limited to, the following:
 - .1 Provisions for prescription eyeglasses with side shields worn as safety glasses and do not permit contact lenses on site within Work zones.
 - .2 Provisions, for footwear, are steel toed safety shoes or boots and are covered by rubber overshoes when entering or working in potentially contaminated Work areas.
 - .3 Dispose of or decontaminate PPE worn on site at end of each workday.
 - .4 Decontaminate reusable PPE before reissuing.
 - .5 Provisions for decontamination arising from entry or exit into contaminated areas.
- .4 Develop a written Respiratory Protection program to be included in the Site Specific Health and Safety Plan and ensure that the program is strictly followed by site personnel; include the following procedures as minimum:
 - .1 Provide site personnel with extensive training in usage and limitations of, and qualitative fit testing for, air purifying and supplied air respirators in accordance with specified regulations.
 - .2 Monitor, evaluate, and provide respiratory protection for site personnel.
 - .3 Verify that levels of protection as listed have been chosen to be consistent with site specific potential airborne hazards associated with major contaminants identified on site.
 - .4 Immediately notify Departmental Representative when level of respiratory protection required increases.
 - .5 Verify that appropriate respiratory protection during Work activities is available and readily accessible; all personnel entering potentially contaminated Work areas will be supplied with and use appropriate respiratory protection.
 - .6 Assess ability for site personnel to wear respiratory protection.
 - .7 Verify that site personnel have passed respirator fit test prior to entering potentially contaminated Work areas.
 - .8 Verify that facial hair does not interfere with proper respirator fit.
 - .9 Submit proof of fit testing for site personnel to Departmental Representative. Update submission when new personnel are added to the Work or when new Work activities occur.
- .5 Heat Stress/Cold Stress: Implement heat stress and cold stress monitoring program as applicable and include in the Site Specific Health and Safety Plan.
- .6 Personnel Hygiene and Personnel Decontamination Procedures: provide minimum as follows:

Site Specific Health and
Safety Plan

- .1 Suitable containers for storage and disposal of used disposable PPE.
- .2 Potable water and suitable sanitation facility.
- .3 Access to shower facilities.
- .4 Provisions for proper disposal of contaminated PPE.

1.12 SITE COMMUNICATIONS

- .1 Post emergency numbers near site telephones.
- .2 Train personnel in the use of 'buddy' system.
- .3 Provide alarm system to notify employees of site emergency situations or to stop Work activities if necessary. Identify emergency stations.

1.13 SAFETY MEETING

- .1 Conduct task specific safety meetings (tailgate) as per Project requirements and as directed by Departmental Representative.
- .2 Conduct safety meetings with workers engaged in constructing, maintaining or traveling on winter roads. Workers must be instructed on the dangers inherent with winter roads, and hazard avoidance procedures.
- .3 Conduct safety meetings with workers engaged in outdoor Work under summer or winter conditions. Topics must include hot and cold stress, exhaustion, snowmobile safety, buddy systems, and any other items inherent in working outdoors in winter in isolated environments.
- .4 Conduct mandatory daily safety meetings for personnel, and additionally as required by special or Work related conditions; include refresher training for existing equipment and protocols, review ongoing safety issues and protocols, and examine new site conditions as encountered. Hold additional safety meetings on an as needed basis or as specified by the AHJ. Keep records of meetings on file.

1.14 FUEL MANAGEMENT

- .1 All vehicle and equipment refuelling must be conducted by appropriately trained personnel using the effective personal protective equipment in a manner which meets or exceeds regulatory requirements including using drip pans.
- .2 Records of fuel usage by activity must be maintained.
- .3 All fuel transports including mobile refuelling trucks and fuel transport to stationary equipment such as generators or pumps or distributed storage areas, must occur in approved (CSA) containers with the notification and consent of site safety personnel.

1.15 VEHICLE AND EQUIPMENT USAGE

- .1 Seatbelts must be worn at all times vehicle or equipment is in operation.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .2 Speed limits must be set and obeyed.
- .3 If road conditions are unsafe or marginally unsafe, maintain roads to acceptable standards. Do not risk property damage or injury.
- .4 Vehicles are to not be idled for longer than ten (10) minutes (warm up) unless explicitly used as a place of refuge during animal encounters or for personnel working outdoors during winter operations. Exceptions are to be made in consultation with Departmental Representative.
- .5 Perform vehicle maintenance and lubrication of equipment in a manner that avoids spillage of fuels, oils, grease and coolants. When refuelling equipment, use leak free containers and reinforced rip and puncture proof hoses and nozzles. Remain in attendance for duration of refuelling operation, and ensure that all storage container outlets are properly sealed after use.
- .6 Place drip pans under stationary equipment with potential leaks.

1.16 FLAMMABLE LIQUIDS

- .1 The handling, storage and use of flammable liquids will be governed by the current National Fire Code of Canada as well as the requirements outlined in the Land Use Permit.
- .2 Flammable liquids such as gasoline, kerosene and naphtha may be kept for ready use in quantities not exceeding 45 litres provided they are stored in approved safety cans bearing the Underwriter's Laboratory of Canada or Factory Mutual seal of approval. Storage of quantities of flammable liquids exceeding 45 litres for Work purposes, requires the permission of the permitting authority.
- .3 Do not transfer flammable liquids in the vicinity of open flames or any type of heat-producing devices.
- .4 Do not use flammable liquids having a flash point below 38°C such as naphtha or gasoline as solvents or cleaning agents.
- .5 Store flammable waste liquids, for disposal, in approved containers located in a safe ventilated area. Quantities are to be kept to a minimum and Departmental Representative is to be notified when disposal is required.
- .6 Dispose of all flammable liquids in accordance with all applicable environmental regulations and with the requirements of Section 02 81 01 – Hazardous Materials.

1.17 STORAGE AND HANDLING OF FUEL

- .1 Locate fuel storage areas as approved by Departmental Representative.
- .2 Inspect fuel storage and dispensing facilities daily. Make available firefighting and spill response equipment for immediate access at each fuel storage location.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .3 Store all barrels containing fuel and/or hazardous materials in an elevated position, either on their side with bungs facing 9 and 3 o'clock position, or on pallets, upright, and banded.
- .4 All barrels to be individually identified. Label will be to industry standards and will provide all information necessary for health and safety and environmental purposes. Make available, to all personnel, Material Safety Data Sheets for all materials maintained at site or along right-of-ways.
- .5 All barrels/ fuel containers to be labelled with INAC's name, and Contractor's name as required by the Land Use Permit.
- .6 Treat all waste petroleum products, including used oil filters as hazardous materials.
- .7 Conduct regular inspections of all machinery hydraulic, fuel and cooling systems. Repair leaks immediately.
- .8 Pre-assemble and maintain emergency spill equipment, including at least two fuel pumps , empty 200 L barrels and absorbent material sufficient to clean up a 1000 litre spill at all fuel storage sites. Maintain spill mats or pan under mobile fuelling containers and a spill kit at the refuelling area.
- .9 Remove all full and empty barrels, fuel storage facilities and associated materials and equipment from site at conclusion of Work.
- .10 All fuel drums delivered to site, regardless of ownership, will be returned to supplier by Contractor for reuse or cleaned, crushed and disposed in accordance to Section 02 81 01 – Hazardous Materials. Fuel drums, if transported, will comply with Section 02 81 01 – Hazardous Materials and applicable regulations.

1.18 SPILL CONTINGENCY PLAN

- .1 Submit to Departmental Representative for approval, detailed Spill Contingency Plan. Identify response capabilities by detailing response times, and types and volumes of spills to which Contractor can respond. Following information is required as a minimum:
 - .1 A description of pre-emergency planning.
 - .2 Personnel roles, lines of authority and communication, emergency phone numbers.
 - .3 Emergency alerting and response procedures.
 - .4 Evacuation routes and procedures, safe distances and places of refuge.
 - .5 Directions/methods of getting to nearest medical facility.
 - .6 Emergency decontamination procedures.
 - .7 Emergency medical treatment and First-Aid.
 - .8 Emergency equipment and materials.
 - .9 Emergency protective equipment.
 - .10 Procedures for reporting incidents, and

Site Specific Health and
Safety Plan

- .11 Spill response and containment plans for all materials that could potentially be spilled.

1.19 MEDICAL

- .1 Provide and maintain first aid and medical care and facilities for all workers as required by the Statutes of the NWT or Nunavut Safety Act.
- .2 Maintain first aid supplies and sick quarters separately from general living quarters when camp population normally ranges between 26 and 50 occupants.
- .3 Provide the appropriate NWT or Nunavut first aid kit, based on the number of workers, in accordance with the NWT or Nunavut Safety Act.
- .4 Establish an emergency response plan acceptable to Departmental Representative, for the removal of any injured person to medical facilities or a doctor's care in accordance with applicable legislative and regulatory requirements.
- .5 Provide proof of First Aid credentials to Departmental Representative prior to the start of each construction season. Provide the appropriate number of first aid attendants on site in accordance with the NWT or Nunavut Safety Act (minimum of one).
- .6 Emergency and First Aid Equipment:
 - .1 Locate and maintain emergency and first aid equipment in appropriate location on site including first aid kit to accommodate number of site personnel; portable emergency eye wash; fire protection equipment as required by legislation.
 - .2 Locate sufficient self-contained breathing apparatus units; blankets and towels; stretcher; and 1 hand held emergency siren in all confined access locations.
 - .3 Provide a full time First Aid Attendant in accordance with Schedule 3.1 of the NWT Mine Health and Safety Regulations.

1.20 ACCIDENTS AND ACCIDENT REPORTS

- .1 Immediately report, verbally, followed by a written report within 24 hours, to Departmental Representative, all accidents of any sort arising out of or in connection with the performance of the Work, giving full details and statements of witnesses. If death or serious injuries or damages are caused, report the accident promptly to Departmental Representative by telephone or facsimile in addition to any report required under federal and territorial laws and regulations.
- .2 If a claim is made by anyone against Contractor or Sub-Contractor on account of any accident, promptly report the facts in writing to Departmental Representative, giving full details of the claim.

1.21 SECURITY

- .1 Enforce the Camp Rules as provided under Section 01 54 00 – Camp Facilities.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .2 Limit site access only to persons employed on the Project. Unauthorized persons will be permitted on site only with the approval of Departmental Representative or Contractor.

1.22 WILDLIFE MANAGEMENT

- .1 Develop a wildlife management plan, as part of the Site Specific Safety Plan, that includes bear and large mammal safety and as a minimum meets the following requirements:
 - .1 Firearms must be stored and used in accordance with all AHJ. Terms of Use for firearms must be submitted to Departmental Representative for review.
 - .2 All wildlife encounters and sightings must be reported to Departmental Representative as part of the weekly report.
 - .3 A minimum of one person must be designated as a wildlife monitor and trained in firearms and wildlife deterrent use.

1.23 WILDLIFE MONITORS

- .1 Provide for the duration of the construction seasons, full-time wildlife monitors acceptable to Departmental Representative. Provide sufficient number of wildlife monitors with firearms and ammunition to protect the safety of all workers in all areas, including Departmental Representative and Departmental Representative's support staff during site operations.
- .2 Assign a wildlife monitor to accompany Departmental Representative and Departmental Representative's support staff during all inspections and soil/ material sampling activities that take place away from the construction camp area.
- .3 All Wildlife Monitors are required to have a valid Firearm Certificate as per AHJ. Copies of the firearms certificates to be provided upon request by the Departmental Representative.
- .4 Assume full responsibility for reporting incidents associated with wildlife encounters.
- .5 Supply one vehicle per wildlife monitor to facilitate his duties.
- .6 Provide the wildlife monitors with mobile communication radios with charging units for on-site communication between the wildlife monitors, Contractor base radio, and Departmental Representative and Departmental Representative's Authorized Personnel. If radios do not provide sufficient range for continuous communication, provide satellite phones.
- .7 Qualifications and training plans for wildlife monitors must be submitted to Departmental Representative as part of the Site Specific Safety Plan.

1.24 FIRE SAFETY

- .1 Provide all fire prevention, fire protection and firefighting services at the Project site.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .2 Implement a fire safety program that includes fire prevention, fire protection and firefighting requirements. Submit details of the fire safety program in writing to Departmental Representative for review prior to start of construction. Such review does not relieve Contractor from any obligations or responsibilities required by the Contract.
- .3 Ensure that any Sub-Contractors and other Contractor personnel on-site are briefed on fire safety requirements and are familiar with the fire prevention, fire protection and firefighting program.
- .4 The fire safety program to meet or exceed the most recent editions of the following codes and standards:
 - .1 NWT or Nunavut Safety Act.
 - .2 NWT Mine Health and Safety Act.
 - .3 National Fire Code of Canada.
 - .4 Canada Labour Code.
- .5 Personnel designated for firefighting services must be provided with training for any special hazards that may be present. These personnel must also be provided with protective equipment as required by the Canada Labour Code.

1.25 REPORTING FIRES

- .1 A person discovering a fire and all fire related incidents will report immediately, by fastest available means, to Departmental Representative and site superintendent.
- .2 A person discovering a fire will if possible, remain in the vicinity to direct firefighting personnel.

1.26 FIRE EXTINGUISHERS

- .1 Provide and maintain fire extinguishers in sufficient quantity to protect, in an emergency, the Work in progress and the physical plant on site.

1.27 SMOKING PRECAUTIONS

- .1 Do not permit smoking in hazardous areas. Exercise care in the use of smoking materials in non-restricted areas.
- .2 Smoking is prohibited within the camp facilities unless in accordance with AHJ and as directed by Departmental Representative.
- .3 Provide and place signs prohibiting smoking in areas where smoking is not permitted.
- .4 Signs prohibiting smoking will be in English and the local dialect and will have black lettering not less than 50 mm high, with a 12 mm wide stroke on a yellow background. In lieu of lettering, symbols of not less than 150 mm by 150 mm may be used.
- .5 Smoking is prohibited within 7.5 metres of fuel storage and dispensing facilities.

Site Specific Health and
Safety Plan

- .6 Provide and place signs indicating that smoking within 7.5 metres of fuel storage and dispensing facilities is not permitted, and that the vehicle ignition must be turned off while the vehicle is being refuelled. Provide at least one weather-resistant sign at each fuel dispensing location. The signs will have a minimum dimension of 200 mm and letters not less than 25 mm high. In lieu of lettering, signs may have international "No Smoking - Ignition Off" symbols not less than 100 mm in diameter. Install signs in a location visible to all drivers approaching the dispensing location, and at the dispensing unit.

1.28 RUBBISH AND WASTE MATERIALS

- .1 Rubbish and waste materials are to be kept to a minimum.
- .2 Storage:
 - .1 Extreme care is required where it is necessary to store oily waste in Work areas to ensure maximum possible cleanliness and safety.
 - .2 Greasy or oily rags or materials subject to spontaneous combustion will be disposed of as hazardous material in accordance with Section 02 81 01 – Hazardous Materials.

1.29 HAZARDOUS SUBSTANCES

- .1 If the Work entails the use of any toxic or hazardous materials or chemicals, or otherwise creates a hazard to life, safety or health, Work will be in accordance with the National Fire Code of Canada, Occupational Health and Safety Legislation, and WHMIS.
- .2 Departmental Representative is to be advised, and a "Hot Work" permit issued by Contractor's designated representative in all cases involving welding, burning or the use of blow torches and salamanders, in buildings or facilities. Special precautions are necessary to safeguard life and property from damage by fire or explosives.
- .3 Wherever Work is being carried out in dangerous or hazardous areas involving the use of heat, fire watchers, equipped with sufficient fire extinguishers, will be provided. The determination of dangerous or hazardous areas along with the level of precaution necessary for Fire Watch will be at the discretion of Contractor. Notify Departmental Representative prior to that determination.
- .4 Provide proper ventilation and eliminate all sources of ignition where flammable liquids, such as lacquers or urethanes are used.

1.30 QUESTIONS AND CLARIFICATIONS

- .1 Direct any questions or clarification to Departmental Representative.

1.31 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 All costs for the preparation and completion of the Site Specific Health and Safety Plan, are to be included in the lump sum price paid for under Item 01 35 32-1, as indicated in

Site Specific Health and
Safety Plan

Basis of Payment Schedule. The lump sum price for the Site Specific Health and Safety Plan will be paid after a satisfactory Site Specific Health and Safety Plan has been submitted to Departmental Representative.

- .2 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

Environmental Procedures

Part 1 General

1.1 DEFINITIONS

- .1 Environmental Pollution and Damage: presence of chemical, physical, biological elements or agents which adversely affect human health and welfare; unfavourably alter ecological balances of importance to human life; affect other species of importance to humankind; or degrade environment aesthetically, culturally and/or historically.
- .2 Environmental Protection: prevention/control of pollution and habitat or environment disruption during construction. Control of environmental pollution and damage requires consideration of land, water, and air; biological and cultural resources; and includes management of visual aesthetics; noise; solid, chemical, gaseous, and liquid waste; radiant energy and radioactive material as well as other pollutants.

1.2 REGULATORY OVERVIEW

- .1 Comply with all applicable environmental laws, regulations and requirements of Federal, Territorial and other regional authorities, and acquire and comply with such permits, approvals and authorizations as may be required.
- .2 Comply with and be subject to those permits and approvals obtained from Departmental Representative to conduct the Work.
- .3 Pay specific attention to the Land Use Permit, Water License and Quarry Permit.
- .4 Pay specific attention to the Migratory Birds Convention Act, as amended in 1994.
- .5 Pay specific attention to the Fisheries Act.

1.3 SUBMITTALS

- .1 Submit all required Contractor submittals to satisfy environmental requirements directly to the responsible agency and Authorities Having Jurisdiction (AHJ).
- .2 Submit one (1) complete copy of all submittals and agency approvals to Departmental Representative.
- .3 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.4 RELICS AND ANTIQUITIES

- .1 Relics and antiquities and items of historical or scientific interest such as cairns, tent rings, commemorative plaques, inscribed tablets, and similar objects found on-site or in buildings to be demolished will remain the property of the appropriate AHJ.

Environmental Procedures

- .2 Give immediate notice to Departmental Representative if evidence of archaeological finds are encountered during construction/remediation activities, and await Departmental Representative's written instructions before proceeding with Work in this area.
- .3 Protect archaeological finds and similar objects found during course of Work.

1.5 SITE MAINTENANCE

- .1 Keep the site free from the accumulation of waste materials and debris as specified in this section.
- .2 Upon completion of the Work, clean away and dispose of all surplus material, supplies, rubbish and temporary works leaving the site neat and tidy to the requirements of Departmental Representative and the Land Use Permit.

1.6 FIRES

- .1 Fires and burning of rubbish on site, other than the waste incineration in accordance with the contract, is not permitted unless approved by Departmental Representative.
- .2 Where fires or burning permitted, prevent staining or smoke damage to structures, materials or vegetation which is to be preserved. Restore, clean and return to new condition stained or damaged Work.
- .3 Provide supervision, attendance and fire protection measures as directed.
- .4 Obtain all required permits from AHJ.

1.7 DISPOSAL OF WASTES

- .1 Do not bury rubbish and waste materials on site unless approved by Departmental Representative.
- .2 Do not dispose of waste or volatile materials, such as mineral spirits, oil or paint thinner into waterways.

1.8 WATER MANAGEMENT

- .1 Provide potable water for drinking and cooking.
- .2 Water use and water management will be carried out in accordance with the provisions of the Water License, which is will be applied for by INAC.

1.9 WASTE WATER MANAGEMENT

- .1 Provide details of plan for sewage and management sixty (60) days after Contract Award.

Environmental Procedures

1.10 WASTEWATER DISCHARGE CRITERIA

- .1 Wash water, meltwater collection, rinse water resulting from the cleaning of fuel tanks and pipelines, contaminated groundwater, water from dewatering contaminated soil areas, and/or any other liquid effluent stream will be released onto the ground at a location that is a minimum of 30 metres from natural drainage courses and 100 metres from fish bearing waters, and will conform to the discharge requirements set out in the Water Licence.
- .2 Contractor must obtain approval from the Water Inspector prior to discharging treated wastewater.

1.11 CAMP WASTEWATER DISCHARGE CRITERIA

- .1 Treat all camp wastewater to meet the treatment requirements in Section 01 35 15 and to conform to the discharge requirements set out in the Land Use Permit.
- .2 Camp Wastewater will be released onto the ground at a location that is a minimum of 30 metres from natural drainage courses and 100 metres from fish bearing waters and conform to the discharge requirements set out in the Water Licence.
- .3 If unable to meet the discharge criteria, provide additional storage and/ or treatment necessary to meet criteria prior to discharge.
- .4 No direct discharge is allowed to wetland or surface waters.
- .5 Contractor must obtain approval from the Water Inspector prior to discharging treated wastewater.

1.12 DRAINAGE

- .1 Provide temporary drainage and pumping as necessary to keep excavations and site free from water.
- .2 Do not pump water containing suspended materials into waterways, sewer or drainage systems.
- .3 Control disposal or runoff of water containing suspended materials or other harmful substances in accordance with local authority requirements.
- .4 Submit an Erosion, Sediment and Drainage Control Plan to Departmental Representative for review and approval prior to commencing Work in fisheries sensitive areas or in areas that may affect fisheries sensitive areas and specifically address the protection of water bodies, water courses, and the following:
 - .1 Details of grading Work to prevent surface drainage into or out of Work areas.

Environmental Procedures

- .2 Details of erosion control works and materials to be used, including the deployment of silt fencing, floating silt curtains and containment booms during construction and excavation activities.
- .3 Work Schedule including the sequence and duration of all related Work activities.
- .4 The treatment of site runoff to prevent siltation of watercourses.
- .5 Dewatering procedures for excavated materials including silt removal procedures prior to discharge.
- .6 Stabilizing procedures during excavation.
- .7 Maintenance of filters and sedimentation traps.
- .5 Have on hand sufficient pumping equipment, machinery, and tankage in good working condition for ordinary emergencies, including power outage, and competent workers for operation of pumping equipment.

1.13 SITE CLEARING AND PLANT PROTECTION

- .1 Protect native vegetation on site and adjacent properties.
- .2 Demarcate areas adjacent to work areas as appropriate to protect native vegetation. This may include, but not be limited to use of snow fencing or burlap wrapping.
- .3 Minimize stripping of topsoil and vegetation.

1.14 WORK ADJACENT TO WATERWAYS

- .1 Do not operate construction equipment in waterways.
- .2 Do not use waterway beds for borrow material.
- .3 Design and construct temporary crossings to minimize erosion to waterways.
- .4 Do not skid construction materials across waterways.
- .5 Avoid spawning beds when constructing temporary crossings of waterways.
- .6 Do not use shoreline grounds (30 metres from edge) as staging area, vehicle/ equipment maintenance, parking, storage of fuel or for stockpiling of granular and other fill; i.e. keep all equipment and hazardous materials 31 meters from edge from ordinary High Water Mark.

1.15 POLLUTION CONTROL

- .1 Maintain temporary erosion and pollution control features installed under this contract.
- .2 Control emissions from equipment territorial emission requirements.
- .3 Prevent sandblasting and other extraneous materials from contaminating air beyond application area, by providing temporary enclosures.

Environmental Procedures

- .4 Cover or wet down dry materials and rubbish to prevent blowing dust and debris. Provide dust control for temporary roads.

1.16 ENVIRONMENT PROTECTION SUPPLIES

- .1 Comply with federal and territorial fisheries and environmental protection legislation, including preventing the loss or destruction of fish habitat, and minimizing the impact of sedimentation, siltation or otherwise causing a degradation in water quality.
- .2 Provide a minimum of thirty (30) m, or more as required, of polypropylene silt fence (typical height of 0.9 m) and the necessary stakes for installation. This will be used as necessary to prevent sediment transport into water bodies. Product acceptance will be based on compliance with the following minimum/ maximum average values:
 - .1 Minimum Grab Tensile Strength (ASTM D4632):520 N.
 - .2 Maximum Elongation (ASTM D4632):15 %.
 - .3 Minimum Puncture Strength (ASTM D4833):250 N.
 - .4 Maximum Apparent Opening Size (ASTM D4751)500 m.
- .3 Provide a minimum of fifty (50) lineal metres or more and as required of 200 mm diameter hydrophobic, sorbent booms. This will be used as necessary to prevent the migration of hydrocarbons.
- .4 Supply, transport, install and maintain erosion, sediment and drainage controls necessary to complete the Work in accordance with the requirements of Departmental Representative.
- .5 At the completion of construction, dispose of used silt fence off-site as non-Hazardous Waste. Dispose of used absorbent boom in accordance with Section 02 81 01 – Hazardous Waste Material.
- .6 Unused Erosion, Sediment and Drainage Control supplies will remain the property of Departmental Representative until the completion of the Contract.
- .7 Provide inventory of environmental protection supplies prior to mobilization.

1.17 HISTORICAL ARCHAEOLOGICAL CONTROL

- .1 Provide historical, archaeological, cultural resources biological resources and wetlands plan that defines procedures for identifying and protecting historical, archaeological, cultural resources, biological resources and wetlands known to be on Project site: and/ or identifies procedures to be followed if historical archaeological, cultural resources, biological resources and wetlands not previously known to be onsite or in area are discovered during construction.
- .2 Plan: include methods to assure protection of known or discovered resources and identify lines of communication between Contractor personnel and Departmental Representative.

Environmental Procedures

1.18 NOTIFICATION

- .1 Departmental Representative will notify Contractor in writing of observed non-compliance with Federal, Provincial or Municipal environmental laws or regulations, permits, etc.
- .2 Contractor: after receipt of such notice, inform Departmental Representative of proposed corrective action and take such action for approval by Departmental Representative.
- .3 Departmental Representative will issue stop order of Work until satisfactory corrective action has been taken.
- .4 No time extensions granted or equitable adjustments allowed to Contractor for such suspensions.

1.19 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 TEMPORARY EROSION SEDIMENTATION CONTROL

- .1 Provide temporary erosion and sedimentation control measures to prevent soil erosion and discharge of soil-bearing water runoff to adjacent properties, according to requirements of AHJ.
- .2 Inspect, repair, and maintain erosion and sedimentation control measures during Work.
- .3 Implement silt curtains and other erosion control methods as directed by Departmental Representative

END OF SECTION

Regulatory Requirements

Part 1 General

1.1 REFERENCES AND CODES

- .1 Perform Work in accordance with National Building Code of Canada (NBC) including all amendments and other codes of provincial or local application provided that in case of conflict or discrepancy, more stringent requirements apply.
- .2 Meet or exceed requirements of:
 - .1 Contract documents.
 - .2 Specified standards, codes and referenced documents.
- .3 Perform Work in accordance with the Specifications and meet or exceed all codes, standards and regulations applicable to the Work and issued under the authority of the Government of Canada and the Government of Nunavut or the NWT. Advise Departmental Representative of any discrepancies in the codes, standards and regulations applicable to the Work.

1.2 REFERENCES AND CODES - FEDERAL

- .1 Meet or exceed the governing codes, standards and guidelines, and regulations applicable to Work and issued under the authority of the Government of Canada as follows:
 - .1 Canadian Environmental Protection Act, 1999.
 - .2 Controlled Products Regulations (SOR/88-66).
 - .3 Interprovincial Movement of Hazardous Waste Regulations (SOR/2002-301).
 - .4 National Fire Code of Canada (2010).
 - .5 Ozone Depleting Substances Regulations, 1998 (SOR/99-7).
 - .6 Transportation of Dangerous Goods Act, 1992 (S.C. 1992, c.34).
 - .7 Transportation of Dangerous Goods Regulations (SOR/2012-245).
 - .8 Territorial Land Use Regulations (C.R.C., c.1524).
 - .9 Storage Tank System for Petroleum Products & Allied Petroleum Products Regulations (SOR / 2008-197).
 - .10 Migratory Birds Convention Act. (S.C 1994, c.22).
 - .11 Fisheries Act (R.S.C., 1985, c. F-14).
 - .12 Abandoned Military Site Remediation Protocol (INAC, 2009).
 - .13 Guidelines for Canadian Drinking Water Quality (Health Canada, August 2012).
 - .14 Wastewater Systems Effluent Regulations (SOR/2012-139).
 - .15 Technical Document for Batch Waste Incineration (EC, 2010).
 - .16 Environmental Code of Practice for Aboveground Storage Tank Systems Containing Petroleum and Allied Petroleum Products (CCME 2003).

Regulatory Requirements

- .17 Nunavut Land Claim Agreement (Agreement Between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in Right of Canada, 1993).
- .18 Canadian Soil Quality Guidelines for the Protection of Environmental and Human Health (CCME, 1999).
- .19 Canada-Wide Standard for Petroleum Hydrocarbons (PHC) in Soil (CCME, 2001).
- .20 Canadian Water Quality Guidelines for the Protection of Aquatic Life (CCME, 1999).
- .21 Contaminated Sites Management Policy (INAC, 2002).
- .22 A Federal Approach to Contaminated Sites (Contaminated Sites Management Working Group (CSMWG), 1999).
- .23 NCSP Project Level Risk Management Guidance (INAC, 2008).
- .24 Contaminated Sites Cost Estimating Guide (AANDC, 2012).
- .25 Treasury Board Policy on Management of Real Property (TB, 2006).
- .26 Material Safety Data Sheets (MSDS), Health Canada / Workplace Hazardous
- .27 Materials Information System (WHMIS).
- .28 Export and Import of Hazardous Waste and Hazardous Recyclable Material Regulations (SOR/2005-149).

1.3 REFERENCES AND CODES – NUNAVUT

- .1 Meet or exceed the governing codes, standards and guidelines, and regulations applicable to Work and issued under the authority of the Government of Nunavut as follows:
 - .1 Nunavut Labour Standards Act, (R.S.N.W.T. 1988, c.L-1).
 - .2 Canadian Environmental Protection Act (R.S.N.W.T. 1988, c. E-7) current to 2010.
 - .3 Fire Prevention Act (R.S.N.W.T. 1988, c.F-6), current to 2006.
 - .4 Labour Standards Act (R.S.N.W.T. 1988, c.L-1) current to 2012.
 - .5 Public Health Act (R.S.N.W.T. 1988, c.P-12) current to 2011.
 - .6 Spill Contingency Planning and Reporting Regulations R-068-93.
 - .7 Safety Act (R.S.N.W.T. 1988,c.S-1) current to 2007.
 - .8 Mine Safety Act (R.S.N.W.T. 1994,c.25) current to 2010.

1.4 STANDARD AND GUIDELINES

- .1 Department of the Environment, Government of Nunavut:
 - .1 Environmental Guideline for the Burning and Incineration of Solid Waste (2012).
 - .2 Environmental Guideline for the General Management of Hazardous Waste (2010).
 - .3 Environmental Guideline for Contaminated Site Remediation (2009).

Regulatory Requirements

- .4 Environmental Guideline for Industrial Waste Discharges into Municipal Solid Waste and Sewage Treatment Facilities (2011).
- .5 Environmental Guideline for Mercury-Containing Products and Waste Mercury (2010).
- .6 Environmental Guideline for Waste Paint (2010).
- .7 Environmental Guideline for Ozone Depleting Substances (2011).
- .8 Environmental Guideline for Waste Antifreeze (2011).
- .9 Environmental Guideline for Waste Asbestos (2011).
- .10 Environmental Guideline for Waste Batteries (2011).
- .11 Environmental Guideline for Waste Lead and Lead Paint (2011).
- .12 Environmental Guideline for Waste Solvent Division (2011).
- .13 Environmental Guideline for Ambient Air Quality (2011).
- .14 Environmental Guideline for Dust Suppression (2002).
- .2 Environmental Health and Safety Management System Manual (INAC, 2012).

1.5 PERMITS AND LICENSES

- .1 The following permits and licenses related to the on-site work will be provided to Contractor when received by Indigenous and Northern Affairs Canada (INAC):
 - .1 Water License, granted by the Nunavut Water Board in accordance with the Nunavut Water and Surface Rights Tribunal Act.
 - .2 Land Use Permit, granted by INAC and Nunavut – Land Administration Division.
 - .3 Quarry Permit, granted by INAC.
 - .4 Kitikmeot Inuit Association Exemption or Land Use Permit.
- .2 The contractor will be responsible for acquiring permits, authorizations, and/ or licenses required for mobilization and demobilization.
- .3 INAC will include application for CAT Train, and/ or winter road/ ice road access as a part of the Land Use Permit application.
- .4 Any deviations from the current remediation plan may require land use permit amendments or field authorizations. Notify Departmental Representative of any proposed deviations so INAC can contact the appropriate agency to obtain approval for the deviation.

1.6 HAZARDOUS MATERIAL DISCOVERY

- .1 Stop Work immediately and notify Departmental Representative upon discovery of following materials during course of Work:
 - .1 Designated substances such as PCBs, asbestos, and mercury.
 - .2 Work at site will involve contact with:

Regulatory Requirements

- .1 Metal impacted soil.
- .2 PHC (total petroleum hydrocarbons) impacted soils.
- .3 Hazardous liquids and petroleum based sludge.

1.7 WHMIS

- .1 Comply with requirements of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling, storage, and disposal of hazardous materials; and regarding labelling and provision of material safety data sheets acceptable to Labour Canada and Health and Welfare Canada.
- .2 Deliver copies of WHMIS data sheets to Departmental Representative on delivery of materials.

1.8 SUBMITTALS

- .1 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.9 1.9 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

Quality Control

Part 1 General

1.1 INSPECTION

- .1 Allow Departmental Representative access to Work. If part of Work is in preparation at locations other than Place of Work, allow access to such Work whenever it is in progress.
- .2 Give timely notice requesting inspection if Work is designated for special tests, inspections or approvals by Departmental Representative instructions, or law of Place of Work.
- .3 If Contractor covers or permits to be covered Work that has been designated for special tests, inspections or approvals before such is made, uncover such Work, have inspections or tests satisfactorily completed and make good such Work.
- .4 Departmental Representative may order any part of Work to be examined if Work is suspected to be not in accordance with Contract Documents. If, upon examination such Work is found not in accordance with Contract Documents, correct such Work and pay cost of examination and correction. If such Work is found in accordance with Contract Documents, Departmental Representative will pay cost of examination and replacement.

1.2 SUBMITTALS

- .1 All submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.

1.3 INDEPENDENT INSPECTION AGENCIES

- .1 Independent Inspection/ Testing Agencies will be engaged by Departmental Representative for purpose of inspecting and/ or testing portions of Work. Cost of such services will be borne by Departmental Representative.
- .2 Provide equipment required for executing inspection and testing by appointed agencies.
- .3 Employment of inspection/testing agencies does not relax responsibility to perform Work in accordance with Contract Documents.
- .4 If defects are revealed during inspection and/ or testing, appointed agency will request additional inspection and/ or testing to ascertain full degree of defect. Correct defect and irregularities as advised by Departmental Representative at no cost to Departmental Representative. Pay costs for retesting and re-inspection.

1.4 ACCESS TO WORK

- .1 Allow inspection/ testing agencies access to Work, off site manufacturing and fabrication plants.
- .2 Co-operate to provide reasonable facilities for such access.

Quality Control

1.5 PROCEDURES

- .1 Notify appropriate agency and Departmental Representative in advance of requirement for tests, in order that attendance arrangements can be made.
- .2 Submit samples and/ or materials required for testing, as specifically requested in specifications. Submit with reasonable promptness and in an orderly sequence so as not to cause delay in Work.
- .3 Provide labour and facilities to obtain and handle samples and materials on site. Provide sufficient space to store and cure test samples.

1.6 REJECTED WORK

- .1 Remove defective Work, whether result of poor workmanship, use of defective products or damage and whether incorporated in Work or not, which has been rejected by Departmental Representative as failing to conform to Contract Documents. Replace or re-execute in accordance with Contract Documents.
- .2 Make good other Contractor's Work damaged by such removals or replacements promptly.
- .3 If in opinion of Departmental Representative it is not expedient to correct defective Work or Work not performed in accordance with Contract Documents, Departmental Representative may deduct from Contract Price difference in value between Work performed and that called for by Contract Documents, amount of which will be determined by Departmental Representative.

1.7 REPORTS

- .1 Submit a complete copy of inspection and test reports to Departmental Representative.
- .2 Provide copies to Sub-Contractor of Work being inspected or tested and manufacturer or fabricator of material being inspected or tested.

1.8 TESTS AND MIX DESIGNS

- .1 Furnish test results and mix designs as may be requested.
- .2 The cost of tests and mix designs beyond those called for in Contract Documents or beyond those required by law of Place of Work will be appraised by Departmental Representative and may be authorized as recoverable.

1.9 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Quality Control

- Part 2 Products**
- 2.1 NOT USED**
- .1 Not used.

- Part 3 Execution**
- 3.1 NOT USED**
- .1 Not used.

END OF SECTION

Construction Facilities

Part 1 General

1.1 ACCESS AND DUST CONTROL

- .1 Provide and maintain adequate access, including snow removal, to all working areas of the site, camp, utilities and offices during all periods of Work by Contractor, Sub-Contractor s and other Contractor s performing Work for Departmental Representative.
- .2 Access includes removal of snow, as may be required, to gain access to site, as required, to meet the Project Schedule.
- .3 Control site remediation operations to eliminate all excessive dust-creating activities, or as directed by Departmental Representative. The use of oil for dust control is prohibited. Use only water.

1.2 SCAFFOLDING

- .1 Provide and maintain scaffolding, ramps, ladders, swing staging, platforms, and temporary stairs as necessary for the completion of Work.
- .2 Construct and maintain scaffolding in a rigid, secure and safe manner.
- .3 Erect scaffolding independent of walls. Remove promptly when no longer required.
- .4 Design and construct scaffolding in accordance with CSA S269.2-M87. Provide details and procedures for ensuring all scaffolding equipment, materials, and construction practices meet all applicable regulations and site specific requirements.
- .5 Conform to safety requirements of Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.

1.3 HOISTING

- .1 Provide, operate and maintain hoists required for moving of workers, materials and equipment. Make financial arrangements with Sub-Contractor s for use thereof.
- .2 Hoists to be operated by qualified operator.

1.4 SITE STORAGE/LOADING

- .1 Confine Work and operations of employees by Contract Documents. Do not unreasonably encumber premises with products.
- .2 Do not load or permit to load any part of Work with a weight or force that will endanger the Work.

Construction Facilities

1.5 VEHICLES

- .1 Supply one (1) crew cab 4-wheel drive pickup truck for use by Departmental Representative and Departmental Representative's Authorized Personnel for the duration of this Project.
- .2 The use of this vehicle will not be shared with Contractor.
- .3 Provide sufficient vehicles (number and type) for use during the Contract to expedite the work expeditiously.
- .4 Vehicles provided for purposes of this contract are accepted at risk of supplier whether in possession of supplier or Departmental Representative.
- .5 Deliver vehicles to location designated by Departmental Representative at the site.
- .6 Store vehicles in accordance with manufacturer's recommendations.
- .7 Maintain all vehicles in good running order for duration of Project. If vehicles are out of commission for any period of time, provide other replacement vehicles.
- .8 Repair and maintain vehicles expeditiously.
- .9 Provide and pay for all fuel and lubricants required to operate the vehicles for the duration of the Project.
- .10 Provide and pay for all fuel and lubricants required to operate the vehicles for the duration of the Project.
- .11 Provide applicable insurance for damage to vehicles and ATVs under use by Departmental Representative or Departmental Representative's Authorized Personnel.

1.6 EQUIPMENT, TOOL AND MATERIALS STORAGE

- .1 Provide and maintain, in a clean and orderly condition, lockable weatherproof sheds for storage of tools, equipment and materials.
- .2 Locate materials not required to be stored in weatherproof sheds on site in a manner to cause least interference with Work activities.

1.7 SANITARY FACILITIES

- .1 Provide sanitary facilities for Work force in accordance with governing regulations and ordinances.
- .2 Post notices and take such precautions as required by local health authorities. Keep area and premises in sanitary condition.

1.8 CONSTRUCTION SIGNAGE

- .1 Maintain approved signs and notices in good condition for duration of Project, and dispose of off-site on completion of Project or earlier if directed by Departmental Representative.

Construction Facilities

1.9 START-UP AND WINTERIZING OF FACILITIES

- .1 Commission camp, vehicles and equipment at the beginning of each construction season.
- .2 Winterize and secure remaining structures, equipment and vehicles at the end of each construction season.
- .3 When Project is closed down at end of construction season, keep facilities operational until close down is approved by Departmental Representative.

1.10 INSTALLATION AND REMOVAL

- .1 Provide temporary controls in order to execute Work expeditiously.
- .2 Remove from site all such work after use.

1.11 BARRICADES

- .1 Provide secure barricades around deep excavations and roofs.
- .2 Provide as required by governing authorities.

1.12 FIRE ROUTES

- .1 Maintain access to property including overhead clearances for use by emergency response vehicles.

1.13 PROTECTION FOR OFF-SITE AND PUBLIC PROPERTY

- .1 Protect surrounding private and public property, including historical gravesites from damage during performance of Work.
- .2 Be responsible for damage incurred.

1.14 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Construction Facilities

Part 3 Execution

3.1 TEMPORARY STORAGE AREA

- .1 Develop Temporary Storage at the site for the storage of containerized Hazardous Materials.
- .2 Prepare the Temporary Storage Area to comply with the following (at minimum):
 - .1 Provide an easy access to the off-site transport equipment and the on-site landfill transport equipment.
 - .2 The area is to be free of standing/ponding water.
 - .3 Allow the containers to be flat and evenly distribute the weight of the containers to the supporting surface.
 - .4 The area must not be subject to flooding or excessive snow drifting.
 - .5 Supply, place, and compact additional granular fill as required.
 - .6 Surface water run-on to the area must be minimized.
 - .7 Size the area sufficiently so that it will accommodate all waste.
 - .8 Sufficiently compact the area to prevent the containers from settling into the ground.
- .3 Confirm the location of the Temporary Storage Areas with Departmental Representative at least one (1) week prior to commencing operations to allow for baseline sampling if required.
- .4 The Temporary Storage Areas are to be located as follows:
 - .1 More than 30 metres away from any water body/ wetland/ spring.
 - .2 On stable and compact ground.
 - .3 In an area not routinely accessed or essential to Contractor's employees or on-site personnel.
 - .4 More than 30 metres away from all flammable materials.
- .5 Temporary Storage Areas, must segregate the various types of materials, as specified in Section 02 81 01 – Hazardous Materials, as follows:
 - .1 Containerized Hazardous Solid and Liquid Materials.
 - .2 Containerized Drum, Tank, and Pipeline Contents.

END OF SECTION

Mobilization and
Demobilization

Part 1 General

1.1 MOBILIZATION AND DEMOBILIZATION

- .1 Provide all labour, equipment and materials, and performance of all Work necessary for mobilization to, and demobilization from site. This will include all Departmental Representative provided supplies, equipment and material.
- .2 Mobilization to include transportation to site of Contractor's labour, equipment, materials, and assembling, erecting, and preparing site in readiness to start Work, all in accordance with Contractor's Schedule.
- .3 Demobilization to include dismantling and removal from site, of all Contractor's equipment, camp facilities and materials, waste resulting from cleanup of site and transportation of labour from site.
- .4 Decontaminate and clean all equipment used on the Project prior to demobilization according to Section 01 35 15 – Special Procedures for Contaminated Sites.
- .5 Do not mobilize to the site without written authorization from the Departmental Representative.
- .6 Summarize the proposed mode, route, equipment, labour and all other requirements for the mobilization and demobilization of all required equipment, materials, waste and personnel to complete the remediation of the project, as indicated in these specifications, in a Mobilization and Demobilization Plan. Submit the Mobilization and Demobilization Plan to the Departmental Representative a maximum of thirty (30) days after contract award.
- .7 All mobilization and demobilization methods to comply with the requirements of all applicable codes, standards, guidelines and Land Use Permit and Water License.
- .8 A Post-Demobilization site visit will be required as part of the Post-Demobilization Inspection as per Section 01 77 00 – Closeout Procedures.

1.2 MOBILIZATION AND DEMOBILIZATION PLAN AND EQUIPMENT LIST

- .1 Provide a Mobilization and Demobilization Plans which includes, but is not limited to, the following items:
 - .1 Proposed mode(s), route, and timing.
 - .2 In-transit storage or staging areas.
 - .3 Equipment, labour and other requirements required for mobilization, demobilization or winterization activities.
 - .4 Construction Equipment List of all equipment and materials that are planned to be transported to or from Site to complete the Work. List to include manufacturer name, model number, year, hours, weight in kilograms or metric

Mobilization and
Demobilization

tonnes, assessment of equipment completed by a certified mechanic. Maintain the complete list of construction equipment on site. Revise and provide this list to the Departmental Representative upon request. List to include and clearly identify Crown owned equipment.

- .5 Planned date for mobilization to site and planned dates for demobilization from site.

1.3 SUBMITTALS

- .1 Submit Mobilization and Demobilization Plan in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedure for review by Departmental Representative.
- .2 Submit to Departmental Representative one (1) electronic copy of the Mobilization and Demobilization Plan twenty (20) days after contract award.

1.4 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Mobilization is anticipated to be via winter road and/ or secondary mobilization via air charter.
- .2 All costs for Mobilization of all equipment, materials, and transportation of Contractor's Personnel, including all transportation cost for crew rotations, meals in transit, accommodations in transit and any other cost necessary to mobilize are to be included in the lump sum price for Mobilization, Item 01 53 00-1, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .3 Demobilization is anticipated to be via winter road and/ or secondary mobilization via air charter.
- .4 All costs for Demobilization of all equipment and materials, demobilization of Contractor's Personnel and demobilization of all wastes for off-site disposal are to be included in the lump sum price for Demobilization, Item 01 53 00-2, as indicated in the Basis of Payment Schedule. Payment for Demobilization will be made after satisfactory cleanup of the site, removal from the site of all equipment, materials, site demolition debris materials and contaminated soils, as indicated and submission to Engineer of all Contractor submittals.
- .5 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Mobilization and
Demobilization

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

.1 Not used.

END OF SECTION

Camp Facilities

Part 1 General

1.1 EXISTING CAMP

- .1 The existing camp facilities have started to deteriorate and upkeep work would be required before it would be considered appropriate for housing work crews. The facility is made up of metal clad trailers consisting of sleeping quarters wings connected to recreation facilities, a kitchen and dining area, and an office area on the northwest side.

1.2 PRELIMINARY REQUIREMENTS

- .1 Provide Camp Update/ Maintenance Plan, detailing how the camp will be prepared for use, to Departmental Representative for review. Provide thirty (30) days after Contract award.
- .2 Camp facilities to be established and operated in accordance with local regulations and Authorities Having Jurisdiction (AHJ).
- .3 Operate complete camp facilities services, including provision, preparation and serving of food, for construction personnel, Departmental Representative and his authorized personnel, and other specified site visitors.
- .4 Provision of camp facilities services consisting of:
 - .1 Operation and maintenance of camp facilities including;
 - .1 All associated facilities.
 - .2 Utilities and services required for camp facilities such as heating, lighting, fuel, potable, and domestic water systems.
 - .3 Sewage collection.
 - .4 Treatment and disposal systems.
 - .5 Waste, refuse and garbage collection and disposal system.
 - .6 Camp facilities fire prevention.
 - .7 Alarm and firefighting system.
 - .8 Camp facilities safety and security service.
 - .9 Meals and catering service.
 - .10 Shower/ wash facilities.
 - .11 Sleeping and washroom facilities.
 - .12 Bedding and bedding laundry services.
 - .13 Janitorial services.
 - .14 Personnel laundry facilities.
 - .15 Recreational facilities.
 - .16 Snow removal services.

Camp Facilities

- .17 Camp re-supply and staff rotation charter flights.
- .18 Satellite communications (phone and internet).
- .2 Obtain and pay for, as part of provision of camp facilities services all licenses, permits, and authorizations required to comply fully with all laws, ordinances and regulations of Federal and local authorities in connection with the performance of Work of this section.
- .3 Provide camp facilities services for own workforce, surveyors, Departmental Representative, specialist inspectors and for three (3) overnight visitors. Separate space is to be provided for cook(s), cook's helpers and for female staff.
- .4 Demobilize camp facilities from site at completion of contract.
- .5 Provide camp facilities services for own workforce, Departmental Representative, and Departmental Representative's authorized personnel as follows:
 - .1 Resident Departmental Representative: duration of the Project.

1.3 REGULATORY REQUIREMENTS

- .1 Camp facilities including utilities and services are to be operated in accordance with applicable Federal, Territorial and local codes, regulations and requirements governing camp facilities.
- .2 INAC will be obtaining applicable licenses to establish and operate the camp.
- .3 Provide water that meets Health Canada Guidelines for Canadian Drinking Water Quality. Submit information on water, including the source and water quality test results to Departmental Representative prior to opening the camp facilities.
- .4 Comply with all requirements of the Water Use License, Land Use Permit and all other licenses, permits and authorizations.
- .5 Operate the camp in accordance with the camp rules as specified in this Section and the provisions of Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.

1.4 ENVIRONMENT

- .1 Comply with environmental regulations as per Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
- .2 Adhere to applicable guidelines and in accordance with AHJ.
- .3 Submit to Departmental Representative before opening of camp facilities, proof of adherence to all environmental regulations. Display all applicable regulatory permits at the camp facilities site.
- .4 Comply with sewage treatment, disposal and closure requirements as outlined in Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites.
- .5 Install and maintain fire protection equipment as specified in Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.

Camp Facilities

1.5 EXISTING SITE FACILITIES

- .1 Contractor is advised that any of the existing site facilities to be demolished as part of this Contract are available to Contractor to support the operation of the Construction Camp. Contractor is to be responsible for all costs associated with the upgrading or conversion of the existing site facilities to satisfy the requirements of this Section, including but not limited to hazardous materials abatement. Use of existing site facilities is subject to review of Departmental Representative prior to mobilization. Information describing the existing facilities are included in the supporting documents, Environmental Site Assessment (EBA, 2014) and Options Analysis (EBA, 2015).

1.6 MAINTENANCE

- .1 Maintain camp facilities in tidy and sanitary condition.
- .2 Heat camp facilities to provide environmentally controlled conditions between 20 and 22 degrees Celsius.
- .3 Clean camp facilities daily. Clean and sanitize toilets, urinals, showers, washbasins, washing machine, and laundry tubs daily.
- .4 Provide adequate bug, pest and wildlife control to all buildings, and camp facilities
- .5 Maintain camp facilities, fuel storage facilities, water lines, sewage system, garbage disposal containers, heating units, appliances and furniture in neat, clean and good operating condition and make repairs as necessary.

1.7 DEPARTMENTAL REPRESENTATIVE'S REQUIREMENTS

- .1 Provide for sole use of Departmental Representative, one (1) room for sleeping. Space to be furnished in same manner as rooms used by Contractor's personnel.
- .2 Make available space in the camp facilities for up to three (3) overnighting or occasional site visitors, as required.
- .3 Set up Departmental Representative with an office. Furnish the space, using existing office equipment, with two (2) desks, two (2) desk chairs and two (2) stacking type chairs, one (1) plan table as required to support a small office.
- .4 Provide and maintain at Departmental Representative's office one (1) satellite phone line or equivalent communication approved by Departmental Representative.
- .5 Provide, for the use by Departmental Representative and Departmental Representative's Authorized Personnel, two (2) mobile communication radios, complete with charging units. The radios are to allow for on-site communication between Departmental Representative, Departmental Representative's Authorized Personnel and Contractor. The radios are to have a minimum range of 5 km.
- .6 It is critically important that the communication equipment provided by Contractor for Departmental Representative's use is reliable and of the highest quality. Immediate

Camp Facilities

repair or replace faulty equipment. The equipment is to be operational from the day the Work commences.

- .7 Provide for use by Departmental Representative, inspectors and support personnel one (1) printer/ copier/ scanner all-in-one type device. Provide network connections or hubs to permit Departmental Representative, inspectors and support personnel to remotely print to the device.
- .8 It is anticipated that Departmental Representative's Work force will include both male and female personnel. Design and operate the camp facilities with due consideration of the separate and private requirements for male and female Work force.

1.8 FIELD LABORATORIES

- .1 Set up and maintain, for use by Departmental Representative's Authorized Personnel, one (1) site laboratory.
- .2 The lab will require operational heating system, lighting system, a minimum of three 110 and one 220 volt, 60 cycle electric outlets, water and sewer system, sink, work benches, garbage cans, stove, hood and fan, refrigerator, shelving and clothes rack, two(2) desks, two (2) tables, two (2) chairs.
- .3 Set up the lab with a standard refrigerator and a chest freezer The refrigerators and freezer will remain the property of the Contractor.
- .4 Clean the laboratories at least two times per week, and maintain all electric lights, heating, water and sewer systems in good working condition during the period the laboratory is required. Maintain facility in good condition.
- .5 Provide power to the laboratory on a 24 hour/ day basis while the cleanup activities, requiring laboratory services, are in operation. Equip all power supplies with adequate surge protection. Damage to equipment resulting from power surges will be repaired or replaced at no cost to the Departmental Representative or his authorized personnel.
- .6 Provide Departmental Representative with key-locks for the field laboratories prior to commencement of activities requiring laboratory services being in operation.

1.9 KITCHEN DINING COMPLEX

- .1 Maintain kitchen to include all equipment necessary for food storage, preparation, cooking and serving three (3) meals daily to meet camp population requirements.
- .2 Maintain dishwashing and garbage handling equipment, consistent with required function of kitchen.
- .3 Maintain seating capacity of dining area to meet camp population requirements.
- .4 Store all non-perishable food supplies in adequate containers, kept in an orderly manner and under sanitary conditions, in vermin-proof enclosures.
- .5 Store all perishable food supplies in properly refrigerated indoor areas within camp facilities to preclude attraction of wildlife

Camp Facilities

1.10 LINEN, BEDDING AND LAUNDRY

- .1 Supply three (3) blankets, two (2) sheets, one (1) bath towel, one (1) face cloth, and two (2) pillow and one (1) pillow case for each person living in camp facilities.
- .2 Change two (2) sheets and one (1) pillow case weekly or whenever occupancy changes.
- .3 Launder sheets and pillow covers regularly to provide weekly supply of clean linen.
- .4 Provide clean blankets to all camp occupants. Clean blankets as conditions warrant.
- .5 Cooking staff to wear suitable kitchen attire. Launder kitchen attire daily.

1.11 ABLUTION AND LATRINE FACILITIES

- .1 Maintain ablution and latrine facilities as per AHJ and codes requirements and as per camp occupancy requirements as follows:
 - .1 Flush toilets as required.
 - .2 Individual shower units with non-slip flooring together with adjacent dressing cubicles as required.
- .2 Maintain separate ablution and latrine facilities for female/ male populations.
- .3 Maintain separate ablution and latrine facilities for Departmental Representative and Departmental Representative's support staff.
- .4 Clean ablution and latrine facilities daily. Supply adequate amounts of paper towels, toilet tissue, and individual drinking cups in washrooms.

1.12 FOOD QUALITY AND SCHEDULE

- .1 Groceries to be of top quality. Eggs and dairy products to be grade "A". Canned fruit and vegetables to be choice or fancy.
- .2 Beef to be Canada Grade "A", pork to be Grade "I", turkey , chicken or other fowl to be "utility" or better.
- .3 Provide choices of traditional food. Provide healthy choices in food preparation.
- .4 As a minimum, provide three meals a day. Provide casual meals or fourth meals if irregular shifts are worked or irregular travel by personnel is required.
- .5 Provide beverages and snacks at all times. A variety of snacks should be available, including snacks that are appropriate for diabetics or persons with blood sugar concerns. Snacks may consist of fresh fruit or vegetables, granola bars, cheese and crackers, bannock, or other suitable items.
- .6 Make available daily apples and oranges; serve other types of fresh fruit at least once per week. Fresh salads are to be provided daily.

Camp Facilities

1.13 SERVICE FACILITIES

- .1 Install, hook-up, test and make necessary repairs to sewage, water supply, heating, and electrical services.
- .2 Provide Potable Water test result before opening camp,
- .3 Provide Camp Effluent test result prior to discharge.

1.14 RECREATION

- .1 Setup an area for recreation for all camp occupants.
- .2 Area to be of a size suitable for accommodating at least 50% of camp occupants, and to be suitably furnished with lounge, and stacking chairs.
- .3 Provide a TV with satellite link.

1.15 CAMP FACILITIES RULES

- .1 Camp facilities of this size and nature in a remote location require that certain basic rules be established for mutual benefit of all camp occupants.
- .2 Prepare a set of camp facilities rules, for approval by Departmental Representative, prior to commencing operations.
- .3 In order to protect all residents, the following activities are strictly prohibited and could result in dismissal and removal from site:
 - .1 Tampering with smoke or fire detectors/ alarms, any other safety equipment or electrical outlets/ fixtures.
 - .2 Possession or consumption of alcohol or illegal drugs.
 - .3 Possession or use of firearms, ammunition or other lethal weapons.
 - .4 Fighting, physical violence, stealing, vandalism or destruction of property.
 - .5 Harassment in any form.
 - .6 The employee or visitors departure from the site for any of these reasons will be on the first available Scheduled transportation. Should this person wish to leave immediately the costs will be the responsibility of the employee.
- .4 Make all camp residents familiar with all emergency procedures, exits, signals and alarms. Keep accesses to fire equipment clear at all times, and immediately report any damaged fire or safety apparatus to your supervisor.
- .5 Use of vehicles or equipment only when trained and authorized to do so.
- .6 Use, adjust and repair equipment or machinery only when authorized by the supervisor.
- .7 Vehicle/ Equipment checks must be completed and the logbook updated at the beginning of every shift or when starting any vehicle or piece of equipment. Seat belts must be worn at all times in vehicles and equipment.
- .8 Keep living areas as clean as possible.

Camp Facilities

- .9 Have warm emergency clothing available at all times during the wet or cold weather.
- .10 Keep clothing or other flammable goods away from baseboard heaters.
- .11 Ensure that personal items and clothing are marked for easy identification. Provide space for workers to hang wet clothing to dry prior to next shift.
- .12 Employees must store/ remove all personal effects and belongings when going off rotation or permanently off site.
- .13 No loose clothing, dangling neckwear, bracelets, rings or similar articles are to be worn where there is a risk of coming into contact with moving machinery or electrical energized equipment.
- .14 Keep workplace and equipment neat and orderly. Complete an inspection of your Work place tools and equipment prior to starting Work. Correct any hazards immediately.
- .15 Provide a copy of camp facilities rules to all camp occupants prior to or upon arrival in camp.
- .16 Enforce camp facilities Rules.

1.16 LAUNDRY FACILITIES

- .1 Within the camp, provide both personnel laundry facilities and facilities dedicated to the camp (ex: bedding, kitchen linens) separate from those in the Controlled Access Trailer.
- .2 Laundry facilities for washing of PPE (ex: coveralls and other exterior Work clothing) to be located within or adjacent to the Controlled Access Trailer.

1.17 SECURITY

- .1 Restrict access to camp facilities. Only persons employed on Project to be allowed normal access. Unauthorized persons will be permitted on site only with approval of Departmental Representative and/or Contractor.

1.18 ACCESS TO WORK

- .1 Be responsible for the transport of personnel and equipment to the various Work areas on the site.

1.19 TRANSPORTATION

- .1 Provide return air transportation services for Departmental Representative and Departmental Representative's Authorized Personnel from Contractor's Charter base to the Site.
- .2 It is anticipated that air transport of Departmental Representative's Authorized Personnel will be scheduled to coincide with the transport of Contractor's workforce to and from the site. Provide air transportation for Departmental Representative's personnel at a minimum frequency of one (1) return trip per week and two (2)

Camp Facilities

additional trips per month Scheduled according to Departmental Representative's request.

- .3 Departmental Representative will advise Contractor of Departmental Representative's and Departmental Representative's personnel air transportation requirements one (1) week in advance of trip departure.

1.20 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 All costs for the operation and maintenance of all camp facilities and equipment, including water treatment and sewage treatment, inspection of camp facilities and electrical facilities by officials, on-site mobile communication equipment, as well as the provision of catering, rooms, and laundry and janitorial services for the camp facilities are to be included in the lump sum payment under Item 01 54 00-1 – Operation and Maintenance of Camp Facilities, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .2 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 QUALIFICATIONS OF SURVEYOR

- .1 Qualified registered surveyor, licensed to practice in Nunavut, acceptable to Departmental Representative.
- .2 Surveyor cannot be an employee of Contractor.

1.2 REFERENCES

- .1 Departmental Representative's identification of existing survey control points and property limits.

1.3 SURVEY REFERENCE POINTS

- .1 Existing base horizontal and vertical control points are designated on drawings.
- .2 Locate, confirm and protect control points prior to starting site Work. Preserve permanent reference points during construction.
- .3 Make no changes or relocations without prior written notice to Departmental Representative.
- .4 Report to Departmental Representative when reference point is lost or destroyed, or requires relocation because of necessary changes in grades or locations.
- .5 Require surveyor to replace control points in accordance with original survey control.

1.4 SURVEY REQUIREMENTS

- .1 Establish two (2) permanent bench marks on site, referenced to established bench marks by survey control points. Record locations, with horizontal and vertical data in Project Record Documents.
- .2 Establish lines and levels, locate and lay out, by instrumentation.
- .3 Prepare a topographic map of Work sites prior to demolition or excavation Work as directed by Departmental Representative to provide a baseline survey for quantity measurements.
- .4 Stake location of landfill in the field, and prepare a record drawing showing final location and contours of the landfill.
- .5 Prepare drawings showing areas where repairs were undertaken.
- .6 Layout area to be cleared at the landfill site, measure area(s) cleared, provide a drawing showing area cleared and calculations.
- .7 Maintain surveys for quantity calculations.

Survey Requirement

- .8 Survey locations of mine openings and provide drawings to Departmental Representative prior to start of design of seals

1.5 SURVEY MARKERS

- .1 Provide all survey markers and other items required to complete Work as specified, including, but not limited to:
 - .1 Pointed stakes (minimum 1.2 m in length, 12 mm thick, 38 mm wide)
 - .2 Pointed hubs (minimum 0.5 m in length, 20 mm thick, 38 mm wide)
 - .3 Nails (100 mm long), spikes (250 mm long), pins (1 m long), etc.
 - .4 Fluorescent paint, flagging, etc.
 - .5 Felt markers, chalk, wax pens, etc.
- .2 Maintain supply of survey markers for Departmental Representative's use.

1.6 RECORDS

- .1 Maintain a complete, accurate log of control and survey Work as it progresses.

1.7 SUBMITTALS

- .1 Submit name and address of Surveyor to Departmental Representative.
- .2 On request of Departmental Representative, submit documentation to verify accuracy of field engineering Work.
- .3 Submit certificate signed by surveyor certifying and noting those elevations and locations of completed Work that conform and do not conform to Contractor's Design Documents.
- .4 Submit all drawings electronically in accordance within Public Services and Procurement Canada (PSPC) protocols for AutoCAD drawings and by hard copy. Hard copy drawings must be signed by a professional engineer registered in the Territories.
- .5 Submit survey data backup for quantities claimed.
- .6 Submit raw data in electronic form.

1.8 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Survey Requirement

Part 2 Products

2.1 NOT USED

.1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

.1 Not used.

END OF SECTION

Close Out Procedures

Part 1 General

1.1 CLOSEOUT PROCEDURES

- .1 Notify Departmental Representative when Work is considered ready for substantial performance.
- .2 Accompany Departmental Representative on preliminary inspection to determine items listed for completion or correction.
- .3 Comply with Departmental Representative's instructions for correction of items of Work listed in executed Certificate of Substantial Completion.
- .4 Notify Departmental Representative of instructions for completion of items of Work determined in Departmental Representative's final inspection.

1.2 INSPECTION AND DECLARATION

- .1 Contractor's Inspection: or and all Sub-Contractors to conduct an inspection of Work, identify deficiencies and defects, and repair as required to conform to Contract Documents.
- .2 Departmental Representative's Inspection: Departmental Representative and Contractor will perform inspection of Work to identify obvious defects or deficiencies. Contractor to correct Work accordingly.
- .3 Completion: submit written certificate that following have been performed:
 - .1 Work has been completed and inspected for compliance with Contract Documents.
 - .2 Defects have been corrected and deficiencies have been completed.
 - .3 Work is complete and ready for Final Inspection.
- .4 Final Inspection: when items noted above are completed, request final inspection of Work by Departmental Representative and Contractor. If Work is deemed incomplete by Departmental Representative, complete outstanding items and request re-inspection.
- .5 Post-Demobilization Inspection: once demobilization is completed, Departmental representative will request a Post-Demobilization inspection of Work by Departmental Representative and Contractor. If Work is deemed incomplete by Departmental Representative, complete outstanding items and request re-inspection.

1.3 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Close Out Procedures

Part 2	Products
2.1	NOT USED
.1	Not used.

Part 3	Execution
3.1	NOT USED
.1	Not used.

END OF SECTION

Close Out Submittals

Part 1 General

1.1 FORMAT

- .1 Organize data in the form of an instructional manual.
- .2 Binders: vinyl, hard covered, 3 'D' ring, loose leaf [219 x 279] mm with spine and face pockets.
- .3 When multiple binders are used, correlate data into related consistent groupings. Identify contents of each binder on spine.
- .4 Cover: Identify each binder with type or printed title 'Project Record Documents'; list title of Project and identify subject matter of contents.
- .5 Arrange content by Section numbers and sequence of Table of Contents.
- .6 Provide tabbed fly leaf for each separate product and system, with typed description of product and major component parts of equipment.
- .7 Text: Manufacturer's printed data, or typewritten data.
- .8 Drawings: provide with reinforced punched binder tab. Bind in with text; fold larger drawings to size of text pages.
- .9 Provide an electronic copy of [1:1] scaled CAD files in [dxf] or [dwg] format.
- .10 Created an electronic copy of the entire submission.

1.2 CONTENTS – EACH VOLUME

- .1 Table of Contents: provide title of Project and include:
 - .1 Date of submission.
 - .2 Addresses, and telephone numbers of Contractor with name of responsible parties.
 - .3 Schedule of products and systems, indexed to content of volume
 - .4 Summary of Health and Safety issues, Environmental issues and performance indicators.
- .2 For each product or system:
 - .1 List names, addresses and telephone numbers of Sub-Contractors and suppliers, including local source of supplies and replacement parts.
- .3 Product Data: mark each sheet to clearly identify specific products and component parts, and data applicable to installation; delete inapplicable information.
- .4 Drawings: supplement product data to illustrate relations of component parts of equipment and systems, to show control and flow diagrams.

Close Out Submittals

- .5 Typewritten Text: as required to supplement product data. Provide logical sequence of instructions for each procedure, incorporating manufacturer's instructions specified.

1.3 FINAL SURVEY

- .1 Submit final site survey certificate in accordance with Section 01 71 01 - Survey, certifying that elevations and locations of completed Work are in conformance, or non-conformance with Contract Documents.

1.4 AS-BUILTS

- .1 In addition to requirements in General Conditions, maintain at the site for Departmental Representative one record copy of:
 - .1 Contractor's Design Drawings.
 - .2 Specifications.
 - .3 Addenda.
 - .4 Task Authorizations.
 - .5 Change Orders and other modifications to the Contract.
 - .6 Reviewed shop drawings and product data.
 - .7 Field test records.
 - .8 Inspection certificates.
 - .9 Manufacturer's certificates.
- .2 Store record documents and samples in field office apart from documents used for construction. Provide files, racks, and secure storage.
- .3 Label record documents and file in accordance with Section number listings in List of Contents of this Project Manual. Label each document "PROJECT RECORD" in neat, large, printed letters.
- .4 Maintain record documents in clean, dry and legible condition. Do not use record documents for construction purposes.
- .5 Keep record documents and samples available for inspection by Departmental Representative.

1.5 RECORDING ACTUAL SITE CONDITIONS

- .1 Record information on set of black line opaque drawings provided by Departmental Representative.
- .2 Provide felt tip marking pens, maintaining separate colours for each major system, for recording information.
- .3 Record information concurrently with construction progress. Do not conceal Work until required information is recorded.

Close Out Submittals

- .4 Contract Drawings and shop drawings: legibly mark each item to record actual construction, including:
 - .1 Field changes of dimension and detail.
 - .2 Changes made by change orders.
 - .3 Details not on original Contractor's Design Drawings.
- .5 References to related shop drawings and modifications:
 - .1 Field changes of dimension and detail.
 - .2 Changes made by Task Authorization, Change Order or Field Order.
- .6 Specifications: legibly mark each item to record actual construction, including:
 - .1 Manufacturer, trade name, and catalogue number of each product actually installed, particularly optional items and substitute items.
 - .2 Changes made by Task Authorization, Addenda and change orders.
- .7 Other Documents: maintain manufacturer's certifications, inspection certifications, field test records, required by individual specifications sections.

1.6 RECORD DRAWINGS

- .1 Maintain Project record drawings and record accurately deviations from Contractor's Design on one set of prints.
- .2 Record changes in red.
- .3 At completion of Project and prior to final inspection, neatly transfer record notations to second set of drawings and submit both sets to Departmental Representative. Forward information on completed areas at the end of the construction season.

1.7 OTHER RECORDS

- .1 Prior to completion of Project, submit the following to the Departmental Representative:
 - .1 Copies of all documents and permits obtained by the Contractor.
 - .2 Results of all testing carried out by the Contractor.
 - .3 Any other pertinent information.
 - .4 Copies of all shipping documents identifying the shipper, the receiver and all carriers involved in the transport of materials.
 - .5 Information as required by the Land Use Permit.
 - .6 Information as required by the Water License.
 - .7 Information as required by the Quarry Permit.
 - .8 Information as required by all other applicable regulatory bodies and AHJ.
- .2 Consolidate the above information in one (1) document and submit to the Departmental Representative.

Close Out Submittals

1.8 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 All direct costs for the Project Record Documents are to be included in the lump sum price for Project Record Documents, Item 01 78 00-1, as indicated in Basis of Payment Schedule.
- .2 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 NOT USED

- .1 Not used.

END OF SECTION

Structure Demolition

Part 1 General

1.1 DESCRIPTION

- .1 Methods and procedures for demolishing, dismantling and on-site landfilling of the buildings, tanks and debris as indicated in the Terms of Reference.
- .2 All buildings, tanks and ancillary infrastructure on-site, except the Truck Shop and Process Plant, genets, terminal buildings and core shack shall be demolished and/ or dismantled, and landfilled.
- .3 The emulsion plant, associated structures and debris are on Inuit-Owned Land (IOL) and not a part of the project scope of work.

1.2 RELATED SECTIONS

- .1 Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.
- .2 Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .3 Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites.
- .4 Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.
- .5 Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
- .6 Section 02 41 23 – Debris and Miscellaneous Removals.
- .7 Section 02 81 01 – Hazardous Materials.

1.3 DEFINITIONS

- .1 Contractor's Designated Hazardous Waste Disposal Facility: A Licensed Hazardous Waste Disposal Facility designated by the Contractor for the disposal of all hazardous materials specified under the provisions of this contract. The facility must be preapproved by the Departmental Representative prior to beginning work. Contractor must provide documentation from the Designated Hazardous Waste Disposal Facility indicating full responsibility for all hazardous materials accepted from the Site.
- .2 Hazardous material: Items or debris no longer used for their original purpose; now hazardous and intended for recycling, treatment or disposal. Also material that is designated as "hazardous" under Nunavut Territorial or Federal Legislation; or as a "dangerous good" under the Transportation of Dangerous Goods Act (TDGA).
- .3 Lead-based painted material: Material that is coated with lead-based paint that has been analyzed and determined to contain total lead concentrations in excess of 600 ppm.
- .4 Mould Contaminated Work Area: Specific area or location where actual work is being performed or such other areas of a facility where it has been determined that it may be hazardous to public health as result of visible mould amplification.

Structure Demolition

- .5 Non-hazardous waste: Materials that are not designated as hazardous under Territorial or Federal Legislation. Material and which do not meet the definition of hazardous materials as defined in Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .6 Physical hazard: Poses a slip, trip or fall risk to personnel and wildlife, risk to damage any vehicle (for example ATV, snowmobile, etc.).
- .7 Temporary Storage Area: A designated area used for the consolidation and storage of containerized hazardous materials as specified in Section 01 52 00 – Construction Facilities.
- .8 Hazardous Materials Specialist: Contractor representative responsible for supervising all hazardous waste activities as well as coordinating required submittal and reporting requirements.

1.4

REFERENCES

- .1 Department of the Environment, Government of Nunavut:
 - .1 Environmental Guideline for the Burning and Incineration of Solid Waste (2012).
 - .2 Environmental Guideline for the General Management of Hazardous Materials (2010).
 - .3 Environmental Guideline for Contaminated Site Remediation (2009).
 - .4 Environmental Guideline for Industrial Waste Discharges into Municipal Solid Waste and Sewage Treatment Facilities (2011).
 - .5 Environmental Guideline for Mercury-Containing Products and Waste Mercury (2010).
 - .6 Environmental Guideline for Waste Paint (2010).
 - .7 Environmental Guideline for Ozone Depleting Substances (2011).
 - .8 Environmental Guideline for Waste Antifreeze (2011).
 - .9 Environmental Guideline for Waste Asbestos (2011).
 - .10 Environmental Guideline for Waste Batteries (2011).
 - .11 Environmental Guideline for Waste Lead and Lead Paint (2011).
 - .12 Environmental Guideline for Waste Solvent Division (2011).
- .2 Canadian Environmental Protection Act (CEPA), 1999, c. 33:
 - .1 CCME PN 1326-2008, Environmental Code of Practice for Aboveground and Underground Storage Tank Systems for Petroleum Products and Allied Petroleum Products.
- .3 Transport Canada (TC)
 - .1 Transportation of Dangerous Goods Act, 1992 (TDG Act) 1999, (c. 34).
 - .2 Transportation of Dangerous Goods Regulations (SOR/2012-245).
- .4 Canadian Standards Association:

Structure Demolition

- .1 CSA Standard Z94.4-93 – Selection, Use and Care of Respirators.
- .5 Health Canada:
 - .1 Hazardous Products Act - Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) Requirements.
- .6 CSA International:
 - .1 CSA S350-M1980 (R2003), Code of Practice for Safety in Demolition of Structures.
- .7 Underwriters' Laboratories of Canada (ULC):
 - .1 CAN/ULC-S660-08, Standard for Non-metallic Underground Piping for Flammable and Combustible Liquids.
- .8 National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH):
 - .1 Occupational Safety and Health Guidance Manual for Hazardous Materials Site Activities: NIOSH Publication No. 85 115.

1.5 ADMINISTRATIVE REQUIREMENTS

- .1 Pre-Installation Meetings:
 - .1 Convene pre-installation meeting prior to beginning the work of this Section with the Contractor's Representative and Departmental Representative to:
 - .1 Verify project requirements.
 - .2 Verify existing site conditions adjacent to demolition work.
 - .2 Ensure key personnel and site supervisor attend.

1.6 INSTRUCTION AND TRAINING

- .1 Before commencing work, provide to Departmental Representative satisfactory proof that every worker has had instruction and training in potential health hazards of mould exposure, handling of hazardous materials, and in the use of applicable respirators and protective clothing. This training can be performed as part of a program to comply with the requirements of OSHA Hazard Communication Standard 29 CFR 1910.1200.
- .2 Instruction and training must be provided by a qualified construction safety advisor.

1.7 SUBMITTALS

- .1 Submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .2 Descriptions of and anticipated quantities in percentages of materials to be salvaged reused, recycled and landfilled.
- .3 Submit copies of certified weigh bills, bills of lading and receipts from authorized disposal sites for material removed from site upon request of Departmental Representative.

Structure Demolition

- .1 Written authorization from Departmental Representative is required to deviate from haulers, facilities and receiving organizations listed in Waste Reduction Work plan.
- .4 Where required by Authorities Having Jurisdiction (AHJ), submit for approval drawings, diagrams or details showing sequence of demolition work and supporting structures.
- .5 Do not commence demolition work, until the Contractor has demonstrated to Departmental Representative that all required permits for the work that have been obtained.

1.8 QUALITY ASSURANCE

- .1 Regulatory Requirements: Ensure Work is performed in compliance with CEPA, TDGA, and applicable Territorial regulations.

1.9 SITE CONDITIONS

- .1 Environmental Protection:
 - .1 Ensure Work is done in accordance with Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
 - .1 Ensure Work does not adversely affect adjacent watercourses, groundwater, and wildlife, or contribute to excess air pollution.
 - .2 Fires and burning of waste or materials (other than unpainted wood) is not permitted on site.
 - .3 Do not bury camp generated materials unless directed by the Departmental Representative to dispose of in the on-site non-hazardous landfill.
 - .4 Do not dispose of waste or volatile materials including but not limited to: mineral spirits, oil, petroleum based lubricants, hazardous materials or toxic cleaning solutions into watercourses.
 - .5 Ensure proper collection and disposal procedures are maintained throughout Work.
 - .2 Do not pump water containing suspended materials into watercourses or onto adjacent land.
 - .3 Control disposal or runoff of water containing suspended materials or other harmful substances in accordance with AHJ, the Environmental Guideline for Industrial Waste Discharges into Municipal Solid Waste and Sewage Treatment Facilities (GN, 2011) and as directed by the Departmental Representative.
 - .4 Protect native vegetation on site and adjacent properties where indicated.
 - .5 Prevent extraneous materials from contaminating air beyond application area, by providing temporary enclosures during demolition work as required.
 - .6 Cover or wet down dry materials and waste to prevent blowing dust and debris. Control dust on all temporary roads or trails.

Structure Demolition

- .7 Take precautions to support structures as necessary prior to personnel entering and, if safety of building being demolished or adjacent structures or services appear to be endangered, cease operations and notify Departmental Representative.
- .8 Provide safe passage of persons around area of demolition.
- .9 Weather conditions and forecast are to be considered. Do not proceed with demolition work when weather conditions constitute a hazard to the workers and site.
- .10 All personnel engaged in demolition activities are to wear and use protective clothing and equipment required for such work.
- .11 When working with lead-based painted materials and other hazardous materials, workers are to wear protective clothing and equipment acceptable to Labour Canada or Territorial Labour Department as suitable for exposure in the work area and as detailed in Section 02 81 01 – Hazardous Materials. Follow NIOSH guidelines in providing protection for on-site personnel including contract employees, subcontractors, Departmental Representative, Departmental Representative's staff, and other authorized personnel.
- .12 Fluorescent lamp ballasts are to be handled, and general safety precautions followed, as stated below:

1.10 EXISTING CONDITIONS

- .1 Structures to be demolished are based on their condition on the date that tender is accepted.
- .2 The information presented in the Supporting Documents, including photographs and inventory tables, provide brief descriptions for structures and facilities to be demolished. These tables and drawings indicate only the major construction details and building systems, and are not to be construed as exact for final demolition requirements. Be responsible for all work described in this Section, which includes the complete demolition of all facilities and structures designated for demolition.
- .3 The information presented in the Supporting Documents indicates types and quantities of hazardous materials that have been previously identified, and must be removed and disposed of in accordance with these Specifications. Should potentially hazardous material, other than that already identified, be encountered in the course of demolition work, stop work immediately, and notify Departmental Representative. Do not proceed until written instructions have been received from Departmental Representative.
- .4 A listing of the components of each facility is presented in Environmental Site Assessment (EBA, 2014). Not all painted surfaces of facilities and structures to be demolished have been sampled and tested for lead. Further testing by Departmental Representative at the beginning of the construction season may identify further material.

Structure Demolition

1.11 QUALIFICATIONS

- .1 Contractor and Contractor's workers to be thoroughly familiar with and knowledgeable about existing site conditions, scope of work, and requirements of the Specification.
- .2 Only Contractor's workers able to provide a history of satisfactory experience in the area of hazardous materials management and can satisfy Federal and Territorial requirements will be permitted to supervise and conduct the work of this Section. Contractor's Hazardous Materials Specialist responsible for the work of this Section is to have a minimum of five (5) years of experience in the area of hazardous materials management. This is to include moderate and high risk safe work procedures.
- .3 Follow guidelines such as those established in Occupational Safety and Health Guidance Manual for Hazardous Materials Site Activities: NIOSH Publication No. 85 115.
- .4 Contractor's personnel, who have been trained as described in this Section, are to instruct and direct all workers with respect to the waste management procedures, labour and safety practices to be followed in carrying out the work.
- .5 Provide all workers with protection appropriate to the potential type and level of exposure. Establish specific safety protocols and implement an exposure control plan prior to commencing clean-up activities of an identified or suspect hazardous material.
- .6 Provide suitable personal protective clothing and equipment as required during the course of the work. Supply sufficient quantities and various sizes of protection equipment to fit all site personnel including Departmental Representative, Departmental Representative's staff, and site visitors.
- .7 Trained and certified personnel are required to complete all TDGA documentation and recording requirements.

1.12 MEASUREMENT FOR PAYMENT

- .1 Direct costs for the demolition/ dismantling of specified structures will include, but are not limited to:
 - .1 Demolition/ dismantling of the specified buildings, tanks and ancillary structures.
 - .2 Consolidating, hauling and placing all non-hazardous waste debris into the on-site landfill, including, but not limited to: wood, metal, ASTs, drums, rubber, concrete, plastic, and other inert items.
 - .3 Placing and compacting the waste materials to minimize void spaces.
 - .4 Placing and compacting intermediate fill, as required, to ensure the long term integrity of the landfill.
- .2 Include all direct costs for the demolition, waste consolidation and on-site landfilling of the Main Camp Facility in the lump sum price for Item 02 41 16-1, Demolish and landfill Main Camp Facility, as indicated in the Basis of Payment Schedule.

Structure Demolition

- .3 Include all direct costs in lump sum price for Item 02 41 16-2, Dismantle and landfill Tanks and debris from Tank Farm Area as indicated in the Basis of Payment Schedule. Work indicated under lump sum item includes, but is not limited to:
 - .1 Dismantling the eight (8) 500,000 L tanks and four (4) 1,500,000 L tanks.
- .4 Include all direct costs for the demolition/ dismantling, waste consolidation and on-site landfilling of the remaining specified structures in the lump sum price for Item 02 41 16-3, Demolish and landfill remaining structures (Process Plant, Truck Shop, Terminal Buildings and Core Shack not included), as indicated in the Basis of Payment Schedule. Specifically note that:
 - .1 The Process Plant, Truck Shop, Terminal Buildings and Core are not included in the scope of work.
- .5 Separation, removal, and handling of hazardous materials from the buildings will not be included for payment under this section, but is to be provided as indicated in Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .6 Containerization, transport and disposal of hazardous material will not be included for payment under this section, but is to be provided as indicated in Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .7 Securing, consolidation or segregation, as required, of liquid organic waste in drums, tanks and pipelines for use or incineration on site or removal by authorized personnel and treatment of rinsate will not be included for payment under this section but is to be provided as indicated in Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .8 Cleaning of tanks and drums will not be included for payment under this section but is to be provided as indicated in Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .9 Except as indicated above, work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 WORKER PROTECTION WORKING WITHIN OR ADJACENT TO MOULD ON BUILDING MATERIALS

- .1 Non-powered disposable filter-type respirator at a minimum of type N95, suitable for protection against mould and acceptable to Territorial or Federal AHJ.
- .2 Disposable gloves.
- .3 Eye protection.
- .4 Disposable paper coveralls are recommended.

Structure Demolition

- .5 No person required to enter Mould Contaminated Work Area to have facial hair that affects seal between respirator and face.
- .6 Eating, drinking and chewing are not permitted in the Mould Contaminated Work Area.
- .7 Before leaving the Mould Contaminated Work Area, dispose of protective clothing as waste as specified.
- .8 Ensure workers wash hands and face at the designated decontamination area after leaving the Mould Contaminated Work Area.

Part 3 Execution

3.1 PREPARATION

- .1 Temporary Erosion and Sedimentation Control:
 - .1 Provide temporary erosion and sedimentation control measures as needed to prevent soil erosion and discharge of soil-bearing water runoff or airborne dust to adjacent areas and waterways, according to: requirements of AHJ.
 - .2 Inspect, repair, and maintain erosion and sedimentation control measures during demolition.
 - .3 Remove erosion and sedimentation controls and restore and stabilize areas disturbed during removal after completion of demolition work.
- .2 Protection of in-place conditions:
 - .1 Work in accordance with Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
- .3 Surface Preparation:
 - .1 Locate, disconnect and dig-up electrical, telephone service lines and other underground cables and lines entering and adjacent to buildings to be demolished.
 - .2 Disconnect and cap mechanical services;
 - .1 Fuel supply lines: remove in accordance with Authority Having Jurisdiction as directed by Departmental Representative.
 - .2 Sewer and water lines: remove entirely in accordance with Authority Having Jurisdiction as directed by Departmental Representative.
 - .3 Other underground services: remove and dispose of as indicated as directed by Departmental Representative.
 - .3 Do not backfill basement areas until inspected by Departmental Representative.
 - .4 Remove rodent and vermin as required by Departmental Representative.

3.2 DEMOLITION

- .1 Remove contaminated, hazardous or dangerous materials, as defined in the Supporting Documents from work areas prior to demolition work.

Structure Demolition

- .2 Demolish the entire structure.
- .3 Leave concrete in place on the Site, as directed by the Department Representative and where it does not pose a physical hazard.
- .4 At the end of each day's work, leave Work in safe and stable condition minimizing or controlling identified hazards.
- .5 Demolish to minimize dusting. Keep materials wetted as directed by Departmental Representative.
- .6 Use sprayer (low velocity, fine mist) to mist (not wet) materials containing mould to be cut, scraped or demolished. Perform work in a manner to reduce dust creation to lowest levels practicable.
- .7 Contain fibrous materials to minimize release of airborne fibres while being transported within facility.
- .8 Remove structural framing.
- .9 Remove and dispose of demolished materials, except where noted otherwise and in accordance with AHJ.
- .10 There are no special requirements for disposal of mould impacted building material, as such they can be disposed of in the on-site landfill.
- .11 Remove the other non-hazardous materials (includes metal, tanks, shingles, rubber, plastic, windows, fibreglass insulation, styrofoam, textiles, porcelain, drums (20 L and 205 L) and other inert items in various locations) store and protect in location designated by Departmental Representative:
 - .1 Conduct the separation of non-hazardous materials from buildings and removal from debris areas. If removal of non-hazardous materials may cause the disturbance of hazardous materials, appropriate PPE must be implemented.
 - .2 Clean drums and tanks and remove residual fluids/fuels from machinery according to Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
 - .3 Cut up the tanks; crush the metal materials, drums and machinery.
 - .4 Haul materials to an on-site landfill, compact the materials, and cover the materials as required.
- .12 Remove the liquid organic content, store and protect:
 - .1 Secure all organic content in drums, ASTs, tanks, and fuel lines. This can include, but is not limited to: tightening of all valves, unions, junctions, installation of secondary containment, or transferring of fluids into empty drums.
 - .2 Incinerate on-site, following approved procedures, all organic content that meet the incineration criteria outlined in 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .13 Disconnect any existing piping before tank removal and empty tanks as specified:

Structure Demolition

- .1 Purge harmful and flammable vapours from fuel storage tanks in accordance with applicable standards prior to cutting tanks. Upon request, submit the LEL results of volatile organic compound (VOC) testing to Departmental Representative.
- .2 Cut structural steel and bulk tanks in accordance with applicable standards.
- .14 Cut non-hazardous materials in such shapes and sizes as to minimize voids when material is containerized.
- .15 Structure foundations (not including concrete, as mentioned in this section) are to be included in the demolition of all structures.
- .16 At end of each day's work, leave work in safe condition so that no part is in danger of falling.

END OF SECTION

Debris and Miscellaneous
Removals

Part 1 General

1.1 DESCRIPTION

- .1 The requirements for collection, sorting, handling and landfilling on-site scattered debris throughout the Site.

1.2 RELATED SECTIONS

- .1 Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules - Bar (GANTT) Chart.
- .2 Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
- .3 Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites.
- .4 Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.
- .5 Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
- .6 Section 02 41 16 – Structure Demolition.

1.3 REFERENCES

- .1 Canadian General Standards Board (CGSB):
 - .1 CAN/CGSB-1.205-2003, Sealer for Application of Asbestos Fibre Releasing Materials.
- .2 Department of the Environment, Government of Nunavut:
 - .1 Environmental Guideline for Contaminated Site Remediation (2009).
- .3 Health Canada/Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) Material Safety Data Sheets (MSDS).
- .4 Indigenous and Northern Affairs Canada:
 - .1 Abandoned Military Site Remediation Protocol. Volume 1 – Main Report (2009).

1.4 DEFINITIONS

- .1 Known debris: Scattered or accumulated visible debris on existing ground surface, including open storage areas, partially buried debris within 0.5 metres of the existing ground, or debris located within the upper 1 m of water and consisting of non-hazardous material, and that:
 - .1 have been identified as debris to be removed; or
 - .2 is located approx. within 50 metres of any access road or water course on the site.

Debris and Miscellaneous
Removals

- .2 Unknown debris: Scattered debris on the existing ground surface, partially buried debris and/or debris that may be exposed during site remediation consisting of hazardous and/or non-hazardous material other than the Known Debris.
- .3 Non-hazardous materials: Materials that are not designated as hazardous under Territorial or Federal Legislation. Material and which do not meet the definition of hazardous materials as defined in Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .4 Physical hazard: Poses a slip, trip or fall risk to personnel and wildlife, risk to damage any vehicle (for example ATV, snowmobile, etc.).

1.5 MEASUREMENT FOR PAYMENT

- .1 Include all direct costs for the collection, handling and landfilling at the on-site landfill of all known non-hazardous debris and miscellaneous removals in the lump sum price for, Item 02 41 23-1 – Debris and Miscellaneous Removals in the Basis of Payment Schedule.
- .2 An inventory of the known debris and miscellaneous materials at the site is provided in the Supporting Documents.
- .3 The scope of work for payment Item 02 41 23-1 is to include, but is not limited to:
 - .1 Collection, segregation, stockpiling, temporary storage, and hauling as needed before incineration or landfilling on site of all known non-hazardous debris from the Site to disposal on site as per the regulations listed in this Specification or other related Sections.
 - .2 Landfilling all known non-hazardous debris as appropriate.
 - .3 Provide and operate a drum crusher on site, including provision of all required absorbent materials to contain spills and/or contaminated run-off. Handling and disposal of contaminated soils produced from the drum crushing operations will not be paid to the Contractor for this task.
- .4 The collection and disposal of the vehicles and other machinery will not be measured separately. Payment will be included under Item 02 41 23 – 1, as indicated in the Basis of Payment Schedule.
- .5 Collection and disposal of liquids from within vehicles and machinery.
- .6 The following work items will be incidental to the work described in this Section, and will not be measured separately:
 - .1 Cutting, crushing and placement of this material in the non-hazardous stockpiles, if required, before on-site landfill disposal.
 - .2 Collection and sorting, as required of all non-hazardous debris.
 - .3 Reshaping or re-grading areas associated with the removal of debris.
 - .4 Labour, materials and equipment required to remove existing buried or partially buried materials, or visible foreign materials along the shoreline or in the lake of the site limits, as shown on the drawings.

Debris and Miscellaneous
Removals

- .7 Collection and disposal of hazardous materials will not be included for payment under this section, but is to be provided as indicated in Section 02 81 01 - Hazardous Materials. .7 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Part 3 Execution

3.1 PROTECTION PROCEDURES

- .1 When excavating in the vicinity of a drainage course or a body of water, erect silt fences and/or floating silt curtains to prevent the release of sediment or deleterious materials into the water.
- .2 Environmental protection measures, including containment of ash from burning of untreated wood, are to be in accordance with the requirements specified in Section 01 35 43 - Environmental Procedures.
- .3 Remove oil, antifreeze, fuel and brake fluid from vehicles and equipment to be shipped and disposed of off-site in accordance with the applicable regulations and guidelines.

3.2 REMOVAL AND SORTING

- .1 Examine the site in order to assess the material type and nature of the debris.
- .2 Leave concrete pads in place on the site, as directed by the Department Representative and where it does not pose a physical hazard, as defined in Section 02 41 16.
- .3 Continually monitor the operation to identify potentially hazardous material.
- .4 Immediately stop the local operation if suspected hazardous material or hazardous debris is identified and report to the Departmental Representative.
- .5 Remove, segregate, store and haul non-hazardous materials, to the on-site landfill as described in Section 02 41 16 – Structure Demolition.
- .6 Store all suspicious material in a secured area and in secured containers, if the nature of the material or debris cannot be confirmed, notify Departmental Representative about the findings. Testing for classification of hazardous products will be carried out and paid for by Departmental Representative.

Debris and Miscellaneous
Removals

- .7 Clean all empty drums and those drums full of aqueous liquid waste, in accordance with the requirements of Section 02 81 01 – Hazardous Materials. Crush the clean, empty drums without leachable lead paint in a manner to reduce the total original drum volume by a minimum of 75 percent. Crush the clean, empty drums with leachable lead paint in accordance with the requirements of Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
- .8 Advise Departmental Representative of any stained soils encountered during debris removal operations. If authorized by Departmental Representative, excavate stained and contaminated soil areas identified during debris removal operations, in accordance with the requirements of Section 02 61 00.01 – Soil Remediation. Testing for classification and confirmatory testing will be carried out and paid for by Departmental Representative.

END OF SECTION

Soil Remediation

Part 1 General

1.1 DESCRIPTION

- .1 Related Sections
 - .1 Section 01 33 00 - Submittal Procedures.
 - .2 Section 01 78 00 - Closeout Submittals.
 - .3 Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.
 - .4 Section 01 35 43 – Environmental Procedure.

1.2 DEFINITIONS

- .1 Petroleum Hydrocarbon impacted soil (PHC Soil) as described in the Supporting Documents.
- .2 Clean soil: Soil that has been sampled, analyzed, and determined to have concentrations of the above listed contaminants below the above defined guideline.
- .3 Ex-Situ Treatment: Ex-situ refers to soil which has been excavated for treatment; and water which has been removed for treatment.
- .4 Land Farming System: Technology is used to treat soil contaminated by petroleum hydrocarbons through enhanced bio-remediation. Bio-remediation can be accelerated through the use of aeration, nutrients, fertilizers, oxidizers, and water.
- .5 Low Temperature Thermal Desorption: Technology is used to treat soils contaminated by organic compounds (halogenated or not) and fuels. It is not appropriate for use with inorganic contaminants. Note that a supply of fuel is required.
- .6 Root Zone Soil/Topsoil: The upper most layer of soil that contains organic matter and typically has a darker color due to the addition of humic acids (via organic matter decomposition).
- .7 Can range in depth, but at this location typically 5 – 10 cm thick.

1.3 REFERENCES

- .1 Applicable environmental and health and safety laws and regulations for the Nunavut Territory and Canada.
- .2 Indigenous and Northern Affairs Canada (INAC):
 - .1 Abandoned Military Site Remediation Protocol (AMSRP). Volume 1-Main Report (2009)
- .3 Canadian Soil Quality Guidelines for the Protection of Environmental and Human Health (PEHH) by Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME), 2007.
- .4 Transport Canada (TC):

Soil Remediation

1.4 SUMMARY OF WORK

- .1 Consolidation and treatment of PHC Soil to meet the AMSRP (INAC, 2009).
- .2 Work Includes:
 - .1 Obtaining required federal/territorial permits and Certificates of Approval for operation of systems.
 - .2 Provide materials, tools and facilities required for soil remediation.
 - .3 Specification of final treatment design and facilities required for soil treatment.
 - .4 Preparation of treatment area layout and/or installation of hydrocarbon contaminated soil treatment equipment and/or any additional treatment options chosen by the Contractor.
 - .5 Implementation of safety work zones, Site-Specific Health and Safety Plans and Emergency Response Plans.
 - .6 Consolidation of all PHC Soil, lined Stage 1 and Stage 2 Tank Farm Areas available for use.
 - .7 Determine treatment performance for PHC Soil.
 - .8 Interpretation of analysis data, data quality analysis, evaluation of hydrocarbon contaminated soil treatment progress, determination and implementation of the petroleum hydrocarbon contaminated soil treatment system and/or procedure to achieve objectives defined in the contract.
 - .9 Ensure that treatment has no negative impact on the environment.
 - .10 Construction of water control and recovery structures (if required).
 - .11 Management of contaminated waters generated during soil remediation work, including separation, recovery, and disposal of free product (if required).
 - .12 Dismantling facilities following acceptance of final report by Departmental Representative.

1.5 QUALIFICATIONS

- .1 Provide detailed descriptions of firm and sub-contractors, indicating experience in soil treatment and in running such systems. Provide descriptions of similar systems used in past five years including names of individuals in charge of such systems.
- .2 Identify members of project team including project manager. Define experience, education and training, qualifications, tasks and responsibilities of each team member. Supply résumés of key technical and management staff.
- .3 Be thoroughly familiar with and knowledgeable about existing site conditions, scope of work and requirements of the Specification.
- .4 Guidelines such as those established in NIOSH Publication No. 85-115, or Hazardous Waste Worker Training Manual: Canadian LIUNA-Contractors Training Council, 1992 must be followed at all times.

Soil Remediation

- .5 Handling of hazardous materials is to be directly supervised by Contractor's personnel who have successfully completed a 40 hour training course for Hazardous Waste Operations and Emergency Response (HAZWOPER) in compliance with OSHA 29 CFR 1910.120 or other approved equivalent training courses such as the Canadian Hazardous Waste Workers Program.
- .6 Contractor's personnel trained as described in this Section are to instruct and direct all workers with respect to the waste management procedures and labour and safety practices to be followed in carrying out the work.
- .7 Provide workers, Departmental Representative and Departmental Representative's staff when required with personal protection equipment appropriate to the potential type and level of exposure. Establish specific safety protocols in the Site Specific Health and Safety Plan.
- .8 Provide suitable safety clothing and personal protective equipment as required during the course of work.
- .9 Trained and certified personnel are required to complete all Transportation of Dangerous Goods Act (TDGA) and International Air Transport Association (IATA) training, documentation and recording requirements.

1.6 SYSTEM DESCRIPTION

- .1 Design Requirements:
 - .1 Soil Remediation Technology is required to meet the AMSRP guidelines. Proven Contractor process knowledge of the remedial technique is needed to achieve the remedial goals.

1.7 SUBMITTALS

- .1 Provide submittals in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .2 Provide Detailed Soil Remediation Plan in accordance with section 01 33 00 – Submittal Procedures within thirty (30) days of contract award. Plan includes the following as a minimum:
 - .1 Information on proposed technology required to meet remedial objectives including, but not limited to:
 - .1 Environmental impact[s].
 - .2 Treatment methods
 - .3 Contingencies for weather delays.
 - .4 Remediation schedule.
 - .5 Sampling procedures and frequency.

1.8 QUALITY ASSURANCE

- .1 Regulatory Requirements.

Soil Remediation

- .1 Perform work in accordance with:
- .2 Acts, regulations, laws, guidelines, codes of practice, directives and policies of government authorities pertaining to: environment; noise; water supply; wastewater; air quality; health and safety; transportation; waste management; and wildlife.
- .3 WHMIS.
- .4 Canadian Environmental Protection Act.
- .5 The Fisheries Act.
- .6 Migratory Birds Convention Act.
- .7 Migratory Birds Regulations.
- .2 Certifications:
 - .1 All analytical work conducted on behalf of the Contractor and/or Departmental Representative must be conducted by a certified, accredited laboratory (under the Standards Council of Canada (SCC) and CALA) for the parameters of concern.
 - .2 QA/QC procedures must be explained in detail.
- .3 Field Samples:
 - .1 The Departmental Representative shall take field samples to verify remedial activities. The Departmental Representative shall indicate position of sampling points, sampling method and frequency, number of samples collected, sample preservation and analytical techniques, number of samples analyzed, parameters measured and turnaround time, chain of custody procedures, quality control samples as outlined by federal or territorial regulations.

1.9 DELIVERY, STORAGE, AND HANDLING

- .1 Contaminated Soil:
 - .1 Storage and stockpiling of contaminated soil must be performed to minimize and ensure that no environmental release occurs. Analysis, transport and remediation of contaminated soil must be performed in accordance with federal regulations.
 - .2 Store non-contaminated soil only on non-contaminated site surface areas. Ensure no contact between non-contaminated excavated soil and drainage or contaminated water or contaminated soil.
 - .3 Segregate root zone soil from non-contaminated and contaminated sub-soils.
 - .4 Prevent compaction of root zone soil such that it can be reused during site reclamation.
 - .5 Segregate non-contaminated materials for reuse as backfill.

Soil Remediation

1.10 SEQUENCING

- .1 When floating free product is present, remove free product from saturated soil without further contaminating soil or groundwater prior to commencing other decontamination Work.
- .2 Collect free product, if present, for treatment, incineration, or off-site disposal.
- .3 Decontaminate equipment used in decontamination procedures before removing equipment from job site.

1.11 MEASUREMENT OF PAYMENT

- .1 Include all direct costs in a unit cost for Item 02 61 00.01-1 Treat the PHC Soil, as indicated in the Basis of Payment Schedule. The unit costs includes, but is not limited to:
 - .1 Costs for consolidating contaminated soil.
 - .2 The treatment and analytical testing required to meet guidelines according to AMSRP.
 - .3 Equipment, materials and supplies required to treat PHC Soil.
- .2 The following activities are considered incidental to the work identified by Items 02 61 00.01-1 in the Basis of Payment Schedule and will not be measured separately:
 - .1 Dewatering of excavations.
 - .2 Dust suppression.
 - .3 Any necessary excavation to facilitate testing of contaminated soils.
 - .4 Equipment decontamination, including preparation and operation of the equipment decontamination area.
 - .5 Provision of all necessary safety equipment and clothing, as specified in Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.
 - .6 All field screening tool or techniques for confirmatory soil sampling.
 - .7 Any necessary work to facilitate Departmental Representative confirmatory sampling.
 - .8 Any requirements of permits.
 - .9 Hauling/transporting contaminated soil around site and/or to staging area.
 - .10 Grading of backfilled excavations to prevent ponding and contouring in with the surrounding terrain, as directed Departmental Representative.

Part 2 Products

2.1 NOT USED

- .1 Not used.

Soil Remediation

Part 3 Execution

3.1 EXAMINATION

- .1 Site Verification of Conditions.
 - .1 Determine site conditions prior to submitting Remediation Plan.

3.2 PREPARATION

- .1 Protection:
 - .1 Keep excavation sites water free throughout work and manage recovered water according to contamination level and federal/territory regulations.
 - .2 Provide temporary structures to divert flow of surface waters from excavation.
 - .3 Provide safety measures to ensure worker and public safety.
 - .4 Consult Departmental Representative regarding potential site specific geotechnical considerations.
- .2 Application:
 - .1 Soil Management;
 - .1 Store, transport, and eliminate off-site or treat residues generated by soil treatment process in accordance with applicable federal and / or territorial standards, requirements and regulations.
 - .2 Air Management;
 - .1 Comply with applicable air regulations.
 - .3 Treat or incinerate residues, including free product (if present) generated by water treatment process in accordance with federal and or territorial standards, requirements and regulations or store, transport and dispose of off-site.

3.3 METHOD OF REMEDIATION

- .1 Treat contaminated soil using industry accepted technology and / or process, as to meet the AMSRP guidelines or the CCME PEHH guidelines (where AMSRP guidelines do not exist)/ Consideration of the technologies should be incorporated into Contractors remediation plan or an alternative that will meet the remedial goals of the project.
- .2 PHC Soils are delineated in the Supporting Documents:
 - .1 Layout and excavate areas of contaminated soil to the limits as indicated. All layouts are to be field verified by Departmental Representative prior to excavation.
 - .2 Remove all surface debris prior to excavation. Remove all debris from excavated soil, sort and stock pile accordingly.
 - .3 Strip and stockpile separately any root zone soil if present.
 - .4 Protect non-contaminated soils from contaminated soil.

Soil Remediation

- .5 Suppress dust generated during excavation and hauling operations with water spray. Prevent surface water from entering the excavated area.
- .6 Dewater excavations, as required. Maintain soil excavations free of pooled water during soil removal, and confirmatory sampling activities. Comply with the requirements of the wastewater discharge criteria indicated in Section 01 35 15 - Special Project Procedures for Contaminated Sites.
- .7 When excavating within 30 metres of a drainage course or a water body, erect silt fences, floating silt curtains and/or containment berms to prevent the release of sediment and materials into the water.
- .8 Clean the excavating equipment including buckets and tracks of soil prior to mobilizing to the next contaminated soil area. Collect and dispose of the removed soil in accordance with the contaminated soil designation. Take special precautions to mitigate the tracking of contaminated soil over the site area.
- .9 Excavate all contaminated soil into approved containers, stock piles and/or treatment areas.
- .10 Transport all contaminated soil to the appropriate treatment area.
- .11 Use appropriate technology within the treatment area to remediate the contaminated soils to the meet the AMSRP guidelines and/or the CCME PEHH guideline.
- .12 Special consideration to be made with respect to meeting remedial objectives and project completion timelines.
- .13 The Departmental Representative will collect confirmatory soil samples after reaching the contaminated soil excavation limits indicated on the Drawings and once notified by the Contractor. No further excavation of the soil will proceed until the results of confirmatory samples are assessed by Departmental Representative.
- .14 Upon Contractor notification to the Departmental Representative that an excavation is ready to have confirmatory sampling conducted, there shall be no operation of equipment within the identified contaminated soil area(s) until Departmental Representative has confirmed, based on the analytical results of confirmatory testing, that no further excavation of contaminated soil in the area is required.
- .15 Restore excavated areas after approval from the Departmental Representative.

3.4

RESTORATION

- .1 Backfill excavations and compact soil to density similar to adjacent natural soil upon completion of soil remediation. Ensure confirmatory sampling results indicate that contaminant concentrations are in compliance with applicable guidelines prior to backfilling. Confirmatory sampling results must be verified by Departmental Representative prior to backfilling.
- .2 Re-instate surface grading to give site same appearance as before remediation work.

Soil Remediation

- .3 Clean access road of contamination resulting from project activity at request of Departmental Representative.

3.5 EQUIPMENT DECONTAMINATION

- .1 Decontaminate equipment that comes into contact with the contaminated soils by steam cleaning or other means acceptable to the Departmental Representative in a separate area capable of containing the waste generated by cleaning operations. Decontaminate as outlined in Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites.
- .2 Collect and dispose of any contaminated soil that leaks, spills or otherwise leaves the equipment during transport from the area of work to the decontamination area.
- .3 Remove and dispose of material that becomes contaminated as a result of Contractor's operation at no additional cost.
- .4 Dispose of liquid waste in accordance with the wastewater discharge criteria outlined in
- .5 Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites.
- .6 Treat any waste soil resulting from the decontamination procedure as hydrocarbon contaminated soil or metal contaminated soil depending on the source of the material and handle accordingly.

END OF SECTION

Part 1 General

1.1 DESCRIPTION

- .1 The section specifies the requirements for the collection and containerization of Hazardous Materials including the following:
 - .1 Collection of Known Hazardous Materials as indicated in the Supporting Documents.
 - .2 On-site transport of the containerized Hazardous Materials to the Temporary Storage Area for disposal off site.

1.2 RELATED SECTIONS

- .1 Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.
- .2 Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .3 Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites.
- .4 Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan.
- .5 Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
- .6 Section 02 41 16 – Structure Demolition.
- .7 Section 02 41 23 – Debris and Miscellaneous Removals.
- .8 Section 02 61 00.01 – Soil Remediation.

1.3 REFERENCES

- .1 Health Canada / Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS):
 - .1 Material Safety Data Sheets (MSDS).
- .2 National Research Council Canada Institute for Research in Construction (NRC-IRC):
 - .1 National Fire Code of Canada, 2010.
- .3 Canadian Environmental Protection Act, 1999 (CEPA 1999):
 - .1 Export and Import of Hazardous Materials and Hazardous Recyclable Material Regulations (SOR/2005-149).
 - .2 Storage Tank Systems for Petroleum Products and Allied Petroleum Products Regulations (SOR / 2008-197).
 - .3 Interprovincial Movement of Hazardous Waste Regulation (SOR/2002-301).
- .4 Transport Canada (TC):
 - .1 Transportation of Dangerous Goods Act, 1992 (TDG Act) 1999, (c. 34).
 - .2 Transportation of Dangerous Goods Regulations (SOR/2012-245).

Hazardous Materials

- .5 Department of the Environment, Government of Nunavut:
 - .1 Environmental Guideline for the Burning and Incineration of Solid Waste (2012).
 - .2 Environmental Guideline for the General Management of Hazardous Materials (2010).
 - .3 Environmental Guideline for Contaminated Site Remediation (2009).
 - .4 Environmental Guideline for Industrial Waste Discharges (January 2002).
 - .5 Environmental Guideline for Mercury-Containing Products and Waste Mercury (2010).
 - .6 Environmental Guideline for Waste Paint (2010).
 - .8 Environmental Guideline for Ozone Depleting Substances (2011).
 - .9 Environmental Guideline for Waste Antifreeze (2011).
 - .10 Environmental Guideline for Waste Batteries (2011).
 - .11 Environmental Guideline for Waste Lead and Lead Paint (2011).
 - .12 Environmental Guideline for Waste Solvent Division (2011).
- .6 Indigenous and Northern Affairs Canada:
 - .1 Abandoned Military Site Remediation Protocol. Volume 1 – Main Report (2009).
- .7 United States Department of Labor Occupational Safety and Health Administration (OSHA):
 - .1 Occupational Safety and Health Guidance Manual for Hazardous Materials Site Activities: NIOSH Publication No. 85 115.
- .8 Environment Canada:
 - .1 Environmental Code of Practice on HALONS (1996).
 - .2 Environmental Code of Practice for Elimination of Fluorocarbon Emissions from Refrigeration and Air Conditioning Systems (1996).

1.4 DEFINITIONS

- .1 Dangerous Goods: Product, substance, or organism specifically listed or meets hazard criteria established in Transportation of Dangerous Goods Regulations.
- .2 Hazardous Material: Items or debris no longer used for their original purpose; now hazardous and intended for recycling, treatment or disposal. Also, material that is designated as “hazardous” under Nunavut Territorial or Federal Legislation; or as a “dangerous good” under the TDGA. The following substances, typical of remote Arctic sites, are designated as “hazardous” in accordance with the aforementioned legislation:
 - .1 Total lead in paint on aboveground storage tanks (ASTs).
 - .2 Mercury vapour in fluorescent lights, elemental mercury in thermostats.
 - .3 Fire extinguishers.
 - .4 Compressed gas cylinders.

Hazardous Materials

- .5 Refrigerant items.
 - .6 Contaminate Soil.
 - .7 Organic liquid content in drums, ASTs, tanks, and containers.
 - .8 Materials in ASTs, tanks, containers and non-flammable cabinets (includes glycol, powder, liquid, solid hazardous chemicals and materials).
 - .9 Batteries
- .3 Lead-based paint (LBP) coated materials: Material that is coated with lead based paint that has been analyzed and determined to contain total lead concentrations in excess of 600 ppm.
- .4 "Processing" refers to the sampling, testing, packaging, and containerization of hazardous materials.
- .5 Packaging container: The type of container required to contain the hazardous material placed in it, as required by the TDGA.
- .6 Shipping container: The container into which the packaging containers are placed for purposes of shipping to an off-site disposal facility.
- .7 Temporary Storage Area: The designated area, approved by Departmental Representative, for the storage of packaging and/or shipping containers prior to transport off site Requirements for the Temporary Storage Area are outlined in Section 01 52 00.
- .8 Free product: Separated phase liquid petroleum hydrocarbon product.
- .9 Contractor's Designated Hazardous Waste Disposal Facility: A Licensed Hazardous Waste Disposal Facility designated by the Contractor for the disposal of all hazardous materials specified under the provisions of this contract. The facility must be pre-approved by the Departmental Representative prior to beginning work. Contractor must provide documentation from the Designated Hazardous Waste Disposal Facility indicating full responsibility for all hazardous materials accepted from the site.
- .10 Known Hazardous Material: Material designated as hazardous in accordance with the definition of hazardous materials in this Section, and which is identified for collection and disposal.
- .11 Unknown Hazardous Material: Material designated as hazardous in accordance with the definition of Hazardous Materials material in this section, and which has not been specifically identified for collection and disposal as part of other work components.
- .12 Calibrated scale: A scale that has been calibrated using a minimum of 3 known weights to ensure the scale is outputting the correct measurement. Known weights must be within the range of weights of materials being weighted. Calibration entails placing a known weight on the scale and then the scale is adjusted until it yields a correct corresponding weight measurement.

Hazardous Materials

1.5 SUBMITTALS

- .1 Submit in accordance with Section 01 33 00 – Submittal Procedures.
- .2 Product Data:
 - .1 Submit two (2) copies of WHMIS MSDS in accordance with Section 02 81 01 – Hazardous Materials.
 - .2 Submit qualifications and training certificates for all Contractor's personnel performing Work as described under this Section prior to commencing Work.
 - .3 Submit waste transport manifests and chains of custody to the Authority Having Jurisdiction (AHJ), as required, in accordance with applicable regulations.
 - .4 In the event of an environmental incident or damage to waste containers, notify the Departmental Representative and applicable Authority Having Jurisdiction.

1.6 QUALIFICATIONS AND PERSONAL PROTECTION

- .1 Contractor's workers must be thoroughly familiar with and knowledgeable about existing site conditions, scope of work, and requirements of the Specification.
- .2 Only Contractor's workers able to provide a history of satisfactory experience in the area of hazardous materials management and can satisfy Federal and Territorial requirements will be permitted to supervise and conduct the work of this Section. Contractor's Hazardous Materials Specialist responsible for the work of this Section is to have a minimum of five (5) years of experience in the area of hazardous materials management.
- .3 Follow guidelines such as those established in Section 1.3 References.
- .4 Any activity involving the handling of hazardous materials is to be supervised directly by Contractor's personnel who have successfully completed a forty (40) hour training course for hazardous materials activities in compliance with OSHA 29 CFR 1910.120 or other approved equivalent training courses such as the Canadian Hazardous Materials Workers Program.
- .5 Contractor's key personnel responsible for the removal of leachable lead coatings must demonstrate an appropriate level of experience in the lead control and abatement industry.
- .6 Contractor's personnel, who have been trained as described in this Section, are to instruct and direct all workers with respect to the waste management procedures and labour and safety practices to be followed in carrying out the work.
- .7 Provide all workers with protection appropriate to the potential type and level of exposure.
- .8 Establish specific safety protocols prior to commencing clean-up activities.
- .9 Provide suitable personal protective clothing and equipment as required during the course of the work. Supply sufficient quantities and various sizes of PPE to fit all site

Hazardous Materials

personnel including Departmental Representative, Departmental Representative's staff, and site visitors:

- .1 Trained and certified personnel are required to complete all TDGA documentation and recording requirements.

1.7

MEASUREMENT FOR PAYMENT

- .1 Include all direct costs in lump sum price for Item 02 81 01-1, Dismantle Lead-Based Paint coated ASTs, as indicated in the Basis of Payment Schedule. Work indicated in lump sum item includes, but is not limited to:
 - .1 Mechanically or chemically remove Blue LBP from strip-sections of the ASTs to facilitate paint free cutting.
 - .2 Cut along paint-free sections of the ASTs to dismantle/ break down the ASTs into manageable pieces for storage and staging.
 - .3 Haul and stage cut sections to the Temporary Storage Area.
- .2 Include all direct costs in lump sum price for Item 02 81 01-2, Consolidate and Incinerate Organic Liquid Wastes or remove off-site for disposal, as indicated in the Basis of Payment Schedule. Work indicated in lump sum item includes, but is not limited to:
 - .1 Securing the organic liquids in tanks, ASTs, drums and pipeline.
 - .2 Transfer of organic liquids into drums, as required.
 - .3 Any and all analytical testing of liquid organics required for re-use, incineration, or by the Contractor's Designated Hazardous Waste Disposal Facility and territorial regulations as applicable.
 - .4 All costs associated with storage, transfer and use if used by Contractor on site.
 - .5 Preparation, handling, collection, and on-site incineration of drum and tank contents meeting the incineration criteria.
 - .6 Treatment and disposal of all rinsate generated during drum and tank cleaning.
- .3 Include all direct costs in lump sum price for Item 02 81 01-3, Depressurize Gas Cylinders and Fire Extinguishers, as indicated in the Basis of Payment Schedule. Work indicated in lump sum item includes, but is not limited to:
 - .1 Assessing the contents of the cylinders and extinguishers.
 - .2 If the appropriate, depressurizing and evacuating the cylinders.
 - .3 If the contents cannot be depressurized on site, placing the cylinders in an approved container and shipping off site for disposal at Contractor's designated Hazardous Material Waste Disposal Facility.
- .4 Include all direct costs in lump sum price for Item 02 81 01-4, Remove All Other Hazardous Waste off-site for disposal (materials from Process Plant not included), as indicated in the Basis of Payment Schedule. Work indicated in lump sum item includes, but is not limited to:

Hazardous Materials

- .1 Any and all analytical testing of materials required by the Contractor's Designated Hazardous Waste Disposal Facility and territorial or provincial regulations as applicable.
- .2 Preparation and submission of waste transport manifests to the Departmental Representative to meet all requirements of the TDGA and Regulations and Interprovincial Movement of Hazardous Waste Regulation (IMHWR).
- .3 Management of a Temporary Storage Area as required prior to and during transport to Contractor's Designated Hazardous Waste Disposal Facility. The development, operation, and closure of the Temporary Storage Area will be paid for as specified in Section 01 52 00 – Construction Facilities.
- .4 Permitting, transport, and off-loading of the containerized hazardous materials at the Contractor's Designated Hazardous Waste Disposal Facility.
- .5 Disposal of hazardous materials at the Contractor's Designated Hazardous Waste Disposal Facility.
- .6 Tracking and submittals of all appropriate documentation to Departmental Representative and AHJ.
- .7 The supply and transport to site the containers required to transport hazardous materials. This includes packaging, labels, signage, materials required within the transport vessel required for safe and secure transport.
- .8 Containers must be approved for the type of waste to be transported.
- .9 Containerized hazardous waste shall meet all the requirements of the TDG Act and Regulations CEPA Regulations, Interprovincial Movement of Hazardous Waste Regulation and all other applicable Regulations.
- .10 Signs, barricades required to complete the Work.
- .11 All costs associated with repackaging of container contents resulting from the Contractor failing to properly pack and secure the container and/or its contents.
- .12 Additional costs for analytical testing and/ or transport should materials not be acceptable for receipt at the Contractor's Hazardous Waste Disposal Facility.
- .5 Except as otherwise indicated herein, Work under this section will not be measured. Include all costs in Item BOPC-1, Balance of Project Costs in the Basis of Payment Schedule. Indicate the cost of this Work as a separate line item in the cost breakdown specified in Section 01 32 18 – Construction Progress Schedules – Bar (GANTT) Chart.

Part 2 PRODUCTS

2.1 2.1 MATERIALS

- .1 Description:
 - .1 Bring on site only quantities of hazardous material required to perform Work, if any.

Hazardous Materials

- .2 MSDS for suggested hazardous materials are to be approved by the Departmental Representative prior to transporting to site.
- .3 Upon approval, maintain MSDS in proximity to where materials are being used. Communicate this location to personnel who may have contact with hazardous materials.

2.2 HAZARDOUS MATERIALS CONTAINERS

- .1 Hazardous Materials Containers:
 - .1 Containers must satisfy the requirements of the most recent edition of the TDGA and Regulations, and in particular, the requirements for intermediate bulk containers for air/ ground transport of hazardous materials.
 - .2 Containers are to include all necessary liners to satisfy the TDGA requirements for air/ ground transport.
- .2 With respect to packaging and containerization requirements of hazardous materials, all requirements of the TDGA and Regulations and CEPA Interprovincial Movement of Hazardous Waste must be met.
- .3 Departmental Representative must direct and inspect all hazardous material packaging upon arrival and prior to shipment.

2.3 SOLVENT (DRUM RINSE)

- .1 Minimum flash points within the MSDS for solvents must be submitted to Departmental Representative prior to shipment to the site. The solvent shipped to the site is to remain the property of Contractor.

Part 3 EXECUTION

3.1 GENERAL REQUIREMENTS

- .1 Conduct all work in accordance with all appropriate Federal, Provincial and Territorial legislation, and international conventions.
- .2 Shipping and receiving hazardous materials are to be licensed under the TDGA and Regulations, and appropriate Federal, Provincial and Territorial environmental Acts and regulations.
- .3 Only trained individuals or individuals working under the direct supervision of trained persons are to handle or transport dangerous goods.
- .4 Establish a Temporary Storage Area at the site as specified in Section 01 52 00 – Construction Facilities, to provide a secure area for hazardous material prior to shipment for disposal as described in this Section.

Hazardous Materials

3.2 PROTECTION

- .1 Perform all work in an environmentally acceptable manner. Comply with requirements of Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
- .2 Avoid releasing any hazardous materials into the environment during handling and storage.
- .3 In the event of a spill, implement the emergency response plan and take appropriate action.
- .4 When working with PCB-containing materials, leachable lead materials, asbestos, and other contaminants, workers must wear protective clothing and equipment acceptable to the Territorial Labour Department suitable for exposure in the work area. Follow National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH) guidelines in providing protection for on-site personnel including contract employees, subcontractors, Departmental Representative, Departmental Representative's staff, and other authorized personnel or visitors.
- .5 Any wastewater created from the cleaning of fuel tanks, pipelines and barrels is to conform to the wastewater discharge criteria in Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites prior to release. Wash water should be treated to meet the discharge criteria, or dispose of any liquid effluent not conforming to the Discharge Criteria as a waste material at Contractor's own cost, in accordance with the requirements of this Section.
- .6 Departmental Representative is to carry out baseline soil sampling and analyses of the temporary storage area and area where hazardous materials will be processed, prior to commencing work, and confirmatory sampling following the decommission of the areas. The Contractor is responsible for any soil impacts resulting from the improper storage and handling of hazardous materials over the duration of site activities. In the event of such impacts, the Contractor is to submit to Departmental Representative a plan for site remediation in accordance with all Federal and Territorial Regulations to be enacted upon immediately following approval by Departmental Representative. All clean-up costs, including but not limited to excavation and disposal, will be borne by Contractor.
- .7 PPE, as per Section 01 35 32, Site Specific Health and Safety Plan, is to include clothing, protective suits, respirators, etc. in accordance with NIOSH Guidelines and to comply with anticipated and potential emergency conditions.
- .8 Site personnel in the vicinity of the debris removal operations or handling hazardous material are required to wear PPE in accordance with NIOSH guidelines.
- .9 Provide a full range of clean-up and protective equipment at the site to contain and clean-up spills, and protect personnel, as detailed in the Spill Contingency plan and specified in Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan. The clean-up equipment is to include booms (sorbent and containment), sorbents for clean-up, fire extinguishers for A-B-C fires, overpacks for contaminated soils, pumps, hand shovels, picks and containment barriers, such as plastic sheeting. Personal protective equipment

Hazardous Materials

is to include clothing, protective suits, respirators, etc. to comply with potential emergency conditions and in accordance with NIOSH guidelines.

- .10 Vent non-ventilated gas cylinders and fire extinguishers in a remote and safe area acceptable to Departmental Representative. Stockpile empty and ventilated gas cylinders and fire extinguishers as non-hazardous waste. Do not explode or vent cylinders known or suspected to contain any ozone depleting substances. Containerize these materials in accordance with TDGA packaging standards.
- .11 The contractor is responsible for safely venting, containerizing and disposing of all unknown substances within pressurized cylinders and fire extinguishers that are on site.

3.3 MATERIALS PROCESSING AREAS

- .1 Establish hazardous materials processing areas for the purpose of:
 - .1 Sorting, packaging, sampling, and processing of unknown and known hazardous materials.
 - .2 Consolidation of compatible liquids and sediments.
 - .3 Processing of drums and drum contents, including transferring of liquids for reuse into appropriate containers, incineration of remaining organic liquids meeting incineration criteria, packaging for off-site shipment, and cleaning of drums.
- .2 Establish hazardous materials processing areas to:
 - .1 Minimize the handling of hazardous materials.
 - .2 Provide for the sampling, testing, and packaging of hazardous materials, drum contents and wash water,
 - .3 Accommodate the volume of material and number of drums to be processed at any one time.
 - .4 Isolate hazardous materials, drum contents and wash water from other work operations.
 - .5 Provide access for consolidation, packaging, cleaning of drums, and transporting containers to the Temporary Storage Area.
 - .6 Be able to manage runoff water, spills, and leaks so as not to impact the environment.
- .3 Provide safe working conditions for all personnel working in and around these areas.
- .4 Must meet requirements of AHJ. The clean-up of spills and leaks will be performed as per Section 01 35 32, Site Specific Health and Safety Plan.
- .5 The Materials Processing Areas are to be located as follows:
 - .1 At least 30 metres away from any water body or drainage course.
 - .2 On stable ground which is not subject to flooding or seasonal saturation.
 - .3 In a previously disturbed area if possible.

Hazardous Materials

- .4 In a location that will not impede other work.
- .6 Do not construct the Hazardous Materials Processing Area until baseline sampling has been completed by the Departmental Representative.
 - .1 Immediately clean up any spills, leaks, or other releases of liquid or sediment from this area using proper techniques.
 - .2 Submit the details of the Materials Processing Area to Departmental Representative for review and approval prior to beginning work.

3.4 REMOVAL AND SORTING OF HAZARDOUS MATERIALS

- .1 Continually monitor remediation operations to identify potentially hazardous material.
- .2 Immediately suspend operations if suspected hazardous material or debris is identified and obtain visual confirmation of the nature of the material or debris.
- .3 Store suspicious material in a secured area or secured container, if the nature of the material or debris cannot be confirmed. Inform Departmental Representative about the findings. The suspicious material needs to be seized until the nature of the material is confirmed by Departmental Representative. Sampling and testing of the material for classification will be conducted and paid for by Departmental Representative.
- .4 Remove hazardous materials derived from demolition work from their place of origin, place in approved containers, and transport containers to the Temporary Storage Area.
- .5 Advise Departmental Representative of any stained soils encountered during hazardous material removal operations. Excavate stained and impacted soil areas, identified during removal operations upon approval from Departmental Representative and in accordance with the requirements of Section 02 61 00.01 – Soil Remediation. Testing for confirmation of impacts will be carried out and paid for by Departmental Representative.

3.5 CONTAINERIZATION OF LEAD-BASED PAINT

- .1 Place stripped mechanically or chemically removed lead-based paint in the containers described in this section.
- .2 Clearly mark on all containers the contents.
- .3 Remove bulk contamination (i.e. contaminated dust) from disposable clothing containing lead-based paint and place in double polyethylene bags designated as hazardous waste. Upon cleaning of surficial contamination, remove outer clothing before leaving work area and place in doubled polyethylene bags. Place bags in hazardous waste containers specified in this Section.
- .4 Decontaminate all equipment that comes into contact with hazardous materials. Place all rags or cloths used during the equipment decontamination in designated polyethylene bags.
- .5 Place bags in the hazardous waste containers specified in this Section.

Hazardous Materials

- .6 All drop cloths used to collect paint particles during dismantling operations must be sprayed or dampened with water prior to their removal from the facility. Place the drop cloths in designated polyethylene bags, and place the bags in the hazardous waste containers specified in this Section.

3.6 DRUM PROCESSING

- .1 Prepare a flow diagram for the methodology for the processing, clean-up and disposal of drums.
- .2 Inspection:
 - .1 All drums must be inspected by Departmental Representative and Contractor. The purpose of the inspection is to identify the process for opening, sampling, testing and handling of the drums. The inspection is to address the following items as a minimum:
 - .1 Symbols, words, or other marks on the drum that identify its contents, and/or that its contents are hazardous; e.g., radioactive, explosive, corrosive, toxic, flammable.
 - .2 Symbols, words, or other marks on the drum that indicate it contains discarded laboratory chemicals, reagents, or other potentially dangerous materials in small-volume containers.
 - .3 Signs of deterioration such as corrosion, rust, or leaks at seams, rims, and V grooves.
 - .4 Evidence of spills or other contamination on the top and sides of the drum.
 - .5 Signs that the drum is under pressure such as bulging and swelling.
 - .3 Test areas around drums that show evidence of holes, rust points, or openings using a VOC instrument prior to movement. If levels exceed twenty (20) percent LEL as measured by the VOC, conduct all handling, storage, and transportation operations in accordance with the appropriate sections of the NIOSH guidelines, National Fire Code of Canada, and the TDGA for flammable and combustible materials.
 - .4 Drum Opening:
 - .1 Pressurized drums are extremely hazardous. Open with extreme caution. Use only non-sparking equipment to open drums (i.e. brass or beryllium). Provide all personnel opening drums with appropriate safety equipment and protective clothing. Open drums in accordance with the procedures outlined in the Occupational Safety and Health Administration (OSHA) Code of Federal Regulations Title 29, Part 1910, Section 120 (29 CFR 1910.120) Hazardous Materials Operations and Emergency Response (HAZWOPER).
 - .2 If the bungs of a drum can be readily moved, then open the drum slowly, allowing time for any pressure in the drum to be released before the bungs are fully removed.

Hazardous Materials

- .3 If the bungs of a drum cannot be readily moved, or if inspection suggests opening the drum may present a special hazard, vent the drums remotely to relieve any internal pressure that may be present prior to opening. Conduct remote drum venting using a suitable device.
- .4 Conduct the remote venting operation at a safe distance from other site operations, and from behind suitable walls or barricades.
- .5 All drums are to be clearly numbered on the lid and side of the drum and cross referenced to sample numbers.
- .6 Do not transport drums until it has been determined that they are not pressurized, do not leak, and are sufficiently sound for transport.
- .5 Sampling and testing of drum contents:
 - .1 Samples of the contents of the drums are to be collected by the Contractor.
 - .2 Combine drum contents that are determined, through field screening, visual observations and labeling to contain the same liquids.
 - .3 Consolidate drum contents only in the Materials Processing Areas.
 - .4 Do not consolidate drum contents consisting of black oil.
 - .5 Collect drums and store at the Materials Processing Areas.
 - .6 Liquid samples are to be inspected and classified by the Contractor as containing water or organic materials.
 - .7 Based on the results of the analysis by the Contractor; treat drum contents in accordance with the requirements detailed in Figure 1 at the end of this section.
 - .8 The Departmental Representative will perform the necessary QA/QC analysis and review of the results obtained by the Contractor.
- .6 Disposal of Drum Contents:
 - .1 Dispose of drums containing rust and sediment as empty drums, as described below.
 - .2 For small volumes (50 mm at bottom of drum) agitation with oil-absorbent material to remove any organic material is acceptable.
 - .3 Collect wastewater for disposal in accordance with wastewater discharge criteria, Section 01 35 43 – Environmental Procedures.
 - .4 Test used oil-absorbent material to determine treatment and disposal requirements. Provide a dual chamber, forced air, fuel fired POL incinerator to incinerate all waste POL product and used oil-absorbent material meeting the following criteria on site in accordance with site permit requirements and the Environmental Guideline for the Burning and Incineration of Solid Waste (EGBISW) or package for disposal off site at a licensed disposal facility:
 - .1 PCBs < 2 ppm
 - .2 Chlorine < 1000 ppm
 - .3 Cadmium < 2 ppm

Hazardous Materials

- .4 Chromium < 10 ppm
 - .5 Lead < 100 ppm
- Contents and used oil-absorbent material that do not meet incineration criteria in accordance with TDGA regulations will be packaged for disposal off site at a licensed disposal facility, as required.
- .5 Incinerate the contents of drums containing water with glycol and/or alcohol or organic phases that meet the criteria indicated above (in accordance with site permit requirements and the EGBISW on site or package contents for off-site disposal at a licensed disposal facility.
 - .6 Package the contents of drums containing materials in excess of the concentrations indicated above, in accordance with TDGA regulations, as required, for disposal at an off-site licensed disposal facility. Contents may be combined with compatible materials for shipping purposes in accordance with TDGA regulations, as required.
 - .7 Leachate extraction tests and total CCME metals analysis are to be carried out by Departmental Representative on the solid residual material resulting from the incineration process. The leachate toxicity of the material will be determined in accordance with Appendix 4 of Part 2 of the TDGA and with CEPA regulations. Treat materials found not to be leachate toxic and that meet appropriate metals guidelines, as hydrocarbon contaminated soil as described in Section 02 61 00 – Soil Remediation. Package leachate toxic material or that does not metals guidelines in accordance with TDGA regulations, and dispose of off site.
- .7 Cleaning and disposal of drums:
- .1 Clean to remove oil, sludge, wax, tar and other fuel residue adhering to the surface of the empty drums, following the removal and consolidation of drum contents.
 - .2 If residue remains, use a manual detergent cleaning method. For heavily oil-soaked surfaces, a second detergent application may be required.
 - .3 Only in the event that two detergent applications prove ineffective, use an appropriate solvent rinse for residue removal. Solvent rinsate material is to be tested by Departmental Representative to determine disposal requirements. If the solvent rinsate meets the criteria indicated above, incinerate the material on site. If the solvent rinsate is in excess of the criteria, package the material in accordance with TDGA regulations, as required, for disposal off site at a licensed disposal facility.
 - .4 Recycling of steam cleaning rinsate is permitted if steam cleaning rinsate is passed through an oil-water separator. Oily waste residue separated by agitation and removed with oil-absorbent material to remove any organic material is permitted.

Hazardous Materials

- .5 The resulting rinsate is to be tested by Departmental Representative for the wastewater discharge criteria in Section 01 35 15 - Special Project Procedures for Contaminated Sites. If the concentrations of the rinsate is greater than the indicated levels, then package the rinsate in accordance with TDGA regulations, as required, for disposal off site at a licensed disposal facility.
- .6 Dispose of the used oil-absorbent material and/or oily liquid waste in excess of the concentrations indicated in this section.
- .7 Crush all empty drums prior to containerization. Crush the drums to reduce the total original drum volume by a minimum of 75 percent. Containerize empty drums with no leachable lead paint as non-hazardous materials in accordance with Section 02 41 23 – Debris and Miscellaneous Removals.

3.7 CLEANING OF FUEL TANKS/ASTS/PIPELINES

- .1 Debris at this site may consist of fuel tanks, ASTs and pipelines which may contain fuel.
- .2 Prior to the demolition and removal of fuel tanks, ASTs and pipelines:
 - .1 .1 Allow use of liquids contained in the tanks and pipelines by local personnel, for site equipment, incinerate, or dispose of these liquids off site. In the event of incineration, incinerate in a container to prevent soil or water contamination and ensure an oxygen-rich environment to promote complete combustion. Incineration to occur in accordance with Section 01 35 32 – Site Specific Health and Safety Plan, the site permit requirements, and the EGBISW.
 - .2 .2 Rinse the tanks with water to remove any residual product. Filter the wash water through oil-absorbent material or oil/water separator.
 - .3 .3 Test the used oil-absorbent material to determine disposal requirements. Incinerate oil-absorbent material meeting the following criteria on site or package for disposal off site at a licensed disposal facility:
 - .1 PCBs < 2 ppm
 - .2 Chlorine < 1000 ppm
 - .3 Cadmium < 2 ppm
 - .4 Chromium < 10 ppm
 - .5 Lead < 100 ppmTreat if necessary and dispose of the remaining waste wash water in accordance with the wastewater discharge criteria outlined in Section 01 35 15 – Special Project Procedures for Contaminated Sites.
 - .4 The oil-absorbent material containing contaminants in excess of the above criteria should be packed in accordance with TDGA regulations, as required, for disposal off site at a licensed disposal facility.
 - .5 The contractor is to submit purging and off gassing safe work procedures for approval by the Departmental Representative prior to commencing off gassing. These safe work procedures must follow applicable regulations and guidelines.

Hazardous Materials

- .6 Following degassing, check interior explosive vapour concentrations which must be less than 20 percent LEL prior to demolition.

3.8 CLEANING OF SEWAGE TANKS

- .1 Sewer lines must be rinsed with wash water prior to demolition. Sample and analyze the liquids, including wash water, in accordance with the wastewater discharge criteria outlined in Section 01 35 43 – Environmental Procedures. Package material in excess of these criteria in accordance with TDGA regulations as required.
- .2 Analyze sewage sludge in accordance with the impacted soil criteria described in Section 02 61 00.01 – Soil Remediation. Dispose of this material in accordance with the requirements of Section 02 61 00.01.

3.9 PACKAGING, LABELLING AND INVENTORY OF CONTAINERS

- .1 Use a numbering system and maintain an inventory of all containers to be transported and disposed of off site.
- .2 Label all containers, using spray paint or other means, with the Container number and contents (e.g., haz soil, haz debris, etc.). Package and label each "Hazardous Material" in accordance with the "Class" and "Packaging Group" as per the TDGA.
- .3 Submit to Departmental Representative, a copy of the inventory of the contents of each container.

3.10 TEMPORARY STORAGE AREA

- .1 Develop Temporary Storage Areas at the site for the storage of containerized hazardous materials.
- .2 Temporary Storage Area must comply with the requirements identified in Construction Facilities - Section 01 52 00 of these Specifications.
- .3 The location and size of the Temporary Storage Area must allow for the minimization of handling of materials, isolate materials from other work operations and provide for the collection and removal of materials from the site.
- .4 Segregate materials within the Temporary Storage Area as follows:
 - .1 Containerized Metal Impacted Soil (as required if waiting for landfill construction or off-site disposal).
 - .2 Containerized Hazardous Solid and Liquid Materials.
 - .3 Containerized Drum, Tank, and Pipeline Contents.
 - .4 Non-hazardous Materials (as required if waiting for landfill construction).
- .5 Store hazardous materials in their appropriate packaging containers in accordance with the TDGA requirements.
- .6 No stacking of hazardous materials containers will be allowed during storage.

Hazardous Materials

- .7 In accordance with Section 01 78 00 – Closeout Submittals, submit to Departmental Representative a detailed inventory of the Temporary Storage Area indicating the location and contents of each container and assigned internal tracking numbers (as required) and packaging configuration.
- .8 Store and handle flammable and combustible materials in accordance with National Fire Code of Canada requirements.
- .9 Flammable and combustible liquids such as gasoline, kerosene and naphtha for ready use will be shipped on site in amounts approved by the Departmental Representative.
- .10 Store flammable and combustible liquids in approved safety cans bearing the Underwriters' Laboratory of Canada or Factory Mutual seal of approval.
- .11 Storage of quantities of flammable and combustible liquids exceeding a volume (determined by the Departmental Representative) for work purposes requires the written approval of the Departmental Representative.
- .12 Transfer of flammable and combustible liquids is prohibited within buildings or where ventilation is not considered adequate.
- .13 Transfer flammable and combustible liquids away from open flames or heat-producing devices.
- .14 Solvents or cleaning agents must be non-flammable or have flash point above 38 degrees C.
- .15 Store flammable and combustible waste liquids for disposal in approved containers located in safe, ventilated area. Keep quantities to minimum.
- .16 Observe smoking regulations, smoking is prohibited in areas where hazardous materials are stored, used, or handled and in active work areas.

3.11 CLEANING

- .1 Leave Work area clean at end of each day.
- .2 Upon completion, remove surplus materials, rubbish, tools and equipment.
- .3 Waste Management: separate waste materials for transport off site.
 - .1 Dispose of hazardous waste materials in accordance with applicable federal and provincial acts, regulations, and guidelines.
 - .2 Recycle hazardous wastes for which there is approved, cost effective recycling process available.
 - .3 Send hazardous wastes to authorized hazardous waste disposal or treatment facilities.
 - .4 Burning, diluting, or mixing hazardous wastes for purpose of disposal is prohibited.
 - .5 Disposal of hazardous materials in waterways or in municipal solid waste landfills is prohibited.

Hazardous Materials

- .6 Dispose of hazardous wastes in timely fashion in accordance with applicable provincial regulations.
- .7 Minimize generation of hazardous waste to maximum extent practicable. Take necessary precautions to avoid mixing clean and contaminated wastes.
- .8 Identify and evaluate recycling and reclamation options as alternatives to land disposal, such as:
 - .1 Hazardous wastes recycled in manner constituting disposal.
 - .2 Hazardous waste burned for energy recovery.
 - .3 Lead-acid battery recycling.
 - .4 Hazardous wastes with economically recoverable precious metals

```

graph TD
    A[Analyze all samples rush for flash point] -- "25°C < F.P. < 225°C" --> B[Analyze samples rush for PCB]
    A -- "F.P. < 25°C or F.P. > 225°C" --> D[Analyze samples for PCB]
    B -- "PCB < 2 ppm" --> C[Analyze samples rush for Total Cl]
    B -- "PCB > 2 ppm" --> E[Classify waste for transport and ship off-site]
    C -- "Cl < 1000 ppm" --> F[Analyze samples rush for metals]
    C -- "Cl > 1000 ppm" --> E
    F -- "Metals below criteria" --> G[Incinerate on-site]
    F -- "Metals above criteria" --> E
    D --> E
    
```

Metals below criteria

Metals above criteria

TDG Regulated

- Class 3: F.P. < 60.5°C
- Class 9: PCB > 50 ppm
- Class 8: pH < 3 or pH > 12

Not TDG Regulated

- F.P. > 60.5°C
- PCB < 50 ppm
- 3 < pH < 12

END OF SECTION

Jericho Mine Site Stabilization

Basis of Payment Table

Section	ID	Specification Reference	Description	Unit	Quantity	Price
Division 1	1.1	BOPC-1	Balance of Project Costs	Lump Sum	1	
Division 1	1.2	BOPC-2	Engineering Design	Lump Sum	1	
Division 1	1.3	01 11 00-1	Worker Orientation Seminar	Lump Sum	1	
Division 1	1.3	01 31 19-1	Project Meetings	Lump Sum	1	
Division 1	1.3	01 31 19-2	Community Meetings	Lump Sum	1	
Division 1	1.3	01 33 00-1	Submittals	Lump Sum	1	
Division 1	1.3	01 35 32-1	Site Specific Health and Safety Plan	Lump Sum	1	
Division 1	1.4	01 53 00-1	Mobilization	Lump Sum	1	
Division 1	1.5	01 53 00-2	Demobilization	Lump Sum	1	
Division 1	1.6	01 54 00-1	Operation and Maintenance of Camp Facilities	Lump Sum	1	
Division 1	1.7	01 78 00-1	Project Record Documents	Lump Sum	1	
Division 1	SubT		Subtotal Division 1			\$ -
Division 2	2.0		Earthworks			
Division 2	2.1	TOR	Breach the C1 Diversion and construct a Pit Overflow	Lump Sum	1	
Division 2	2.2	TOR	Breach the West Dam	Lump Sum	1	
Division 2	2.3	TOR	Notch Divider Dyke A	Lump Sum	1	
Division 2	2.4	TOR	Construct a Cover over Cell A	Lump Sum	1	
Division 2	2.5	TOR	Construct a Non-Hazardous Landfill	Lump Sum	1	
Division 2	2.6	TOR	Re-grade the Containment Berms	Lump Sum	1	
Division 2	SubT		Subtotal Earthworks			\$ -
Division 2	3.0		Environmental			
Division 2	3.1	02 61 00.01-1	Treat the PHC Soil	m ³	7,804	
Division 2	3.2	02 81 01-1	Dismantle Lead-Based Paint coated ASTs	Lump Sum	1	
Division 2	3.3	02 81 01-2	Consolidate and Incinerate Organic Liquid Wastes or remove off-site for disposal	Lump Sum	1	
Division 2	3.4	02 81 01-3	Depressurize Gas Cylinders and Fire Extinguishers	Lump Sum	1	
Division 2	3.5	02 81 01-4	Remove All Other Hazardous Waste off-site for disposal (materials from Process Plant <u>not</u> included): - batteries, mercury vapour in fluorescent lights, paint, refrigerant-containing items, oil absorbent; large amounts of glycol, paraffin wax, bentonite, cement, preservatives, biomedical and pharmaceutical waste, oil/lubricants/fuels, etc.	Lump Sum	1	
Division 2	SubT		Subtotal Environmental			\$ -
Division 2	4.0		Demolition			
Division 2	4.1	02 41 16-1	Demolish and landfill Main Camp Facility	Lump Sum	1	
Division 2	4.2	02 41 16-2	Dismantle and landfill Tanks and debris from Tank	Lump Sum	1	
Division 2	4.3	02 41 16-3	Demolish and landfill remaining structures (Process Plant, Truck Shop, Terminal Buildings and Core Shack	Lump Sum	1	
Division 2	4.4	02 41 32-1	Collect and Landfill remaining Non-Hazardous material	Lump Sum	1	
Division 2	SubT		Subtotal Demolition			\$ -
Division 2	SubT		Subtotal Division 2			\$ -

Total Price

\$ -